

La Yougoslavie dans les Balkans

Son rôle diplomatique depuis la guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 3 Décembre 1935, à 14 heures

PAR

M. Milorad YANOCHEVITCH

JURY :

<i>Président :</i>	M. A. de LA PRADELLE, Professeur
<i>Suffragants</i> }	MM. LE FUR, Professeur
	SCELLE, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Ecoles

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Yougoslavie dans les Balkans

Son rôle diplomatique depuis la guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 3 Décembre 1935, à 14 heures

PAR

M. Milorad YANOCHEVITCH

Président : M. A. de LA PRADELLE, Professeur
Suffragants { MM. LE FUR, Professeur
SCELLE, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS INTERNATIONALES
4 bis, Rue des Ecoles

1935



A la mémoire de ma Grand'Mère et de ma Mère

A mon Père

Témoignage de ma reconnaissance filiale

A ma Famille

en signe de ma tendre affection



Digitized by the Internet Archive
in 2026

*« Gardez la Yougoslavie !... Maintenez l'Al-
liance franco-yougoslave ».*

Dernières paroles de
S. M. le Roi-Chevalier ALEXANDRE I^{er}
l'Unificateur.

Si je constate que l'axe commun à la Petite Entente et à l'Entente Balkanique passe par la Yougoslavie et la Roumanie, c'est qu'il me plaît de voir, dans la responsabilité assumée suivant les principes de la Société des Nations par les deux pays amis et alliés à la France, l'une des meilleures cautions de la pérennité de leur œuvre.

LOUIS BARTHOU,
*Ministre des Affaires Etrangères
de la République Française.*

AVANT-PROPOS

En entreprenant l'étude de la place de la Yougoslavie dans les Balkans et de son rôle diplomatique depuis la Grande Guerre, nous ne nous dissimulons pas la difficulté et la délicatesse du problème que nous avons à examiner. Difficulté d'abord, car un grand nombre de documents n'ont pas encore été publiés. Délicatesse ensuite, car, au cours de notre étude, nous avons assez souvent été obligés de nous en rapporter aux déclarations des ministres des affaires étrangères et à la presse. Celle-ci peut améliorer les rapports entre les Etats et servir les gens de bonne volonté, les bons conducteurs de l'opinion; mais elle peut aussi aigrir les relations et rendre difficile la tâche des ministres. Elle peut servir aussi le pacifisme et l'amitié que l'impérialisme et l'esprit de conquête (1). Pour la partie historique, nous avons consulté les auteurs français qui ont pu dégager la vérité et peindre les événements d'une façon exacte, claire et précise.

Nous nous sommes heurtés aux opinions de certains auteurs en ce qui concerne le titre de notre ouvrage et, plus particulièrement, la signification du mot « Balkans ». Certains historiens, spécialement M. le professeur

(1) Les rapports entre la Yougoslavie et l'Italie sont assez mauvais. Une large part de responsabilité revient à la presse.

Iorga, sont hostiles à cette expression généralement admise et très ancienne (2).

M. le professeur Jacques Ancel, qui a écrit plusieurs ouvrages sur la Péninsule balkanique, est partisan de cette expression. Voici comment il s'est exprimé dans une de ses conférences faite à la Sorbonne le 25 mai 1932 :

« Le terme de Balkans, que quelques-uns parmi vous rejettent, — comme si on pouvait rejeter un terme extrêmement ancien, — pour ma part, je vous engagerai fort à le maintenir. Le terme de « Balkans » a pris, si vous voulez, une acception quelque peu péjorative, dont nous nous débarrasserons petit à petit à travers les mois et les années. Le terme de « Balkans » est très caractéristique selon la signification de ce vieux mot turc, pour désigner la péninsule montagnarde ».

Donc, au cours de notre étude, nous conserverons le

(2) A l'occasion d'une entrevue que M. le Président Iorga a bien voulu nous accorder, nous avons demandé à l'éminent savant son opinion sur le problème de l'Union Balkanique. Tout d'abord, nous avons eu la surprise de constater que le grand historien était un grand adversaire des mots les « Balkans » et « Balkanique ». D'une façon amicale et très persuasive, il nous a dit qu'il n'y avait qu'un pays balkanique : la Bulgarie. « Pourquoi vous mettez-vous sous le parapluie des Bulgares ? Les Balkans (la montagne) se trouvent en Bulgarie et, par conséquent, c'est le seul pays qui géographiquement doit s'appeler le pays balkanique. Les autres pays ne sont que les pays du sud-est européen ». De même, il nous a demandé de changer le nom de notre association que nous représentions à cette occasion et qui portait le nom d'« Association des Etudiants pour la Fédération Balkanique ». Nous avons répondu à M. Iorga que, si on supprimait le mot, on ne supprimera pas la chose. L'expression est très ancienne et admise par la plupart des historiens qui se sont occupés de la question. Elle vient de la vieille montagne (« Stara planina ») *Balkans*, qui se trouve presque au centre de la Péninsule.

terme « les Balkans ». Ce terme est employé dans la plupart des grands ouvrages et par tous les auteurs universellement connus. D'éminents professeurs : MM. Geouffre de La Pradelle, Le Fur, Emile Bourgeois, A. Debidour, Schefar, E. Haumant et bien d'autres, emploient dans leurs œuvres cette expression. Les auteurs yougoslaves, tel que le célèbre auteur de la *Péninsule Balkanique*, Yovan Tzviyitch, (Paris, 1917), de même que les professeurs Jivoïne Péritch, A. Bélitch, Vochniak et d'autres se servent également de ce terme.



Quelles sont les frontières des Balkans ? « L'Adriatique, l'Egée, la mer de Marmara et la mer Noire sont la détermination des Balkans » (3). En effet, la Péninsule a ses frontières naturelles sur trois côtés : est, sud, ouest. Elle présente une unité géographique qui, par la force de la nature et contre la volonté des hommes aura une influence et sera toujours un facteur de rapprochement et d'entente. L'unité géographique est le facteur le plus désigné pour faciliter dans un avenir plus ou moins prochain l'unité économique et politique. Au nord, la frontière des Balkans est moins précise. Le célèbre géographe et historien yougoslave, Yovan Tzviyitch est d'avis que la frontière septentrionale des Balkans embrasse aussi la ligne de la Save et la plaine de Lioubliana, jusqu'au point où coïncident les Alpes Dinariques avec les Alpes proprement dites. Il est hors de doute que le pays slovène appartient aux Balkans (4).

(3) « Un Institut balkanique à Belgrade », article publié dans l'*Annuaire yougoslave de Droit international*, 1931, p. 46.

(4) *Op. cit.*

Quant à la Roumanie et à la Turquie, certains auteurs les placent dans les Balkans, tandis que d'autres affirment que les deux pays sont en dehors des Balkans. Pour nous, géographiquement, la Roumanie n'est un pays balkanique que par sa partie sud et la Turquie n'est assise dans la Péninsule que par quelques kilomètres carrés de son territoire du nord, étant donné que la partie principale est dans l'Asie (5). Certains géographes vont jusqu'à affirmer que la Turquie est un pays exclusivement asiatique.

Ce qui est important pour nous, c'est l'avenir des Balkans et la question de son unité. Existe-t-il une possibilité d'entente ? Y a-t-il des facteurs autres que la position géographique de la Péninsule qui pourraient favoriser un rapprochement politique ? Autrement dit, existe-t-il des « points d'entente » ou ne sont-ce que des « embarras » ? Peut-on parler d'une civilisation balkanique ?

« La région des Balkans sert de trait d'union entre la plaine russe, la plaine du Danube et l'Asie Mineure ; la vallée de la Morava et celle de la Maritza sont les grandes voies de communication des plaines du Nord vers l'Helespont » (6), écrit M. Bourgeois. Le rôle des Balkans entre l'Europe et l'Asie, entre l'Orient et l'Occident, entre ces deux civilisations est énorme. Sa qualité d'intermédiaire et de « grande route » lui donne une situation privilégiée et unique en Europe. Au point de

(5) Dans un ouvrage *Peuples et Nations des Balkans*, M. Ancel dit que « la genèse territoriale de la Roumanie n'est pas exclusivement balkanique ».

(6) Emile Bourgeois, *Manuel historique de la politique étrangère*, T. I., p. 570.

vue commercial et politique, l'avenir réserve aux Balkans une grande prospérité et un rôle important. Cependant, cette prospérité et ce rôle sont soumis à certaines conditions : le rapprochement, la paix, l'entente entre les peuples balkaniques.

Aussi, nous pouvons affirmer qu'il existe une civilisation et même un patriotisme balkaniques. Le passé est commun. Avant la domination turque les Balkans avaient une tradition et la même histoire. Les Balkaniques ne parlent pas la même langue, mais ils ont la même forme de vie sociale et économique (7). « L'héritage de tous les peuples balkaniques est une âme, une pensée et des sentiments égaux », dit M. Vochniak. En effet, avant les invasions ottomanes, les Balkaniques ont subi les mêmes influences et ont été soumis à la même école politique et sociale. Les institutions de l'Empire de Samuel aussi bien que celles de l'Empire de Douchan ont été les mêmes.

Tout en étant, au cours des siècles, et même aujourd'hui, le port de deux civilisations, tous les grands mouvements mondiaux se sont répandus à travers l'Égée et les Balkans (8). La Péninsule n'est pas encore émancipée des influences étrangères et la formule, la doctrine « Monroe » balkanique — comme nous disions, n'a pas encore trouvé son expression véritable, car il y a peu de ministres des affaires étrangères des Balkans qui ont sincèrement demandé l'application du principe : « Les Balkans aux Balkaniques ».

(7) Vochniak Bogoumil, « Un Institut Balkanique à Belgrade » *Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International*, p. 45.

(8) *Idem*.

Les Albanais sont en pleine évolution et font un véritable apprentissage de la vie nationale. Leur politique extérieure a varié. Tantôt, ils sont les plus grands partisans de l'Entente Balkanique et amis de la Yougoslavie ; tantôt, ils suivent la politique d'une puissance extra-balkanique, qui cherche, de toutes ses forces, à empêcher l'organisation des Balkans. Après le pacte de Tirana (1926), l'Albanie est soumise à la tutelle italienne, sinon politique, du moins économique et financière. Actuellement, il y a un revirement dans la politique extérieure de l'Albanie. Après avoir subi l'influence de l'Italie, ce petit Etat balkanique, important au point de vue politique et stratégique, cherche son indépendance. « Une évolution est indispensable », déclarait M. Yevtitch à l'occasion de son passage à Paris en juin 1934. Il est du devoir des autres peuples balkaniques d'aider de toutes leurs forces, la libération complète de l'Albanie, car toute pénétration étrangère est une entrave au rapprochement. « Les peuples balkaniques seront libres ou aucun d'eux ne le sera », disait M. Marinkovitch, ancien ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie.

La Grèce a suivi, de la Grande Guerre à nos jours deux politiques, l'une méditerranéenne et l'autre balkanique. On ne peut pas seulement dire que c'est elle qui a été et qui est actuellement encore, dans une certaine mesure l'apôtre de l'unité balkanique, car nous avons vu la Grèce travailler quelquefois contre cette unité. Ses hommes d'Etat ont souvent eu des inquiétudes au sujet de Salonique, et toutes les fois que la Yougoslavie sembla prétendre à une libre sortie sur la Mer Egée, et qu'elle exprimait ouvertement le désir d'une entente balkanique, la Grèce reculait en invoquant ses raisons médité-

ranéennes. Evidemment, cet état de chose a pu rendre plus difficile la tâche des personnes qui souhaitent un rapprochement ou l'entente. De même, il n'est un secret pour personne que la Grèce ne voit pas d'un très bon œil une amitié bulgaro-yougoslave. Elle considère, à tort d'ailleurs, que cela pourrait présenter un danger pour elle, surtout en ce qui concerne le libre accès de la Bulgarie à la Mer Egée (9). Actuellement, il existe un sens de la solidarité balkanique. Bien que M. Venizelos, l'homme d'Etat grec, montre une certaine opposition au Pacte balkanique du 3 février 1934, nous pouvons croire que l'opinion de M. Venizelos n'est pas l'opinion générale du peuple et que la Grèce a une politique extérieure plutôt balkanique que méditerranéenne.

La Bulgarie est un pays balkanique dans le vrai sens du mot. C'est un peuple slave et de religion orthodoxe. Sa langue ne diffère pas beaucoup de celle des Serbes. Sa mentalité est à peu près la même. Donc, malgré l'histoire qui a divisé les deux peuples frères et en a fait des ennemis farouches, l'avenir réserve une entente et l'amitié en naîtra par l'évolution des deux politiques. Les événements récents confirment notre thèse et nous sommes heureux de constater que S. M. le Roi Boris est personnellement un partisan de l'entente balkanique et particulièrement de l'amitié bulgaro-yougoslave (10), de même que S. M. le Roi de Yougoslavie, qui

(9) Par l'art. 43 du Traité de Neuilly du 27 novembre 1919, la Grèce s'est engagée à garantir à la Bulgarie un débouché économique ; jusqu'à maintenant, plusieurs tentatives ont été faites et cette question reste en suspens. Les Bulgares allaient jusqu'à demander la cession du territoire, mais ils se heurtèrent à un refus catégorique grec.

(10) Yougoslave signifie Slave du Sud. Les Bulgares aussi sont des Slaves du Sud. On emploie souvent l'expression Yougoslavie

tenait particulièrement aux bons rapports avec la Bulgarie, car il savait combien cette amitié est utile à la paix balkanique et à la paix du monde, avait mis tous ces efforts, son influence et son autorité de chef d'Etat au service de la grande idée de solidarité balkanique. Les récentes entrevues des deux Rois sont une confirmation et une manifestation du désir mutuel de régler tous les différends par voie pacifique et de démontrer au monde que les Balkans ne sont plus les « volcans », mais le foyer de l'ordre.

La Turquie est un des partisans des plus fervents et des plus sincères d'un rapprochement avec la Yougoslavie de même d'une entente Balkanique ; il n'y a pas longtemps que le Gazi Mustapha Kemal déclarait ouvertement, à la conférence balkanique à Ankara ; « Nous, comme vous, sommes des héritiers de l'Empire ottoman ; il ne nous reste plus qu'à vivre en paix ». M. Tewfik Rouchdi Bey, de son côté, n'a jamais manqué une occasion de manifester sa grande sympathie pour la Yougoslavie et pour l'entente balkanique. Le 10 juin 1934, à l'occasion de son passage à Sofia, le Ministre des Affaires Etrangères de la Turquie déclarait : « Il faut que vous sachiez que la base de notre politique est, *Les Balkans aux peuples balkaniques*. C'est aussi la base du Pacte. Cette politique n'est pas une fiction, mais un mouvement réel qui ne pourra pas être arrêté ». Donc, nous pouvons dire que l'amitié turco-yougoslave est sincère et pourra être avec l'amitié roumaine et bulgare la base d'une collaboration qui n'est pas simplement politique et de pure forme, comme le fruit d'une nécessité temporaire,

intégrale. Cela signifie l'union de tous les Slaves du Sud — Yougoslaves, c'est-à-dire Serbes, Bulgares, Croates et Slovènes.

mais qui est une base solide de l'amitié durable auquel l'Albanie et la Grèce adhéreront sans hésitation.

Quant à la Roumanie, sa politique est nette : « Nous ne céderons pas une pouce de notre territoire », a déclaré M. Titulesco, son ministre des Affaires Etrangères. Alliée de la Yougoslavie depuis 1921, la Roumanie a poursuivi un but défini : sauvegarde des traités et *statu quo* européen, sauvegarde de la Société des Nations et fidélité à ses alliances. Membre de la Petite Entente, la Roumanie a montré une activité de premier ordre dans la politique européenne et a réussi à imposer ses vues, avec la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, partout où une action énergique a été indispensable. Bien qu'immédiatement après la guerre des relations entre l'Etat S. C. S. (11) et la Roumanie aient été parfois difficiles, les deux parties ont mis de la bonne volonté et toute leur intelligence à signer une convention purement défensive, par laquelle elles ont aplani tous les malentendus. A titre de documentation, nous citons l'article premier de la convention roumano-yougoslave du 7 juin 1921 : « En cas d'attaque non provoquée de la Hongrie ou de la Bulgarie, ou bien de ces deux puissances contre une des deux parties contractantes, dans le but de détruire l'état de chose créé par le Traité de Trianon ou de Neuilly, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'article 2 de cette convention ». L'article 2 parle d'une convention militaire, qui devait suivre dans le plus bref délai. La Roumanie et la Yougoslavie ont pressenti que les traités existants à l'époque seraient combattus, et

(11) L'Etat serbo-croato-slovène. — En yougoslave : Drjava Srba, Hrvata, Slovénatza, ou en abrégé : S. H. S.

elles ont jeté les bases d'une organisation régionale destinée à s'opposer au mouvement révisionniste au service de puissances voisines. Cette amitié roumano-yougoslave a été renforcée par d'autres conventions et particulièrement par le pacte d'organisation de la Petite Entente, du 16 février 1933. Actuellement, la Roumanie au même titre que la Yougoslavie fait le trait d'union entre l'Entente balkanique et la Petite Entente.

La politique extérieure de la Yougoslavie est aussi définie que celle de la Roumanie : sauvegarde du *statu quo* et action en vue d'ententes régionales tout en restant fidèle à la Société des Nations et aux traités existants. Sa situation est plus complexe. Il y a un grand nombre de questions que les traités de paix avaient laissées en suspens, en réservant aux parties le soin d'en opérer le règlement. Il en est ainsi de la frontière entre l'Albanie et la Yougoslavie et entre l'Italie et la Yougoslavie. De même, la Yougoslavie a dû faire face à l'O. R. I. M. (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne), par conséquent à une action opposée au traité de Neuilly. De nombreuses difficultés opposaient également la Grèce à la Yougoslavie et la question de la Zone libre serbe ne fût réglée qu'après plusieurs années de discussions.

Nous avons à examiner tous ces problèmes. La Yougoslavie a un grand rôle dans les Balkans. Rôle politique d'abord, rôle économique ensuite. En effet, dans les Balkans, l'entr'aide économique inter-balkanique n'existe pas. Tous les pays produisent à peu près la même chose et des barrières douanières extrêmement élevées empêchent les échanges de produits dans les Balkans. Une action politique est, donc, indispensable pour favoriser et pour préparer le terrain pour l'orga-

nisation économique des Balkans. Il est incontestable qu'une union douanière ou un cartel des produits balkaniques pourrait favoriser l'union. Mais dans notre cas, il paraît que les événements politiques devaient précéder les événements économiques. Il a fallu que S. M. le Roi de Yougoslavie parcoure les Balkans, c'est-à-dire prenne l'initiative, pour qu'on arrive à quelque chose de sûr et de stable.

Les Conférences balkaniques ont beaucoup fait pour le rapprochement, mais assez souvent les différentes délégations ont suivi trop scrupuleusement les ordres des gouvernements, et ont empêché un travail utile et constructif (12). Néanmoins il est incontestable qu'au point de vue de l'opinion publique, des relations entre les nations balkaniques et au point de vue d'une large compréhension mutuelle, ces conférences ont été très utiles.



Afin de donner un aperçu complet sur la Yougoslavie et son rôle dans les Balkans, nous donnerons un exposé sommaire de son histoire, car les éléments historiques jouent un grand rôle. De même, en quelques lignes, nous parlerons de l'économie yougoslave et de la possibilité

(12) A plusieurs reprises, les délégations bulgares et albanaises ont fait obstruction et ont bouleversé le travail normal des Conférences. M. Papanastasiou, dans son livre *Vers l'union balkanique*, dit entre autre : « L'ajournement n'ayant pas été obtenu, le groupe bulgare pensa un instant se tenir à l'écart des travaux de la III^e Conférence. Cependant, à la suite des démarches énergiques du Président de la Conférence, il accepta de s'y faire représenter, mais ce ne fût pas pour faciliter les travaux de la Conférence ; au contraire ce fût pour formuler d'une manière encore plus véhémence, les motifs de son abstention ». (Page 128).

d'une organisation économique interbalkanique. A la fin de notre étude, nous parlerons des minorités, des obstacles et de quelques considérations qui favorisent ou qui empêchent l'entente. Nous concevons les Balkans, au cours de notre exposé, comme une unité géographique, mais nous prenons comme base d'étude les Balkans politiques. A la première Conférence d'Athènes de 1930, six pays ont été représentés : Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie, Turquie et Yougoslavie. Donc, ce sont ces six pays qui nous intéressent et ce sont les rapports entre la Yougoslavie et chacun d'eux que nous essayerons d'exposer.



En terminant ces quelques phrases qui ont pour but de donner quelques notions sur les problèmes que nous avons à étudier nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux personnalités qui ont facilité notre travail et la publication de cette étude.

Notre gratitude est, d'abord, pour notre éminent maître, Monsieur le professeur G. A. de La Pradelle, qui nous a prodigué de précieux conseils et dont nous avons l'honneur de nous réclamer, — les défauts de notre ouvrage n'incombant qu'à nous-mêmes.

Nous remercions M. le Ministre Yevtitch qui a bien voulu, en nous accordant une entrevue, à l'occasion de son passage à Paris, nous indiquer, très brièvement, ses vues sur l'entente balkanique et le rôle de la Yougoslavie dans cette grande œuvre. Notre reconnaissance est également due à M. Zinzar-Markovitch, actuellement ministre de Yougoslavie à Sofia, qui a bien voulu mettre

à notre disposition la bibliothèque de la Légation Royale de Yougoslavie et a ainsi facilité notre tâche. Nous sommes obligés de nous incliner devant le désir formel de M. le Dr. A. Arnaoutovich et de faire la part qu'il eut dans nos efforts pour établir cet ouvrage.

Nous exprimons aussi notre reconnaissance à M. Albert Mousset, yougoslavisant aussi érudit qu'attachant, ainsi qu'à M. Tony Szirmaï, qui ont bien voulu nous confier de nombreux documents concernant l'entente balkanique et les rapports entre les Etats de la Péninsule.

Et la liste pourrait être prolongée. Qu'il nous soit permis d'englober dans un sincère : Merci ! tous ceux et toutes les institutions scientifiques qui nous ont prêté aide pour réaliser cette modeste mais enthousiaste contribution à la Paix.

M. Y.

INTRODUCTION

Les Yougoslaves du VII^e au XV^e siècle

En descendant des pays du nord, les tribus slaves sont arrivées dans les Balkans au VII^e siècle. Elles ont occupé les grandes vallées et surtout les vallées littorales. Tout en n'ayant pas une organisation étatique, militaire et encore moins administrative, les différentes Slavinies (1) (Sclavinie) sont devenues les noyaux naturels des futures provinces qui, pendant les siècles, ont travaillé à la grande œuvre qu'est la Yougoslavie actuelle. Tout au début, leur unité était à peine conçue, les différentes tribus se faisaient mutuellement la guerre et n'étaient pas définitivement fixées au sol.

Les premières notions d'Etat et d'organisation étatique ont été données aux Serbes, Croates et Slovènes (Yougoslaves) par les Avars, avec qui ils sont venus dans les Balkans et dont ils étaient les vaincus. De même, en contact avec les Byzantins, ils se sont assimilés l'organisation administrative de leur Etat. Les différentes influences se croisaient dans les Slavinies. Au sud, c'étaient les Byzantins ; au nord, les Avars ; à l'est, les Bulgares et à l'ouest les Magyars et les Francs.

En 796, Charlemagne vainquit les Avars. Alors les Serbes, Croates, Slovènes prirent contact avec les Francs,

(1) Provinces slaves ou plutôt les tribus.

qui se considéraient comme les vainqueurs et qui ont été très dures envers les vaincus — les Slaves.

A la fin du IX^e siècle, Lyoudevit, chef des tribus de Possavina et Podounavlyé, se révolta contre les Francs. Bon organisateur et bon chef, il réussit avec ses hommes à répandre ce soulèvement dans toutes les tribus slaves du Timok (Yougoslavie de l'est) au Triglave (Slovénie-Yougoslavie du Nord), et à créer, en réunissant plusieurs tribus sous sa domination, un véritable petit Etat, se composant de trois branches du peuple slave. Cependant les Francs ne voulaient pas reconnaître le révolté Lyoudévit. Plusieurs armées franques furent envoyées contre lui. Malgré ses victoires politiques et militaires et malgré son talent, il dût s'incliner devant les difficultés extrêmement sérieuses et abandonner la lutte.

De toutes les tribus qui ont occupé la Péninsule les plus développées ont été celles des vallées de Tara, Piva, Lime et Drina. Ce sont des tribus qui ont porté des noms serbes. Elles étaient moralement et politiquement les plus puissantes et c'est là que naquit la première pensée de liberté et d'indépendance. Elles avaient, dès le début, une autonomie tribulaire, et leurs chefs, bien qu'élus, se transmettaient quelquefois les pouvoirs du père au fils.

Vers le milieu du IX^e siècle, un des chefs les plus forts, appelé Vlastimir, a été le créateur et le fondateur de l'Etat serbe. A cette époque Byzance était très faible. Elle était en guerre avec les Bulgares et les Sarrazins. Affaiblie à l'extérieur et à l'intérieur, son système étatique était presque disloqué. Malgré cela, les peuples qui ont été soumis à son joug, et parmi lesquels se trouvaient les Serbes, ont supporté avec peine son autorité aux

maines de fonctionnaires omnipotents. Vlastimir, un des premiers chefs de la tribu serbe, voyait les difficultés dans lesquelles se débattait Byzance. Il se rendit compte que le moment était propice pour agir et fit appel au peuple. Vers le milieu du IX^e siècle, les fonctionnaires bysantins ont été chassés et les tribus slaves ont été libérées du pouvoir bysantin. Ainsi prit naissance le premier Etat Serbe politiquement organisé. On pouvait croire que cette éclosion provoquerait une réaction des Bysantins. Cependant il n'en fut rien, l'Empire était trop faible pour entreprendre quoi que ce soit.

Les Bulgares avaient, depuis leur arrivée dans les Balkans, un Etat organisé. Ils étaient une véritable puissance, qui tendait à l'hégémonie dans la Péninsule. L'Etat serbe leur était un obstacle et empêchait leur expansion. Guerriers et envahisseurs, leurs premiers soucis étaient à l'époque de contrecarrer et, si possible, de détruire le développement de la Serbie. Ils attaquèrent les Serbes, et après une guerre de trois ans, l'Etat serbe put néanmoins survivre.

Après la mort de Vlastimir, son fils Moutimir devint roi des Serbes. Le trône, ainsi que la guerre avec les Bulgares, lui échurent en succession. Après quelques batailles devenues célèbres, il compléta l'organisation étatique serbe, et organisa son indépendance et son unité. Pourtant ce n'était pas encore un Etat, au sens moderne. Ce n'était qu'une tribu organisée — plus ou moins — sous la domination d'un chef appelé *Joupan*.

A partir du XI^e siècle, les Serbes commencent à s'organiser d'une façon plus rapide et dans un sens national. Un Etat presque dans le sens moderne du mot fait son apparition. Déjà au X^e siècle, sur les bords de l'Adria-

tique, un Etat serbe existait, c'était Zéta, formé avec beaucoup d'éléments romans et sous l'influence de la culture occidentale. Toute différente de la Rachka (2), la Zéta commençait à faire la guerre à sa voisine. C'était la lutte pour l'hégémonie.

Zéta était la province yougoslave qui a entretenu des rapports diplomatiques avec Rome et avec l'Italie. Elle possédait une organisation étatique tout à fait occidentale. — Sous Bodine, Zéta a réussi à vaincre Byzance et à obtenir l'hégémonie sur toutes les tribus serbes.

A la fin de la vie de Bodine, la puissance de la Zéta sombra. Rachka va prendre sa place et sa succession, et s'attribuera l'hégémonie parmi les tribus slaves, dans les montagnes de l'Herzégovine, de Nérétva au Novi Pazar, avec centre sur Lim et Zéta.

Rachka réunissait toutes les conditions pour le développement continu de son influence. Au point de vue national, elle présentait un caractère très pur. Loin des influences étrangères aussi bien de l'Occident que de l'Orient, elle était toute désignée pour mener une action purement nationale. Entourée de montagnes, souvent infranchissables, au milieu des tribus serbes, autrement dit favorisée par la nature, elle a été par sa position géographique favorisée pour prendre la place prépondérante.

A cette époque la position géographique jouait un grand rôle. Les tribus de la périphérie, bien que très organisées et sous des rois énergiques, n'ont pu garder

(2) Le nom de l'Etat constitué à l'arrière-pays est dû à celui de la ville de Ras. Le nom de l'Etat formé près du littoral est dû à celui de la rivière Zéta.

leur rôle prépondérant. C'est la raison qui explique la courte vie de la Zéta, ainsi que la perte du vieux Etat croate sur l'Adriatique. Rachka était entourée de tous côtés par les tribus serbes. Sa position géographique lui permettait une action énergique. Némanya, le grand *joupan* de la Rachka, a bien compris cette situation et c'est pour cela qu'il inaugura une politique d'expansion. Au cours de vingt années, Némanya réussit à utiliser la position de la Rachka et à faire des invasions dans trois directions : vers le Timok (est), vers Kossove (sud) et vers l'Adriatique (sud-ouest). Pendant son règne, il réussit à supprimer l'indépendance de Zéta : depuis longtemps dans la lutte, Rachka et Zéta se réunissent sous sa direction. Némanya devint « l'unificateur des provinces perdues de la patrie ». Il a soumis les tribus serbes au même pouvoir et il les a forcées à vivre en commun (3).

L'importance de la venue de Némanya est très grande. Avant lui, l'Etat serbe, disloqué en plusieurs unités, n'était fort que pour de courtes périodes. Par le grand effort de quelques-uns, tels que Tchaslave et Bodine, il arrivait à son épogée, mais peu après retombait dans l'anarchie et dans les luttes tributaires. Ce n'étaient que des Etats de courte durée. Avec Némanya, nous voyons naître une véritable Yougoslavie. Vainqueur et unificateur, homme politique et guerrier, il a réussi à imposer sa puissance et à réunir dans un seul Etat des tribus qui étaient constamment en guerre.

Cependant Némanya, qui avait réuni les deux pro-

(3) Vladimir Tchorovitch, la *Grande Serbie (Velika Srbija)*, Belgrade, 1922, en Yougoslave.

vinces Rachka et Zéta, n'a rien fait pour qu'elles restassent ensemble. Au contraire, à la fin de son règne, en 1195, il a laissé le trône de Rachka à son fils Stévan, gendre de l'Empereur de Byzance, et il a laissé Zéta à son fils aîné Voukan. De cette façon, il a rendu possible le renouvellement des luttes entre les deux provinces et la guerre entre les deux frères.

Le troisième fils de Némanya, Rastko (Sava-St-Sava) a été élevé à Svéta Gora. Moine et érudit de la théologie byzantine, il ne pouvait pas admettre la lutte entre ses frères. Il a vu qu'il fallait autre chose pour créer un Etat. Réunir les tribus sous un même pouvoir sans travailler à l'union morale et spirituelle ne pouvait suffire. C'est pour cela qu'il se mit à l'œuvre. Selon lui et la conception de l'époque, c'était par l'Eglise qu'on pouvait y parvenir. Dans la pensée de Sava, la Serbie devait être un Etat *pravoslave* (orthodoxe). Il décida d'organiser l'Eglise pravoslave serbe indépendante. Dans cette intention, il alla à Nikey, siège provisoire de l'empereur et patriarche byzantin. En 1219, il fut reconnu chef de l'Eglise indépendante serbe.

Sava a donné à son travail un caractère purement national. A la place de l'évêque grec de Prizren, il nomma un Serbe. Il organisa huit diocèses qui eurent quelquefois un caractère politique et qui, dans différentes régions, travaillèrent à la consolidation de la paix intérieure. Le diocèse situé à la frontière, dans l'ancienne Rachka, eut à lutter contre les Bogoumils. A Hum, presque sur la périphérie de l'Etat, il fonda un diocèse qui avait, de même, un but politique : Le diocèse de Zéta devait paralyser l'activité de l'évêque de Kotar (Cattaro) et de l'archevêque de Doubrovnik. Les évêques nommés

par Sava comprirent pleinement leur devoir national et politique. Et, à l'époque, on assista à un véritable mouvement d'érection de couvents et de centre spirituels. Il arriva même — chose curieuse — que des curés catholiques devinrent des sujets de l'Eglise orthodoxe (4). Saint Sava nomma évêques ses élèves qui travaillaient dans le même but : concorde nationale et unité par orthodoxie. On peut dire que l'Etat serbe du Moyen Age a été créé géographiquement par Némanya, mais spirituellement par Saint Sava.

Par la bataille de Velboujde (1330), les Serbes commencèrent à réunir les principales tribus. Avec Miloutine et Douchan, la Serbie s'est agrandie et devint la première puissance des Balkans.

Sous le Tzar Douchan (1332-1335), la Serbie atteint son apogée. Fortifiée et favorisée par les difficultés dans lesquelles se trouvait Byzance, la Serbie s'étend rapidement. Elle atteint au nord la Save et le Danube, à l'est la principauté bulgare de Vidin (fin du XIII^e siècle — Miloutine). A Douchan le Fort, la Macédoine, la mer Egée, l'Albanie, l'Epire, la Thessalie se soumettent ; il en est de même de la Grèce centrale. Malheureusement, Douchan, couronné tzar (empereur) en 1346, meurt prématurément en 1355.

La Serbie de Douchan a été à l'apogée de sa puissance. Son fils Ouroch n'avait pas la capacité d'organisation ni la force de son père. De même qu'il fallut quinze ans pour que Douchan, le jeune roi de Zéta, devint un puissant empereur, quinze ans s'écoulèrent entre sa mort

(4) Actuellement encore, en Albanie, nous voyons des musulmans baptisés et des catholiques qui pratiquent les rites orthodoxes.

et la catastrophe de Maritza où disparut la dynastie des Némanitch.

Divisée alors en petites provinces, la Serbie fut incapable de résister à un puissant envahisseur : les Turcs. Pendant tout un siècle, elle n'a été qu'un Etat affaibli qui attendait de jour en jour sa perte.



Les Bosniaques, établis dans les montagnes, conservent une demi-indépendance. Bien que plusieurs tentatives aient été faites, ils ne parviennent pas à se constituer un Etat solide. Sous Tvrtko (XIV^e siècle), la Bosnie devient un royaume avec une organisation étatique et administrative.

Son roi avait de grandes ambitions. Il préconisa notamment la création d'un Etat purement slave ; il se distingua donc de Douchan, qui, à côté des Serbes, réunissait des Grecs et des Bulgares.

A la mort de Tvrtko, son royaume tomba dans un état d'anarchie féodale, compliquée par les haines religieuses. Trois confessions se heurtaient en Bosnie. Le catholicisme, venu de la Dalmatie et de la Croatie, fut surtout propagé au XIII^e siècle, orthodoxie grecque et il y avait aussi en Bosnie un grand nombre de Bogoumils.

Le pays en proie aux luttes religieuses et aux prises avec des difficultés politiques n'a pu faire face à l'invasion ottomane.



Au début de leur histoire, les Slovènes, disséminés dans les vallées des Alpes orientales, furent attaqués

par les nomades finno-turcs de l'est et par les Francs de l'ouest. A l'époque de Charlemagne, ils sont gouvernés par les comtes de la frontière et vassaux des empereurs (margraves). Au XIII^e siècle, les Slovènes deviennent sujets des Habsbourg et y resteront jusqu'en 1918.

Les Slovènes ont été séparés des autres Yougoslaves pendant de longues années et n'ont pas pu participer à leur histoire politique. Sous l'influence de la Renaissance et de la Réforme (XIV^e siècle), ils ont pensé à nouveau à leur origine slave.

L'influence française (début du XIX^e siècle) et la création de l'Etat d'Illyrie a provoqué et réveillé la conscience nationale.



Le premier royaume croate fut organisé sous Tomislav (910-928). Deux religions s'opposèrent en Croatie : d'une part le catholicisme occidental et de l'autre l'orthodoxie orientale. Les querelles dynastiques favorisaient les compétitions des étrangers. Le Hongrois Koloman se fait reconnaître roi des Croates (1098).

Hongrie et Croatie vont rester ensemble.

La Croatie a conservé ses institutions. L'autorité du roi est exercée par un ban. Au Moyen Age, le ban est toujours un Croate.

Il perd peu à peu la Dalmatie, que les Vénitiens achètent aux rois Hongrois. Au XV^e siècle, la Croatie comprend la banovine de Zagreb, entre la Save et la Drave, et les plaines colonisées par la Slavonie.

2) *Les Yougoslaves sous la domination étrangère*

Après la bataille de Kossovo (1389), où p^{er}it l'Empire serbe, une grande partie de la noblesse avec une partie du peuple et du clergé a émigré en Hongrie. D'autres fuyards se sont dirigés vers la Bosnie, Dalmatie, Croatie et aussi vers l'Italie. La population qui était restée sous le joug ottoman a été décimée par la famine et la peste, à tel point qu'on a pu croire qu'il ne resterait pas grand monde dans les pays envahis par l'invasion turque.

Après les terribles moments qui ont suivi les guerres et la perte de la vie nationale serbe, nous arrivons à une période de repeuplement et de déplacements en masse. Les uns dégoutés de « chvabo » (5) revenaient en Serbie chez le Sultan. D'autres fuyaient les beys et se fixaient dans les pays occupés par les Habsbourg et les Hongrois. Les sultans eux-mêmes ont pratiqué la politique de colonisation. « Parfois les Turcs ont réussi à ramener de force des « évadés » comme ceux que l'Allemand Gerlech trouve, en 1573, dans les environs de Niche. Parfois ils ramènent sur leurs terres désertes des colons de l'intérieur, mais tout cela sans beaucoup d'effet » (6).

Le véritable repeuplement de la Serbie vient des montagnards que leur vie pastorale avait dressés aux migrations et qui descendaient dans les plaines où ils trouvaient un abri.

En 1690, le patriarche Arsèn Tzernoïjévitch amènera en Hongrie 80.000 émigrés.

Ces différents mouvements de population qui ont suivi

(5) *Chvabo* vient du mot *Schvaben*, ce qui signifiait, chez les Slaves du Sud, tout ce qui est germanique.

(6) Emile Haumant, *La Formation de la Yougoslavie*.

les guerres d'indépendance ont eu, dans une certaine mesure, une influence sur le développement de la conscience nationale et sur l'élargissement des territoires occupés par les Serbes. Le Banat, la Sirmie, la Batchka deviennent serbes ainsi que la Dalmatie et la Croatie. Par contre, la Macédoine et la Serbie de l'est se dépeuplent et ces régions commencent, au cours des années, à être menacées par l'invasion albanaise, qui avait un caractère plutôt pacifique et commercial.

« En Serbie, les monastères de Jitcha, de Gratchanitzia de Détchani gardent leurs villages et privilèges d'autrefois » (7).

Dans la Serbie du sud, la population passa de la dépendance des anciennes familles royales à celle de la Mosquée et des « kmets » (maires) qui, quelquefois, défendaient que les Turcs entrent dans le village et qui s'occupaient du « haratch » (impôt).

Dans la Serbie de l'est, dans la Kraïna et Timok, nous trouvons des « knez » (princes) héréditaires. A l'époque de la domination ottomane il y avait peu de provinces serbes où le « Kadi » rende la justice et reçoive l'impôt. La plupart des villages, ces petits pays, communes groupant la population qui entourait un monastère étaient maîtres chez eux, recueillaient eux-mêmes l'impôt et rendaient la justice. Bien que pour le compte du Sultan, ils entretenaient la conscience nationale par la chanson et la tradition.

« En hiver, tous ces membres de la *Zadruga* (grande famille) se réunissent dans la grande salle et là, en travaillant — car la communauté doit suffire à sa vêtue aussi bien qu'à sa nourriture, — les longues soirées se

(7) E. Haumaud, *La Formation de la Yougoslavie*.

passent à écouter, de la bouche d'un vieillard ou de celle d'un chanteur de passage, les souvenirs de la famille, jusqu'à la huitième ou dixième génération, et, parfois, les légendes des héros d'autrefois. On vit dans le passé, on en fait l'âge d'or et l'espoir naît qu'il reviendra » (8).

L'église à cette époque jouait un grand rôle. C'est elle qui menait une action nationale et c'est elle qui a résisté vigoureusement et toujours là où l'Islam cherchait à la soumettre à sa puissance. Les plus tenaces étaient les moines. Un très grand nombre parmi eux ont « émigré » avec les reliques de leurs saints, dans le pays où les despotes avaient fondé une nouvelle Serbie. Le Frouchka Gora, en Styrie, qui s'est enrichi de monastères et qui est devenu un véritable Athos serbe.

Dans ces monastères ont été conservé les images des rois et des reines, aussi ces endroits étaient précieux pour la conservation de la tradition et du passé glorieux. C'étaient des moyens d'entretenir dans les souvenirs la foi du paysan. On y venait en pèlerinage. Les moines, les jours de fête, se déplaçaient pour aller dans les villages et, tout en quêtant, faisaient une véritable propagande nationale serbe.

En 1537, grâce au grand vizir Mehmed Sokolovitch, l'église serbe fut ressuscitée. L'avènement eut probablement lieu sur l'instigation des moines de Miléchevo. En tout cas, c'était l'émancipation de l'Eglise serbe et la fin du joug grec. C'était le retour au règne de Douchan le Fort. Grâce aux Turcs, le nouveau patriarcat s'étend sur les pays de Dalmatie, Bosnie, Sirmie, Banat, Batchka. Autour de Petch, où est la résidence du patriarche, une véritable Serbie spirituelle a été fondée. L'Eglise faisait

(8) E. Haumaud, *op. cit.*, p. 100.

ainsi une propagande nationale et en cultivait la foi ; elle est arrivée en même temps à mettre dans sa compétence tous les événements de la vie civile : la naissance, le mariage, la mort, et ainsi, en élargissant la juridiction du patriarche, la vie du peuple passa sous le contrôle de son Eglise.

Au XVII^e siècle, les Serbes jouissaient d'une autonomie religieuse, mais ils souffraient de plus en plus des impôts et des lois humiliantes qui se multipliaient. L'Empire en décadence cherchait à se ressaisir et voyait d'un mauvais œil l'action religieuse serbe. En 1766, la Porte, en croyant que Constantinople serait plus fidèle que Petch, supprimait le patriarcat, sans, pourtant réussir à supprimer la foi et la continuité de l'action. Le moment était venu pour les Serbes de se rendre compte qu'il leur était indispensable d'avoir d'autres chefs que les évêques.



Les chants épiques ont joué un rôle énorme dans la vie nationale serbe. Datant de très loin, de l'époque byzantine même, ils se sont répandus et, en glorifiant le passé, ils ont aidé le réveil de la conscience nationale et ont entretenu la tradition glorieuse. Nous pouvons dire sans exagération que les deux facteurs principaux : le chant, avec les *gusle* (lire : gousselés), et l'Eglise ont eu le mérite incontestable de permettre la création de la Yougoslavie telle qu'elle est aujourd'hui.

« Dès 1469, le croate Chichgoritch parle des chanteurs serbes. En 1533, le Slovène Koripéditch cite leurs héros favoris, Miloch Obilitch. En 1533 et 1576, le Dalmate Vrankitch et l'Allemand Gerlach confirment son témoi-

gnage » (9). Le Croate Krijanitch parle de Kralyévitich Marko, de Novak Deleyak, de Miloch Obilitch. Les Dalmates aussi s'inspirent du chant serbe. Hektorovitch, au XIII^e siècle, met sur la scène plusieurs de ses personnages.

Au XVIII^e siècle, Katchitch Miochitch fait un grand recueil de légendes, qui devient une véritable bible du peuple yougoslave. Au XIX^e siècle, Vouk Karadjitch en donne les textes qui sont d'autant plus précieux que le chant épique commence à tomber dans l'oubli.

Cette épopée nouvelle a commencé un siècle après l'invasion turque. Tout au moins c'est de cette époque qu'en datent les premières mentions.

Au temps de Vouk, la plupart des chants provenaient de Bosnie, d'Herzégovine et de la vieille Serbie. « C'est dans les bois et les ravins, écrit George Sand, que la mystique s'entretient et se renouvelle comme ces fleurs de chaque saison, c'est là qu'elle invente pour les pays qui en manquent ». Il y avait aussi des foyers secondaires et la *pesma* (chanson) en Dalmatie, au Monténégro, dans toute la Macédoine (10) et dans les plaines du Danube !

Ces chants épiques et populaires qui furent un facteur important de l'entretien de la tradition et des gloires du passé et qui ont été le véritable nerf de la vie nationale serbe au cours des siècles d'esclavage, sont sortis des monastères. Certains auteurs affirment que les *vojvodes*, les chefs guerriers, avaient l'habitude de s'entourer de « *guslari* » et de danser sur les cadavres turcs en chantant Marko ; c'était là l'origine de l'épopée. Nous

(9) Haumant, *op. cit.*

(10) *Op. cit.*

n'entrons pas dans des discussions théoriques, nous n'y prendrons que le côté politique qui a pu, en tant qu'art populaire, réveiller toute une nation. « Mais il est très probable que le rôle essentiel revient aux monastères, d'où, forgée sur les chroniques des moines, la « pesma » se répandait au retour des grands pèlerinages, dans toutes les parties du pays » (11).



Que font les autres Yougoslaves pendant que la vie nationale serbe marche au ralenti ? Pendant que l'Eglise, le chant populaire, les « ouskotzi » et les « hai-doutzi » (12) travaillaient dans la Serbie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, le Banat et la Syrmie, les autres Yougoslaves sont opprimés.

La Slavonie était sous le joug des Habsbourg tandis que la Croatie était sous le joug de la Hongrie. Au XVI^e siècle, le seul épisode qui ait marqué dans l'histoire des Slovènes est la fortune éphémère du comte de Celje, qui, par des alliances avec les Serbes et les Bosniaques, semblait orienter sa politique vers le Yougoslavisme.

En Croatie, le pouvoir royal est représenté par un ban qui est souvent imposé par la noblesse et dont la puissance est assez faible de la jalousie et des luttes féodales. Au sud, les maisons de Katchitch, de Choubitch (XV^e siècle) sont toutes puissantes. Au XVI^e siècle, dans la Croatie maritime, ce sont les Frankopan. « Nul

(11) *Op. cit.*

(12) Des insurgés. Ce sont des gens qui ne voulaient pas se soumettre au joug turc, et qui, cachés dans les montagnes et les forêts, sortaient pour défendre les foyers et l'honneur de la Croix. Ils arrivaient quelquefois à débarrasser toute une région des Turcs.

ne sait d'ailleurs jusqu'où va le « regnum tripartitum » de Croatie, Slavonie et Dalmatie. Cette dernière est déjà plus qu'à moitié vénitienne : la Slavonie, pays de colonisation récente, tend à s'unir aux comitats hongrois d'outre-Drave ; la Croatie proprement dite est entamée par les comtes de Celje au XV^e siècle qui en possèdent encore une grande partie » (13).

Les progrès des Turcs en Europe ont bousculé l'ancien système féodal et ont donné un nouveau courant : celui du catholicisme croate soutenu par l'oppressé en vue de combattre l'orthodoxie et le nom de Serbe. Au XV^e siècle, les Turcs, après avoir envahi la Bosnie, remontent la Save et la Drave jusqu'en Carniole et en Styrie. En 1493, après une défaite croate, une exode en masse va au-delà du Danube vers la côte et même en Italie. Au XV^e siècle, le royaume se réduit à une banovine. En 1533, Soliman réduit sa partie centrale en pachalik. « Les Habsbourg, auxquels la Croatie s'est reliée dès 1527, se contentaient de lui envoyer quelques officiers allemands et de les laisser conclure avec les pays slovènes, Styrie, Carniole, Korinthie, un pacte défensif de peu d'efficacité ».

A Zagreb et plus encore sur la côte, on rêve de l'union des Slaves du sud par le catholicisme. George Krijanitch était un apôtre de l'union (1676-50), mais il n'a pas réussi à cause des luttes religieuses.

Quant à la Dalmatie, sa plus grande partie a été envahie par les Turcs, tandis que le littoral était entre les mains des Vénitiens. En somme, une partie de la Croatie et les pays slovènes étaient sous les Habsbourg. Le littoral était vénitien et le reste a été envahi par les Turcs.

(13) E. Haumant, *op. cit.*

Les traces d'autonomie à cette époque ne subsistent que dans la montagne.

Au XVII^e siècle, nous voyons une migration de population sous l'effet de l'oppression ottomane. Les Bosniaques et Serbes affluent dans les pays échappés à l'Islam. Les fugitifs repeuplent, l'ancienne Slavonie et en arrivant sur la rive nord de la Save, ils se mélangent avec la population croate. Catholiques et orthodoxes se mêlent ; « comme un jeu de cartes bien battu par dessus les souvenirs qui divisent, elle crée un fonds commun où l'on communie dans la haine du Turc » (14).

Cependant les difficultés de l'union ont été grandes malgré les ennemis communs, les Turcs, les Vénitiens, les « Chvabo » (Allemands) et Magyars. Les voisins, Etats puissants, ne voulaient pas d'union et n'étaient pas disposés à l'aider. La doctrine « illyrienne », qui propageait l'union nationale par l'union religieuse et imaginée par les Dalmates au XVI^e siècle, n'a pas réussi à combattre les influences politiques et l'abîme religieux. Le XVII^e siècle a donné quelques espoirs après les victoires du prince Eugène, mais ce ne fût qu'un moment sans lendemain. La religion a toujours eu son empire et cherchait l'union par le catholicisme à son profit, condition inacceptable pour les Serbes. Il a fallu édifier l'Etat au-dessus des confessions, mais on était loin de cette idée à l'époque. Il a fallu attendre le XVIII^e siècle pour faire un pas en avant. Dossithé Obradovitch, dans ses écrits, préconise de façon assez vague cette union, mais c'est la révolution française qui en fournira le modèle.

(14) E. Haumant, *Histoire des Yougoslaves*.



En 1805 et 1809, par les Traités de Presbourg et de Vienne, Napoléon se crée une route militaire « vers l'Euphrate et vers la Chine » et prend les provinces du sud-est autrichien. De la Slavonie, de l'Istrie, de la Dalmatie et d'une partie de la Croatie, il forme les « Provinces illyriennes ». C'était une occasion pour les habitants de ces provinces de faire l'expérience de la vie commune et de l'égalité de confession. Ils n'avaient qu'à attendre le moment pour que les préjugés religieux ne jouent plus aucun rôle.

Jusqu'en 1848, un Croate, Louis Gaj, s'est particulièrement distingué dans le combat contre la magyarisation et pour le yougoslavisme. Il cherchait à élever la langue croato-serbo comme langue officielle, littéraire, et il a beaucoup contribué à propager l'idée de patrie unique. De même, nous citons le Slovène Prechern, qui n'a pas un moindre mérite pour le yougoslavisme. Signalons encore qu'en 1848, les Croates et les Serbes sont fort unis dans la résistance contre la magyarisation.



Les Monténégrins sont des montagnards que les Turcs ne purent atteindre. Au XVIII^e siècle, les tribus s'unissent sous la direction de l'évêque de Tzétanje, les Petrovitch. A maintes reprises le Monténégro est envahi par les pachas, mais ces invasions se terminent toujours par des défaites (15).

A la fin du XIX^e siècle, il pouvait sembler que les

(15) Emile Haumant, *Histoire des Yougoslaves*.

Monténégrins feraient l'émancipation des autres Serbes, mais ils ne se révélèrent forts que sur leur terrain (16).

★ ★

Les différentes branches du peuple sud-slave, après une longue série de luttes et de circonstances critiques, après des siècles d'esclavage et d'échecs, attendent le moment de l'union.

Cependant, les vaillans soldats serbles, ayant à leur tête des chefs militaires et des diplomates, ont œuvré et ont démontré que pour la liberté, l'indépendance et l'union il est autant indispensable de verser du sang que de travailler moralement et intellectuellement. Les Croates et les Slovènes de leur côté, hommes de lettres, meneurs d'opinions et artistes, ont travaillé et ont préparé l'œuvre de libérations et d'union.

3) *La Yougoslavie contemporaine*

Après cinq siècles d'esclavage, depuis 1804 les Yougoslaves entrent dans une période de création et de réalisation. De cette époque à nos jours, dans les Balkans, un grand nombre d'événements se sont passés. Maintes fois les crises, une grande série de circonstances critiques, des difficultés infranchissables, ont bouleversé la vie politique, économique et sociale du peuple Sud-Slave.

Depuis Georges le Noir — Karageorges — jusqu'à son arrière petit-fils Alexandre I^{er}, c'est, dans le pays des Slaves du sud une époque de luttes et du travail. D'abord, c'est la libération. Les luttes sont acharnées sous Kara-

(16) *Idem.*

georges et Miloche Obrénovitch. Une fois l'Etat serbe constitué, ce sont les intrigues et la corruption qui commencent à ravager l'œuvre difficilement réalisée.

Les changements de roi et de dynastie, les rivalités des partis, les révolutions, arrêtent toute la consolidation de la paix intérieure et tout progrès. La question dynastique réglée, les crises économiques s'annoncent. La guerre douanière avec l'Autriche, au début du XX^e siècle, arrête l'exportation serbe. La crise économique est suivie d'une crise politique, c'est l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908) (17), c'est la pénétration ouverte de la politique austro-hongroise dans les Balkans. Mais ce n'est pas tout. La Serbie avait besoin de défense. En face de l'Empire ottoman, d'une part, en face de l'Empire des Habsbourg, de l'autre, elle s'organise et elle prépare les grands jours de libération et d'union. Confiée à sa propre destinée, elle se lance dans les guerres balkaniques d'abord (1912-1913), dans la Grande Guerre ensuite (1914). La guerre finie, l'Etat formé, une période de difficultés s'ouvre encore pour la Yougoslavie. Après une série d'essais et de tâtonnements, deux grandes dates, le 6 janvier et le 3 octobre 1929, marquent son histoire.

D'après cet aperçu sommaire, nous constatons, au milieu d'une grande complexité de faits, une grande période historique et une période de création d'un Grand Etat. Pour cette raison, nous signalons les difficultés qu'on rencontre tout en ayant l'intention d'être impartial et objectif.

(17) La révolution bulgare, l'union de la Roumélie orientale avec la Bulgarie, la Révolution jeune-turque et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine se passent au même moment.

Au cours de notre étude, nous attirons l'attention plutôt sur la Serbie que sur les autres parties de la Yougoslavie. Nous le ferons pour la simple raison que c'est la Serbie qui a joué un rôle prépondérant aussi bien dans la guerre que dans la paix, aussi bien dans la libération que dans l'organisation de la Yougoslavie.

I

Comment se fait-il que les Serbes, au début du XIX^e siècle, se décident à lutter contre l'Empire ottoman ? Dans quelles circonstances les révoltés commencent la formation de l'Etat serbe ? Comment se fait-il que dans un grand Empire commence la première poussée d'où va naître la future Yougoslavie ?

L'Empire ottoman, au XIX^e siècle, est un grand Etat. Il occupe l'Asie Mineure, la Syrie, la Péninsule des Balkans et l'Egypte. Mais sur l'énorme territoire de cette grande monarchie musulmane et militaire, une population de toutes races est répartie. Dans les Balkans, nous voyons les Grecs, les Bulgares, les Serbes, les Roumains, les Albanais. Hors de l'Europe est massée également une population de différentes races dont seulement un petit nombre est turque. On dit même que les Sultans avaient peu de sang turc. Les harems ont été pleins de chrétiennes.

Le régime politique d'origine militaire, reposait « sur le pouvoir de commandement illimité du Sultan, chef de Guerre, et le devoir d'obéissance illimitée des sujets » (18).

(18) Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, 1926.

Le Sultan déléguait son pouvoir aux favoris suivant ses convenances. L'entourage du souverain, formé de parvenus, était un mélange de descendance de femmes de toutes races et d'aventuriers de tous pays, même de chrétiens islamisés.

Après avoir été au XVI^e siècle la plus puissante des monarchies, l'Empire s'est considérablement affaibli. Les finances étaient rudimentaires, pas de budget, pas de comptabilité, pas de contrôle ni de personnel pour percevoir l'impôt. Les dignitaires et les favoris chargés de faire les nominations vendaient au plus offrant les postes de gouverneurs de provinces. Les Gouverneurs et les fonctionnaires, ne recevant pas leur solde de l'Etat, se rattrapaient sur les habitants (19).

Il y avait deux classes : les musulmans et les non-musulmans, ceux qui ont tous les droits et ceux qui n'ont aucun droit. Les chrétiens qui composaient la grande majorité n'étaient que des étrangers dans l'Etat ottoman. Ils ne pouvaient entrer ni dans l'armée, ni dans les fonctions publiques. L'Etat ne les tolérait que pour les exploiter selon le caprice des fonctionnaires. En somme, c'était une grande inégalité. Certains auteurs affirment même qu'il a été interdit aux « rayas » (20) de prononcer certaines paroles, comme par exemple : l'action, la liberté, l'anarchie, l'antidynastie, etc... (21).

Quant à la politique extérieure, elle est en rapport avec sa situation intérieure — c'est-à-dire en pleine décadence. Déjà avant notre époque, la question turque occupait les diplomates et les hommes d'Etat. Outre les

(19) Seignebos, *op. cit.*

(20) Les sujets chrétiens de l'Empire.

(21) Seignobos, *op. cit.*

grands projets de Catherine de Russie et de Joseph d'Autriche sur le partage de l'Empire ottoman, les publicistes de l'époque en parlaient comme d'un fait naturel, en disant : après le partage de la Pologne, le partage de la Turquie doit suivre normalement. Par une lettre que Napoléon avait adressée à son Ambassadeur Caulaincourt et qui devait être montrée au Tzar, nous savons que, lui aussi, pensait à ce partage. Il disait : « Nous deux, nous sommes les maîtres du monde ; il nous reste qu'à marcher sur Constantinople, ce sera une étape vers l'Euphrate et même vers la Chine ». A l'occasion d'une conversation avec l'Ambassadeur anglais, le Tzar disait aussi : « Nous sommes en face d'un homme malade, il faut qu'on s'occupe de sa succession ». L'homme malade, c'était l'Empire ottoman.

Nous voyons, en effet, que dans beaucoup de traités internationaux de l'époque, la question de la « succession » est mise à l'ordre du jour. Presque toujours, on parle de l'intégrité de l'Empire ottoman et on parle de souveraineté absolue du Sultan, mais, dans tous ces traités, on prend morceau par morceau à ce grand Empire. Sous le titre de Zone d'influence ou d'attribution à l'administration, ainsi que d'occupation militaire, l'Etat ottoman est découpé sans arrêt. Nous sommes toujours en face de la dislocation de l'Empire. Voilà une des causes, parmi tant d'autres, de la révolte serbe. Dans les débris des vieux Empires, les peuples opprimés recherchent leur liberté.

La révolution française a exercé aussi une influence. Le XIX^e siècle est l'époque des révolutions et du réveil des peuples. Le signal de la lutte, donné par les Serbes, se continue ; les Grecs, les Bulgares, les Roumains sui-

vent l'exemple et demandent l'autonomie, sinon l'indépendance.

Nous constatons également que le massacre des notables Serbes fut une des principales raisons du mouvement, ainsi que la pression sur les chrétiens. Avec raison nous pouvons dire que la révolte serbe est due à l'initiative et à l'énergie de Karageorges. Mais la décadence et la dislocation de l'Empire des Sultans a été le grand facteur qui a favorisé la naissance et la création d'un Etat serbe.

En s'insurgeant, Karageorges luttait contre les Turcs, mais il disait que c'était contre les gouverneurs, contre les dahis, mais non contre la Porte elle-même. Le Sultan, qui avait déjà eu des difficultés avec les dahis, voyait avec une certaine confiance le mouvement serbe.

C'est seulement vers la fin de 1805 que le mouvement serbe commence à prendre une plus grande envergure, une forme plus ou moins nationale, et c'est seulement à cette époque que la Porte a pris au sérieux le soulèvement de Karageorges. Mais il était déjà trop tard.

Karageorges, après avoir constitué son Etat, s'aperçut qu'il avait besoin d'être reconnu et d'avoir des relations extérieures. La raison qui le poussa à prendre contact avec les puissances était que le nouvel Etat avait besoin de ressources. Il s'adresse d'abord à la Russie. Un des chefs du peuple Nenadovitch fut envoyé à Czartorisky, ministre des Affaires Etrangères Russe, qui le reçut et, tout en lui conseillant très amicalement la modération, donna des promesses très séduisantes. Il disait qu'un Etat serbe existerait sous la surveillance et la protection russe, « Nous avons de l'argent, des fusils, des canons et tout ce dont vous avez besoin, seulement pour

le moment, nous vous conseillons la modération et la prudence ». Finalement, la délégation serbe fut présentée au Tzar, qui, lui aussi, conseilla le secret et la modération. En somme, la Russie n'a rien fait, et elle n'a rien fait parce qu'elle avait à cette époque un traité avec la Turquie, qui datait de l'expédition d'Egypte et qu'elle voulait conserver pour s'en servir contre Napoléon (22). D'autre part, elle ne voulait pas trop mécontenter les Serbes, elle espérait par le Monténégro et la Serbie se créer une avant-garde contre les Français.

Czartorisky suivit deux politiques, mais la question serbe resta en suspens. La Russie avait à Belgrade un ambassadeur, un Grec russifié, qui ne servait que pour exciter les voivodes contre Karageorge. Peu sympathique en Serbie, il faisait beaucoup plus de mal que de bien.

Karageorge pensait un certain moment à l'Autriche. Ayant vécu dans ce pays, il espérait attirer les Autrichiens, leur donner quelques villes et, en échange, être aidé politiquement et financièrement. Cependant, l'appel à l'Autriche resta sans effet. Occupée dans ses affaires contre Napoléon, elle n'osait pas s'attirer des difficultés, sinon avec la Porte, du moins avec la Russie.

En 1809, aussitôt après Wagram, Karageorge écrit une lettre à Napoléon. Il lui offrait les mêmes villes qu'il

(22) On a beaucoup parlé des aides politiques et morales que la Russie a apporté aux Serbes. Cela est vrai en 1914 et quelques années avant, mais avant cette époque, la Russie a souvent eu d'autres tendances politiques. A l'époque de Napoléon, elle ménageait la Turquie. Après, c'est le partage des Balkans et les zones d'influences qui apparaissent, où la politique d'équilibre. D'une façon générale, le xix^e siècle présenta la rivalité austro-russe sur les Balkans. Chacun des deux rivaux fait place à ses ambitions purement politiques.

avait offertes à l'Autriche. En échange de Belgrade, Smédérévo et Chabatz, il lui demande des armes, des officiers et de l'argent. Cette lettre resta sans réponse. Napoléon à cette époque était maître d'un immense Empire. En face de son étrange alliée la Russie, d'une part, et des intrigues que menaient Talleyrand et Fouché à Paris, de l'autre, la petite question de la Serbie ne l'intéressait pas.

Karageorge ne resta pas désintéressé à l'égard des Serbes qui habitaient de l'autre côté du Danube et de la Save. En relations constantes avec eux, il suscite et entretient la conscience nationale chez les Serbes qui ont pris l'habitude d'être maîtres chez eux. Ainsi, d'après un rapport d'espionnage autrichien, nous savons que les Serbes de Voivodina pensent, eux aussi, à la révolte. Le rapport disait : « Les Serbes de la rive gauche de la Save et du Danube attendent l'ordre de Karageorge. Immédiatement après avoir reçu le signal, ils se révolteront et s'associeront à la cause commune ».

Stevan Stratimirovitch, métropolite de Karlovatz, en adressant un mémoire à la Sainte Russie, recommandait la création d'un Etat Sloveno-Serbe.

Le plus actif à l'époque était Yovan Yovanovitch, évêque de Batchka. Dans des épîtres adressés à la Serbie, à la Bulgarie, à la Bosnie-Herzégovine, à la Macédoine, à la Roumélie, à la Valachie et Moldavie, il préconisait la création d'un Empire de Némanitch. Il disait : « Héros Serbes, lutez jusqu'à ce que la soeur Russie nous aide ! Après, nous irons couronner un Tzar à Prizren et un patriarche à Petch ».

La Serbie de l'époque comptait aussi sur le Roi de Monténégro, Pétar Péetrovitch ; mais celui-ci, bien que solli-

cité par Karageorge, ne pouvait pas être utile. Il était sous une commission d'enquête russe, étant soupçonné d'avoir eu des relations avec les Français et d'avoir conspiré contre le Tzar.

Karageorge de 1813 n'est plus celui de 1804. Il ne faisait rien il n'ordonnait rien. Atteint par la maladie, il se retire, tandis que les voïvodes commencent à conspirer. La passivité de Karageorge, d'une part, et le désaccord des voïvodes, de l'autre, facilitent, encore une fois, la disparition de la Serbie de la carte européenne. En 1814, de l'Etat de Karageorge, il ne reste plus rien sauf la conviction profonde qu'il y a une possibilité d'existence de l'Etat serbe et le sentiment national ressuscité.

Pendant ce temps, que font les autres Yougoslaves ? En 1809, après la paix de Vienne, Napoléon s'assure une grande route militaire. En conservant toujours ses ambitions sur l'Empire ottoman, il s'étend de Bavière jusqu'à la Dalmatie, en partant de Salzbourg à travers la Bavière et le Tyrol, atteint la Péninsule des Balkans. Un Etat, de la Carinthie jusqu'aux Bouches de Kotar (Cattaro), fut constitué. C'était l'Illyrie française. On a trop souvent l'habitude de dire que Napoléon a apporté aux Slaves du sud la liberté, l'égalité et la fraternité. C'est une erreur ; Napoléon n'est pas venu pour cela. Ce qu'il a voulu, c'est se créer une route militaire et se procurer des ressources. Il s'est peut-être servi de principes révolutionnaires pour faire sa propagande ; cela est tout à fait naturel, car il est sorti de la Révolution. Mais il gouvernait avec un despotisme éclairé. Les seuls bienfaits dont il a doté le pays sont : une bonne législation et de bonnes routes. Il lui a donné aussi un bon cadre administratif.

Au point de vue pratique, Napoléon, en groupant pour la première fois une grande partie des Yougoslaves dans un tout, a, par ce fait, fortement réveillé les sentiments nationaux.

En Serbie, en 1814, c'est le renard qui va prendre la place du lion. Karageorge avait été d'abord un soldat, puis un diplomate. Son successeur, Miloche Obrénovitch, au contraire, fut d'abord diplomate puis soldat. Il savait plaire à tout le monde. Pour plaire au Sultan et pour exprimer sa loyauté à son égard, il lui envoya la tête de Karageorge. Pour plaire aux Serbes, il enterra le corps de Karageorge avec toutes les solennités. Il savait gouverner. Bien que sous la suzeraineté de Constantinople, il réussit à obtenir pour la Serbie une certaine autonomie. Au début de son pouvoir, un des vizirs lui disait : « Vous pouvez porter les canons dans votre ceinture, à condition d'être fidèle au Sultan ». Miloche, la tête baissée, répondit : « Evet efendi » (« Oui, Monsieur »).

Dans son pays, Miloche était despote. Vassal du Sultan, Gospodar (23) des Serbes, il ne voulait pas trop que le peuple prît part à la direction des affaires ; la démocratie et le libéralisme étaient des choses peu intéressantes pour lui. Le but de sa politique était l'affermissement de son pouvoir, la fixation du tribut dû au Sultan, l'élimination définitive des spahis et la reprise des districts de l'ancien pachalik de Belgrade.

Quant à sa politique extérieure, la Bosnie et l'Herzégovine étaient les seuls pays qu'il connaissait en dehors de la Serbie. Un Français, Bois le Comte, écrit que Mi-

(23) Monseigneur, prince.

loche pensait s'étendre en Bosnie-Herzégovine sous la suzeraineté du Sultan.

En 1827, après l'avènement de Nicolas I^{er}, la Serbie fait encore un pas vers la liberté. Après un ultimatum lancé par la Russie, et après les conférences qui s'en suivent, l'autonomie de la Serbie est devenue plus large. Grâce à l'intervention de Nicolas I^{er}, les Serbes obtiennent une fixation du tribut, la liberté d'administration, la permission de fonder des écoles et des imprimeries et l'interdiction pour les Musulmans de vivre en dehors des forteresses.

En 1833, un « Haticherif » (24) sanctionne le fait accompli. Sans lutte, Miloche agrandit d'un tiers son Etat, six districts sont, grâce à lui, introduits dans la principauté.

En 1837, l'Angleterre commence à s'intéresser à la Serbie. Belgrade était l'antichambre de Constantinople. La politique anglaise — celle d'équilibre — toujours fidèle à sa tradition, voulait à tout prix contrebalancer l'influence russe dans les Balkans.

A cette époque, Miloche était en conflit avec la Russie, parce qu'elle voulait qu'il partageât le pouvoir avec un Conseil et, en cas de désaccord, que l'arbitrage fût confié à un agent du Tzar. Or, Miloche entendait gouverner seul. Pour se débarrasser des conseillers, il fait intervenir l'ambassadeur à Constantinople, Posamby. Malheureusement, la Russie avait un traité d'alliance avec la Porte contre Mahomet Ali, roi d'Egypte. A Constantinople l'opinion russe fut bien accueillie et Miloche fut obligé d'accepter le conseil.

En désaccord avec Saint-Pétersbourg, Constantinople

(24) Décret constitution.

et ses administrés, il fut contraint d'abdiquer en juin 1839.

A Miloche, trois princes succèdent : Milan, Michel et Alexandre Karageorgevitch. Milan gouverne quelques semaines, Michel pendant trois ans et Alexandre pendant dix-sept ans.

Michel fut le plus remarquable de ces trois princes. Alexandre a surtout fait, pendant son règne, des réformes de politique purement intérieure. Il a organisé les écoles, l'administration et la justice. Il s'est également intéressé aux Serbes de Préko (25).

Pendant la crise de 1848, le nationalisme serbe prend, encore une fois, une grande éclosion. Les Serbes et les Croates soutiennent la cause commune. La Voïvodine obtient une certaine autonomie administrative et politique. Un organe du gouvernement de Vienne écrivait en 1848 : Karageorge a créé la Serbie et la Serbie a créé la Voïvodine. La diplomatie voit la Serbie exercer une grande influence sur les tribus qui l'entourent. La Serbie a la volonté ferme de les soutenir et de les aider ».

Le mouvement de 1848 a un caractère libéral et national. L'Allemagne et l'Italie préparent leur union nationale. Les idées sont en faveur de la libération et de l'union de tous les peuples opprimés. Kavaur donne l'hospitalité à tous les émigrés hongrois et prépare une collaboration intime avec la Serbie, la Grèce et le Monténégro.

Pendant la guerre de Crimée (1854-1855) entre la

(25) Les régions se trouvant au-delà de la Save, du Danube et de la Drina, c'est-à-dire les régions qui ont été sous la domination austro-hongroise avant la guerre. *Preko* veut dire de l'autre côté.

Russie et la Turquie la France et l'Angleterre soutiennent les Turcs tandis que l'Autriche reste neutre. Le Tzar Nicolas I^{er}, voulant s'assurer la collaboration de l'Autriche, lui offre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie. C'est encore une période difficile pour les Serbes. Grâce à Napoléon III, grand partisan des nationalités, la Serbie fut épargnée et obtint la promesse de rester après cette guerre sous la protection collective des puissances. L'Autriche se contente d'occuper la Moldavie et la Valachie.

En 1860, c'est Michel Obrénovitch qui vient au pouvoir. « Réservé et calme, mais despote ; un occidental, un Européen qui a déjà l'expérience pour gouverner, car il était déjà le chef d'Etat serbe de 1839-1842. Sa figure déconcerte ses sujets, mais il est convaincu qu'il les dominera ». « Ils ne sont pas encore mûrs pour la liberté », disait-il. « Que les Serbes soient instruits et riches, la liberté viendra tout naturellement ».

Les lois imposées par la Porte étaient pour lui une entrave. Il établit la Constitution de 1862. D'après elle, le Parlement (la Skoupchtina) se réunira une fois pour 3 ans et n'est composée que de paysans. Les fonctionnaires ne sont que les agents passifs du pouvoir. La Serbie était un Etat centralisé, ce qui, à l'époque, signifiait absolutiste.

Michel institue le service militaire obligatoire, ce qui gêne considérablement les Turcs.

En 1862, des bagarres éclatent à Belgrade, presque une révolution. Les Serbes et les Turcs se battent. Sous la pression des puissances, les hostilités furent arrêtées et une conférence des Ambassadeurs se réunit pour régler la question. Les Turcs durent évacuer les deux forte-

resses de Soka et d'Ujitzé ; les Serbes devaient payer une indemnité.

En 1867, Michel entre en activité. Pendant que l'Autriche est occupée à Sadowa et la Turquie avec les révoltés Crétois, il rend visite au Sultan, qui lui donne les citadelles de Belgrade et de Chabatz en garde. Après une domination turque de cinq siècles, Il ne reste plus, en 1867, qu'un drapeau turc en Serbie. Quant aux relations du prince Michel avec les autres puissances, il les avait déjà entretenues avant son avènement. En 1859 il avait eu une entrevue avec Kossouth et Napoléon III, car il voulait les intéresser à la question serbe. Il était également en relations constantes avec les Bulgares et les Monténégrins. Son Ministre Ylia Garachanin avait des agents un peu partout. En rapport avec les Croates et les Serbes du Banat, il faisait de la propagande en Bosnie-Herzégovine. Il aide le prince-évêque de Monténégro à armer son peuple et lui envoie 6.000 ducats. Il conclut des traités d'alliance avec la Grèce, la Roumanie et le Monténégro.

En 1867, un accord a été conclu avec le Comité révolutionnaire bulgare de Bucarest, d'après lequel, les deux peuples devaient marcher de concert en vue de la fondation d'un Etat bulgaro-serbe, dont Michel sera le prince héréditaire avec le même drapeau, le même Parlement, les mêmes lois, le même patriarche et la même capitale.

L'activité diplomatique du prince Michel inspire des inquiétudes. Ses ennemis envisagent la possibilité d'une guerre, car, ayant des relations avec les Grecs, les Roumains, certains Bulgares et Monténégrins, le prince Michel se sent fort.

Mais à côté de ses ennemis de l'extérieur, certains

personnages de la Serbie étaient mécontents de sa politique, qu'ils trouvaient trop absolutiste et presque dictatoriale. Il mettait en prison tous ceux qui n'obéissaient pas à ses ordres. On dit qu'il emprisonnait même les juges qui ne voulaient pas condamner suivant ses désirs. Les femmes jouaient un grand rôle chez les Obrénovitch. Sa femme Julie n'était pas irréprochable et la vie privée du prince non plus. Il en résulta une intrigue qui se développa à la Cour et dont il fut victime en 1868.

Après la mort de Michel, tous les grands projets disparaissent. Milan Obrénovitch, son successeur n'a ni assez d'autorité ni suffisamment d'audace. Le projet de la création de la Grande Serbie, ainsi que celui de la réalisation de la confédération balkanique, n'ont eu aucune suite.

En 1875, une révolution éclate en Herzégovine. Le Monténégro donna tout son appui moral et même matériel aux révoltés. L'Autriche exploite l'affaire selon ses plans, tandis qu'en Serbie l'opinion publique s'élève. Milan, conseillé par les grandes puissances ne veut pas la guerre, mais le mouvement d'idées et l'opinion la lui imposent. En 1876, les hostilités commencent entre l'Empire ottoman, d'une part, et les Alliés Serbes et Monténégrins, de l'autre. Mais, hélas, les Serbes ne sont point vainqueurs. Ce fut seulement l'intervention du Tzar Alexandre II qui arrêta l'armée turque.

Une autre déception pour Milan fut le krack diplomatique. Par le traité de Raïchtat, puis le traité secret de janvier 1877, la Russie et l'Autriche se mirent d'accord sur le partage de la Péninsule des Balkans. C'est la fameuse politique de rivalité et des zones d'influence. L'Autriche occupera les provinces de la Mer Adria-

tique jusqu'aux Timok et Vardar, tandis que la Russie prendra les provinces bulgares.

Un troisième échec diplomatique pour Milan est le traité de San Stefano, qui, au détriment de la Serbie crée une grande Bulgarie de la Mer Noire jusqu'à l'Albanie.

A la fin de 1878, au Congrès de Berlin, la question serbe est discutée. La Bosnie-Herzégovine est « confiée » à l'Autriche-Hongrie pour qu'elle en organise « l'administration ».

Après cette série d'échecs diplomatiques, la Serbie se considère comme une victime de la Russie. Entre la puissante Bulgarie, d'une part, et l'Autriche, de l'autre, elle doit choisir. Par un traité de 1881, le roi Milan se met volontairement sous la protection de l'Autriche. De ce fait et par une guerre malheureuse avec la Bulgarie (1885), il s'est considérablement compromis. La Serbie était presque à la veille d'une révolution. En 1889, il est obligé de signer son acte d'abdication en faveur de son fils.

De 1888 à 1903, c'est la période des coups d'Etat, de révolution et de scandales à la Cour. Le roi Milan avait plusieurs favorites qui exerçaient une grande influence sur la vie politique de l'Etat. On dit même qu'il fut obligé par une de celles-ci de divorcer et d'expulser sa femme Nathalia. Malgré son abdication, il continua à s'occuper des affaires de l'Etat et de donner des conseils à son fils. En 1894, un grand malheur va bouleverser l'Etat serbe de nouveau. Le jeune Alexandre Obrénovitch prend le pouvoir. Il s'éprend de Draga Machine, veuve d'un ingénieur. Malgré les conseillers et parlementaires qui visitaient toutes les Cours d'Europe pour lui cher-

cher une princesse jeune, jolie et riche, Alexandre Obrénovitch annonça officiellement à son peuple son mariage avec la veuve Draga. Ce fut une déception et un scandale. Pendant ce temps, il y avait également des coups d'Etat, des changements de constitution et de nombreuses illégalités. Il y avait même une constitution spéciale pour les fiançailles et une autre pour le mariage. En face de ces scandales de la Cour, le pays souffre ; les fonctionnaires sont mal payés, l'administration est lourde et paperassière, le désordre règne un peu partout.

La politique extérieure de la Serbie est en ce moment-là sous le protectorat de l'Autriche. Sa renommée à l'étranger est devenue nulle. L'espoir et la confiance que la Bosnie-Herzégovine avait mis dans la Serbie est mort. Le Piémont de l'unité yougoslave n'existe plus.

Cependant, il existe un pays plein de gloires, un pays qui a conservé l'honneur de ses armes et de la croix, un pays dont on espérait qu'il deviendrait le Piémont yougoslave et dont tous les poètes serbes louaient les traditions glorieuses. C'était le petit Etat de Monténégro. La Serbie entrée dans le camp autrichien, c'est vers le Monténégro que les bras de tous les Yougoslaves se tendent.

En 1903, deux jeunes officiers décidèrent de débarasser la Serbie d'Alexandre et de Draga : Antitch et Dimitriévitch, en rentrant d'un cours de l'Ecole de guerre serbe, conviennent d'organiser le complot. Soutenus par leurs compagnons et par l'armée entière, une nuit du mois de mai 1903, ils pénètrent dans le Palais. Le roi et la reine furent tués. Une Skouptchina se réunit et proclama Pierre Karageorgevitch, roi de Serbie.

Immédiatement après, la politique serbe changea

d'orientation. A l'intérieur, c'était le libéralisme et le constitutionalisme ; à l'extérieur, l'orientation vers la France et la Russie, c'est-à-dire vers la Triple Entente, qui commença à se dessiner à cette époque en face de la Triple Alliance.

Du fait que le roi Pierre se tient dans la stricte légalité constitutionnelle et que les radicaux sont au pouvoir, un grand nationalisme commence à se faire jour en Serbie. L'Autriche était la première à s'inquiéter. Le but de sa politique était de prendre des mesures afin d'en finir avec la « question serbe ». Elle déclare la « guerre de porcs », c'est-à-dire la guerre douanière de 1906 (25 *bis*). Après cette lutte économique, elle profita de ce que les Russes, occupés en Extrême-Orient, battus par les Japonais et aux prises avec des difficultés intérieures, ne pouvaient s'intéresser pour le moment à la question serbe. A l'étonnement du monde entier, elle déchira un grand traité international et proclama l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

En 1912, les peuples balkaniques, étant libres, proclamaient la nécessité de conquérir la liberté de leurs nationaux opprimés. Des traités d'alliance ont été conclus entre le Monténégro, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. L'Etat de Monténégro était le premier à donner le signal d'attaque et il déclara la guerre à l'Empire ottoman. Ses alliés suivaient l'exemple et furent vainqueurs. Cependant, les Serbes et les Bulgares ne se mettaient pas d'accord sur le partage des provinces libérées. L'Autriche, aidée par l'Italie, intervient et propose la création de l'Etat albanais. Les Serbes, reculés de la mer, deman-

(25 *bis*) L'exportation serbe vers l'Autriche a été interdite, ce qui bouleversa considérablement l'économie du pays.

daient des compensations en Macédoine. Les difficultés, les discussions diplomatiques, les notes aigre-douces s'ensuivent. Les Serbes voulaient l'intervention et l'arbitrage du Tzar, comme il avait été prévu dans le traité d'alliance. Les Bulgares, croyant que le Tzar était trop favorable aux Serbes, au lieu de répondre, attaquèrent ses alliés, les Serbes.

Cette deuxième Guerre balkanique se termine par le traité de Bucarest, en juillet 1913, qui agrandissait territorialement la Serbie, la Roumanie et la Grèce et diminuait la Turquie et la Bulgarie.

Le 28 juin 1914 (26) éclata le drame de Saraïévo (27). Quelques jeunes étudiants, tels que Gavrilo Princip (28), Tchabrilovitch et plusieurs autres, organisèrent l'attentat contre François Ferdinand, venu en Bosnie pour assister aux manœuvres militaires. Certains journaux de Vienne affirmaient que ces manœuvres étaient la répétition générale de la future guerre contre la Serbie. D'autres disaient ouvertement qu'il s'agissait d'une provocation et qu'on cherchait un *casus belli*. En tout cas, François Ferdinand n'était pas aimé à la Cours de Vienne. Il a été envoyé en Bosnie le jour de la fête nationale serbe et les manœuvres devaient se dérouler à la frontière serbe. Après les manœuvres, des réceptions solennelles devaient être organisées. Tout cela ne pouvait être interprété autrement que comme une provocation.

Voici ce que le Prince de Bülow dit dans ses mémoires : « La plupart des gens que j'ai rencontrés dans

(26) C'était le jour de la fête nationale : Vidovdan, anniversaire de la Bataille de Kossovo.

(27) Saraïévo, en yougoslave : Sarajevo (lire : Saraiiévo). Certains français écrivent : Sérajevo, ce qui est impropre.

(28) Lire : Prinetzipe.

les jours qui suivirent l'attentat étaient enclins à considérer la tragédie de Saraïévo comme un débarras. Le comte Szögyenyi, ambassadeur d'Autriche, serviteur profondément loyal des Habsbourg, fils d'un Chevalier de la Toison d'Or, lui-même chevalier de cet ordre, me dit, lorsque je lui fis mes condoléances, que, comme chrétien et gentilhomme hongrois, il déplorait la destinée de l'Archiduc et de sa noble épouse, mais que, politiquement, l'élimination de l'héritier du trône lui semblait une grâce de la providence. *Requiescat in pace*, conclut avec onction l'ambassadeur impérial et royal » (29).

L'attentat contre François Ferdinand était une occasion pour l'Autriche de mettre à l'exécution ses plans de conquête et de « liquider la question serbe ». Le 23 juillet la note à la Serbie (ultimatum) fut remise. Elle exigeait l'élimination de l'administration et de l'armée serbe d'un grand nombre de fonctionnaires, la dissolution des associations patriotiques, tel que « Narodna Odbrana » (30). L'enquête sur l'assassinat devait être menée en Serbie par les autorités autrichiennes. La réponse du gouvernement de Belgrade devait être donnée dans 48 heures.

La réponse a été donnée dans le délai voulu, et, sauf quelques précisions que le Gouvernement serbe demandait, toutes les conditions exigées ont été remplies. Mais la Double Monarchie avait déjà par avance conçu un plan néfaste. Vingt minutes, après avoir reçu la réponse serbe, l'ambassadeur d'Autriche déclara que la réponse n'était pas satisfaisante et que les rapports diplomatiques austro-serbes étaient rompus. C'était la guerre.

(29) Cité par Léon Savadjan dans *Les origines et les responsabilités de la guerre mondiale*.

(30) « Défense Nationale ».

L'attentat de Saraïévo n'était qu'un prétexte. C'était le moment pour l'Autriche-Hongrie de se débarrasser de la Serbie et de la supprimer de la carte d'Europe. Les événements qui ont suivi l'attentat n'étaient qu'une façade derrière laquelle se déroule le choc de la Triple Entente et de la Triple Alliance (31).

Après avoir remporté une grande victoire sur l'armée autrichienne, après avoir résisté aux assauts bulgaro-germaniques, après l'exode d'Albanie, la Serbie est supprimée de la carte européenne de 1916 à 1918. Mais les Serbes, — tout en étant à l'étranger, en exil, et n'ayant pas de territoire, — ne restèrent pas inactifs. Leur armée ressuscita, composée de soldats ayant fui devant l'ennemi et ayant été sauvé par la France. Le front de Salonique fut organisé en octobre 1915. Les alliés firent une pression énergique et courtoise sur la Grèce hésitante avec son roi Constantin, ami et beau frère de Guillaume II. Les Yougoslaves que l'Autriche-Hongrie avait enrôlés dans son armée désertent le front et passent dans le camp allié. Des Yougoslaves d'Amérique arrivent pour grossir les divisions serbes à Salonique. Les patriotes yougoslaves échappés d'Autriche-Hongrie forment à Londres et à Paris les Comités yougoslave et, avec le Gouvernement serbe exilé à Corfou, prépare l'action.

En juillet 1917, fut élaborée la Déclaration de Corfou. Nicholas Pachitch, Président du Conseil serbe, Troumbitch, Président du Comité yougoslave (32) et les repré-

(31) L'Italie hésita au début de la guerre. Le 25 avril 1915 fut signé le traité de Londres, très avantageux pour l'Italie, et qui la décida à se mettre du côté des Alliés contre les puissances centrales.

(32) L'expression « Yougoslave » à cette époque était employée pour désigner surtout les Slaves du Sud, vivant en Autriche-Hongrie, sauf les Serbes et Bulgares. Depuis 1919, cette expression englobe aussi les Serbes.

sentants du Comité monténégrin proclamèrent la future création de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes (33).

La victoire des Alliés, dont la première lueur apparut à Salonique, arriva. Le 26 novembre 1918, par une décision de la Grande Assemblée de Podgoritzza, le Monténégro décida de s'unir à la Serbie. Le 25 novembre de la même année, l'Assemblée Nationale de Novi Sad proclama l'Union de la Voïvodina avec le Royaume de Serbie. Les provinces croates, slovènes, dalmates, bosniaques-herzégoviniennes et slavones, représentées par le Comité central du Conseil National de Zagreb, proclamèrent, par une décision du 29 novembre 1918, leur union en un seul Etat et envoyèrent une délégation à Belgrade où, le 1^{er} décembre 1918, au milieu de l'enthousiasme général, fut constitué le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Ainsi nous voyons la réalisation d'une grande œuvre : l'unité yougoslave. Les générations ont travaillé et entretenu la conscience nationale qui n'a jamais fléchi. Certains auteurs, ou plutôt certains journalistes, peu initiés à la vie nationale des Slaves du Sud, ont l'habitude de présenter la Yougoslavie comme une création purement politique n'ayant pas de racines profondes. C'est une opinion sans fondement et qui ne peut être attribuée qu'aux gens qui ne veulent pas comprendre les sacrifices yougoslaves au cours des siècles, ainsi qu'à ceux

(33) La première déclaration officielle du Gouvernement serbe au sujet de l'unité nationale a eu lieu le 7 décembre 1914 devant l'Assemblée Nationale à Nich :

« Le Gouvernement considère en ce moment que sa tâche la plus importante est d'assurer la victoire dans cette grande guerre qui est devenue dès le début la lutte pour la libération et l'union de tous nos frères Serbes, Croates et Slovènes ».

qui ne veulent pas voir d'un bon œil les Slaves du Sud unis et fortes.

Nous pouvons citer au cours de l'histoire des Slaves du Sud maintes tentatives d'union, que les malheurs des temps et les événements ont empêché d'aboutir. Un Etat yougoslave existait à l'époque de Samuel, au X^e siècle. Ce n'était pas un Etat serbe, encore moins un Etat bulgare, comme les patriotes bulgares, nos frères de race, veulent le considérer. C'était un Etat dans le sens du yougoslavisme intégral. Samuel réunit les tribus serbes et les tribus bulgares dans une unité, qui malheureusement, n'a pas duré et qui a été détruite par la propre faute de ses sujets. Après la bataille de Velboujde, le 28 juillet 1330, une Yougoslavie intégrale a failli exister. Le roi de Serbie, Etienne Ouroche III, pénétra avec son armée en pays bulgare. En cours de route, à Izvore, des nobles et des émissaires de Belsour frère de l'empereur Michel, vinrent trouver Etienne Ouroche III et lui proposèrent d'unir sous son sceptre la Serbie et la Bulgarie. Un peu plus de notre époque, depuis 1804, sous l'influence des idées révolutionnaires françaises et des idées égalitaires, les Slaves du Sud ne rêvaient que de la libération et de l'union. L'Illyrie française fut de courte durée, mais elle groupait une grande partie des Slaves du Sud, et elle a fortement réveillé la conscience nationale. Les projets du prince Michel Obrénovitch étaient, il y a une soixantaine d'années, une action merveilleusement bien ordonnée en vue de l'union de tous les Slaves du Sud. Sa mort subite interrompit la réalisation du rêve national.

A côté de ces essais politiques, nous voyons aussi d'innombrables écrivains publicistes, poètes, professeurs,

artistes, qui ont travaillé pendant des siècles à la préparation morale et intellectuelle de l'union.

C'est pourquoi lorsque, le 1^{er} décembre 1918 le Prince-Régent Alexandre, au nom de S. M. le Roi Pierre I, proclama l'Union politique des Yougoslaves, cela fut, au sens le plus réel du mot, un vœu plusieurs fois séculaire de la race yougoslave qui s'accomplit.

PREMIERE PARTIE

La Yougoslavie unifiée

CHAPITRE I

L'Alliance et les guerres balkaniques (1912-1913)

A la veille de la I^{re} guerre balkanique, on peut dire que deux groupements de puissances subsistent. La Triplice avait une politique moins définie. L'Italie, en préparant la guerre contre la Turquie, voulait avoir l'assurance de pouvoir renouveler les traités qui arrivaient à leur terme. Elle était très pressée, mais Berlin et Vienne accueillirent cette nouvelle sans enthousiasme et en préparèrent le renouvellement sans grand hâte.

L'Allemagne avait une politique peu définie, si 'lon en juge d'après les paroles de Guillaume II, rapportées par un publiciste : « Les jours impairs sont farouchement belliqueux et les jours pairs extrêmement pacifiques ». Il désirait quelque chose, mais ne savait quoi. Ses idées sont arrêtées, violentes, multiples et contradictoires (1). Un de ses ambassadeurs disait : « Après avoir tâté l'Angleterre, l'Empereur veut tâter la France ». Sur ses insistances un homme d'Etat anglais est allé à Berlin discuter le problème naval. Une formule purement platonique fut le résultat de ces pourparlers : on tenta de limiter les armements, on laissa la suprématie navale

(1) X. Schefer : *D'une guerre à l'autre*.

à l'Angleterre et la concurrence continua ; en un mot, aucune entente précise et concrète n'intervint, si ce n'est le partage des colonies portugaises. Des agents secrets vinrent à Paris pour informer le gouvernement français de l'intention de Guillaume II d'engager des conservations cordiales avec la France.

La Triple Entente était aux prises avec de sérieuses difficultés intérieures. En France, M. Poincaré, qui remplaça M. Caillaux, « garda soigneusement » la situation de son pays et tint particulièrement à avoir de bons rapports avec la Russie et l'Angleterre.

La Russie avait perdu sa situation en Extrême-Orient et cherchait à la reprendre dans le proche Orient et la Méditerranée ; elle voulait avoir une politique de pénétration dans les Balkans ainsi qu'une politique d'accès dans la mer libre de la Méditerranée. Une fois de plus, elle soulevait la question des Détroits et était prête à suivre la politique « d'Unkers Skelessi » (2).

★★

L'Italie était en guerre contre les Turcs, et après avoir remporté quelques victoires, proclama l'annexion de la Tripolitaine. L'Angleterre et l'Autriche décidèrent de faire des démarches auprès du gouvernement de Rome afin que l'Italie s'abstienne de faire des opérations du côté des Dardanelles. La Russie refusa de s'associer à cette démarche. Le gouvernement français demanda l'intervention collective, mais en demandant que les intervenants soient désintéressés, ce qui était inacceptable tant pour l'Autriche que pour les Russes.

(2) Schefer : *D'une guerre à l'autre*.

Tout le monde souhaitait la solution pacifique du conflit, mais les exigences des deux adversaires étaient peu conciliables. L'Italie demanda la reconnaissance de l'annexion de la Tripolitaine, et la Turquie le retrait du décret d'annexion.

De là, en 1912, une situation assez embrouillée. En face des exigences opposées de l'Italie et des Turcs, les grandes Puissances avaient des prétentions d'agrandissement territorial, ou du moins d'élargissement de leur influence politique. Les méfiances mutuelles furent telles que, à côté de quelques manifestations de pure forme, l'intervention des puissances dans un accord général que la France souhaitait, n'a pas abouti. « Les puissances ont été prêtes à intervenir, mais à condition de ne pas se lier les bras » (3).

La France tenait beaucoup à l'amitié russe et cherchait par tous les moyens à rendre des relations déjà très amicales « plus intimes ». Un accord naval devait être conclu, mais les pourparlers traînaient. L'alliance franco-russe devait être plus sûre et Poincaré y travailla de toutes ses forces.

Vis-à-vis de l'Angleterre, l'entente n'était pas encore définitivement constituée. Le roi d'Angleterre, très lié par les principes constitutionnels, ne pouvait rien entreprendre pour que la Triple Entente fût constituée encore plus solidement. D'autre part, les discussions navales anglo-allemandes, bien que sans résultat, pouvaient être reprises. Il importait, donc, pour la France « de se tenir sur ses gardes ».

Après les conquêtes de l'Italie dans la Tripolitaine,

(3) X. Schefer, *Cours d'Histoire diplomatique*, professé à l'Ecole libre des Sciences politiques, 1930-31.

bien que l'occupation de Rhodos et du Dodécanèse fût accueillie à Londres et à Vienne très froidement, une fois de plus, la Turquie, « l'homme malade », est l'objet des convoitises de tous. Le danger se précise du côté de l'Albanie où les réformes promises n'ont pas été suivies de réalisation. Au début de 1912, les Etats prenaient une attitude de simple expectative, mais au cours de l'année, les intérêts particuliers et spécialement ceux de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie et de la Russie apparaissent.

D'Aerenthal cherchait à agrandir l'influence autrichienne dans les Balkans. A cette fin, il voulait inféoder la Serbie à l'Autriche ou la neutraliser. Cependant, il devait compter sur la Russie, laquelle ne se désintéressait pas de la question serbe.

Les Etats balkaniques fiers de leur indépendance et du passé glorieux, où le nationalisme jouait un grand rôle, avaient un intérêt commun à combattre la Turquie, qui se débattait avec les Italiens.



L'initiative d'une alliance balkanique s'imposa. Certains historiens affirment que ce sont les Grecs qui ont été les premiers à lancer l'idée d'entente en 1911. D'autres affirment que ce sont les Serbes. Ce qui est certain, c'est que M. Venizelos a su présenter à l'opinion les avantages d'une guerre contre l'Empire ottoman. L'idée lancée par les Grecs fut appuyée par la Russie qui faisait tout ce qui dépendait d'elle pour arriver aux ententes formelles (4). En février fut signé le traité d'alliance entre la Serbie et la Bulgarie. Traité secret, bien

(4) X. Schefer : *D'une guerre à l'autre*.

entendu, mais offensif, conclu dans un but de changements territoriaux. Les contractants visaient la libération et le partage de la Macédoine. De plus, il s'engageaient à « employer toutes leurs forces contre toute grande puissance qui tenterait de prendre possession du territoire macédonien ». Cette clause visait l'Autriche. En cas de désaccord, après la conquête, si des difficultés se présentaient concernant l'application des clauses du partage, les Alliés demanderaient l'arbitrage du Tzar. La Russie était, donc, bien d'accord et aidait formellement les Alliés balkaniques.

D'autres traités ont complété celui-là. Les alliances gréco-bulgares et gréco-serbe, auxquelles adhéra le Monténégro, ont organisé une entente de guerre et de libération.

M. Poincaré fut avisé de ces intentions des Etats balkaniques, et, après avoir rendu visite à la Russie, réussit à « dissiper les nuages ». Il conclut la convention navale longtemps désirée ; il put se rendre compte de la gravité de l'événement. Il connaissait la complexité des alliances et leur jeu. Tout en craignant un conflit général, spécialement entre la Russie et l'Autriche, il lança l'idée de régler le conflit par les voies pacifiques. L'Autriche et son ministre Berthold étaient peu initiés aux intentions des peuples balkaniques, mais ils sentirent qu'il y avait quelque chose qui se préparait dans les Balkans. Afin d'éviter le danger, elle fit des démarches auprès des grandes puissances qui devaient conseiller à l'Empire turc la « décentralisation progressive » et les réformes susceptibles de calmer les populations agitées.

Les Etats balkaniques n'ont pas attendu les conversations académiques. Pendant que les pourparlers fai-

saient leur chemin, d'un commun accord, ils attaquaient la Turquie.

Les succès furent foudroyants. Les capitales européennes en furent surprises. Le sultan, qui était en guerre contre l'Italie, était pressé de régler le conflit et de disposer de ses troupes pour les Balkans. Le 18 octobre 1912, à Lausanne, il fut décidé que les Turcs retireraient les troupes de la Tripolitaine, et que le sultan « souhaiterait aux habitants beaucoup de bonheur avec leur nouveau maître ». M. Poincaré proposa le désintéressement territorial général, mais l'Autriche refusa.

Le résultat de la Première Guerre balkanique a été le resserrement progressif de deux groupements de puissances. Un accord fut conclut entre la France et l'Angleterre en novembre 1912. Du côté de la Triplice, le renouvellement fut de même brusquement décidé avant l'expiration du délai.

La Turquie, en vertu des conventions internationales qui mettaient son territoire sous la protection de l'Europe (5), ne tarda pas à demander l'intervention des puissances. Les Anglais — selon la tradition — demandèrent une conférence. L'armistice fut signé en décembre 1912 ; des discussions commencèrent. Il y avait deux conférences, L'une, qui réunissait les belligérants et qui aurait dû être la plus importante, n'était que secondaire. L'autre, composée des représentants des grandes puissances, était en fait la seule qui comptât.

Dans la Conférence « des Etats balkaniques » les prétentions étaient opposées mais simples. La Turquie, vaincue, voulait céder le moins possible, et les vainqueurs demandaient le plus possible. La Conférence des

(5) X. Schefer : *op. cit.*

Ambassadeurs des puissances était plus complexe. La Russie aidait particulièrement les Serbes ; l'Autriche, soutenue par l'Allemagne, ne leur était pas favorable. L'Italie, rivale de l'Autriche, ne voulait pas non plus l'installation des Serbes au bord de l'Adriatique.

La France laissait entendre que « le principe d'un Etat autonome ne lui paraissait pas impossible », et, qu'en cas de conflit russo-autrichien, l'alliance franco-russe ne jouerait pas. Les discussions continuèrent jusqu'à la fin de décembre, et les puissances se mettaient d'accord sur le principe « d'une Albanie autonome ». Evidemment, cela ne plaisait pas aux Serbes, qui réclamaient énergiquement l'accès à la mer (6). Pour contenter la Serbie, du moins en apparence, on décida de lui donner « l'usage d'un port sur l'Adriatique » (7). En principe, à la fin de décembre, tout le monde était d'accord : L'Empire ottoman céderait son territoire jusqu'à la ligne Enos-Midias et un Etat autonome Albanais serait créé (8).

Cette décision de la Conférence des Ambassadeurs était claire et précise sur le papier, mais en réalité les choses se présentèrent autrement. Les Etats balkaniques voulaient fixer la limite de la future Albanie. A cette question embarrassante, on leur répondit « qu'on indiquerait les limites de l'Albanie quand on les connaîtrait » (9). Cette solution laissa apparaître de nouveaux problèmes.

(6) Dans une certaine mesure c'était le but de guerre de la Serbie.

(7) La question n'était résolue qu'en apparence et sur le papier. Ce port serait-il notamment utilisable pendant la guerre ?

(8) L'Italie et l'Autriche-Hongrie n'ont pas agi pour plaire aux Albanais, mais uniquement pour barrer la route à la Serbie.

(9) En Albanie vit une population assez mélangée. Il y a des

En mai 1913, les négociations s'ouvrirent, et tout le monde paraissait être d'accord. Le traité de paix fut fait d'avance. Le premier article parlait de la paix « éternelle ». L'article 2 était ainsi stipulé : « Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, cède à leurs Majestés les souverains alliés tous les territoires de son Empire sur le continent européen à l'ouest d'une ligne Enos sur la Mer Egée, Midia sur la Mer Noire, à l'exception de l'Albanie ». L'article 3 laisse le soin à l'Europe de régler les frontières des territoires. En somme, le traité laissa en suspens un grand nombre de questions. Les Russes n'ont pas réussi à remettre au jour la question des Détroits. La question de l'Albanie n'était pas réglée définitivement. Les territoires, donnés en bloc aux Alliés, n'étaient pas répartis. La question du Dodécanèse n'était pas résolue (10).



La première guerre balkanique s'est terminée dans un malaise général. L'Autriche trouvait que la Serbie était très grande et présentait un véritable « danger » pour elle. L'Allemagne était mécontente, car son amie la Turquie est très diminuée. La Russie n'avait pas pu remettre sur le tapis la question des Détroits. Quant aux petits Etats balkaniques, la jalousie et des discordes les

catholiques, des orthodoxes, des musulmans et musulmans baptisés. Au sud se trouve une population non albanaise que les Grecs ne manquaient pas de réclamer. Au nord, les Serbes et Monténégrins tenaient à la possession de Skadar (Scutari).

(10) Le Dodécanèse fut occupé par les Italiens pendant la guerre de Tripolitaine. En vertu du traité de Lausanne, « les Italiens partiront du Dodécanèse quand le dernier Turc quittera la Tripolitaine », formule extrêmement vague mais très avantageuse pour l'Italie qui n'avait pas l'air de vouloir s'en aller.

divisaient. Les Serbes et les Bulgares n'avaient pas pu prévoir la création de l'Albanie, laquelle modifiait complètement leur projet. Les Serbes, refoulés de la mer, ayant fourni plus de troupes qu'on ne l'avait prévu, ayant aidé les Bulgares sur le champ de bataille où le combat incombait aux troupes bulgares, demandaient une part plus large dans la conquête territoriale due à leurs sacrifices. Les Bulgares ne voulaient pas en entendre parler. D'après le traité d'alliance, il avait été prévu, qu'en cas de difficultés qui pourraient surgir à l'occasion du partage de territoires, l'arbitrage serait demandé au Tzar. Les Serbes demandaient l'application de cette clause, mais les Bulgares, croyant la Russie favorable aux Serbes et encouragés par Vienne, refusent la discussion sur cette base. A la fin de juin 1913, éclate la deuxième crise balkanique. C'était l'attaque brusque et sans déclaration de guerre de la part des Bulgares contre ses alliés, frères de race, les Serbes.

La Roumanie, « après avoir manqué le premier train, prend le suivant » Elle profite de l'occasion et avance ses troupes sur le territoire bulgare. Les Grecs mirent en mouvement leurs troupes, car les Bulgares avaient des prétentions sur Salonique. Les Turcs reprennent Andrinople. La situation devient encore plus compliquée et l'Autriche était prête à intervenir par les armes. Ses hommes d'Etat, par une presse bien organisée, ne manquent pas de faire savoir au monde que l'extension de la Serbie présente un grand danger même européen. Une campagne officielle et officieuse fut menée contre la Serbie. En juillet 1913, l'Autriche écrivait à ses ambassadeurs de Rome et de Berlin qu'il était impossible de tolérer l'agrandissement de la Serbie. En cas d'accord

avec ces puissances, elle était disposée à recourir aux armes. Rome, prévoyant un démêlé général par le jeu des alliances, répondit que la Triplice n'avait qu'un caractère purement défensif. Berlin, de même, faisait savoir à la double monarchie que l'agrandissement de la Serbie vers le sud ne constituait pas un danger direct pour l'Autriche. En un mot, les deux puissances conseillaient la modération et l'attente d'un moment favorable.

La deuxième guerre balkanique s'est terminée par un écrasement de la Bulgarie. Les négociations de paix commencèrent le 30 juillet à Bucarest. La frontière de la Roumanie fut portée du côté de Dobroudja vers le sud. La Serbie obtint les territoires compris entre le Vardar et la Stroumitza vers l'est. La Grèce garda Salonique, Cerèse, Gavalla. Les Turcs reprenaient une partie de territoire auparavant cédé aux Bulgares.

La délivrance des populations chrétiennes des Balkans, effectuée si heureusement en 1912, fut assombrie en 1913.

CHAPITRE II

La Grande Guerre et les Balkans (1914-1918)

Il n'y a qu'une puissance qui aurait pu empêcher la guerre. C'est l'Allemagne.

Dr. M. SPALAÏKOVITCH.

Le Tzar des Bulgares, Ferdinand, gardait une rancune aux Serbes et aux Grecs. Après deux guerres qui se terminèrent par des désastres et par l'amoindrissement de son Etat, il n'attend que la première occasion pour tenter sa chance une troisième fois.

La question albanaise n'était pas résolue définitivement. A la Conférence de Londres, on décida que l'Albanie serait un Etat autonome, mais les frontières n'en étaient pas fixées et la Grèce se montra très exigeante. Les Grecs n'avaient pas obtenu non plus la portion de l'Empire qu'ils convoitaient. Le Prince de Wied fut installé à la tête de la principauté d'Albanie, mais les légations accréditées n'avaient pas l'impression qu'elles resteraient longtemps. Quant au Dodécanèse, les Italiens n'avaient pas l'air de vouloir le quitter. A chaque démarche, ils répondirent qu'ils ne se considéraient pas

comme « propriétaires » mais comme « dépositaires » des îles.

L'agrandissement de la Serbie ne plaisait point à l'Autriche.

En novembre 1913, l'Allemagne reçoit un appui important dans l'Empire ottoman. La direction de l'armée et de la marine turques est confiée à un général allemand. La Russie, soutenue par la France, proteste contre cet état de choses, mais en vain. L'Autriche est plus agressive que jamais.

Le 2 juin 1914, dans un conseil de couronne, tenu à Vienne, un plan d'écrasement de la Serbie fut arrêté. Les Bulgares et les Turcs y collaborèrent. Si, à la fin de 1913, la position de l'Allemagne n'est pas assez nette pour savoir si elle veut la guerre ou non, — il est probable qu'au point de vue militaire elle n'était pas tout à fait prête, — si, *postea festinus*, les ministres allemands, responsables, cherchant à se rejeter la responsabilité les uns sur les autres ; bien que Bulow ait prétendu que l'Allemagne fût menée par Vienne et bien qu'il accuse son successeur Bethman-Hollweg, à notre avis, l'Allemagne aussi était bien décidée de déclencher la guerre au moment propice. Elle avait une armée organisée, une flotte forte et des plans arrêtés. Son essor industriel au cours du XIX^e siècle ne pouvait être que néfaste pour la paix, car il avait besoin de débouchés, et, pour les avoir, l'Allemagne était prête à recourir aux armes. D'autre part, un élément assez fort avait préparé la psychologie de la guerre. La discipline, les écrits de toutes sortes, la musique, l'industrie et tous les autres facteurs de la nation étaient au service de l'idée « Deutschland über alles ».

Au cours du XIX^e siècle, on vit se développer en Allemagne, de véritables doctrines de guerre et des théories sur le pouvoir illimité d'un Etat à déclarer la guerre. On considère le droit à la guerre comme un attribut de la souveraineté. Vattel, par exemple, rend hommage aux doctrines de Grotius sur la guerre juste et la guerre injuste ; mais comme il n'y a pas de puissance qui dira ce qui est juste et ce qui est injuste, il conclut au droit illimité d'un Etat de faire la guerre. Ainsi, au cours du XIX^e siècle, l'opinion allemande a été dressée à croire que l'Etat a un pouvoir illimité de guerre et que c'est la conséquence de sa souveraineté. La doctrine est unanime à confirmer cette idée en Allemagne et nous pouvons dire que toutes ces idées : « Deutschland uber Alles », le droit illimité de guerre et la souveraineté absolue, ont une large part de responsabilité dans le conflit de 1914 ». Il y a eu avant 1914, *et cela a été une des causes fondamentales de la grande guerre*, et il y a encore à l'heure actuelle des dissentiments, ouvertement affichés ou prudemment dissimulés, entre les Etats sur la manière de comprendre le droit de faire la guerre » (1).

Nous n'entrons pas dans ces discussions théoriques,

(1) M. Ch. Dupuis : *Cours du Droit des Gens* 1929-1930. Le Maréchal de Moltke affirmait que la guerre était un bien d'origine divine et nécessaire pour entretenir la moralité des Nations et que sans cela les Nations tomberaient en décadence. Ces idées ont été développées par Treitchke et Bernhardi. Bernhardi poursuit : « Le devoir de la sécurité personnelle ne comporte pas la simple défense contre les attaques ennemies, il implique en outre le droit de procurer à l'ensemble du peuple, à l'Etat la possibilité d'exister et de se développer ».

Fichte dit : « Dans les relations entre les Etats, il n'y a ni loi, ni droit, si ce n'est que le droit du plus fort ».

D'autres idées favorables à la guerre ont été développées et ont préparé les esprits. Le pangermanisme n'est autre chose que la subordination de l'individu à la collectivité, que le foi en la supériorité de la race allemande, que l'idolâtrie de la force.

car ce n'est pas notre sujet, mais nous affirmons que, si l'Autriche-Hongrie a entraîné l'Allemagne à la guerre, c'est qu'en Allemagne le terrain a été depuis longtemps préparé.



L'incident de Saraïevo éclata le 28 juin 1914. L'Archiduc François Ferdinand et sa femme Sophie furent assassinés par Gavrilo Princip, âgé de 19 ans, Herzégovien et sujet austro-hongrois. L'attentat fut organisé et exécuté à l'insu de la Serbie. Les conspirateurs étaient inspirés par des idées plutôt révolutionnaires que pan-serbes. « Le principal inspirateur, Gatchinovitch, vivait à Toulouse et se rendait souvent à Lausanne, où il fréquentait les milieux révolutionnaires russes. C'est Gatchinovitch qui suggéra d'abord l'idée d'un attentat en Bosnie... L'inspiration naquit dans un groupe de jeunes gens de Bosnie, imbus des idées de la révolution russe. A Saraïevo même, le groupement littéraire-révolutionnaire répandait les idées de Troski et de Lounatcharsky... » (2).

Il est actuellement prouvé que le gouvernement serbe ne prit aucune part dans l'attentat et que toutes les accusations dirigées par les ennemis de la Yougoslavie sont sans fondement. La guerre était inévitable en 1914 et l'Autriche-Hongrie avait ses plans laborieusement préparés ; soutenus par l'Allemagne, la Turquie et la Bulgarie, elle n'attendait que le moment favorable pour agir. L'attentat du 28 juin lui fournit cette occasion.

(2) Léon Savadjan : *Origines et responsabilités de la guerre mondiale.*



La note (ultimatum) fut remise à la Serbie le 29 juillet 1914, par Giesl de Gieslingen. Cette note fut accompagnée d'un mémoire indiquant les résultats de l'enquête faite par le tribunal de Saraïévo.

On accusait la Serbie d'avoir laissé se former sur son territoire le complot contre l'Archiduc et on lui laissait 48 heures pour répondre à l'accusation. Elle devait accepter le châtiment immédiat et la soumission déshonorante aux exigences de l'Autriche (3). La Serbie acquiesca, mais cela ne suffisait pas, et le 28 juillet l'Autriche se trouvait « en état de guerre ».

Les grandes puissances se rendirent compte que la crise ne pouvait être localisée. Le jeu des alliances impliquait une guerre générale. La Serbie, isolée et affaiblie par deux guerres successives, confia son sort à la Russie. Le Tzar, de son côté, ne voulait pas se désintéresser du sort de la Serbie. Après l'Angleterre, soutenue par la Russie, la France et l'Italie proposèrent une conférence. Le Tzar proposa personnellement de soumettre le conflit à l'arbitrage de la Cour de La Haye.

Au moment de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, une discussion diplomatique s'est engagée entre l'Empereur Guillaume II et le Tzar Nicolas II. L'Allemagne ne faisait que soutenir l'Autriche et la Russie ne voulait pas abandonner les Serbes. La Russie prit ses précautions et mobilisa trois corps d'armée à quoi l'Allemagne répondit par la mobilisation générale.

Les événements se précipitèrent. En août 1914, la

(3) E. Bourgeois : *La Guerre*.

guerre était déclarée et mettait aux prises la Russie, la France, l'Angleterre et l'Allemagne.

La première période de la guerre se passa dans la recherche des alliances. Les Turcs, favorables aux puissances centrales, laissèrent passer dans les Détroits deux navires allemands pourchassés par les Alliés. La France, l'Angleterre et la Russie lui déclarèrent la guerre.

Les Alliés, à leur tour, cherchaient un nouvel allié contre le nouvel ennemi. Les Roumains, bien que prêts à combattre l'Autriche, ne voulaient pas être les alliés des Russes. Quant à la Grèce, on ne pouvait compter non plus sur elle, car, dans ce pays, il y avait deux gouvernements, l'un pour la guerre, celui de Venizelos, et l'autre, contre la guerre, celui du Roi, beau-frère de Guillaume II. Les Italiens étaient hésitants. Des deux côtés on leur faisait des offres. Le Prince de Bulow alla à Rome mais sans aucun succès. Le 26 avril 1915, un traité intervint entre les Alliés et l'Italie, et ce pays se rangea aux côtés des alliés.

En septembre 1915, les Bulgares se décidèrent pour les puissances centrales, et la situation de la Serbie devint désespérée.

Ainsi, les puissances centrales sont renforcées par la Turquie et la Bulgarie ; tandis que l'Entente est aidée par l'Italie. Les discussions diplomatiques en vue de décider les Grecs et les Roumains continuent. La Serbie, attaquée de trois côtés, ne peut résister.

En 1916, nous assistons à un véritable réveil des nationalités. Les Polonais s'organisent et sont favorables à l'Entente. Les Tchèques ont un Conseil National et groupent des volontaires sur le territoire français et russe. Les Yougoslaves minent l'armée austro-hongroise, dé-

sergent le front passent dans les armées alliées, tandis que d'autres, réfugiés à Corfou et Salonique, se réorganisent.

Les Roumains, incertains de la victoire, hésitèrent pendant toute l'année 1917 ; à la fin de cette année, leur alliance devait être peu efficace au point de vue militaires et ils furent finalement écrasés.

A la fin de 1916, l'Allemagne faisait officiellement savoir qu'elle était prête à traiter, mais sur la « carte de guerre », — chose inacceptable pour l'Entente. En novembre de la même année, survint la mort de François Joseph et l'effondrement militaire et politique de l'Autriche.

Quelques mois après éclata le conflit bien connu entre l'Allemagne et les Etats-Unis. L'Allemagne inaugura la guerre sous-marine et par ce fait décida la rupture des relations diplomatiques entre elle et les Etats-Unis (3 février 1917). L'Entente fut donc renforcée. Cependant, cela ne fut que provisoire, car en mars 1917 la Russie fléchit. La révolution bolcheviste va priver l'Entente d'une grande force. En mars 1917 se tint à Saint-Petersbourg la conférence intéralliée. Elle décida que les Japonais soutiendraient les Russes, ce qui était aux regards de l'Angleterre et de la Russie assez étonnant.

Une tentative de paix fut faite par l'Empereur Charles en vue de sauver son pays de la dislocation. Le Prince Sixte de Bourbon fut chargée de mener cette mission, mais il n'eut pas de succès : les soldats austro-allemands étaient mélangés et les deux Etats majors collaboraient ensemble. On considéra la tentative comme une piège des Allemands.

En juin 1917, la situation de la Grèce fut éclaircie. Les

alliés demandèrent courtoisement et énergiquement au Roi Constantin d'abdiquer.

Les deux tentatives de paix des socialistes de Stockholm et du Pape se heurtèrent à un échec. La première, parce que les socialistes étaient aux ordres de leurs gouvernements ; l'autre, parce que les prétentions des belligérants étaient trop opposées.

A la fin de 1917, l'Allemagne lança la formule « la paix sans annexion, ni indemnité », que les Alliés — après tant de sacrifices — n'avaient pas l'air de vouloir s'empresser d'accepter. En décembre 1917, s'engagèrent des négociations à Brest-Litovsk. Le 8 janvier 1918, le Président Wilson élabora son message de 14 points qui devait être la base des discussions de paix. Mais l'évènement le plus important fut la défaite des Bulgares (septembre 1918). L'Autriche fut découverte au Sud et les troupes alliées pouvaient avancer sans obstacles. Après cette défaite, les demandes d'armistice se multiplièrent et l'Allemagne capitula le 11 novembre 1918.

CHAPITRE III

L'avènement de la Yougoslavie

La Yougoslavie est l'œuvre de l'histoire et du travail de nombreuses générations. Les tribus yougoslaves de même langue et de même race ont été divisées pendant des siècles et ont subi différentes influences, mais aussi bien celles qui étaient sous la domination austro-hongroise que celles sous la domination turque avaient suffisamment conservé leur conscience nationale pour préparer et faciliter l'œuvre d'union.

La première déclaration officielle au sujet de l'Union a été faite le 7 décembre 1914 par le gouvernement Serbe devant l'Assemblée nationale (Skoupchtina) à Nich. Le gouvernement considère la victoire, c'est-à-dire la libération et l'union de tous les Slaves du Sud. La Serbie, après deux guerres balkaniques, avait été complètement épuisée. Elle prévoyait son sort et savait qu'attaquée à l'ouest et au nord, elle serait attaquée aussi à l'est par les Bulgares, dont le Tzar était de sang allemand. Cette déclaration était à la fois symbolique et réelle. On savait que la révolution grondait dans la monarchie austro-hongroise peuplée par plusieurs peuples de races différentes. La Serbie savait aussi que ses frères de race sous la domination étrangère avaient les yeux tournés

vers elle et les bras tendus demandant la liberté, et elle fit un geste de courage et de grande politique : sans rester la tête courbée et les bras croisés, elle accepta la guerre déclarée par les Germaniques, la guerre qui fut pour elle la troisième guerre dans un laps de temps de trois ans.

D'autre part, il est important de souligner la valeur de la célèbre déclaration de Corfou où les représentants de la Serbie et le Comité Yougoslave jetaient en 1917 les bases et préoyaient un grand Etat libre, national et indépendant ayant la forme de monarchie constitutionnelle, démocratique et parlementaire. Rappelons encore que, sous la présidence de M. André Radovitch, ancien ministre du Roi Nicolas de Monténégro, le Comité national Monténégrin, lança la proclamation où l'union politique du Monténégro et de la Serbie fut déclarée.

Ce programme d'union, accepté sous réserve par l'Italie le 10 avril 1918, par les Etats-Unis le 1^{er} et les autres Alliés le 3 juin, eut un grand retentissement dans le monde et chez tous les Yougoslaves. Par ce fait, la constitution de la Yougoslavie a été prévue d'avance, et les objections qui ont pu être faites ont été écartées. La reconnaissance des alliés était d'une importance capitale. Tous les Yougoslaves se sont rendus compte qu'ils devaient combattre pour eux et pour leur liberté et leur indépendance. La conséquence immédiate s'en est fait sentir dans l'armée austro-hongroise, qui commença à se démoraliser, à fléchir. C'est de là qu'est venue la victoire définitive des Alliés. La Yougoslavie est donc à la fois la cause et l'effet de l'issue du plus grand combat mondial, de la grande guerre de la justice.

D'une façon générale, nous pouvons dire, que pendant

que les vaillants soldats serbes combattaient au front, une diplomatie yougoslavie déployait ses efforts et préparait l'œuvre d'union, qui fut juridiquement réalisée le 1^{er} décembre 1918, à Belgrade, lorsque, — après les décisions de la grande assemblée de Podgoritza du 24 novembre 1918, de l'Assemblée Nationale de Novi-Sad du 25 novembre et du Comité Central du Conseil national de Zagreb du 29 novembre 1918, — le prince régent Alexandre, au nom de son père Pierre 1^{er}, proclama le Royaume unitaire des Serbes, Croates et Slovènes. Le 1^{er} mars 1919, le premier ministère Yougoslave se réunissait à Belgrade. A cette occasion, le Prince Régent prononça les paroles suivantes :

« Notre peuple aux trois noms, mais avec une seule pensée, une seule volonté, un seul désir, s'est levé, semblable à un géant, des Alpes jusqu'aux Balkans. C'est avec joie et reconnaissance que je prononce le nom des interprètes de cette volonté qui sont en même temps les artisans de la victoire : les représentants du Conseil National et l'Assemblée Nationale de Voïvodine pour notre peuple de l'ancienne monarchie austro-hongroise, l'Assemblée Nationale du Royaume de Serbie et la Grande Assemblée Nationale de Monténégro. Leurs résolutions ainsi que la royale réponse ont été acceptées avec enthousiasme par Sarajëvo et Belgrade, Zagreb et Novi-Sad, Lioubliana et Tzétine, Split et Skoplie ».

★ ★

Après ces moments historiques où les Yougoslaves, de leur propre volonté, ont décidé de fonder un état unitaire, s'ouvre l'ère des traités.

Pendant la guerre, la Serbie n'a conclu aucun traité secret. L'Italie, par le traité de Londres (1915), s'était fait accorder de grands avantages sur le territoire yougoslave. La Roumanie s'était fait accorder le Banat. Le Président de la délégation yougoslave, M. Pachitch, a dû, à la Conférence de la paix de Paris, défendre le territoire de son pays — même contre ses Alliés. Nous tenons particulièrement à le signaler — et c'était un grand avantage moral : — la Serbie est le seul pays qui, au cours de la guerre, n'ait pas signé de traités secrets (4). M. Pachitch a dû combattre des traités qui n'ont jamais été officiellement communiqués à la Serbie. A côté de lui, un grand diplomate serbe, M. Vesnitch a pu faire connaître les désirs du peuple yougoslave au Président Wilson, parfois peu initié aux affaires européennes et encore moins balkaniques (5).

D'autre part, pendant les discussions diplomatiques, l'Italie commit un véritable acte de guerre en coulant la plus belle unité de la flotte austro-hongroise qui se trouvait entre les mains yougoslaves. C'était un scandale et la proclamation ouverte aux intentions italiennes dans la Péninsule Balkanique. C'était une politique de violence dont la durée ne devait pas, malheureusement, être limitée aux seules années qui suivirent les hostilités. D'autres manifestations de la politique italienne troublèrent la Conférence de la Paix. La délégation italienne invoquait tantôt des raisons stratégiques et économiques, tantôt les traités ; tandis que les Yougoslaves invo-

(4) William Martin : *Les hommes d'Etat pendant la guerre*.

(5) M. Vesnitch est allé à Washington et a réussi à exposer en détails au Président la situation véritable des Balkans. Cette entrevue, d'ailleurs, a été facilitée par l'activité de Madame Vesnitch, qui d'origine américaine, était intimement liée avec Mme Wilson (W. Martin, *op. cit.*).

quaient le principe au nom duquel on a combattu pendant quatre ans et qui a été cher aux alliés et particulièrement au Président Wilson, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En combattant courtoisement les arguments italiens inspirés d'une politique impérialiste injustifiée, la délégation yougoslave finit par obtenir satisfaction, car elle parlait au nom de la justice et du droit sacré.

CHAPITRE IV

Yougoslavie politique

Après le règlement des questions importantes, telles que les questions de frontière, la consolidation de l'Etat exigeait un travail gigantesque.

Certaines provinces avaient vécu sous l'Empire des Hasbourgs et en avaient pris aussi bien les qualités que les défauts. D'autres avaient été soumises à l'Empire des Sultans et avaient accepté l'Islam. Enfin, une troisième partie du peuple sud-slave, les Monténégrins et les Serbes avaient déjà fait l'éducation de leur indépendance et de la liberté. C'est pourquoi, après l'enthousiasme dans lequel l'union politique a été faite, les difficultés intérieures et les malentendus entravaient l'union morale complète.

Les dirigeants comprirent qu'en Croatie, Slovanie vivaient des catholiques ; qu'en Serbie, Voïvodine et Monténégro, vivaient des orthodoxes, tandis que plus d'un million de musulmans se trouvaient concentrés en Bosnie-Herzégovine. L'histoire commune des Yougoslaves d'antan a été interrompue. Il fallait la refaire.

Le Prince-Régent Alexandre, proclamant l'union politique en accord avec le peuple entier, s'est rendu compte qu'il lui incombait la lourde tâche de maintenir et for-

tifier l'union morale. Il s'est consacré de toutes ses forces à ce travail, et après un règne de quatorze ans, plein de courage et d'intelligence, il est arrivé à l'apogée de sa puissance, de Roi unificateur et de Roi ambassadeur de la paix. Un attentat abominable, le 9 octobre 1934, sur la terre de France, sa seconde patrie, a privé la Yougoslavie et le monde d'un grand homme d'Etat qui était à la fois soldat, diplomate et créateur de tout réseau d'alliances pacifiques. Mais, revenons en arrière.

Une loi électorale fut votée le 2 septembre 1920 et les élections eurent lieu le 28 novembre de la même année. Le 28 juin 1921, la Constituante vota la Constitution de Vidov-dan (6). D'après cette constitution, l'Etat S. H. S. est une monarchie héréditaire et parlementaire. La langue est le serbo-croato-slovène (7). « Le Roi promulgue les lois, nomme les fonctionnaires et confère les grades militaires en vertu de la loi. Il est le chef suprême de l'armée de terre et de mer ». Il a le droit d'amnistie et de grâce. Il représente l'Etat dans les relations extérieures, déclare la guerre et conclut la paix. Il conclut les traités sous réserve de la ratification par le parlement. Tout acte royal doit être signé par le ministre compétent. La personne du Roi est inviolable. Le Roi de

(6) Vidovdan est l'anniversaire de la Bataille de Kossovo, où périt l'Empire Serbe en 1389.

(7) Les savants affranchis du nationalisme local et étroit proclament catégoriquement la vérité scientifique suivante : de l'Adriatique et de la Soltcha à la Mer Noire et de Saint-André au nord de la Save et du Danube jusqu'au Vardar et jusqu'à une certaine partie de la Mer Egée s'étend la *langue yougoslave*, dont le serbo-croate, le bulgare et le slovène ne sont que des dialectes. M. le professeur A. Arnaoutovitch, docteur ès lettres en Sorbonne, connaisseur fin et érudit de la littérature yougoslave, a exposé cette théorie à maintes reprises.

l'Etat S. H. S. est Pierre Karageorgevitch, son héritier est le prince Régent Alexandre. La couronne restera dans la descendance masculine par ordre de primogéniture. Le Roi fait, devant le Parlement, le serment de maintenir l'intégrité et l'unité de l'Etat, de respecter la Constitution et les lois et d'avoir toujours devant les yeux le bien du peuple.

Le régime parlementaire repose sur une seule Assemblée et la Chambre est élue pour quatre ans au suffrage universel, direct et secret.

L'Etat S. H. S., d'après la Constitution de Vidovdan, est un Etat unitaire. La Constituante a voulu l'unité, mais non pas la centralisation, comme avaient l'habitude de le prétendre certains auteurs ignorants et malveillants et certains opposants croates qui en accusaient Belgrade. L'administration s'exerce par les *régions*, (« oblast »), les *départements* (« okrug), les *arrondissements* (« srez ») et les *communes* (« opchtina »). A la tête de chaque région se trouve un *joupan* nommé par le Roi. Dans la *joupanie* (région) deux autorités se partagent l'administration : le pouvoir de suffrage et l'autorité de l'Etat. Par un décret du 26 avril 1922, le Royaume a été divisé en 33 *joupanies*. D'après la Constitution, il est établi deux catégories de tribunaux : administratifs et judiciaires. Il existe une cour suprême de Cassation, qui délègue ses pouvoirs aux sections siégeant à Podgoritzza, Zagreb et Novi Sad et jugeant en dernier ressort d'après la législation de la province ; en effet, les différentes provinces ont été soumises à différentes législations qui ont subsisté après la guerre en attendant l'unification. Déjà en 1922, plusieurs pro-

jets de lois ont été adoptés par la commission législative en vue d'assurer la justice unique :

1) *Politique de partis*

Le premier gouvernement yougoslave a été constitué par Stoyan Protitch en décembre 1918. Bien que composé de tous les partis et ayant une autorité suffisante pour gouverner, une rivalité personnelle entre MM. Pribitchevitch et Protitch l'a empêché de vivre (8). Dans un autre gouvernement, M. Davidovitch figurait à côté des démocrates-sociaux et un Monténégrin neutre. Ce ministère démissionna pour la politique extérieure et notamment pour ne pas accepter la responsabilité résultant du traité de Saint-Germain en ce qui concerne les stipulations sur la protection des minorités. « Ces stipulations constituaient une atteinte à la souveraineté de l'Etat et de la Nation S. H. S. et présentaient un péril pour son développement pacifique dans l'avenir » (9). La crise ouverte sur cette question de politique extérieure dura plus d'un mois et demi. Les intrigues des personnes et des parties ont empêché toutes les combinaisons viables. Les radicaux et démocrates mesuraient chacun leurs prétentions et la machine gouvernementale restait sur le point mort. En octobre 1919, on « renouvela le bail ». Le ministère démocrate, comprenant trois socialistes, fut reconstitué mais avec l'impression générale que la situation n'était que provisoirement résolue. Le duel de Protitch-Pribitchevitch continua et portait moins

(8) C'était seulement le commencement. Dans l'avenir, la plupart des ministères renversés le furent à cause de rivalités personnelles et d'intrigues de clans ou de religion. Il est rare que les ministères, qui ont précédé la dictature, se soient élevés au-dessus des intérêts des partis.

(9) Albert Mousset, *op. cit.*, p. 45.

sur le programme que sur l'opposition du principe du self-government et de la centralisation unitaire. Pour sortir de la situation, le gouvernement démocrate-socialiste suspendit les séances de la Skoupchtina et légiféra à coups de décrets-lois. En même temps, il présenta au Prince-Régent un oukaz pour la convocation d'une Constituante. Le Prince voulait bien une assemblée législative ordinaire, mais non une Constituente. De cette divergence de vue est sortie une crise de plus.

En mai 1920, le Prince Régent appela M. Vesnitch, qui, grâce à son esprit conciliant et à sa fermeté réussit. Il organisa le voyage du Prince-Régent dans les provinces libérées, où se manifesta partout le loyalisme à la dynastie. Il assura le travail suivi de la Skoupchtina et fit voter la loi électorale et le premier budger parlementaire. C'est sous sa présidence aussi que se déroulèrent les élections du 28 novembre 1920, qui faisaient surgir de nouvelles difficultés étant donné qu'un parti de classe, parti communiste, faisait son apparition. En janvier 1920, M. Vesnitch cède la place au vétéran politique, M. Pachitch. Ce dernier négocia avec le groupe paysan slovène et le parti musulman et réussit à avoir une majorité de quarante voix. « La formation d'une concentration numérique imposante, disposée à faire passer avant tout le vote de la Constitution et la défense de l'unité de l'Etat fit le plus grand honneur à la clairvoyance politique de M. Pachitch » (10).

Une fois la Constitution votée, l'Assemblée Constituante devint l'Assemblée législative ordinaire. Cependant, les difficultés continuèrent à surgir. La chambre comptait cinquante huit communistes, qui ne restaient

(10) A. Mousset, *op. cit.*, p. 45.

pas inactifs et préparaient l'avènement de la dictature du prolétariat. Bien qu'en minorité au sein de l'assemblée, ils menaçaient même l'unité de l'Etat. C'était une véritable lutte, non point tant entre le travail et le capital qu'entre des ambitions personnelles ; les prétentions s'affrontèrent sans liaison avec les luttes d'idées et de programmes politiques. Le gouvernement a dû agir fermement et rapidement. Le 29 décembre, le Gouvernement avait annoncé par un « avis » que les organisations communistes, considérées comme dangereuses pour l'unité de l'Etat, seraient dissoutes.

Cela n'a pas empêché les communistes d'agir, et le ministre de l'intérieur Drachkovitch s'est vu obligé de prendre des mesures contre eux. D'accord avec ses collègues du cabinet, il défendit devant la Chambre, le 8 avril 1921, les mesures prises contre les organisations préparant la guerre civile. Le 21 juillet 1921, Drachkovitch fut victime d'un attentat (11). Cependant son œuvre est restée. La lutte anticomuniste créa une nouvelle répartition des partis et assura au cabinet une éclatante victoire. L'unité de l'Etat a été sauvée. A la suite de l'assassinat de ce grand artisan de l'unité et à cause des agissements terroristes renouvelés du parti communiste, Pachitch demanda au Parlement des mesures plus efficaces. Il les obtint par le vote de la loi « de protection de la sécurité publique et de l'ordre légal dans l'Etat ».

Cette loi supprime le parti communiste et interdit toute propagande communiste, anarchiste, ou terroriste, toute action en vue de modifier la forme de l'Etat sous

(11) Drachkovitch fut victime des communistes. De même, un attentat fut organisé par les terroristes contre le Régent Alexandre. Les meneurs communistes allaient jusqu'à colorer de rouge certains bâtiments publics.

peine de mort ou de travaux forcés. Elle punissait sévèrement les attentats contre les personnes représentant l'autorité et les hommes politiques. Elle réorganisait la gendarmerie et punissait les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat qui se mettaient en grève. Elle interdisait les syndicats qui s'écarteraient de leur but professionnel. Un jour après, l'immunité des députés communistes fut levée et les dirigeants du parti communiste yougoslave mis en état d'arrestation.

Ces mesures provoquèrent des secousses dans le Cabinet et une crise ministérielle fut ouverte. C'était toujours la rivalité de deux partis qui en était cause : les radicaux et démocrates mettaient, une fois de plus, leurs intérêts de parti au dessus des intérêts de l'Etat. Un nouveau cabinet Pachitch fut constitué, le 25 décembre, où les deux éminents hommes d'Etat yougoslave prirent les portefeuilles importants ; Voïslav Marinkovitch se vit attribuer l'Intérieur et Momtchilo Nintchitch prit le portefeuille des Affaires Etrangères.

Un événement heureux va, entre temps, fortifier l'avenir de la dynastie. Le 9 janvier eurent lieu les fiançailles du Roi Alexandre I^{er} avec la Princesse Marie de Roumanie, fille du Roi Ferdinand. Le mariage, fixé au 28 juin, revêtit un caractère de fête nationale et le peuple y vit un renforcement de la situation internationale de la Yougoslavie.

Cependant, le ministère de la défense de la Constitution et de la lutte anti-communiste ne dura pas longtemps. Les anciennes querelles personnelles se réveillèrent. Le front commun de lutte n'était qu'une entente de tactique politique qui, son rôle accompli, commença à se disloquer. M. Davidovitch, un des chefs du parti démocrate

en ancien radical indépendant, se rendit à Zagreb et conféra avec Raditch, chef du parti croate, en vue d'assister à un « Congrès d'intellectuels ». Pribitchevitch, centralisateur à outrance, s'opposa à ce voyage et, avec le club démocrate, voyait d'un mauvais œil la tentative de Davidovitch (12)

(12) M. Pribitchevitch a eu des mérites pour la Yougoslavie en tant que député et ministre, mais son programme a tellement varié que beaucoup de personnes n'hésitent pas de l'accuser de faiblesse ou d'ambition forcenée.

Le 4 novembre 1923, M. Pribitchevitch disait : « Je ne considère pas le parlementarisme comme un but mais comme un moyen. J'affirme que je ne pense pas que la forme est plus importante que le contenu. L'Etat a été fondé, — ce ne sont pas des phrases mais la rude vérité, — par une mer de sang et par l'Himalaïa des os de nos meilleurs fils, et permettez-vous qu'il soit détruit par le Parlement et par vos boules de gomme ». (De 1918 à 1929, on votait en Yougoslavie par le dépôt d'une boule de gomme dans les urnes portant le nom du « tête » de la liste électorale).

Le 28 décembre 1914, dans une réunion à Zagreb, il disait : « Le parlementarisme n'est pas un but, mais un moyen et si nous voulons le sauver, nous devons mener une politique constructive d'Etat, car l'Etat est plus important que toute forme, même parlementaire ». Donc, M. Pribitchevitch est ici, en qualité d'un des chefs du parti démocrate antiparlementaire et antidémoderate — plutôt dictateur.

En 1919, dans une réunion à Sarajevo, il s'exprimait ainsi : « J'affirme que notre Etat doit être organisé d'une façon centralisée... La centralisation, c'est un grand principe, une grande idée, nous devons l'appliquer de toutes nos forces, sans prendre en considération la lutte que nous devons mener ». *Rijec (Rijetch)*, organe du parti de Pribitchevitch disait le 28 janvier 1919, au moment de l'organisation de son parti : « Le parti aura pour employer d'aujourd'hui un but sévèrement centralisateur. Il construira jusqu'aux dernières limites l'unité politique de l'Etat ».

Le 26 octobre 1919, en pleine ville de Zagreb, il affirmait énergiquement : « La question serbe-croate-slovène peut être résolue uniquement sur la base de l'unité du peuple. Dans cette unité doit se fondre toute individualité séparatiste. Dans notre unité doivent disparaître tous les séparatismes et toutes les autonomies, — les traditions régionales ou historiques et l'individualisme ».

A Souchak, ville à la frontière italo-yougoslave, en 1923, à l'occasion d'une conférence, il affirme : « Je ne veux pas la centralisation avec le séparatisme, je ne veux pas la concentra-

Cependant, Davidovitch continue à échanger des vues avec Raditch, ce qui amène la chute du cabinet.

Après une crise de sept jours, un gouvernement homogène radical fut constitué par M. Pachitch. Cette solution provoqua des critiques et une sorte d'obstruction qui rendit impossible la marche de la machine gouvernementale. De nouvelles élections donnèrent aux démocrates (Davidovitch) 17 sièges de plus. Les autres résultats de la journée du 18 mars 1923 étaient les suivants : Protitch, chef du parti des radicaux dissidents n'était pas réélu (une personnalité de premier plan disparaissait de la scène politique) ; les communistes obtiennent quinze à vingt mille voix sans aucun mandat ; les républicains n'apparaissent plus, ils perdaient leurs trois sièges ; M. Troubbitch était battu dans sa circonscription ; les radicaux remportaient incontestablement la victoire et Radich voyait son groupe passer de 50 à 70 sièges.

En avril 1923 on essaya une collaboration serbo-croate au sein du gouvernement. Des concessions mutuelles furent faites et le 13 avril un véritable protocole a été signé entre les raditchistes et les représentants du parti radical. Cependant, un coup de théâtre survint : Raditch dans un meeting attaqua violemment le gouvernement. Au mois d'août de la même année Raditch partit à l'étranger « engager une action diplomatique spéciale

tion avec la République. Avec les séparatistes, il n'y a pas de compromis. Et si on veut faire des compromis avec les séparatistes, l'idée de l'unité périra ».

En mars 1923, M. Pribitchevitch est adversaire farouche de l'entente avec Raditch : « On ne pense pas encore assez quel danger menace notre Etat et notre Société de la part de l'homme qui pour l'Etat n'a pas donné non seulement une goutte de sang, mais même une goutte de sueur ». Cette phrase a été dirigée contre les Croates. Dans la Skoupchtina, toutes les fois qu'il a pu, M. Pribitchevitch a attaqué les Croates et défendu les Serbes.

afin que, par une voie pacifique, soit entièrement reconnue et mise en vigueur les droits à l'autonomie du peuple croate ».

Le leader croate se rendit à Vienne avec un faux passeport et se mit en relation avec l'O. R. I. M. ; puis, il alla à Londres et à Moscou. Pendant ce temps, ses lieutenants travaillaient dans le pays et cherchaient à grouper toute l'opposition contre Pachitch et les radicaux. L'accord fut conclu en mars et les opposants arrivèrent à Belgrade au milieu des acclamations et applaudissements. Pachitch ne se laissa pas surprendre. Les vérifications des mandats furent faites, et les raditchistes prêtèrent serment (13). Pachitch remettait alors la démission du Cabinet pour s'allier avec Pribitchevitch, qui, par amour du pouvoir, abandonna le gros parti démocrate attaché à M. Davidovitch. Cette coalition Pachitch-Pribitchevitch disposait d'une majorité de 39 mandats.

Le 28 avril 1924, à Biéline (Bosnie), Pachitch prononça un discours — programme et se déclara contre le dessein de l'opposition « d'écarter les artisans de tout ce qui existe aujourd'hui dans cet Etat ». Il préconisa également une consultation électorale.

Le parti paysan croate lança, à son tour, un manifeste : « Nous réclamons l'avènement d'un Etat paysan, d'un gouvernement paysan, d'une administration paysanne... du pacifisme paysan, de l'amour du travail paysan et de l'honnêteté paysanne ».

Après une crise de cinq semaines et après un nouvel essai de Pachitch, le Roi convoqua Davidovitch, qui constitua, en quelques heures, son cabinet (27 juillet

(13) Cela signifiait l'acceptation de l'ordre existant et l'adjudication formelle de leur campagne républicaine.

1924) se composant de cinq démocrates, trois populistes slovènes, trois musulmans de Bosnie et un radical dissident, auquel la Skoupchtina donna une majorité suffisante : 169 voix contre 114. La presse gouvernementale souligna l'importance historique de l'Union qui groupait : démocrates, populistes slovènes, musulmans bosniaques, agrariens, allemands et « paysans croates » (14.)

Raditch rentra dans le royaume et soumit son mandat à la ratification. Cela fut son adhésion à la Constitution de Vidovdan. Mais il commença publiquement à soulever des problèmes intérieurs et extérieurs. A l'occasion d'un meeting de son parti, il demanda la réduction des contingents de l'armée active, ce qui provoqua une fois de plus une crise ministérielle, par suite de la démission du Ministre de la guerre, le général Hadjitch. Un nouveau cabinet Pachitch-Pribitchevitch survint, qui, afin d'épurer la situation, applique au parti de Raditch, soupçonné d'avoir eu des relations avec Moscou, la Loi sur la protection de l'Etat, — laquelle a déjà été appliquée aux communistes. On arrêta Raditch et quelques chefs du parti paysan croate et on saisit sur lui les minutes « d'accords » avec la Troisième Internationale, les agents bulgares, hongrois etc...

Le gouvernement Davidovitch, qui avait la majorité, ne dura que trois mois, parce qu'il ne suivait pas son

(14) Pribitchévitch est toujours contre Raditch et les Croates séparatistes. Il attaque les Serbes qui cherche la conciliation avec le parti paysan croate. Son organe, la *Rijetch* (la Parole) écrit le 15 janvier 1925 : « La plus grande honte réside dans la direction du parti croate paysan, qui a conspiré contre l'Etat avec les plus grands ennemis des Serbes et Croates ». Plus tard, Pribitchévitch dira encore : « Les démocrates indépendants (son parti) sont les seuls qui ne sont pas entrés dans le brouillard des ententes et qui sont restés fidèles à la politique de l'unité nationale ».

programme et que, dans chaque circonstance, un lieutenant de Raditch allait à l'étranger plutôt qu'à Belgrade pour prendre des instructions. D'autre part, Davidovitch était à la Skoupchtina à la merci de Raditch, qui « évoluait » souvent.

Les élections du 8 février 1925 donnent la victoire à Pachitch. Le nombre de ses mandats passait de 108 à 140. La date du 8 février marque une étape vers l'union contre les particularismes provinciaux.

Le 25 mars 1925 marque une nouvelle étape de l'évolution du parti Raditch, M. Paul Raditch, neveu du Président, prononça un discours à la Chambre, qui étonna tout le monde. Son parti reconnaissait l'état de choses existant, la monarchie, la fidélité, et l'intégrité des frontières. Ce programme fut accepté par les radicaux avec beaucoup de sympathie. Après quelques discussions, les délégués des deux partis opposés se rencontrèrent en conférence et signèrent le « protocole » de collaboration parlementaire. Aussitôt, le 11 juillet, Pachitch remis sa démission au Roi et un nouveau ministère fut constitué avec quatre raditchistes : Paul Raditch, Krayatch, Nikitch et Chouperina. C'est une grande date dans l'histoire yougoslave : les politiciens de deux grandes branches du peuple vont travailler ensemble. A cette occasion, entre autre, Raditch déclara : « Quand nous eumes, Serbes et Croates, constaté qu'avec des mentalités différentes, nous poursuivions un objectif identique, il ne nous resta plus qu'à trouver une méthode pour atteindre de concert cet objectif ».

La situation intérieure avait l'air de s'améliorer. Un programme de travail fut élaboré. La confiance renaquit et le prestige de l'Etat à l'étranger fût réhaussé.

Le 15 août 1925 fut célébré à Zagreb la commémoration du millénaire de l'ancienne royauté croate. Le Roi et la Reine assistaient à cette solennité. A la rentrée, le travail régnait dans l'homogénéité de l'union nationale. Le 18 novembre 1925, Raditch prend le portefeuille de l'Instruction Publique. « L'année 1925, commencée dans la fièvre électorale, avait l'air de s'achever dans une atmosphère nouvelle de paix et de travail ».

Le 4 avril 1926, par suite d'une divergence de vues dans le parti radical, le cabinet Pachitch démissionna et fit place au cabinet d'un autre radical M. Ouzounovitch, dont la composition était à peu près la même.

Les années qui suivent sont remplies de luttes. Malgré la ferme volonté de la couronne et du peuple, les rivalités s'opposent et les égoïsmes personnels dominent la marche normale des pouvoirs publics. M. Ouzounovitch arriva à son sixième ministère. Pendant que les députés s'affrontent, les uns contre les autres, le pays souffre, l'administration reste lourde et paperassière, les finances mal menées ; le désordre règne un peu partout. La politique de Raditch, quelquefois incompréhensible, entraîne des chutes successives de ministères. Assez souvent, étant dans le gouvernement, il votait contre celui-ci.

En dix ans, 25 ministères se sont succédés.

Si, pendant cette période de la vie commune des Yougoslaves, l'Etat marqua un progrès économique incontestable et l'essor de toutes les activités extrapolitiques, il n'en souffrit pas moins dans sa consolidation politique intérieure, et son unification morale fut ébranlée.

Trois hommes ont tenu, en ces temps graves, la première place dans la vie parlementaire de la Yougoslavie, et ces trois hommes ont nourri, par leur intransigeance

politique et surtout par leurs ambitions personnelles, la haine entre les Serbes et les Croates. Pachitch, homme d'Etat de grande valeur et expérience et habile en politique, était avant tout un grand Serbe (15). Raditch,

(15) En 1880, Pachicht fonda le parti radical serbe et créa le journal : *Samouprava*. Trois ans après, avec son parti, encore faible et peu organisé, il tenta sa chance et eut recours à l'insurrection. Il fut vaincu et dut s'enfuir en Bulgarie. En 1889, après l'abdication du roi Milan, Pachitch revient pour devenir ministre plénipotentiaire à Pétrograd. C'est alors qu'il commença à nouer avec les dirigeants de la politique russe des relations qui lui ont beaucoup servi et qui ont dominé sa carrière politique en Serbie et même en Europe. En 1899, il a été mêlé à un attentat contre le roi Milan, mais il n'avait pas participé au complot du 11 juin 1903 contre le roi Alexandre Obrenovitch et la reine Draga.

« Le régime de Pachitch a été la démocratie rurale, adoptée à la situation sociale du pays ». Cette démocratie était autoritaire et militaire. En un mot, Pachitch était « maître des élections, homme de parti et fruit de la démocratie ». Démocrate, il a toujours cherché le salut auprès de la Russie autocratique. Ses rapports avec la Russie inquiétaient l'Autriche-Hongrie, qui, ne voyait pas, par exemple, d'un bon œil les succès des Serbes en 1912, ni l'agrandissement de la Serbie. La participation du gouvernement serbe à l'attentat de Sarajevo est insoutenable. L'extrême modération du gouvernement serbe dans sa réponse à l'ultimatum austro-hongrois est de notoriété publique. M. Pachitch faisait tout ce qui dépendait de lui pour éviter la guerre.

Auteur de l'alliance balkanique de 1912, il l'a mise au service d'une politique de libération.

En 1917, Pachitch a eu une large part à l'élaboration de la déclaration de Corfou. Il a été un grand Serbe, mais non un grand Yougoslave.

Il présida la délégation S. H. S. à la Conférence de la Paix, mais il n'était pas diplomate. Il avait à ses côtés M. Vesnitch, homme de grande valeur. Cependant, il a eu de très grands mérites dans la création de l'Etat Yougoslave. Bien que paysan peu accoutumé aux salons parisiens, il a su tenir tête à tous ceux qui ont voulu diminuer la Serbie territorialement ou l'humilier moralement.

Avant la guerre, il a été un fervent partisan de l'orientation de la politique serbe vers la Russie. Il a vu le roi Milan à l'œuvre et il cherchait par tous les moyens à soustraire la politique serbe à l'influence autrichienne. Après la guerre, il fut un grand partisan de l'entente avec tous les peuples et particulièrement avec les voisins. Il voulait des relations amicales avec l'Italie ; cela lui valut quelquefois de graves critiques adressées par l'opinion yougoslave qui ne croyait pas à la sincérité de l'Italie. En

« enfant terrible », a évolué plusieurs fois dans sa carrière politique : bolchevik, républicain, monarchiste et autonomiste, tels furent successivement ses titres. En 1924, il va à Vienne et à Moscou pour intéresser l'opinion mondiale à la « question croate » ; au début de 1926, il est ministre de l'Instruction publique du Cabinet Pachitch, qui l'avait mis en prison un an avant. Pribitchevitch fut centralisateur à outrance, monarchiste absolutiste et anti-démocrate tant qu'il était au pouvoir. Un des fondateurs de la Coalition serbo-croate en Autriche-Hongrie, il continue, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le séparatisme. Avec un certain nombre de Croates *unionistes*, il quitte M. Davidovitch et le parti démocrate qui voulait amener Raditch à Belgrade. Il s'allie, par ambition, avec Pachitch et collabore à l'arrestation de Raditch, pour faire pacte avec celui-ci en 1927 et devenir l'avocat des Croates *séparatistes* (16).

1923, à l'époque du gouvernement de Stamboulsky en Bulgarie, il chercha un rapprochement avec cet Etat, mais n'osa pas se lancer dans des aventures. Il refusa notamment les offres concrètes de Stamboulsky. Son attitude vis-à-vis de l'Albanie a été correcte. Il aurait pu avec Nintchitch élargir les frontières de l'Etat S. H. S. en 1920, 1923 et 1924 (Rapallo, Santa Margarita), mais il régla la frontière italo-yougoslave au prix de certains sacrifices. Partisan de l'entente, avec M. Nintchitch, il est allé à Rome en 1923 et a réglé un certain nombre de questions en suspens entre les deux Etats. Toutes les questions de frontières, qui n'ont pas été réglées par les traités, ont été réglées ensuite sur son initiative.

Il a toujours été un fervent partisan de l'alliance avec la France.

Dans la politique intérieure, il a élaboré avec Drachkovitch la loi sur la Protection de l'Etat et a sauvé le pays des terreurs communistes.

Après avoir mené son peuple plus de trente ans, il est mort en 1927, loin du pouvoir.

(16) Il trahit ses idées et ses amis, son Roi. Il s'allie avec Korochetz (Slovène), avec la politique tributaire et religieuse de Mehmed Spato (de Bosnie), avec le Croate Matchek. Centralisateur, dictateur, pan-serbe et contre toute entente avec les sépa-

En un mot, nous pouvons affirmer que les trois hommes d'Etat : Pachitch, pan-serbe, Paditch, pan-croate, et Pribitchevitch, surnommé « politicien caméléon », ont été, chacun à un degré différent, nuisibles à la vie nationale des Yougoslaves. Ces trois hommes, avec leurs prétentions opposées et leurs rivalités personnelles et politique, ont entravé une entente complète des fils d'une même mère — la Yougoslavie, une union nationale sans conditions et conforme au vœu de ceux qui sont mort pour le yougoslavisme et aux désirs du pays, du peuple et du Roi.

Du point de vue de la politique extérieure, les difficultés intérieures menaçaient même la sécurité de l'Etat, car ses ennemis étaient encouragés. A l'occasion du vote des conventions de Nettuno, les groupes politiques s'affrontent au Parlement à tel point que les injures, quel-

ratistes, M. Pribitchevitch, trois ans après, devint fédéraliste, démocrate, anti-Serbe et zélateur de l'entente et, même selon ses paroles, successeur du Raditch. En 1933, il vient à Paris pour témoigner en faveur de la démocratie devant la commission française des Affaires étrangères de la Chambre des députés. Depuis la formation du club démocrate-paysan (Raditch-Pribitchévitch), il attaque Belgrade et la Serbie, et devient républicain, fédéraliste, etc... tout à fait le contraire de ce qu'il a été quelques jours avant. A Paris, dans un livre publié par lui, il égare l'opinion publique.

Le 15 août 1928, M. Pribitchevich avait envoyé un télégramme à un journal anglais pour rectifier une grave erreur. Le journal avait eu le malheur de dire que M. Pribitchevitch étant un des dirigeants de la Coalition paysanne-démotrique (bloc du parti des démocrates indépendants et du parti Raditch), tandis qu'il se considérait comme le seul chef et le successeur incontesté de Raditch, qu'il traita auparavant de traître et de bolcheviste. Un patriote Yougoslave, M. Banianine, ancien membre du Comité Yougoslave de Paris, jadis ami de Pribitchévitch, actuellement sénateur, a fait, dans son livre : *Politika Jugoslovenskog Jedinstva protivu punktacije, razdora i mrzuje* (Politique de l'union yougoslave...), Belgrade, 1932, en Yougoslavie), un portrait saisissant de Pribitchévitch.

que fois ignobles, pleuvent de côté et d'autre. Ces discussions extrêmement violentes aboutissent aux coups de révolver qui, le 20 juin 1928, éclatèrent en pleine séance de la Skoupchtina et dont furent victimes trois députés croates. C'est le point culminant de la lutte des partis.

2) *Le nouveau régime* (six janvier 1929)

Le Roi, jugeant les circonstances graves et peu favorables à une consultation du corps électoral, offre la présidence du Conseil à l'abbé Karochetz, chef du parti slovène ; ce geste a pour but la « large conciliation religieuse ». Cependant, la situation n'est que provisoirement résolue. Les raditchistes et les démocrates indépendants quittent Belgrade et demandent l'autonomie complète de la Croatie. Le 29 décembre 1928, Korochetz remet sa démission au Roi et conformément aux principes parlementaires, les consultations des chefs de partis commencent. Le 5 janvier 1929, la chancellerie royale publie le communiqué suivant : « Après la démission du gouvernement royal, le Roi, sur la proposition du Président de la Chambre, a consulté les partis et les groupes parlementaires. Ces consultations ont démontré que, parmi les groupes parlementaires, la plus grande dissension règne en ce qui concerne la solution de la crise actuelle... Pour cette raison, il n'est pas possible de donner à la crise une solution parlementaire qui garantisse le maintien intégral de l'unité nationale de l'Etat ».

C'était l'annonce du pouvoir personnel. Le Roi s'est décidé à prendre toutes les responsabilités. Constitutionnellement irresponsable, il fait à son pays et à son

peuple le sacrifice le plus grand qu'un monarque puisse faire, celui de son irresponsabilité. Pour sauvegarder l'unité de l'Etat, par-dessus la Skoupchtina, il s'est adressé directement au Peuple.

Le général Pierre Jivkovitch, désigné par le Roi, prend la direction des affaires d'Etat et se met à l'œuvre. Une réorganisation administrative s'imposait et les nouveaux ministres n'hésitent pas à recourir aux mesures énergiques. Par la loi du 2 avril 1929, les ministères inutiles sont supprimés. Le 3 octobre de la même année, une loi subdivise le royaume en 9 banovines, en lui donnant le nom de Yougoslavie (au lieu de Serbie-Croatie-Slovénie).

La « dictature » si l'on peut appeler ainsi le régime autoritaire institué non pas *contre* le peuple mais *pour* le peuple, la « dictature » a, en une année, promulgué 182 lois et 535 règlements, décrets ou circulaires (17). Le régime du 6 janvier a procédé à l'organisation de l'administration et de la justice, avec netteté et uniquement dans l'intérêt général des populations. Le Roi Alexandre, en acceptant la responsabilité, a réussi, avec une autorité incontestable de soldat et de diplomate, à vaincre les particularismes provinciaux et à doter le pays de lois qu'il attendait depuis dix ans. « Il y a lieu de remarquer que le jeune royaume, depuis sa constitution, n'a pas connu d'autre régime que celui de la dictature anonyme, brutale et sans scrupules, des clans politiques qui se sont succédé au pouvoir. Lorsque le Roi a concentré tous les pouvoirs entre ses mains, la dictature a perdu son anonymat et les qualités intellectuelles et morales du Roi lui ont imprimé une certaine sévérité et une cer-

(17) En dix ans, le régime parlementaire avait élaboré 110 lois, en laissant un grand nombre de problèmes en suspens.

taine loyauté que le pays tout entier, à Belgrade comme à Zagreb, a accepté de bon cœur » (18). Au fond, c'est à l'appel du peuple et sur la demande de certains chefs de groupe, tel que Raditch (19), que le Roi fit sortir l'Etat du parlementarisme pour le faire entrer dans l'ordre. La réussite de son acte courageux du 6 janvier 1929, a été consacrée par l'accueil enthousiaste de tous ses sujets, las des querelles politiques et outrés par l'impuissance des partis, dont le nombre s'élevait à un chiffre incroyable — 21 partis dans une nation de 13 millions. « Mon devoir sacré est de sauvegarder par tous les moyens l'union nationale et l'Etat, disait l'Unificateur. Je suis décidé à remplir ce devoir sans hésitation, jusqu'au bout ! *Maintenir l'union du peuple et sauvegarder l'union de l'Etat est l'idéal le plus élevé de mon règne, et doit être également la loi la plus impérieuse pour moi et pour tous* ».

« Nous devons rechercher ensemble de nouvelles méthodes de travail et frayer de nouvelles voies... », telles sont les paroles, d'une émouvante gravité, que le Roi adressait au peuple en lui annonçant l'avènement de l'époque de travail et d'unification de l'Etat.

Ce gouvernement autoritaire, qui s'est mis au dessus des partis et qui s'entoura d'un Conseil des plus éminents juristes et savants inscrivit à son actif l'œuvre administrative et l'unification de la justice, deux grands facteurs de la doctrine nationale unificatrice. Le 16 février, le nouveau Code Pénal fut promulgué ; six mois plus tard, c'est le Code de Procédure Civile qui entre en

(18) *Politique*, février 1930, p. 130.

(19) Raditch, chef du parti paysan-croate, a proposé au Roi à plusieurs reprises un gouvernement de fonctionnaires civils et militaires.

vigueur. Le Code Civil, achevé en 1930, entre en vigueur en 1932. Cette législation est en même temps d'une grande valeur technique ; elle est l'œuvre des plus célèbres techniciens yougoslaves.

Le Roi Alexandre, dès 1929 avait annoncé que le régime autoritaire céderait la place à un régime parlementaire aussitôt que l'ordre aura été rétabli.

Nous savons que la constitution suspendue le 6 janvier était un obstacle à l'union. Elle l'a été, d'abord, parce qu'elle fut votée dans des circonstances particulières et par des députés dont certains auteurs ont pu contester l'élection. Elle l'a été, ensuite, parce qu'elle a été votée en l'absence de la représentation Croate et Slovène (20). Elle a été l'œuvre de Pachitch qui était plutôt un grand Serbe qu'un Yougoslave d'un compromis politique et non pas l'expression des véritables dispositions populaires. Le 3 septembre 1931, le Roi octroya une nouvelle constitution, élaborée par les plus éminents juristes yougoslaves, dont l'esprit n'étaient assujéti à aucun parti et qui ne s'inspiraient que du salut public.

La constitution de 1931, dans son article premier, fixe le nom de l'Etat : Yougoslavie. D'après la Constitution de Vidovdan, le Royaume s'appelait l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, nom extrêmement long et qui exprime plutôt la désunion que l'union. Dans l'Assemblée Constituante de 1921, trois opinions s'affrontèrent sur la dénomination qu'on donnerait à l'Etat. Les uns voulaient la Grande Serbie ; d'autres, l'Etat S. H. S., et le troisième groupe, la Yougoslavie. La troisième dénomi-

(20) M. Troumbitch, député de Zagreb et ancien ministre des Affaires étrangères, déclarait à l'occasion du vote : « Je vote pour l'unité de l'Etat et contre une mauvaise constitution ».

nation était souhaitée par le peuple, surtout par la jeunesse et les intellectuels. La nouvelle constitution de 1931 consacra, donc, un vœu populaire.

C'est un grand pas vers l'unité. Bien que la formule en elle-même ne donne aucun résultat, direct, car pour être yougoslave, il faut se sentir comme tel, l'œuvre législative doit cependant faciliter cette éducation, surtout quand il s'agit d'élever les esprits au-dessus des traditions séparatistes entretenues par l'ennemi.

Les haines locales et les difficultés politiques seraient certainement moins grandes, si, depuis 1918, dans toutes les têtes de tous les Slaves du Sud, était ancrée l'idée de *Yougoslave*, de *Yougoslavie* et de *Yougoslavisme*. C'est une véritable religion nationale qui doit être non pas créée mais soutenue pour que les particularismes historiques soient effacés.

La jeunesse s'étonnait de voir, depuis 1918, les manifestations de l'esprit de parti et de l'esprit de particularisme. Elle savait que la guerre libératrice avait été faite et gagnée sous le signe de Yougoslavie. Le peuple attendait. En face des disputes stériles des partis, le Roi restait le seul espoir. C'est pour cette raison qu'il fut acclamé le 6 janvier.

La constitution, quoi qu'on en ait dit, garantit les libertés civiques et les droits politiques, la liberté de conscience et de la presse, l'inviolabilité du domicile, de la correspondance, l'indépendance de la justice et *l'égalité de tous les citoyens devant la loi*. Sur ce point, elle reprenait la constitution précédente.

La couronne désigne la moitié des sénateurs. L'autre moitié du Sénat, la Chambre et les Conseils banovinaux sont élus par le peuple. La Chambre et les conseils ba-

novinaux sont élus au suffrage universel. L'élection des sénateurs se fait à deux degrés. Le collège électoral est composé des conseillers banovinaux, des maires, de certains conseillers municipaux et des députés.

Le 8 novembre 1931, le peuple yougoslave plébiscita et accepta le nouveau régime par 2.342.250 voix sur 3.483.345 inscrits (soit 65 %). Ce fut le nouveau parti national yougoslave qui remplit toutes les conditions indispensables au succès du Yougoslavisme, qui remporta la victoire. Le même parti, en août 1933, triompha dans les élections municipales. Dans la banovina de Vrbas, par exemple, 146.263 voix contre 118.847 ont donné la majorité au gouvernement. Dans la banovine de Morava, les résultats ont été à peu près pareils. Les anciens chefs des partis dissous par l'acte du 6 janvier ont manifesté leur hostilité envers le régime par l'abstention. Cependant le bruit a couru que Korochetz, avec son parti slovène, et Atza Stanoyévitch, avec quelques leaders du parti radical, avaient l'intention de se réorganiser *sur la base des lois existantes* depuis 1929. Atza Stanoyévitch avait même élaboré les statuts du parti radical réorganisé.

Le nouveau régime ne voulait pas accepter les anciens partis, organisés sur la base du clan régional, religieux ou communiste. La plupart des partis supprimés étaient des survivances de partis existant avant la guerre. Le parti « croate » de Raditch était un parti régional, qui avait ses mérites dans la Monarchie Austro-Hongroise, mais dont l'existence actuelle pourrait être néfaste pour l'unité de l'Etat. Les partis de Spaho et de Korochetz étaient fondés sur la base religieuse et par conséquent nuisibles à la paix de confessions même. Cet état de

choses a été difficilement tolérable et quelquefois dangereux lorsque les passions politiques reprenaient. Le parti radical était un parti plutôt serbe. On ne peut donc qu'approuver l'acte royal qui mit fin aux luttes locales, religieuses et sociales. La suppression de ces partis ne peut être qu'utile à l'unité et à l'oubli des particularismes historiques. D'autre part, leur suppression favorisera la création des partis de doctrine analogues à ceux qui existent actuellement dans l'Europe occidentale et, par là même, elle préparera l'éducation politique du peuple. Il est temps qu'en Yougoslavie les intérêts égoïstes des clans politiques soient subordonnés aux intérêts supérieurs de l'Etat et de la nation unie.

★
★ ★

Au point de vue de la politique extérieure, le nouveau régime a remporté des succès remarquables. Le Roi Alexandre, en personne, se mit à l'œuvre et réussit à donner à son pays un grand prestige international. Il a parcouru les Balkans et a préparé l'Entente Balkanique. Avec le Ministre des Affaires Etrangères M. Yevtitch, il a créé un réseau d'alliances, qui ont pour but le maintien du *statu quo* et la sauvegarde de la paix. En assistant quelquefois aux réunions de la Petite Entente, il a mis tout son prestige au service de la grande idée d'entente des peuples.

Fils du Roi Pierre le Libérateur et de la Princesse Zorka de Monténégro, le Prince Alexandre est né le 17 septembre 1888 à Cettigné. Encore jeune, il apprit par cœur le *Gorski Vienac* (lire : *Gorsski Viyénat*), *Lauriers de la Montagne*, le poème où son ancêtre exalta l'hé-

roïsme, le caractère et l'amour de l'humanité, et il fut bercé au chant des « pesme », poèmes héroïques.

Il commença ses études en Suisse et les termina à Saint-Pétersbourg, à l'école des Pages. Le Tzar, grand protecteur des Slaves à cette époque, était plutôt favorable aux Bulgares qu'aux Serbes, car c'était la politique des zones d'influence ; mais la petite Serbie voyait en la Russie l'aïeule des nations slaves et leur protectrice naturelle. Après la montée sur le trône des Karageorges, le Roi Pierre confia l'éducation de son fils aux professeurs de l'Université de Belgrade. Plus tard, Son Altesse Royale venait en France pour suivre les cours d'enseignement militaire de Saint-Cyr.

En 1908, au moment où la nation serbe traverse des circonstances critiques par suite de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le jeune prince suit les événements de près et voit la pénétration des Habsbourg vers l'Orient et la Serbie. Le 15 mars 1909, Alexandre, Prince de Serbie, est l'héritier du trône, son frère aîné ayant abdicqué librement son droit d'héritage.

Pendant la Guerre Balkanique, qui survint après les difficultés infranchissables traversées par la Serbie, serrée par la domination turque d'une part et le *Drang nach Osten* de l'autre, le Prince héritier fit touché par les ailes de la gloire : à 24 ans, le Prince Alexandre, à la tête de la première armée serbe de 75.000 hommes, bouscule les Turcs au nombre de 115.000 à Koumanovo et venge le Kossovo. Il arrive à Skoplié, où « ce jeune Prince de sang qui porta la victoire dans ses yeux » fut salué comme le successeur du tzar serbe Douchan le Fort.

La Deuxième Guerre Balkanique, en 1913, fut pour

lui une gloire de plus. Indigné par la trahison de Ferdinand de Cobourg, dont la politique extérieure était tombée sous la tutelle autrichienne, il ne perdit pas courage et dut combattre les Bulgares qui l'ont attaqué sur l'ordre de leur souverain. Il accepte la bataille de Brégalnitza, où le triomphe fut pour la Serbie, qui, depuis lors, devint le *piémont* non seulement des Yougoslaves mais aussi des Balkans.

Cette époque est pour le Prince Alexandre l'école de la guerre et de la politique. Installé pendant quelques semaines à Skoplié, il travailla à la reconstitution de la Macédoine. Il organise l'administration, les écoles et la justice. Pendant cette courte période de paix, il a montré ses vertus d'organisateur et ses qualités d'homme d'Etat. Entré tout jeune dans la tourmente des événements, il s'est instruit et a complété ses études par les faits.

Il a obtenu tous ses grades militaires comme soldat sur le front, graduellement, comme les simples citoyens.

Le 11 juin 1914, le prince héritier devient Prince-Régent du Royaume. Quelques jours après, le 28, éclate le drame de Saraiëvo, c'est-à-dire la guerre. Le Prince-Régent, ayant la destinée de son peuple entre ses mains, va continuer la lutte en vue de la défense de son royaume de la libération de ses frères et de la formation de la Yougoslavie.

En 1915, les Serbes, à l'exemple de leur Roi Pierre I et du Prince-Régent, ont « lutté jusqu'au bout ». Cependant, les soldats, épuisés par la fatigue, car c'était la troisième guerre en trois ans, manquant de munitions et abandonnée par ses alliés, attaquée à l'ouest, à l'est et au nord, battent en retraite à travers l'Albanie. Ce sont les moments de la tragédie du petit royaume où le

Roi et son fils étaient des « pobratim » (« frères d'élection ») de ses soldats, et où le Prince-Régent était le camarade de guerre. Il a partagé avec ses hommes la fatigue, le froid et l'amour de la patrie perdue, laissée aux mains de l'ennemi. Quand ses hommes vinrent s'embarquer pour se réconforter et se réorganiser à Corfou et en France, il disait : « Je partirai après le dernier de mes hommes ».

En novembre 1918, c'est la victoire. Le Prince-Régent rentre vainqueur sous les acclamations de toute la population sud-slave. L'Empire des Habsbourg s'est effondré et le jeune royaume de Yougoslavie va naître. Le 1^{er} décembre, l'union est proclamée dans l'enthousiasme.

A la Conférence de Paris, la Yougoslavie fut classée comme « Etat à intérêts limités » et, par conséquent, le Conseil Suprême n'admit pas le représentant du Roi Pierre I^{er}. Le Prince-Régent a dû et a su faire valoir ses revendications d'une façon extrêmement habile et discrète, mais toujours efficace. Une fois la question des frontières réglée, une grande série de problèmes se posait. La paix extérieure et intérieure était la condition inéluctable du développement normal de son Etat. D'autres nécessités surgissent de même, les unes d'ordre moral et les autres d'ordre psychologique. Il fallait faire la grande œuvre de l'adaptation des particularités historiques aux nécessités modernes de l'unité nationale. D'autres problèmes d'ordre législatif étaient aussi à résoudre. Une constitution et une législation uniques étaient à l'ordre du jour.

En août 1921, après la mort du Roi Pierre I, le Prince Alexandre prit toute la charge de la couronne.

Nous avons déjà exposé le rôle bienfaisant et efficace

du Roi dans l'intérieur du pays. Mais la consolidation de l'Etat n'était pour le Roi qu'un prélude à son activité internationale, qui fut sincère et vaste. Il savait, par expérience, que, dans la situation actuelle de l'Europe, la paix est soumise à la condition de la sécurité. Il a, d'abord, organisé son armée en vue non pas d'une attaque mais de la défense nationale. Il a, ensuite, instauré une politique d'entente. Sous sa direction, la Yougoslavie commença à prendre son véritable rôle dans les Balkans. Tandis qu'auparavant sa politique extérieure était dirigée plutôt vers l'Europe Centrale, aujourd'hui la Yougoslavie, en véritable puissance balkanique, cherche à grouper autour d'elle, ou plutôt autour de la Petite Entente, les Etats Balkaniques : la Grèce, la Bulgarie, l'Allemagne, la Turquie.

Nous verrons pus loin d'une façon détaillée les efforts que fit le Roi l'Unificateur dans cette direction et les conséquences de cette activité. Sa puissante autorité réussissait en peu de temps là où le succès se faisait trop attendre.

La politique extérieure du Roi de Yougoslavie a été nettement définie : une amitié inébranlable pour la France, la force de la Petite Entente et l'organisation des Balkans sur la base du principe « les Balkans aux Balkaniques ». Son œuvre pacificatrice allait se poursuivre avec des meilleurs résultats. Le 9 octobre 1934, le Roi de Yougoslavie, tomba à Marseille, victime de son devoir. Un attentat abominable, commis par des organisations terroristes à la solde des ennemis de la Yougoslavie, prive l'Etat sud-slave de son chef et l'Europe d'un grand, d'un fidèle organisateur de la paix.

CHAPITRE V

Yougoslavie économique et les échanges interbalkaniques

L'action internationale d'un Etat est fonction de sa structure sociale, de sa puissance militaire et de sa richesse. Un Etat stable et riche est généralement plus écouté qu'un Etat agité et pauvre. Il est certain qu'il existe un principe de l'égalité des Etats, mais, *de facto*, il existe des différences et une subordination politique mesurée par les risques et les responsabilités que les grands Etats assument souvent dans la solution des problèmes internationaux. Juridiquement, c'est le Droit qui parle, politiquement c'est l'intérêt qui est en jeu. Or, dans les relations internationales ce sont généralement les intérêts qui sont en cause et par conséquent il existe une subordination d'Etat à Etat, reposant surtout sur une subordination économique ou financière. Est-ce la vie économique qui domine où est-ce la vie politique ? Certains affirment que, dans les relations internationales, la solution de tous problèmes repose dans les intérêts économiques, autrement dit, c'est l'économie politique qui commande et qui dirige le monde. D'autres, au contraire, disent que l'intérêt politique est prédominant. Il peut arriver qu'un Etat soit politiquement fort mais éco-

nomiquement faible, où, le contraire, qu'un Etat soit fort économiquement, mais politiquement faible.

Nous estimons que les deux intérêts, politique et économique, marchent ensemble et se complètent mutuellement, l'un étant la fonction de l'autre, c'est pourquoi nous jugeons utile de donner quelques notions sur la structure économique de la Yougoslavie et sur la possibilité d'une organisation économique balkanique.

A l'heure actuelle, on parle beaucoup d'entr'aide balkanique ou de cartel balkanique et même d'une union douanière du Sud-est européen : celle-ci est non seulement possible, mais très réalisable ; elle pourrait être parfaitement utile au développement économique des Balkans, et servir au rapprochement politique. Aux Conférences Balkaniques, la délégation de la Yougoslavie a été favorable à un rapprochement économique plutôt que politique, car elle estimait, qu'une question politique pourrait diviser les Etats participants et arrêter la marche normale de la Conférence. C'est ce qui s'est produit notamment au moment où cette thèse s'opposa à celle des Bulgares, qui voulaient la discussion de la question de minorité d'abord. Les autres Etats balkaniques estimaient que c'est par les questions économiques qu'il fallait commencer, car les Balkans, étant essentiellement agricoles et souffrant également de la crise, l'entente était la plus facile dans ce domaine.

★
★ ★

La Yougoslavie est un pays essentiellement agricole (80%). Sur une superficie de 24.198.736 hectares, 13.198.735 hectares sont cultivés. La Yougoslavie est également un

pays forestier, les forêts couvrant 7.205.150 hectares de sa superficie.

Afin de mieux présenter la Yougoslavie agricole qui, par suite de la guerre et des difficultés économiques, cherche à organiser son commerce et son industriel naissante, nous donnons un aperçu sommaire de la répartition de sa production.

Les terres cultivées de l'Etat sud-est européen sont réparties de la façon suivante :

Champs	7.017.516	hectares
Prairies	1.822.998	—
Jardins et potagers.....	133.069	—
Pâturages	3.594.107	—
Vignobles	181.288	—
Vergers	252.022	—
Terrains marécageux productifs...	197.735	—

La répartition de la culture est la suivante :

Céréales	5.727.295	hectares
Plantes industrielles	153.461	—
Plantes et racines	78.412	—
Cultures maraîchères	88.199	—
Plantes pour le bétail	208.621	—
Plantes pour la distillation.....	494.688	—

Les principaux produits d'exportation de la Yougoslavie sont : le bois, le bétail, les œufs, les prunes, les pommes, le sucre, le chanvre le tabac et l'opium.

La production agricole de la Yougoslavie dépasse de loin sa consommation nationale.

Depuis la guerre, l'effort du gouvernement porte sur l'amélioration et le perfectionnement de la production et sur l'augmentation des terres cultivables. De 1920 à 1929, la superficie des terres cultivées a été portée à plus de 2.322.685 hectares.

La réforme agraire a été faite pour la consolidation de la paix sociale et l'amélioration de la vie matérielle

des paysans et agriculteurs. On a constaté après la guerre que 30 % des familles paysannes n'avaient pas assez de terre et que 200.000 familles ne possédaient rien. Immédiatement, la question de la réforme agraire se posa. L'agitation des esprits et le mouvement d'opinion étaient en faveur d'une meilleure répartition de la terre.

La Yougoslavie, tout en étant un pays agricole, suit le mouvement des autres nouveaux Etats et cherche à se suffire à elle-même. On sait que la division internationale du travail, surtout après la guerre, a été bouleversée par suite du changement des frontières et de l'organisation nouvelle de l'Europe. Par suite de l'insécurité et des dures expériences dont elle a souffert, comme beaucoup d'Etats, la Yougoslavie cherche à s'organiser et à multiplier le nombre de ses entreprises industrielles.

En 1918, la Yougoslavie n'avait que 1891 entreprises industrielles. A la fin de 1929, elle en a 4.031, réparties de la manière suivante :

Industries agricoles	1.387	soit	37 %
— des bois et papiers	705		17 %
Entreprises minières et fonderie..	158		9 %
— du cuir	112		3 %
— métallurgiques	254		6 %
— de construction	535		10 %
Industrie chimique	250		6 %
— textiles	279		7 %
— diverses	351		13 %

D'après ces statistiques, on voit que l'industrie agricole occupe la première place. Cependant, d'autres industries progressent et tendent vers l'affranchissement complet de la tutelle étrangère au point de vue économique.

L'industrie du bois possède 350 grandes scieries. L'industrie alimentaire 750 moulins, 9 sucreries, 60 distilleries d'alcool, 17 huileries, 20 grands abattoirs, de nom-

breux étuvages de pruneaux, beaucoup de laiteries, etc. Le tabac est préparé dans 8 manufactures. L'industrie textile possède 43 tissages de coton et 10 filatures, 28 usines pour la laine, 20 entreprises pour le traitement du chanvre, 20 fabriques de ruban, dentelles, fichus, châles, une trentaine pour le tricotage, 8 entreprises de ouate, 7 manufactures de tapis, de nombreuses fabriques de chapeaux, linge, cravates, etc... L'industrie du cuir dispose de 125 ateliers et de 25 fabriques de chaussures. L'industrie métallurgique comprend 4 grandes entreprises, 3 fonderies et 100 usines pour les machines et outils agricoles, la construction des wagons, locomotives, avions et autres objets. L'industrie chimique comprend 16 grandes entreprises.

La Yougoslavie agricole, dont l'industrie n'est que naissante, a fait un grand progrès économiques de 1929 à 1930. La superficie des terres cultivées a encore augmenté, le nombre des entreprises a triplé.

Son commerce extérieur augmente constamment jusqu'en 1925, puis il commence à varier par suite de la stabilisation de fait du dinar. En 1926, l'économie yougoslave éprouve une grave crise dans l'industrie du bois et dans l'exportation du blé et du maïs. En 1927, la mauvaise récolte prolonge la crise, mais l'industrie du bois reprend. En 1928, 1929, la situation économique de l'Etat s'améliore et l'organisation de la production du blé et du maïs améliore le bilan commercial. En 1930 et 1931, la crise commence à affecter sérieusement la Yougoslavie et se manifeste par un déficit d'exportation de 1.141 millions en 1932.

La nécessité d'assurer aux produits du sol des débouchés extérieurs domine toute la politique économique

du pays. Dès les premières années du royaume, la politique économique de l'Etat, basée sur les principes libéraux et laissée à l'initiative privée, commence à sentir la nécessité des mesures de protection. A cette fin, la Yougoslavie a cherché à conclure des accords internationaux. Elle a participé à une série de conférences (Bucarest, Sinaïa, Varsovie, Belgrade, etc...), où elle chercha à faciliter l'écoulement de ses produits agricoles.

Il serait utile de donner une vue du *Times* de Londres, qui publie à la fin de chaque année un supplément économique sur la situation commerciale et financière dans les Balkans : « La Yougoslavie donne des signes sérieux de progrès économiques, malgré toutes les difficultés. Les revenus de l'Etat ont continué à augmenter en 1930 : les dépôts dans les banques ont grossi ; les faillites ont été beaucoup moins nombreuses qu'en 1929. L'activité de la bourse a été assez soutenue ; la Banque Nationale a réduit son taux d'escompte de 6 à 5 1/2 % et les taux demandés par les banques privées ont aussi tendu à baisser ».

« Le gouvernement poursuit, dit le journal anglais, une vigoureuse politique de développement économique et encourage les municipalités à suivre son exemple. De là, de nombreux travaux publics.

Le pays a naturellement ressenti les effets de la chute des prix, surtout après la période qui a suivi la récolte, mais son économie n'en a pas été trop affectée. Voici les chiffres du commerce extérieur :

	IMPORTATIONS EN DINARS	EXPORTATIONS EN DINARS
	9 MOIS	9 MOIS
1929	5.625.000.000	5.338.000.000
1930	5.278.000.000	5.005.000.000

La moisson a été bonne et les céréales, excepté l'avoine, sont fort au-dessus de la moyenne. L'organisation de la production agricole fait de rapides progrès. Fondée sous les auspices officiels de 1929, la Banque Agraire Privilegiée a justifié les espoirs suscités par sa formation. Elle a consenti des prêts qui montent à 653 millions de dinars. L'année dernière vit la fondation d'une « Compagnie d'Exportation Privilegiée », qui doit organiser l'exportation des céréales, de l'opium et du vin ».

D'autre part, nous donnons l'opinion de M. le professeur Gaston Jèze sur la situation financière publiée dans le *Journal des Finances*, le 20 mars 1931 : « La situation financière de la Yougoslavie est bonne, les finances sont bien gérées, les chemins de fer sont rémunérateurs et non déficitaires. Pourtant, le Crédit yougoslave n'est pas aussi solide qu'il le mériterait. A quoi cela tient-il ? Ce n'est certainement pas à l'absence de sûreté. Ce pays donne aux capitalistes étrangers des sûretés de premier ordre, comme il en existe bien peu. On a créé une Caisse autonome des monopoles dont les ressources servent de gage aux porteurs étrangers. Ces ressources dépassent de beaucoup les charges actuelles de la Dette extérieure ».

En même temps que le Gouvernement yougoslave s'efforçait par une action internationale d'assurer des débouchés, il chercha à améliorer la qualité et à uniformiser les types. A cette fin une loi fût promulguée le 30 novembre 1929, ayant pour but le contrôle des produits destinés à l'exportation. Un institut pour le développement du Commerce extérieur fut fondé auprès du Ministère du Commerce et de l'Industrie. En outre, afin de coordonner l'activité des producteurs isolés, fut fon-

dée, en 1930, la Société Anonyme Privilégiée pour les exportations des produits du Royaume de Yougoslavie. Par la loi du 27 juin 1931, cette société obtint le monopole d'exportation des céréales. Elle achète le blé et le seigle directement ou par l'intermédiaire des coopératives et le revend à l'étranger avec une perte moyenne de 60 dinars par m³. C'est l'Etat yougoslave qui a, en définitive, supporté les pertes.

La crise économique qui sévit dans le monde a atteint aussi la Yougoslavie, mais moins durement. La Yougoslavie, par exemple, ne souffre pas du chômage. Cela tient à la structure économique du pays et à l'action énergique du gouvernement, qui a cherché par différents moyens à parer aux difficultés. La compression des dépenses budgétaires en était un. Les derniers budgets présentent une diminution de 3 à 4 milliards par rapport aux précédents. D'autre part, la Yougoslavie est avantagée par une bonne répartition de la petite propriété et par une industrie assez développée et suffisante pour satisfaire les besoins du pays. Cependant, l'exportation yougoslave se heurte aux barrières douanières des autres Etats et elle éprouve de grandes difficultés à écouler ses produits agricoles. Dans les derniers temps, la vente en fut excessivement réduite et c'est une grande perte pour l'économie yougoslave.

Quant à la politique qu'elle adopte pour l'exportation, c'est celle de la réciprocité. Elle est guidée par l'attitude adoptée à l'égard de ses produits.

★★

Les échanges interbalkaniques sont minimes, ces Etats étant essentiellement agricoles, sauf la Grèce qui ne l'est

que dans une proportion de 60 % ; aussi l'économie interbalkanique laisse à désirer. Les transactions interbalkaniques offrent l'occasion d'une collaboration. Le commerce extérieur des Etats balkaniques ne présente que 9 % de leurs échanges internationaux.

Les exportations et les importations balkaniques pour l'Albanie ne représentent que 11,7 % et 21,3 % de son commerce extérieur total. Pour les autres Etats, les données sont les suivantes : Bulgarie, 9,4 % et 15 % ; Grèce, 15,3 % et 2,3 % ; Roumanie, 1,9 % et 7,1 % ; Turquie, 3,10 % et 0,09 % ; Yougoslavie, 22,3 % et 3,62 %.

Le faible chiffre des transactions internationales des Balkans résulte de différentes causes. D'abord, les Etats balkaniques ne sont pas encore complètement affranchis de la tutelle étrangère. Les systèmes économiques des différents Etats sont sous la dépendance plus ou moins directe des grandes puissances qui ont cherché à remplacer l'influence politique par l'indépendance économique. Ainsi, l'Albanie est complètement inféodée à l'économie italienne. D'autres Etats sont moins submergés, mais l'influence étrangère se fait fortement sentir. Il y a aussi d'autres raisons, telles que le manque de moyens de communication et l'élévation des barrières douanières et financières. L'orientation des Etats balkaniques dans la voie du protectionisme est néfaste pour le développement des échanges interbalkaniques. Récemment, on a signé des traités commerciaux entre la Yougoslavie et les autres Etats de la Péninsule, mais les transactions sont à peu près les mêmes.

Cependant, il est possible d'organiser les échanges interbalkaniques. La Yougoslavie exporte principalement

des céréales, du bétail, des bois, des prunes, des pommes, des œufs, et du chanvre. La Roumanie, du pétrole, du bois, du bétail, des céréales. La Bulgarie, du tabac, du sucre, de l'huile, des roses. La Turquie, du tabac, des fruits, des raisins secs, des noisettes, des figues, de la laine, du coton. La Grèce, du raisin sec du tabac, des produits l'oléiculture, des hespéridées, du coton, des cocons, des fruits. L'Albanie, du bétail, de l'huile, des produits d'élevage, etc...

La Bulgarie, la Yougoslavie et la Roumanie exportent des céréales. La Turquie et l'Albanie ont une production de blé déficitaire, tandis que la Grèce en importe annuellement 600 tonnes provenant de l'étranger, même pas 1/10 des Etats balkaniques : en 1929, sur une importation totale de 597.900, l'importation provenant des pays de la Péninsule n'était que de 41.372 tonnes.

Les tabacs bulgares, turcs et grecs pourraient trouver des débouchés en Roumanie. Les bois de Yougoslavie, de Roumanie et d'Albanie pourraient être placés en Grèce, en Turquie et en Bulgarie.

Le bétail de l'Albanie trouverait un débouché en Grèce, le sucre yougoslave en Grèce et en Turquie et le pétrole roumain ainsi que le ciment yougoslave dans tous les pays balkaniques ; le raisin sec de Grèce et de Turquie dans les autres pays de la Péninsule.

Après la magnifique propagande faite par la Conférence balkanique, les gouvernements commencent à se rendre compte de l'utilité d'une entente des peuples dans le sud-est européen. L'idée d'une union ou d'une entente, lancée par la Grèce et fortement soutenue par la Yougoslavie, pourrait donner des avantages appréciables. L'organisation d'un cartel balkanique pour la re-

cherche des débouchés ou des conditions de vente pourrait assurer un succès inespéré aux produits balkaniques. De même une banque interbalkanique pourrait être de toute utilité.

Actuellement les Balkans s'organisent. Le Pacte de l'Entente Balkanique, signé au mois de février 1934, a un caractère purement politique, mais il pourrait favoriser le rapprochement économique et soustraire à beaucoup de points de vue l'économie balkanique à la tutelle extrabalkanique. Tous les signes et surtout les nouvelles orientations de la politique extérieure de certains Etats sont en faveur du développement d'une économie balkanique et surtout des transactions qui hausserait la richesse des pays intéressés et qui donnerait la stabilité aux organisations politiques. Après avoir obtenu la liberté politique, les Etats balkaniques veraient leurs forces et leurs richesses afferemies s'ils appliqueraient le principe : « les Balkans aux Balkaniques » aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique.

DEUXIEME PARTIE

La Yougoslavie et ses voisins balkaniques

Au cours du xix^e siècle, les Etats Balkaniques ont retrouvé la liberté et l'indépendance. Les uns après les autres, tantôt par la diplomatie, tantôt par la force des armes, ils s'affranchissent et se constituent en Etats. Cependant, les grandes puissances qui ont vu la dislocation de l'Empire Ottoman et ont participé au partage de sa succession, se proposent, le moment venu, de se servir des peuples balkaniques comme de « monnaie d'appoint », selon l'expression en vogue à cette époque.

La Russie et l'Autriche sont les premières à intervenir dans les Affaires Balkaniques. La Russie s'était déjà assuré en 1774, par le traité de Koutchouk-Kaïnardji, la protection des Slaves dans l'Empire Turc. En vertu de droits religieux ou de fraternité de race, elle se jugeait protectrice des « rayas » et pendant tout le xix^e siècle, elle chercha à contrebalancer la puissance des Habsbourgs. L'Autriche, de son côté, ayant sous son joug des populations parlant quatorze langues différentes, menait une politique anti-russe et cherchait à assurer son influence dans les Balkans. C'était la politique des « Zones d'influence » qui ne tarde pas à se transformer, au Congrès de Berlin, en politique « d'attribution d'administration » et, en 1908, en annexion pure et simple (1).

En 1900, une autre puissance dévoile ses prétentions dans les Balkans. Par un arrangement, l'Italie et l'Em-

(1) La Bosnie-Herzégovine fut confiée à l'Autriche-Hongrie pour qu'elle « organise » l'administration ». En 1908, la double monarchie annexa ces territoires peuplés de slaves. .

pire des Habsbourg s'interdisent de poursuivre une politique de conquête en Albanie. Cet arrangement resta d'ailleurs sans effet, car les deux concurrents continuent leurs intrigues et envoient des agents secrets. L'Allemagne, de son côté, poursuit sa politique et se sert de son « brillant second » pour ses visées sur l'Asie Mineure.

Le xix^e siècle, que nous pourrions appeler le siècle de la libération des Etats Balkaniques, et aussi le siècle des luttes et des conquêtes difficiles. Les Etats Balkaniques avaient leur conscience nationale, mais ils n'avaient pas la conscience nationale interbalkanique. La doctrine de Monroë balkanique, dont on parle aujourd'hui, ne pouvait encore s'ancrer dans les esprits. Libres, ils se laissent surprendre ; ils ne savent pas organiser leur vie nationale et encore moins leur vie internationale. C'est ainsi que trois princes de sang germanique sont installés sur les trônes de trois Etats Balkaniques (2).

★
★★

Après avoir réussi à se libérer de l'Empire Ottoman, les jeunes Etats ont dû s'affranchir des grandes puissances pour entrer dans une troisième période d'organisation de la communauté balkanique.

La Guerre serbo-bulgare de 1885 est l'œuvre de l'Autriche. La Deuxième guerre Balkanique (1913) est l'œuvre du Roi Ferdinand, qui donna l'ordre d'attaque et refusa l'arbitrage du Tzar prévu par le traité d'alliance balkanique. Le rangement de la Bulgarie et de la Turquie aux côtés des puissances centrales en 1915 est l'œuvre de l'Allemagne. Comme on peut le constater, les

(2) Grèce, Bulgarie, Albanie.

guerres dans les Balkans ont eu leur origine dans les Etats extra-balkaniques.

★ ★

Après la Grande Guerre, les influences étrangères continuent à se manifester. Certains Etats, tels que la Bulgarie, qui gardait rancune à la Yougoslavie, favorisent les intrigues diplomatiques des Etats extra-balkaniques voisins. La Grèce, craignant pour Salonique, hésitait comme pendant la guerre, et, malgré son traité d'alliance avec la Serbie, ne donnait guère la certitude de vouloir former une organisation balkanique. La Turquie ennemie, a dû faire un travail d'organisation intérieure et lutter contre les préjugés historiques pour venir se ranger à côté de ses voisins de la Péninsule. L'Albanie a évolué. Etat petit mais important au point de vue politique, elle a organisé sa vie nationale en acceptant, sous la pression de ses besoins financiers, des traités très désavantageux pour son indépendance, tels les accords de Tirana (1926-1927).

★ ★

Cependant, malgré des difficultés immenses, l'idée de la solidarité balkanique a fait d'énormes progrès.

Un groupement régional, La Petite Entente donna l'exemple. La Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie se sont liées d'abord par des traités séparés. Par des réunions périodiques de leurs ministres des Affaires Etrangères, surtout devant la nécessité de défendre la paix contre les intrigues révisionnistes, ils ont resserré leur solidarité et ont constitué une véritable confédération d'Etats. Le pacte d'organisation du 15 février

1933 est le modèle d'une pacte régional ayant à servir l'entente générale des peuples.

Le 30 octobre 1930, le groupement gréco-turc fut constitué ; les deux ennemis d'hier (en 1923 les deux Etats étaient en guerre) se réconcilient et décident résolument de démontrer que la terre balkanique n'est plus un « volcan ». En 1929, la Turquie avait conclu un traité de neutralité et de règlement pacifique des différends avec la Bulgarie, ce qui est particulièrement caractéristique : la Bulgarie était en difficulté avec la Grèce à propos de l'accès de la Bulgarie sur la Mer Egée et à cause du problème macédonien et minoritaire. La Turquie, amie de la Grèce et de la Yougoslavie, s'orienta par ses traités, vers les Balkans et chercha à jouer un rôle de médiatrice. La Grèce était aussi liée par un traité d'amitié et de règlement pacifique des conflits avec la Roumanie (21 juillet 1928) et avec la Yougoslavie (27 mars 1929). C'était la formation d'un groupement d'Etats qui unit la Turquie et la Grèce à la Petite Entente, dans une politique de *statu quo*.

Depuis 1930, nous sommes, donc, en présence d'une organisation des Balkans. Les traités conclus entre les différents Etats de la Péninsule et la liaison à la Petite Entente démontrent la volonté de soustraire les Balkans à une politique d'influence extérieure ou de révision.

La Bulgarie était isolée, car l'entretien de bandes révolutionnaires telles que l'O. R. I. M., ne pouvait qu'empêcher un rapprochement. D'autre part, la diplomatie italienne jugeait le moment favorable pour faire de la Bulgarie ce qu'elle avait fait de l'Albanie, en la poussant à faire une politique de protection des minorités bulgares et de révision des traités. Le traité de Neuilly,

dans son article 48, prévoit pour la Bulgarie un débouché économique sur l'Egée, donc, par le territoire hellénique. Les Bulgares demandent une bande de territoire qui relierait l'Egée à la Bulgarie. Les Grecs refusèrent de discuter sur cette base et la question reste encore aujourd'hui en suspens. Il en était de même de l'Albanie qui, — liée, par les deux traités de 1926 et 1927, à l'Italie, — a besoin d'une évolution pour se joindre définitivement à la Communauté balkanique.

Toujours est-il que dans la période comprise entre 1930 et 1934 les Etats Balkaniques ont fait un progrès surprenant dans leurs rapports. Les conférences Balkaniques y ont été pour beaucoup ; elles constituaient une véritable propagande de compréhension mutuelle et de rapprochement. La Yougoslavie, guidée par le Roi Alexandre, non seulement se prête au jeu des alliances balkaniques mais elle en prit résolument de plus heureuses initiatives.

CHAPITRE I

Albanie et Yougoslavie

1) L'indépendance de l'Albanie

L'Albanie est peuplée par une population qui est ethniquement la plus ancienne et politiquement la plus jeune de la Péninsule Balkanique (1). Sa structure orographique et sa pauvreté économique y ont enraciné l'esprit de clan. La conscience nationale n'existait pas, quand les puissances commencèrent à s'intéresser à l'Albanie. Les Turcs agissaient par les armes ou par la corruption et l'appât des hautes fonctions. « L'Autriche-Hongrie envoyait des fusils, de l'argent et des religieux », et cherchait à y élargir son influence. L'Italie convoitait l'Albanie depuis assez longtemps, et, depuis la fin du xix^e siècle, cherchait moins à remplir une mission civilisatrice qu'à élargir son influence et à « tirer parti de ses mœurs arriérées ».

En 1912 et 1913, Berchtold lança la formule de « l'Albanie indépendante », mais dans l'unique pensée d'interdire à la Serbie l'accès à la mer. Après la Première Guerre Balkanique, au moment des grandes victoires serbes contre les Turcs, la Double Monarchie, afin de se

(1) A. Mousset, *Europe Balkanique et Danubienne en 1914*.

réserver une influence et peut-être l'occupation militaire qui suivra naturellement, décide de repousser la Serbie de l'Ouest à l'Est et fait naître la Deuxième Guerre Balkanique.

Il est très intéressant de comparer les agissements de l'Autriche-Hongrie de jadis et ceux de l'Italie d'aujourd'hui. L'Autriche-Hongrie s'est emparée de la Bosnie-Herzégovine et du Sandjak de Novi Bazar et a préparé son installation en Albanie. Sa politique a été nettement dirigée contre la Serbie. L'Italie a débarqué en décembre 1914 à Vallona. C'était à prévoir, car son adversaire et rival l'Autriche était alors hors de cause. Deux ans après, l'Italie cherche à y consolider sa situation. Le chef de l'armée italienne en Albanie adresse aux populations albanaises la proclamation suivante : « Aujourd'hui 3 juin 1917, heureux anniversaire de la liberté statutaire italienne, nous, Lieutenant général Giacinto Ferrero, commandant le 16^e corps d'armée, par Ordre du gouvernement de Victor Emmanuel III, proclamons solennellement l'unité et l'indépendance de toute l'Albanie sous l'égide de la protection du Royaume d'Italie ».

Pendant que l'Italie prépare la conquête à l'insu de ses alliés, Essad Pacha, véritable chef du peuple albanais, travaille avec les Serbes, à la restauration et la libération de sa patrie. Grand patriote et ami des Serbes, il a facilité la retraite de 1915 et a été un partisan fervent de l'Entente Balkanique. Comme il devait jouer un grand rôle dans les rapports serbo-albanais, nous jugerons utile de donner quelques notions sur sa vie.

Essad Pacha fut un des plus grands Albanais, seigneur oriental, mais intelligent et énergique, il demanda à Abdul Halim de se soumettre à la volonté du peuple et

de faire respecter les droits des Albanais. Comme ennemi, il a été correct et digne — un vrai soldat héroïque et loyal. En défendant Skadar, au nom de l'Etat qu'il servait, il fut un adversaire contre qui les Serbes ont dû mener une bataille chevaleresque. Cependant, il vit à la veille de la guerre que le peuple albanais ne devait compter que sur lui-même et qu'il devait chercher des amitiés, en premier lieu, parmi ses voisins les plus proches et parmi ses compagnons de luttes traditionnelles contre l'oppression ottomane. Il s'est rendu compte que l'Albanie n'est qu'une partie de la communauté balkanique et que son intérêt la lie aux Balkans. Il est devenu, par conviction et pour le bien de son peuple, l'ami de la nation serbe et l'est resté jusqu'à sa mort. Nos soldats qui ont dû, par suite de la retraite de Serbie, traverser les montagnes albanaises, se rappellent fort bien Essad Pacha et sa bienveillance dans les heures tragiques qu'ils ont vécues. Il a orienté la politique de l'Albanie vers la Serbie ; il a même, en frère d'arme, combattu avec sa petite armée au front de Salonique. Il a honorablement tenu ses positions pendant la Grande Guerre. Après la guerre, il n'avait qu'une idée : les Balkans aux Balkaniques. Fervent partisan de l'entente et grand adversaire de l'intervention des grandes puissances dans les Balkans, il fut victime d'un attentat le 13 juin 1920 commis sur le sol français. Avec lui cesse la grande œuvre de concorde et l'Albanie restera encore longtemps sous l'influence des puissances étrangères. Le traité de Tirana en 1927 est la continuation de la politique des adversaires d'Essad Pacha.

En septembre 1921, la diplomatie italienne s'était efforcée d'obtenir du Foreign Office la reconnaissance

d'une situation privilégiée en Albanie. Lord Curzon n'admettait ni les « intérêts économiques », ni les « intérêts politiques », mais il admettait les intérêts stratégiques, en opposition avec la Conférence de la Paix. A la base de cet accord, une grave décision fut prise, le 9 novembre 1921, par la Conférence des Ambassadeurs. L'Italie réussit une fois de plus à faire prédominer sa politique en Albanie.

L'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, reconnaissant que l'indépendance de l'Albanie ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières, telles qu'elles ont été fixées par leur décision en date du 9 novembre 1921, est une question d'importance internationale, reconnaissant que la violation des dites frontières ou de l'indépendance de l'Albanie pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie, ont décidé en cas de violation des frontières albanaises, de confier à l'Italie la restauration « des frontières territoriales ». Il est étonnant que la Conférence des Ambassadeurs n'ait pas prévu le cas où ces frontières seraient violées par elle-même ! De cette grave décision, il résulte que chaque violation des frontières albanaises présente un danger pour l'Italie. En cas de violation de l'intégrité territoriale de l'Albanie, le Conseil de la Société des Nations doit en confier la défense à l'Italie. L'Italie, a donc, sous les auspices de la Société des Nations et en vertu de la décision de la Conférence des Ambassadeurs de 1921, un véritable protectorat sur l'Albanie. Il est évident que l'intervention du Conseil est nécessaire, mais la situation privilégiée de l'Italie est reconnue.

En 1924, la question de Fiume (en slave : *Riëka*) fut

réglée par des accords de Rome entre l'Italie et la Yougoslavie. Cette ville fut occupée par l'Italie, et sa banlieue Souchak devint partie intégrante du territoire yougoslave. En 1920, par le traité de Rapallo, Fiume était érigée en Etat indépendant ; mais, quatre ans après, il disparaît. Il est à se demander : l'Italie et la Yougoslavie avaient-elles le droit de faire disparaître un Etat de la carte de l'Europe ? A notre avis, non. La situation de fait jouait un rôle prédominant, et, comme Fiume était occupée par les troupes italiennes bien avant les accords de Rome, la solution ne pouvait être autre. Cela fit un pas de plus de l'ingérence italienne dans les Balkans. Deux ans plus tard, le pacte de Tirana fixa tout le monde sur les visées italiennes.

La réaction dans le pays yougoslave ne tarda pas à se faire sentir. M. Nicolas Pachitch, Président du Conseil, croyait à la sincérité de l'Italie et faisait ratifier par la Chambre (Skoupchtina) des traités quelquefois désavantageux pour sauvegarder la paix dans les Balkans et pour renforcer « l'amitié italo-yougoslave ». C'était une grave erreur et les concessions accordées ne pouvaient servir qu'à la diplomatie italienne. A la suite du coup de théâtre de 1927, M. Nintchitch, ministre des Affaires Etrangères du Royaume, donna sa démission. La presse yougoslave ne manqua pas de souligner que le principe « les Balkans aux Balkaniques », ligne de conduite de la diplomatie yougoslave, avait fait un pas en arrière. De même, elle souligna la gravité de l'intervention italienne et prévoyait, avec raison, que l'impérialisme italien ne s'arrêterait pas là.

En comparant les agissements de l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre et de l'Italie d'après-guerre, on constate

que les manières d'agir sont à peu près les mêmes. La diplomatie yougoslave le voit fort bien, mais la diplomatie européenne le voit-elle aussi ? La diplomatie italienne fait des conquêtes. Elle invoque des raisons économiques, politiques et stratégiques. Elle se base sur un traité inexistant, qui a été fait à l'insu de la Serbie en 1915 : le fameux traité de Londres, où les Alliés, sous le coup des nécessités de la Guerre, avaient fait trop de concessions à l'Italie ; ce traité ne pouvait pas être reconnu par la Serbie, d'abord car on ne pouvait pas disposer des territoires d'autrui, et ensuite les traités de paix devaient être faits sur la base du principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes.

Le Président Wilson, le grand démocrate, ne pouvait pas permettre que la population purement slave tombât sous le joug italien. D'autre part, le refus de l'Italie d'appliquer le plébiscite dans certaines régions de la Dalmatie, lors de la conclusion des traités de Paix, était un démenti formel de ses intentions pacifistes et conciliantes. Les raisons stratégiques, qu'elle invoquait, étaient sans valeur juridique. Le torpillage du plus beau paquebot autrichien, se trouvant entre les mains yougoslaves en 1919, décidèrent les Alliés à donner raison à la Yougoslavie.

L'attitude actuelle de la diplomatie italienne vis-à-vis des Balkans ne diffère donc pas, en grande ligne, de la diplomatie des Habsbourgs. L'avenir démontrera que, si les Etats Balkaniques ne se rendent pas compte de leur force, de leur communauté de civilisation, de tradition historique et de mentalité, aussi bien que de leur unité géographique, l'Italie continuera sa politique impérialiste et amènera les réactions qui en sont la suite

normale. Le Pacte Balkanique signé le 9 février 1934, fait un grand pas vers l'application du principe « Les Balkans aux Balkaniques ». Les grandes puissances et particulièrement la France, qui a toujours été le loyal défenseur de la paix et de l'indépendance des Etats, doivent agir dans le sens du respect des traités. Comme nous l'avons déjà dit, l'équilibre est impossible dans l'Etat actuel des choses. Il y a des Etats qui veulent sincèrement la paix et dont la force est facilement justifiable. Rien n'est plus sûr ni plus solide, en présence de la Société des Nations, qui n'a pas de force internationale organisée et qui est relativement faible, que les anciennes alliances renforcées par de nouvelles pour la sauvegarde du *statu quo*. La France, la Belgique, la Russie, la Petite Entente et l'Entente Balkanique, avec une diplomatie unie, ont une force suffisante non pour assurer l'équilibre européen, mais pour faire valoir leurs vues et sauvegarder la justice rendue en 1918 et 1919. L'indépendance de l'Albanie, qui est dans le programme politique de la Yougoslavie, sa voisine la plus proche et la plus intéressée, doit être respectée par toutes les grandes puissances, et surtout par l'Italie. Ce pays ne doit pas être considéré comme un Etat de second ordre, mais égal aux autres Etats membres de la S. D. N.

2) *La délimitation des frontières et la politique cordiale*

Depuis longtemps déjà, la question albanaise était soumise à l'opinion internationale, mais la rivalité austro-italienne laissa les choses en suspens. Depuis l'arrangement de 1900, où les deux concurrents s'interdisaient « la politique de conquête », chacun de ces deux Etats faisait sa propagande et interdisait toute action

internationale à l'autre, mais chacun avait des visées et des convoitises sur le territoire albanais. D'une façon générale, nous pouvons dire que l'Albanie est le fruit de la rivalité austro-italienne ; si l'un ne pouvait s'assurer une « situation privilégiée », il fallait au moins empêcher l'autre de prendre un avantage. Les guerres balkaniques furent une occasion pour l'Autriche-Hongrie de soulever à nouveau le problème albanais.

En 1912, les Serbes, en poursuivant les Turcs, arrivent jusqu'à la mer Adriatique et occupent Dratch (Durazzo), tandis que le Monténégro s'apprêtait à conquérir la ville de Skadar. Les deux armées, monténégrine et serbe, avaient fait de grands sacrifices en espérant que ces deux villes seraient leur débouché à la mer. Le Monténégro possédait même des droits historiques sur Skadar (Scutari), cette ville ayant été la première capitale de l'Etat de Zéta.

L'avis de l'Autriche-Hongrie était tout autre. Elle cherchait à empêcher l'accès de la Serbie à la mer. A cette fin, elle provoqua la réunion d'une conférence des ambassadeurs, qui se réunit sur l'initiative et sous la présidence de Sir Edward Grey. A cette réunion internationale, les différents Etats exposèrent leurs prétentions. Les uns parlaient des intérêts économiques, d'autres des intérêts politiques, mais les principaux intéressés, l'Autriche et l'Italie, ne manquaient pas d'invoquer les intérêts stratégiques. En effet, l'Albanie possède quelques points particulièrement importants. Vallona est une véritable « clef de l'Adriatique », dont elle peut contrôler l'entrée et la sortie. Placée à mi-chemin entre Trieste et la côte d'Afrique, entre Gibraltar et Port-Saïd, elle commande plusieurs directions à la fois. Vallona donne

un véritable port sur l'Adriatique et sa proximité du canal d'Otrante explique l'action développée par différents Etats en vue de s'en emparer. En résumé, l'Albanie excitait les convoitises et le désir des gouvernements austro-hongrois et italien était d'en écarter les Serbes.

En deux séances de la Conférence des Ambassadeurs, les 14 et 20 décembre 1912, la destinée de l'Albanie fut vexée. En vertu d'un accord préalable, sorti des jalousies, les deux gouvernements, soutenus par l'Allemagne, réussirent à ériger l'Albanie en Etat indépendant. Les Monténégrins et les Serbes ont dû évacuer leurs troupes et, le 10 août 1913, à la Conférence de Londres, le nouvel Etat obtint, au moins sur le papier, des frontières. En même temps, une commission internationale fut chargée de tracer sur place les frontières, mais la guerre survint et la commission désignée ne réussit à remplir son devoir qu'en partie. Le 17 décembre 1913, par le Protocole de Florence, elle fixa seulement les frontières méridionales.

Après la Grande Guerre la question des frontières se posa à nouveau. Cette fois, la situation avait changé. L'Autriche-Hongrie n'existe plus l'Italie s'est rangée au côté des Alliés et les Slaves du Sud se sont unis. Le Conseil Suprême interallié se prononça en faveur de la thèse serbe, décidant que, dans la délimitation des frontières serbo-albanaises, on tiendrait compte du tracé déjà effectué. Le Conseil, ce qui plus est, admit de nombreuses objections formulées par le gouvernement de Belgrade. La conférence des ambassadeurs s'est inspirée de cette décision, et, le 9 novembre 1919, elle précisa notamment que la frontière nord-est de Skadar devait être tracée de

manière que, tout en assurant la protection de cette ville, les débouchés et la sécurité de la ville de Podgoritza fussent protégés.

La commission de délimitation des frontières n'a pas tenu compte de ces décisions importantes. Elle s'est inspirée plutôt de la situation de l'Etat de choses de 1913 où les décisions ont été l'œuvre de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Par suite de ses décisions très désavantageuses pour elle, la Yougoslavie a été particulièrement émue.

Le gouvernement yougoslave, devant la pression de l'opinion, a dû faire quatre demandes de rectification de frontières. Tout d'abord, il s'agissait des droits acquis par le protocole de Londres (Saint Naoum et le lac Ochride). Ensuite, certaines régions qui ont appartenu depuis le traité de Berlin de 1878 au Monténégro ont été enlevées et réunies au territoire albanais. Ainsi les tribus Kastrati, pour des raisons purement privées (« pour assurer le libre accès aux pâturages des troupeaux de la tribu albanaise de Klementi »), furent attribuées à l'Albanie. De même, la région de la rivière de Cievna, le mont Zadrijebatch fut partagé entre l'Albanie et la Yougoslavie.

Cette situation a soulevé beaucoup de protestations en Yougoslavie, d'autant plus que la Conférence des Ambassadeurs, le 6 décembre 1922, sanctionna la décision de la commission de délimitation. Le gouvernement demanda énergiquement que la Conférence des Ambassadeurs revînt sur sa décision. Une question purement juridique se posa alors : La Conférence des Ambassadeurs pouvait-elle revenir sur sa décision ? Un avis a été demandé à la Cour Permanente de Justice Internationale,

qui fut elle-même saisie par la Société des Nations, par une résolution de l'Assemblée du 2 octobre 1921.

Avant de prendre sa décision, la Cour Permanente de Justice Internationale a entendu les deux thèses, celle de M. le Professeur Gidel, délégué par le gouvernement albanais, et celle de M. Spalaïkovitch, délégué du gouvernement S. H. S. M. Gidel, dans sa longue plaidorie, soutient qu'il y a lieu de répondre à cette question par l'affirmative et que la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922 a épuisé sa mission visée par la résolution de l'Assemblée générale de la Société des Nations, car la Conférence des Ambassadeurs a statué *intra-vires*, dans les limites des pouvoirs qui lui avaient été attribués et qui ont été acceptées et reconnues par les parties en cause. M. Spalaïkovitch combattit cette thèse avec l'appui de textes officiels. Il demanda la nullité de la décision de la Conférence des Ambassadeurs, celle-ci ayant omis de s'inspirer des documents qui fixent explicitement son mandat, ayant dépassé les limites de sa compétence, et ayant méconnu les droits acquis d'une partie intéressée. Il invoqua le traité de Sèvres (10 août 1920), qui conteste à l'Albanie le titre juridique de collaborer à la fixation des frontières. Il conclut en affirmant que la Cour Permanente de Justice Internationale devait répondre que la mission de la Conférence des Ambassadeurs n'est pas épuisée, et que celle-ci devrait revenir sur sa décision, en prenant en considération le titre de souveraineté dûment établie de l'Etat yougoslave sur le monastère de Saint Naoum (1).

(1) L'audience a eu lieu le 24 juillet 1924, au Palais de la Paix à La Haye. M. Gidel essaya de contester l'argumentation yougoslave. Très habilement, il réussit à convaincre les juges et à obtenir une décision favorable à la thèse albanaise. Selon M. Gi-



Sauf les questions concernant les frontières, les peuples yougoslave et albanais n'ont jamais eu de différend au cours de leur histoire (2). Après la guerre, le gouvernement yougoslave s'est inspiré de deux principes : éviter toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du peuple albanais et la défense du principe : « les Balkans aux Balkaniques ». En 1925, le gouvernement yougoslave est représenté en Albanie par M. Branko Lazarévitch, qui a considérablement amélioré les rapports, déjà facilités par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 5 août 1925 accordant à l'Etat S. H. S.

del, la Conférence avait des pouvoirs très étendus. Il s'appuya sur la décision de la S. D. N. du 2 octobre 1921, où fut employé le mot « statuer » dans un sens extrêmement large. La Conférence a le droit « de statuer, de délibérer et de prendre la décision » qu'elle trouve juste. En outre il affirma que, par le Protocole de Londres, le monastère a été attribué à l'Albanie. Le Gouvernement yougoslave, par la voie de M. Spalaïkovitch, déclara qu'il n'avait jamais pu supposer que la frontière du Sud fut mise en question. D'autant plus que des frontières étaient fixées en 1913. De plus, il soutint que la Conférence des Ambassadeurs avait méconnu certains documents du Protocole de Londres et que l'Etat S. H. S. avait des droits acquis.

L'avis a été donné le 4 septembre 1924 : « que, par la décision de la Conférence des Ambassadeurs, du 6 décembre 1922, les principales Puissances alliées ont épuisé, en ce qui concerne la frontière entre l'Albanie et le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes au Monastère de Saint-Naoum, la mission visée par une résolution unanime de l'Assemblée de la Société des Nations du 2 octobre 1921, telle qu'elle a été reconnue par les parties intéressées ». (Voir : Cour Permanente de Justice Internationale, Les avis consultatifs série B, n° 9).

(2) Pendant tout le Moyen-Age, il n'y a pas eu de conflit armé entre les Albanais et les Serbes. Au cours de l'histoire, les Serbes et les Albanais partageaient souvent le mêmes souffrances, mais ils ne luttèrent jamais entre eux. A la bataille de Kossovo, au moment où les Serbes livraient la bataille décisive contre l'Empire ottoman, les Albanais étaient à côté des Serbes. Au cours du xix^e siècle, au moment où les peuples balkaniques entreprenaient leur délivrance, les Albanais furent à côté des Serbes. D'autre part Skendar-bey, le héros national albanais, était serbe par sa mère.

le monastère historique de Saint Naoum, avec la région de Vermoschet, à l'Albanie, le bourg de Piskoudia et le sud du village de Saint Naoum (3).

En un mot, nous pourrions affirmer que l'époque 1918 à 1926 présente une période de bons rapports. Toutes les déclarations du ministre yougoslave des Affaires Etrangères affirment cette diée. En partant d'Essad Pacha, ministre de l'Intérieur du prince de Wied, et chef de l'Etat albanais pendant la guerre, l'Albanie a toujours eu des rapports amicaux avec les Slaves du Sud. Peut-être y avait-il des malentendus provenant de délimitation de frontières, mais cette question intéressait la Conférence des Ambassadeurs. De même des malentendus se sont produits lorsque Fan Noli accusa l'Etat S. H. S. devant la Société des Nations d'avoir favorisé le retour d'Ahmed Zogou à Tirana en décembre 1924.

(3) Cependant, au sud du Monastère de Saint-Naoum et jusqu'au lac de Prespa, le tracé de frontière n'était pas définitivement fixé, tandis que les troupes yougoslaves restaient maîtresses de la région du Monastère. Le travail sur place a été terminé et il ne s'agissait que d'un Protocole qui fixera définitivement des frontières entre le lac de Prospa et Saint-Naoum. Les relations entre les deux pays, à cette époque, commençaient à être meilleures. En Albanie, le Gouvernement Fan Noli a cédé la place à Achmed Bay Zogou, qui était tout disposé à régler la question à l'amiable. La diplomatie yougoslave ne resta pas inactive. Les délégations albanaise et yougoslave travaillaient en même temps que la Conférence des Ambassadeurs.

Le 27 avril 1925, la Conférence des Ambassadeurs facilita le règlement de la question. Par sa décision elle attribua à la Yougoslavie les villages de Piskoupie et de Kousko. Il est évident qu'elle chercha à réparer l'injustice de 1922. A Belgrade on savait que les deux villages présentaient un plus grand intérêt pour l'Albanie que le Monastère. Un commerçant albanais Istref Bay, de Podgradatz, qui possédait des grands terrains dans la région suggéra l'idée au Gouvernement de faire l'échange entre les deux villages et Saint-Naoum.

Le 28 juillet 1925, les délégués albanais et yougoslaves ont été d'accord... Le 6 août, M. Briand adressa une note aux deux Gouvernements d'après laquelle la Conférence proposait la rectification de frontière. Le 14 octobre l'Assemblée législative albanaise approuva la proposition.

M. Nintchitch, ministre des Affaires Etrangères de l'Etat S. H. S., déclara, une fois de plus, qu'il s'agissait là des affaires intérieures de l'Albanie et que son cabinet conservait l'attitude de spectateur désintéressé, n'ayant qu'un but, c'est que l'Etat Albanais soit un Etat indépendant.

D'ailleurs, à l'occasion de la révolution qui amena Fan Noli à Tirana, en juin 1924, les deux gouvernements, celui de Belgrade et celui de Rome, élaboraient une déclaration de non-intervention et de désintéressement réciproque. C'était encore une politique d'amitié. Après le pacte de Rome et après le retour d'Ahmed Zogou en Albanie (1924), les rapports des trois Etats étaient en bonne voie. Malheureusement, le traité d'amitié italo-albanais va mettre fin à la politique d'entente.

3) *L'Albanie alliée de l'Italie et sa nouvelle orientation vers la communauté balkanique.*

L'Italie, le plus puissant de ses voisins, manqua à la parole donnée à l'Etat S. H. S. en ce qui concerne le désintéressement mutuel, et déploya une grande activité diplomatique. Sa conquête se faisait d'abord sur le terrain économique. Au mois de mars 1925, fut signé à Tirana une convention qui accordait des droits spéciaux aux chemins de fer de l'Etat italien et aux sociétés lui appartenant (organisées pour la recherche et l'exploitation des pétroles en Albanie). En 1926, fut constituée une société « Svea », « Società per lo sviluppo economico dell Albania ». Cette société avait pour but de s'occuper du développement économique de l'Albanie. Donc, par étapes successives, l'Italie a réussi à préparer le terrain pour une pénétration politique, qui est venue en 1926-

1927. Ces deux traités ont été considérés comme un véritable protectorat qui pèse lourdement sur les rapports albanoyougoslaves, italo-yougoslaves et le problème adriatique. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le premier article du Pacte : « Toute perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie est contraire à leur intérêt réciproque... Pour sauvegarder les intérêts susdits, les hautes parties contractantes s'engagent à se prêter un appui mutuel et une collaboration cordiale ; elles s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie définie dans le pacte actuel ». Voilà ce qui confirme nos constatations de tout à l'heure : le principe « les Balkans aux Balkaniques » a fait, par le traité de Tirana, un pas en arrière.

Il est généralement admis que l'Italie a eu l'appui de l'Angleterre pour agir aussi librement dans les Balkans. Ce qui est certain c'est que depuis le 27 novembre, l'Albanie est sous une véritable tutelle italienne. A partir de cette date, M. Mussolini entend régler les rapports italo-albanais comme une affaire de famille. L'Albanie, qui a été l'objet de discussions entre 1919 et 1924 devant la Société des Nations, devant la Cour Permanente de Justice Internationale et devant la Conférence des Ambassadeurs, tomba dans la sphère de la diplomatie italienne, grâce à un désintéressement inexplicable des puissances.

Le 25 août 1928, le Président de la République albanaise, Ahmed Zogou s'est fait proclamer roi. Cela signifiait l'affermissement de la puissance mussolinienne sur l'Albanie et son installation certaine. Certains journaux

affirmaient que le trône d'Ahmed Zogou était l'œuvre de Mussolini, tandis que d'autres ne manquaient pas de souligner que c'est grâce à l'argent italien que Zogou a pu mettre ses plans et surtout ceux de Mussolini à exécution.

Après cette emprise de 1928, le petit royaume équilibre son budget grâce à un accord (1931) qui « octroie à l'Albanie une somme de 100 millions de francs or versés par amitié, la somme totale des avances devant être remboursée sans intérêts le jour où les conditions du budget albanais le permettront ».

Au début de 1933, le Gouvernement italien avait essayé de mettre la main sur les douanes de l'Etat, mais il se heurta à une résistance. D'autre part, le roi Zogou attira l'attention des puissances sur les agissements de Mussolini et sur la garantie de l'intégrité territoriale de l'Albanie proclamée en 1921. Mussolini n'insista pas. Fallait-il augurer d'un affranchissement de l'Albanie ?

Au mois d'août 1933, Mussolini envoya un véritable ultimatum à Admed Zogou, contenant ses exigences. La presse européenne ne manqua pas de souligner l'importance de la discussion, qui était arrivée à un point où l'indépendance de l'Etat Albanais était en jeu. Il s'agissait bien d'argent, car l'Albanie ne payait pas ses annuités et manifestait l'intention de garder jalousement son indépendance.

A titre de documentation, nous citons quelques passages de l'ultimatum mussolinien reproduit dans presque toute la presse mondiale :

« 1° Tous les hauts fonctionnaires albanais, à l'exclusion des membres du cabinet, qui ne sont pas d'origine ou de culture italienne, doivent être remplacés par d'autres remplissant ces conditions ;

« 2° Tous les ouvrages militaires, fortifications, aérodromes, etc... doivent être immédiatement vendus au ministère italien de la guerre ;

« 3° Le général Sir Jocelyn Percy, commandant la police albanaise, ainsi que ses adjoints britanniques, doivent être remplacés par des officiers italiens payés directement par Rome ;

« 4° L'Albanie doit abroger immédiatement tous les traités de commerce en vigueur, les négociations pour le renouvellement de ces traités devant être conduites par des experts italiens ;

« 5° Toutes les écoles catholiques fermées au printemps par le gouvernement albanais doivent être rouvertes ;

« 6° La langue italienne doit être rendue obligatoire dans les écoles secondaires et tous les étudiants envoyés dans des Universités italiennes ;

« 7° Le lycée français de Kortcha doit être remplacé par un lycée italien (le neveu du roi a fait ses études à Kortcha, où il passe son baccalauréat, et doit venir en France l'an prochain pour poursuivre ses études dans une Université française) ».

Il est curieux de constater que l'Italie, quelques jours après, donnait un démenti au malentendu italo-albanais. On a pu lire dans la presse italienne les phrases expliquant l'attitude de Mussolini et la résistance du peuple albanais. En un mot, le gouvernement italien considérait le malentendu comme une affaire de politique intérieure et avait l'air de s'étonner des commentaires de la presse mondiale. En effet, d'après les traités de 1926 et 1927, les intérêts communs italo-albanais sont strictement solidaires et chaque menace pour un pays est une menace pour l'autre. L'Albanie n'avait même pas le droit, sans le consentement de son alliée, de conclure des traités. C'est presque une fédération d'Etats dont l'un possède plus de 40 millions d'habitants et l'autre moins d'un million.

Voici comment un député albanais, M. Klissura, explique la crise ministérielle albanaise de février 1933 : « En Albanie, il y a aujourd'hui un régime absolu, basé sur la volonté d'une personne qui s'est imposée comme sou-

verain de notre pays. Le ministère et le parlement ne sont actuellement que des institutions de parade, dont le rôle principal est de légaliser les actes du roi, de manière à faire illusion à l'opinion publique albanaise et surtout étrangère, sur l'existence chez nous d'un système parlementaire. Il n'y a en ce moment en Albanie ni liberté de presse et de parole, ni partie d'opposition ». Certains affirment qu'il s'agissait d'affaires purement intérieures. D'autres (presse anglaise), que la démission du cabinet Rondelli Evenguelli était une espèce de protestation contre l'ingérence de l'Italie dans les affaires albanaises et sa mainmise sur les rouages administratifs de cet Etat. M. Klissura, tout en donnant une explication financière de la crise, entrevoyait les dessous d'une politique impérialiste : « Le Gouvernement de Rome, se basant sur les engagements pris par le roi Zogou à l'occasion du dernier emprunt de cent millions de francs or, sans intérêt, conclu en Italie, réclamait l'union douanière, *phase préparatoire de l'annexion de notre pays par l'Italie* ».

Le roi Zogou s'est rendu compte qu'une union douanière mettrait l'Albanie sous la domination italienne et en ferait une véritable colonie. Sa résistance est un acte de conservation élémentaire.

Il est curieux de constater qu'au cours de cette crise, qu'on appelait « crise ministérielle » et qui devrait être appelée « crise de bons rapports italo-albanais » la grande presse européenne ne manqua pas de souligner les difficultés dans lesquelles se trouvait l'Albanie, ainsi que la pression exercée par le fascisme sur ce pays, qui devait amener tôt au tard son annexion.

Nous donnons également un commentaire de la presse

parisienne sur les événements du 23 juin 1934, lorsque cinq unités de la première escadre italienne jettèrent l'ancre dans le port de Dratch (Durazzo). M. Kucl, ministre d'Italie, s'est rendu après de M. Djafer Vila, ministre albanais des Affaires Etrangères, pour lui demander de bien vouloir entreprendre immédiatement des négociations au sujet du paiement des intérêts des emprunts italiens accordés à l'Albanie, ainsi qu'au sujet des écoles italiennes en Albanie, des échanges commerciaux et d'autres questions pendantes entre les deux pays. Le gouvernement albanais a répondu qu'il était prêt à commencer les négociations mais à la condition que les escadres italiennes s'en aillent. L'Italie va encore plus loin dans ces exigences : 1° la réouverture de toutes les écoles italiennes et le nouvel engagement de tous les instituteurs italiens ; 2° retour de la mission militaire italienne avec son chef, le général Ariani, avec un nouvel engagement des instructeurs italiens dans l'armée albanaise ; 3° la prolongation de la concession du Lloyd aérien italien ; 4° la restitution à l'Italie de toutes les pièces d'artillerie lourde ; 5° *promesse formelle de la part de l'Albanie de ne pas adhérer au Pacte balkanique*. Le ministre des affaires étrangères d'Albanie se borne à répéter que le départ de la flotte italienne était une condition *sine qua non* de l'ouverture des négociations, en faisant remarquer que, malgré la promesse donnée, cette flotte n'avait pas encore levé l'ancre. Le ministre de l'Italie répondit que le gouvernement albanais avait communiqué avec *les représentants des autres puissances*.

Tout porte à croire qu'actuellement l'Albanie poursuit une politique d'affranchissement. Sa participation dans les Conférences balkaniques prouve son intérêt à la

Communauté balkanique. Le développement des relations commerciales avec la Yougoslavie prouve l'attitude amicale et le désir de l'Albanie de se rallier à ses voisins de la Péninsule. Cependant, une évolution plus accentuée est indispensable.

Voilà ce que dit M. Yevtitch, ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie, en commentant le Pacte balkanique devant la Chambre, au sujet des rapports yougoslavo-albanais :

« Notre peuple suit avec sympathie les grands efforts de l'Albanie et de son gouvernement pour organiser d'une façon moderne et consolider son jeune Etat, et pour faire progresser son économie. Consolider l'indépendance de l'Albanie et rendre ces pays capable d'être un membre aussi vivant que possible de la communauté balkanique et internationale constitue la tendance sincère de notre politique et de nos efforts. L'attitude amicale du Royaume de Yougoslavie a été comprise avec correction et confiance à Tirana et on peut enregistrer de sérieux progrès dans nos rapports. Cela se manifeste en particulier par une collaboration économique plus étroite et par un échange de marchandises plus actif après le traité de commerce complémentaire et l'accord sur le trafic frontalier » (4).

(4) *Echo de Belgrade*, 14 mars 1934.

CHAPITRE II

Bulgarie et Yougoslavie

1) *Relations des Slaves du Sud jusqu'à Stambolisky.*

Les Bulgares et les Yougoslaves sont des frères de race et de langue. L'histoire et la politique de rivalité austro-russe les ont séparés et les conflits sanglants (1885, 1913, 1915) que les ont divisés étaient plutôt l'œuvre des grandes puissances que celle des Serbes et des Bulgares. Les deux membres de la Communauté Balkanique ont une tradition et une histoire commune. Les deux pays, héritiers de l'Empire ottoman, ont dû, au cours du XIX^e siècle mener une lutte chevaleresque pour conquérir leur indépendance (1).

★
★★

En 1862, les émigrés bulgares poursuivis par l'oppression ottomane ont pris part, avec les Serbes, à la prise de Belgrade, contre les janissaires. C'est le point de départ d'une collaboration amicale serbo-bulgare. En 1876, les émigrés bulgares sont encore une fois à côté de leurs frères de race et contre les Turcs, car, en 1867, sous le

(1) Nous avons déjà parlé des tentatives d'union entre les deux pays.

prince Michel Obrénovitch ils ont conclu un pacte d'union et de création d'un futur Etat bulgaro-serbe. Les traités de San Stefano (1877) de Berlin (1878) et la malheureuse guerre de 1885, qui était l'œuvre de l'Autriche, réduisant à néant toute idée d'union (2). Le début du xx^e siècle est favorable à l'amitié serbo-bulgare. Déjà, en 1903, les deux pays ont signé un traité d'alliance, prélude de l'union douanière, qui devait venir en 1905 et 1906. L'Autriche, alertée, obligea brutalement la Serbie à s'abstenir. En 1912, c'est un nouveau traité d'alliance, qui, malheureusement se dénoue tragiquement en 1913, car l'Autriche-Hongrie éloigne les Serbes de l'Adriatique en créant l'Etat albanais, et Ferdinand, poussé par les puissances centrales, attaqua les Serbes. 1915 est encore une année qui évoque de douloureux souvenirs dans les deux pays.



Les conditions de la paix avec la Bulgarie ont été fixées par le Traité de Neuilly du 27 novembre 1919.

(2) Un autre événement, œuvre de la Russie, va rendre l'union encore plus difficile. En 1870, la Russie favorisa la création d'un Exarchat slave à l'opposé du Patriarchat grec (oecunémique) de Constantinople. Pour des visées politiques très bien connues, cet Exarchat devint bulgare — toujours favorisé par la Russie. Cependant, cette institution n'était pas l'incarnation des sentiments de la nation bulgare. Le sentiment national de l'Etat bulgare n'existait pas encore à cette époque. C'était tout simplement une « émancipation du Patriarchat grec dont les abus devenaient insupportables ». L'historien russe Dournovo a bien précisé la situation : « Quiconque était adversaire du Patriarchat oecunémique (grec) a voté pour l'Exarchat, sans tenir compte de son origine bulgare, serbe, valaque ou albanais. Certains ont voté pour l'Exerchat pour des motifs d'intérêts commercial ou bien parce qu'ils ont été intimidés. Mais, en aucun cas, le chiffre des votants pour l'Exerchat ne donne la mesure de la force de la nationalité bulgare. Voir : *Les Bulgares et la Yougoslavie*, édition de l'Association Yougoslave pour la Société des Nations.

Par l'article 36, la Bulgarie reconnaît l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes « comme l'ont déjà fait les Puissances alliées et associées. Par l'article 37, la Bulgarie renonce, en faveur de l'Etat S. H. S. à tous droits et titres sur les territoires de la monarchie bulgare situés au delà des frontières de la Bulgarie, telles qu'elles sont décrites à l'article 28, Partie II (Frontières de la Bulgarie) et reconnues par le présent Traité, ou par tous autres traités conclus en vue de régler les affaires actuelles comme faisant partie de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes ». Dans l'article 39, on prévoit que les ressortissants bulgares établis après le 1^{er} janvier 1913 ne pourront acquérir la nationalité serbo-croato-slovène qu'avec l'autorisation de l'Etat S. H. S. D'autre part, l'article 40 stipulait ceci : « Dans le délai de deux ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les ressortissants bulgares, âgés de plus de 18 ans et établis dans les territoires attribués à l'Etat S. H. S. en vertu du Présent Traité, auront la faculté d'opter pour leur ancienne nationalité. Ce droit est réciproque pour les Serbes S. H. S. ressortissants bulgares âgés de plus de 18 ans et établis en Bulgarie ». On prévoyait aussi « la proportion et la nature des charges financières de la Bulgarie que l'Etat S. H. S. aura à supporter en raison du territoire placé sous sa souveraineté » (article 47) et la protection des minorités de *langue*, de *race* et de *religion* (articles 49 et 57), la Bulgarie s'engageant à respecter les minorités sur son territoire. Les articles 37 et 50 concernent les nationalités, 41 et 141, Partie VII, contiennent des clauses financières.

2) *Stamboulisky et la situation en Bulgarie
de 1920 à 1923.*

Les années qui suivent la guerre présentent plutôt la période de l'hostilité de la part de la Bulgarie envers la Yougoslavie. En effet, les Bulgares ont accepté à contre cœur la clause des traités. En 1922 et au début de 1923, pendant le gouvernement de Stamboulisky, les rapports s'améliorent.

Comme nous le disions, le xix^e siècle fut l'éclosion des idées démocratiques. La Révolution française, le développement du machinisme, la concentration industrielle et la formation des classes sociales, notamment du prolétariat d'une part, la littérature de l'époque et l'activité des apôtres des idées égalitaristes, d'autre part contribuèrent à l'œuvre de pénétration de la démocratie dans toutes les couches sociales.

De la théorie, on passe à la pratique. Des publicistes et écrivains vulgarisent leurs idées, les faisant passer du scientifique ignoré des masses populaires, à celui de l'actualité et de la vie sociale.

Les idées égalitaristes et démocratiques atteignirent aussi les Balkans. Les paysans bulgares écrasés par les impôts de toute nature et par l'oppression qui ne les épargnaient point, commençaient à se rendre compte que les organisations syndicales, ou des associations, pourraient être de grande utilité pour la défense de leurs intérêts. Dans ces circonstances, on créa des « droujba », organisations agrariennes de caractère purement corporatif.

Cependant, les Bulgares agrariens voyaient que l'organisation des « droujba » n'était pas à elle seule un re-

mède suffisant. Ils se rendirent compte que la réforme de la législation était nécessaire pour faire face aux difficultés, qu'il était de toute utilité de créer un parti politique pour défendre au besoin les droits des agriculteurs.

En 1899, les agrariens connurent leur premier succès. Un programme pacifique et agrarien, avec des hommes n'ayant comme idéal que le bien être du peuple et la paix à l'extérieur, sut remporter la victoire en ralliant une majorité de 80 % des suffrages. Ce succès était d'ailleurs à prévoir.

Après le gouvernement Todorof, le leader du parti agrarien A. Stamboulisky fut chargé de former le cabinet. C'était tout naturel. C'était le seul cas dans l'histoire de la politique bulgare d'un gouvernement répondant à tous points de vue à la volonté de la majorité du peuple. La population ayant accordé 80 % de ses voix aux paysans, il était donc naturel, que ce parti devenu le plus fort, prît le pouvoir.

Le premier devoir du gouvernement Stamboulisky constitué en 1920 était de réhabiliter le pays et de condamner les auteurs de la guerre. Tout en respectant les stipulations de Neuilly et la constitution, l'exécution du programme n'alla pas sans difficulté. Il rencontra l'opposition dans le cabinet même et décida de s'adresser de nouveau à la Nation. Les élections de la xix^e Assemblée lui donnèrent cent dix mandats, et la majorité absolue. Appuyé par l'opinion publique et continuant sa politique de poursuite des criminels de guerre Stamboulisky, avec ses partisans, n'hésita pas à déférer les membres du cabinet Radoslavov à la Haute Cour qui condamna sans hésitation et sans pitié.

Quant à la politique extérieure, le cabinet agrarien considérait la guerre fratricide comme un grand crime. Tout en châtiant les responsables, la nation demandait et désirait la paix avec les voisins et la réconciliation avec les grandes puissances européennes. C'était une œuvre d'épuration et de clarification de la politique bulgare vis-à-vis de ses frères de race. C'était une politique de paix et de concorde.

A l'intérieur, Stamboulisky chercha à consolider ses conquêtes et à exécuter ses promesses. Il s'appliqua à la réforme législative et sociale. La peine de mort fut supprimée, le gouvernement étant essentiellement pacifique et ayant confiance dans les institutions chargées d'assurer la paix. Conformément aux stipulations des traités, il diminua les effectifs militaires.

3) *Le coup d'état en Bulgarie du 3 juin 1923
et l'attitude du gouvernement yougoslave.*

Le Gouvernement agrarien à la tête duquel se trouvait Alexandre Stamboulisky a été renversé par un coup d'Etat, soutenu par l'armée et l'O. R. I. M. Il est hors de doute, bien que les nouveaux venus affirment le contraire, que l'O. R. I. M. y a pris part. Certains Bulgares, particulièrement ceux qui ne cherchaient qu'à embrouiller la situation dans les Balkans et à faire la guerre au traité de Neuilly, tenaient à se débarrasser d'un homme populaire qui était le chef du parti agrarien et qui était surtout un grand démocrate soutenu par la majorité du peuple et grand ami de la Yougoslavie. Grande figure dans la vie politique bulgare et apôtre du yougoslavisme intégral, avec un programme défini, A. Stamboulisky ne

plaisait pas aux chauvins. Il a organisé son parti, il a pris le pouvoir et il a développé une activité pleine d'idéalisme poitique n'ayant comme but que le gouvernement du peuple et la reconciliation avec l'état de choses créé par les traités. Sa politique d'amitié envers la Serbie d'abord et la Yougosavie ensuite était universellement connue.

Lorsque l'Autriche eut déclaré la guerre à la Serbie en 1914, Stamboulisky prononça à la Chambre des députés bulgares un discours retentissant. Il disait ouvertement, en face de tous : « Je désire que nos frères Serbes remportent la victoire sur les Autrichiens ». Alors, quelques députés au Sobranyé lui crièrent : « Traître ! Tu es un Serbe ! », mais il ne se laissa pas troubler et riposta avec vigueur : « Non, je ne suis ni Serbe ni Bulgare, je suis Serbe, et Bulgare, je suis Yougoslave ».

En 1915, Stamboulisky osa dire au Roi Ferdinand qu'il avait fait une grande faute en s'alliant avec l'Allemagne. Après quoi, on le mit en prison où il resta jusqu'en 1918.

Après l'abdication et l'exil du Roi Ferdinand, Stamboulisky revint sur la scène politique et se rallia la majorité du peuple ; il eut le courage de mettre officiellement à exécution son programme, qui contenait en quelques formules claires et nettes : suppression de la peine de mort, élections législatives immédiates, institution d'un gouvernement démocratique et parlementaire dans une atmosphère de liberté complète, collaboration avec les différents partis politiques, rapprochement avec des Etats voisins.

Autour de ce programme, Stamboulisky sut réunir le

peuple bulgare et réussit à s'imposer et à diriger son pays depuis la guerre jusqu'au 9 juin 1923, jour où des assassins et des adversaires du rapprochement ont arrêté une telle activité de paix et de concorde balkanique.

L'assassinat de Stamboulisky n'a pas manqué de provoquer en Yougoslavie une véritable indignation, et des discussions à la Skouptchina. Certains députés demandèrent une intervention armée. Le gouvernement et particulièrement son ministre des Affaires Etrangères M. Nintchitch dût garder son sang froid. L'intervention c'était la guerre avec la Bulgarie, qui, faisant partie de la communauté internationale, à notre avis, aurait demandé l'appui de ses ex-alliés et provoquer une nouvelle conflagration générale en vue de discréditer l'Etat serbo-croato-slovène à l'étranger.

4) *L'entente manquée.*

Le gouvernement Stamboulisky comme son programme l'indiquait voulait l'entente et l'amitié avec les voisins. A cette fin, le chef du gouvernement agrarien se rendit à Belgrade au mois de mars 1922. Il avait l'intention de régler avec Pachitch toutes les questions litigieuses. Ce voyage devait rétablir les rapports amicaux de jadis et inaugurer l'organisation en commun de la lutte contre l'O. R. I. M., qui était fatale, non seulement à l'entente entre l'Etat S. H. S. et la Bulgarie, mais aussi à la paix générale dans les Balkans. Malheureusement, en Bulgarie, la Ligue militaire et la Société révolutionnaire Macédonienne, aidées et poussées par l'Italie, concluaient un accord qui avait pour but d'attiser l'hostilité entre les Serbes et les Bulgares et d'aboutir à un bouleversement complet en Bulgarie.

« Stamboulisky profita de sa présence à Belgrade pour faire à M. Pachitch des propositions concrètes, qui effrayèrent quelque peu le vieil homme d'Etat » (3). D'autre part, à la suite du voyage de Stamboulisky, une commission mixte se réunit à Nich, afin d'établir les bases d'une convention « fixant les modalités de la surveillance des frontières ».

Cette belle activité, que déploya Alexandre Stamboulisky, ne plaisait pas aux ennemis des deux peuples. La Ligue Militaire et l'O. R. I. M. soutenues par les Etats hostiles à une organisation pacifiste dans les Balkans, ne tardèrent pas à mettre à exécution leur plan néfaste. Le coup d'Etat minutieusement préparé, où périt Stamboulisky, renversa le gouvernement agrarien, et imposa au pays des hommes favorables à l'O. R. I. M. et surtout à l'ancienne ligue militaire du Roi Ferdinand (4). Ce fut alors la terreur macédonienne, les attentats, les relations tendues. L'amélioration de cet état de choses ne commença qu'en 1933.

5) *L'accord du mois d'octobre 1923.*

Les négociations commencées à Nich, et que les événements tragiques du 9 juin 1923 (assassinat de Stamboulisky) avaient empêché d'aboutir, furent continuées à Sofia le 3 octobre de la même année. Le 26 novembre, à la veille de l'anniversaire du traité de Neuilly, les protocoles définitifs de l'accord furent signés par les représentants des deux gouvernements. M. Kolhoff, ministre

(3) *Le Temps*, 11 décembre 1923.

(4) L'atrocité du 9 juin provoqua une vive émotion dans les milieux yougoslaves. M. Pribitchevitch demanda même une intervention armée. MM. Pachitch et Nintchitch considérèrent le coup d'Etat comme une affaire de politique intérieure bulgare.

des affaires étrangères, et Fadenhecht, ancien ministre et Professeur à la Faculté de Droit de Sofia, signaient au nom de la Bulgarie. MM. Rakitch, ministre de Yougoslavie à Sofia, et Novakovtich signaient pour la Yougoslavie. La presse des deux pays ne tarda pas à souligner l'importance de l'accord.

Les conventions concernant l'assistance judiciaire prévoient l'extradition, soins médicaux et hospitalisation, règlement des bons de réquisitions délivrés pendant la guerre par les autorités bulgares. La Bulgarie reconnaît devoir à la Yougoslavie, à titre de paiement des réquisitions une somme globale de 300 millions de levas. La moitié sera versée en 4 termes et l'autre moitié en nature (30 millions de levas de blé, 45 millions de maïs, 75 millions de levas de charbon). C'était la solution transactionnelle et de confiance. Des concessions ont été faites de part et d'autre.

La convention prévoit aussi la restitution des objets emportés par les Bulgares au cours des hostilités. Par contre, l'Etat S. H. S. promet de lever les sequestres des biens des ressortissants bulgares se trouvant en territoire yougoslave. De même, le Gouvernement S. H. S. facilitera le retour des émigrés.

C'était un bon commencement, et tout le monde se demanda si cela allait faciliter le rapprochement politique. La presse soutenait l'œuvre du gouvernement, mais hélas ! les relations s'envenimèrent, et l'O. R. I. M. ayant son siège à Sofia va avoir toute liberté d'action pour embrouiller toute la politique des Balkans. Elle va rendre nécessaire des mesures de défense de la part de la Yougoslavie et, par conséquent, les relations resteront correctes mais extrêmement tendues.

6) *L'O. R. I. M. (Organisation révolutionnaire interne macédonienne).*

L'Organisation Révolutionnaire Interne Macédonienne est un véritable Etat dans l'Etat ou plutôt dans les Etats. Subventionnée par certains gouvernements qui n'ont pas intérêt à ce que l'ordre et la paix règnent dans les Balkans, elle a des chefs, des lieutenants, des agents et des soldats, avec ses statuts et un véritable cadre administratif, possédant même un système d'impositions ; elle a bouleversé l'ordre dans la Péninsule pendant vingt ans. La presse en a beaucoup parlé, même de trop. Elle s'est efforcée d'en décrire la structure et le rôle, mais on a vraiment fait peu de choses pour empêcher les innombrables attentats commis par ses hommes sur les territoires yougoslaves, grecs et même bulgares.

Puissante, ayant à sa tête des hommes énergiques, forts, mais sans aucun sentiment de justice et sans scrupule, elle est arrivée à changer souvent les gouvernements en Bulgarie et à exercer une forte influence sur la vie politique de cet Etat. Dans les Etats voisins, l'organisation macédonienne a commis un grand nombre d'attentats terroristes et a fait de nombreuses victimes parmi les innocents.

Elle a été fondée en 1893, à l'époque des Turcs et avec un plan et un programme strictement déterminés. Ses chefs, Damiani Groueff (de Smilévo), Pera Tocheff (de Prilep), Kotzé Delcheff (de Koukouch), et Christo Matovitch (de Strouga) avaient comme mot d'ordre : « la liberté ou la mort ». Ayant au début un caractère national ou plutôt des tendances libératrices, l'organisation avait les mérites et les sympathies des peuples de la

Péninsule, car elle désirait l'émancipation des orthodoxes; il lui était donc, facile de recruter ses membres et de devenir puissante et fortement disciplinée. Avec l'aide et l'appui de la Russie, qui avait des visées diplomatiques et des tendances de pénétration, la conquête des esprits était une chose simple. De même, dans la pensée d'avoir l'influence et de contrecarrer les poussées autrichiennes dans les Balkans, elle a pu se développer et dépasser les prévisions de ses fondateurs.

Etat organisé, de caractère révolutionnaire et avec son siège-central dans l'Empire Ottoman, l'Organisation Révolutionnaire au service de la Russie a pu progresser. Le banditisme politique n'a pas manqué de répandre ses idées et ses buts par le fer et par le feu. Ses bombes éclatèrent dans les gares, dans les préfectures, hôtels, wagons, bureaux de poste, etc... Elle s'est souvent rencontrée avec les forces turques et a défendu l'honneur de la croix et de la population opprimée. En 1903, elle a provoqué une grande révolte et ému l'opinion européenne pour la Cause Chrétienne. Composée de Serbes, Grecs et Bulgares, elle a lutté et les accords d'Umrsteg, où l'Empire Ottoman accordait à ses sujets chrétiens des réformes importantes, n'étaient que l'aboutissement et le résultat de son activité. L'agitation a continué et s'est poursuivie jusqu'en 1912, c'est-à-dire jusqu'à la première Guerre Balkanique, date du réveil des peuples opprimés et de leur levée en masse pour « L'honneur de la Croix et de la Liberté ».

Son activité n'a pas cessé après la libération. En 1913, elle recrutait ses membres exclusivement parmi les Bulgares et avec le programme « d'obtenir l'autonomie de

la Macédoine morcelée par le traité de Bucarest ». Après la Grande Guerre, l'O. R. I. M. accepta comme membres des bandits professionnels.

L'assassinat est la méthode de l'organisation. Ses tueurs continuent leur action, qui se poursuit jusqu'à nos jours. Après avoir subi une crise de 1920 à 1923, où le gouvernement Stamboulisky ne manque pas de les poursuivre, ils reprennent leur activité sous la haute bienveillance des gouvernants bulgares (de 1923 à 1933 et sous la haute protection et l'aide financière des Etats extrabalkaniques hostiles à la Yougoslavie. Le monde international et la Société des Nations n'ont pas jugé utile une action efficace contre les bandits politiques qui organisaient des attentats sur les territoires yougoslaves et grecs (5).

(5) Le journal *Politika* du 25 août 1934 écrit : « ... Nous n'avons, au cours de quinze années, cessé d'affirmer et de prouver que ces organisations et d'autres analogues étaient le principal obstacle à la consolidation de la situation intérieure et extérieure de la Bulgarie. Et tous les gouvernements bulgares de cette époque répondaient résolument que le siège de ces organisations illégales ne se trouvait même pas en Bulgarie, qu'il était quelque part hors du territoire bulgare et que le Comité Macédonien National n'avait rien de commun avec les actions illégales, que les Confréries n'étaient que des organisations intellectuelles qui propageaient publiquement leurs idées sans nuire à la Bulgarie ni à ses rapports avec les Etats voisins. Ceci a été répété et affirmé par tous les chefs de gouvernement et leurs ministres des Affaires étrangères, à commencer par Tzankov et feu Lyaptchev jusqu'au dernier gouvernement démocrate agrarien de M. Muchanov ».

En se basant sur l'article 14 de la déclaration gouvernementale, M. Gueorgiev, Président du Conseil Bulgare, dans son discours du 13 juillet 1934 déclarait : « Le Gouvernement a dissous l'organisation Révolutionnaire Macédonienne et rétabli l'autorité exclusive de l'Etat dans l'arrondissement de Petritch. La quantité d'armes découvertes, 11.000 fusils, 47 mitrailleuses, 7.000 grenades, montrent le danger d'une pareille organisation, étant donnée la définition de l'agresseur adoptée par le Pacte de Londres, pouvait faire courir à la Bulgarie... Le seule politique de paix peut panser les blessures de guerre et créer une atmosphère de confiance mutuelle ».

Paroles de deux Rois.

La politique de rapprochement entre la Yougoslavie et la Bulgarie commença au cours de l'année 1933. L'initiative donnée par le Roi Alexandre I^{er} requit un bon accueil auprès du Roi Boris de Bulgarie. La bonne volonté des deux côtés facilita les entrevues des deux Rois, ainsi que des Ministres des Affaires Etrangères. Les visites privées ont été suivies de visites officielles et les bonnes intentions se manifestèrent dans des discours aussi amicaux que sincères.

Afin de mieux présenter cette politique de rapprochement, nous citons les paroles prononcées par les deux Rois au Palais Royal de Belgrade, le 16 décembre 1933.

Voici le toast du Roi de Yougoslavie :

« Sire,

« Je suis très heureux que l'occasion exceptionnelle Me soit présentée de recevoir en Ma capitale Vos Majestés, Nos Augustes Cousins, et de Leur souhaiter une bienvenue cordiale dans Ma Maison.

« Cette haute visite Nous rend sincèrement joyeux, car Moi et le Peuple yougoslave, nous n'avons jamais cessé de croire que les qualités exceptionnelles de l'esprit du bon sens de Votre Majesté aient toujours été au service de l'idée de la paix, de la compréhension et des bons rapports entre Nos deux pays.

« Profondément convaincu que seule une politique de paix et de consolidation de l'ordre existant peut véritablement assurer à Nos peuples la pleine garantie d'un avenir meilleur. Je suis heureux de voir en Votre Majesté le grand artisan des mêmes idées et le facteur puissant de leur réalisation. Persuadé que cette voie que Votre

Majesté a choisie répond véritablement aux vrais désirs, aux nécessités vitales de Nos deux peuples, ainsi qu'à l'idée de la paix dans les Balkans, et sincèrement convaincu que cette haute visite marque une date importante dans Nos efforts dévoués en vue d'assurer à Nos peuples fraternels la sécurité de la vie et le progrès paisible et continu qu'ils méritent à bon droit, Je lève et bois Mon verre en l'honneur et à la santé de Votre Majesté, de Sa Majesté la Reine, de l'Auguste Famille Royale, avec les meilleurs vœux pour l'avenir heureux du Peuple bulgare et la prospérité du Royaume de Bulgarie ».

Le Roi de Bulgarie répondit en ces termes-ci :

« Sire,

« Je suis particulièrement heureux que l'occasion Me soit offerte pour la première fois de rendre visite à Votre Majesté en Sa capitale et en Son palais royal, et d'être avec Sa Majesté la Reine les hôtes de Vos Majestés, Nos Augustes Cousins.

« Je partage de tout cœur la joie de Votre Majesté de Notre rencontre, parce que Nous apprécions hautement, Moi et le peuple bulgare, les nobles efforts que Votre Majesté consacre au service de l'idée de la paix, de l'entente et des bons rapports entre Nos pays.

« Je suis pénétré de la conviction qu'une politique semblable d'entente, de paix et d'affermissement des bons rapports entre Nous peut être le gage d'un heureux avenir pour Nos deux Peuples frères. En demeurant les artisans chaleureusement convaincus de ces idées, nous déployons avec Votre Majesté tous Nos efforts pour leur réalisation. Nous répondrons ainsi aux vrais désirs et aux besoins vitaux de Nos deux peuples. Nous servirons ainsi de manière utile la cause de la paix dans les

Balkans, et Ma visite, suivant l'heureuse expression de Votre Majesté, sera effectivement un point important des efforts que Nous consacrons en commun pour assurer à Nos Peuples frères la vie et le développement dans la paix qu'ils méritent à bon droit.

« Profondément touché de l'accueil brillant et si sincère que Votre Majesté et le Peuple Yougoslave Nous ait réservé, à la Reine et à Moi. Je vous remercie très chaleureusement et Je lève Mon verre en l'honneur et à la santé de Votre Majesté, de Sa Majesté la Reine et de l'Auguste Maison Royale, en formant les meilleurs vœux pour le bonheur du Peuple Yougoslave et pour la prospérité du Royaume de Yougoslavie ».

Les toasts prononcés au dîner de gala au Pailais Royal de Belgrade, à l'occasion de la Réception de la Reine et du Roi de Bulgarie ont été de la plus grande importance. Les deux rois ont souligné, que cette visite marque une date importante dans la politique de consolidation de la paix et dans les bons rapports entre les deux peuples frères.

Le Roi Alexandre a exprimé sa profonde conviction que seule une politique de paix et de consolidation de l'*ordre existant* peut assurer aux deux nations un avenir meilleur et prospère. Le Roi Boris a exprimé avec force sa propre conviction, qu'une politique d'entente, de paix et de raffermissement des rapports mutuels, peut être le gage d'un avenir meilleur. Cependant, il a évité de reprendre l'expression « la consolidation de l'ordre existant ». Mais il n'en est pas moins certain qu'à Sofia on ne songe pas un instant à poursuivre la politique de révision des traités par le moyen de la force et qu'elle reste fidèle à la Société des Nations.

Ce qu'il y a d'important dans cette politique de visites et de rapprochement entre Sofia et Belgrade, c'est que l'entente a une portée très générale et englobe toute la question du problème balkanique. D'autre part, ce n'est pas une politique d'alliance ou ayant des visées impérialistes. La particularité de cette politique est la solution d'un problème plutôt européen et de portée très générale. De même, cette politique n'est dirigée contre personne.

L'opinion européenne attend cette entente depuis la guerre, car c'est le nœud de la politique balkanique. La Yougoslavie a fait tous ses efforts pour avoir la Bulgarie à ses côtés. Mais il y a une opinion en Bulgarie qui ne voulait pas reconnaître les frontières existantes et qui cherchait par tous les moyens à mettre en jeu l'ordre établi.

L'Italie a accueilli assez froidement les récents événements. La presse n'en a donné que de brefs compte-rendus. Bien que les mouvements diplomatiques dans les Balkans aient été considérés au début avec beaucoup de scepticisme par l'Italie, elle s'y intéresse, avec beaucoup d'attention et une extrême prudence. Le fait est d'autant plus significatif que l'Italie a depuis la guerre poursuivi une politique très active dans les Balkans et dans la Méditerranée orientale. C'est pourquoi elle veut que dans le Sud-Est européen rien s'échafaude sans elle ou tout au moins contre ses intérêts. D'après les plans italiens, la Bulgarie était appelée à jouer un rôle prépondérant dans cette partie de l'Europe. La politique fasciste n'a cessé de redoubler d'efforts afin d'amener la Bulgarie à ses côtés au même titre que l'Autriche et la Hongrie. A plusieurs reprises, elle a manifesté ouverte-

ment sa sympathie en faveur des prétentions bulgares sur la Macédoine.

Pendant tout ce temps, la Petite Entente n'est pas restée inactive, les événements récents démontrent que Sofia a été le centre d'une grande activité diplomatique. Monsieur Titulesco, Ministre des Affaires Etrangères de la Roumanie, a parcouru les Balkans et s'est employé activement pour faciliter une entente avec la Yougoslavie et particulièrement une entente plus générale avec la Petite Entente.

Les deux rois savaient fort bien qu'il y avait des difficultés et des questions importantes à résoudre, mais une initiative fut nécessaire. Cette initiative a été prise par la diplomatie yougoslave et particulièrement par le chef d'Etat Yougoslave, le Roi Alexandre I^{er}.

8) *Le nouveau régime bulgare (1934) et l'entente bulgaro-yougoslave.*

Le 19 mai 1934, le Roi Boris a mis fin aux luttes des parties. En effet, le régime parlementaire, corrompu déjà dans d'autres pays, ne tarda pas à se révéler un obstacle à l'union des forces contre la crise et des difficultés particulières que traversaient les nations. Après tant de pays qui cherchent à se débarrasser des lentes méthodes du parlementarisme, la Bulgarie allonge la liste des régimes autoritaires. En Europe occidentale, les partis sont généralement organisés autrement que dans l'Europe Orientale. Tandis qu'en Occident les idées doivent être la base des programmes, en Orient, ce sont les intérêts particuliers les compétitions de groupes et le professionnalisme politique qui prédominent. Particulière-

ment en Bulgarie, l'O. R. I. M., que tous les gouvernements connaissent (1923-1933) et que personne n'avait le courage de dissoudre, était un véritable Etat dans l'Etat, qui s'interposait toutes les fois qu'une idée de rapprochement bulgaro-yougoslave s'annonçait. D'autres partis, de même, se perdaient dans les disputes et arrêtaient la marche normale et rapide de la vie nationale bulgare. En face du banditisme politique d'une part, en face des disputes stériles des partis et de l'administration qui pesait lourdement sur les habitants, le Roi Boris, le 19 mai 1934, à 10 heures, « accepta » le coup d'Etat fait par un grand nombre d'intellectuels bulgares, d'accord avec l'armée bulgare.

Un communiqué officiel donna sur le changement qui s'effectua l'explication suivante : « Dans sa politique extérieure, ce nouveau gouvernement est animé d'un esprit de paix et de bonnes relations avec toutes les puissances, en premier lieu avec les Etats voisins. Dans sa politique intérieure, il s'inspire de la volonté d'assurer la paix à l'intérieur et l'union nationale, et il consacrera ses efforts à atténuer et à surmonter la grave crise économique et morale que traverse la Bulgarie ».

La Yougoslavie, qui suit de près ces événements, voyait avec sympathie le développement de la situation en Bulgarie. Elle savait fort bien que le gouvernement autoritaire était seul capable de mettre fin à l'agissement de l'O. R. I. M. et, par conséquent, de rendre les relations plus amicales.

Monsieur Gueorgiev, le nouveau premier ministre, dès son avènement donna le programme du nouveau gouvernement : « La grande tâche du Gouvernement Bulgare qui n'est ni fasciste, ni national-socialiste, est

de réformer l'organisation de l'Etat et de l'adopter aux exigences du temps présent, d'unifier la nation qui jusque là a été déchirée entre les divers partis, et de donner un nouvel essor à son développement économique et culturel ». De même, toutes les fois qu'il l'a pu, dans ses discours et communiqués, il annonçait un revirement dans l'orientation de la politique extérieure de son pays.

Nous pouvons constater, en effet, que la diplomatie bulgare, après le coup d'Etat, aime constater que son meilleur ami est son plus proche voisin. D'autre part, il faut souligner deux faits importants dans le mouvement diplomatique bulgare après le 19 mai 1934 : la nomination au poste de Ministère des Affaires Etrangères de l'ancien ministre Bulgare à Paris et le rappel du Ministre Bulgare de Rome, connu pour son activité anti-yougoslave.

Le rapprochement a pris toutes les formes possibles : mouvement religieux, consécutif à la visite des évêques Serbes en Bulgarie, rapprochement économique, entrevue des souverains à Sofia, intervention amicale de la diplomatie de la Petite Entente, et les échanges de visites de professeurs, de chorales de journalistes, de magistrats, d'artistes dramatiques et lyriques, de « Sokols », etc...

★
★ ★

Les rapports économiques bulgare-yougoslaves sont aussi en meilleure voie. Les deux pays souffrent de la crise et cherchent une solution. L'identité de leurs produits ne facilite par les échanges. Les rapports politiques dans le passé n'avaient pas facilité le placement des produits yougoslaves en Bulgarie et vice-versa. Les

échanges ne cessèrent de baisser, de façon que cette baisse, il y a un an, a atteint son maximum. La part assumée par la Bulgarie dans les exportations yougoslaves était en 1929 de 1,21 % et en 1933 de 0,06. La part de la Bulgarie dans les importations yougoslaves s'élevait en 1929 à 0,07 % et en 1933 à 0,04 %.

Les négociations sont en cours afin de conclure un traité commercial susceptible d'activer les échanges de produits. La Yougoslavie possède une industrie mieux organisée et qui pourrait être utile à la Bulgarie ainsi qu'à sa propre économie. La Yougoslavie pourrait exporter les produits demi-manufacturés de l'industrie verrière, papetière, la vaisselle en émail et en étain, des appareils et des instruments divers. La Bulgarie pourrait placer sur le marché yougoslave l'acide sulfurique, l'huile de rose, le calcium, le magnésium, le plomb et les cuirs fins, etc...

★ ★

La collaboration des deux Rois et les entrevues entre les deux Ministres des Affaires Etrangères, ont largement avancé l'idée de l'entente. Le nouveau gouvernement fidèle à ses promesses, a réussi après maints efforts à nettoyer le pays des bandes révolutionnaires et de préparer ainsi le terrain d'entente. Autoritaire et indépendant des partis, ayant une seule ligne de conduite : le bien du peuple bulgare et la paix extérieure et intérieure, le Roi a ainsi réussi à jeter les bases d'une collaboration fructueuse.

Le 12 mars 1934, le Ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie déclara devant la chambre : « Le Royaume de Yougoslavie s'est courageusement engagé dans la voie du rapprochement et en pleine conscience,

faisant des sacrifices, en vue des jours meilleures pour ses rapports avec la Bulgarie. Encouragée par le fait qu'elle a, du côté bulgare, trouvé de la compréhension et l'approbation d'une politique de rapprochement et de collaboration, la Yougoslavie continuera à poursuivre cette politique, car elle estime sincèrement que le rapprochement des deux peuples, des deux Royaumes voisins, répond tout naturellement aux besoins d'une paix durable et d'un progrès assuré dans les Balkans ».

A l'occasion du séjour de M. Yevtitch à Paris, en juin 1934, nous avons pu obtenir une entrevue et avoir son opinion sur le développement du rapprochement bulgaro-yougoslave. M. Yevtitch est optimiste : « Le Roi Boris est le partisan fervent de l'entente avec la Yougoslavie et du développement du pacifisme balkanique. Cependant, une évolution est indispensable. Je suis certain que la Bulgarie ne tardera pas à se solidariser avec l'idée du Pacte ».

M. Tzintar-Markovitch, Ministre de Yougoslavie à Sofia, a fait des déclarations semblables. Voici comment il définit le rôle de son pays dans la Péninsule : « La situation dans les Balkans justifie les plus grands espoirs. La politique de la Yougoslavie dans les Balkans aussi bien qu'ailleurs n'a qu'un but : la sauvegarde de la paix et le rétablissement de la confiance entre les peuples. Se rendant compte du fait qu'elle se trouve sur un carrefour géographique important, la Yougoslavie désire éliminer à tout prix la possibilité d'influences étrangères pernicieuses dans les Balkans ».

Les peuples attendent et l'Europe attend l'amitié bulgaro-yougoslave, car tout le monde sait qu'elle signifie la paix dans les Balkans.

CHAPITRE III

Grèce et Yougoslavie

1) *La zone libre serbe de Salonique.*

La Grèce est un pays particulièrement important par sa situation géographique à la fois balkanique et méditerranéenne. Ses intérêts sont autant dans les Balkans que dans la Méditerranée. Cependant, il y a un certain nombre de raisons qui doivent prédominer dans son orientation diplomatique vers la Péninsule. D'une part, la Grèce est un des héritiers de l'Empire Ottoman, qui a fait le même effort de libération que les Serbes, Bulgares, Albanais, Roumains. D'autre part, la civilisation commune, la même histoire, poussent la Grèce vers la Communauté Balkanique. Enfin, la Grèce est le port des Balkans ; c'est par elle que certains Etats balkaniques doivent communiquer avec le monde.

La Grèce comprend actuellement l'importance politique de ce port ; sa politique d'internationalisation des zones n'est qu'une bonne politique susceptible, en conciliant les droits respectifs de la souveraineté hellénique et les besoins de ses voisins, de faciliter la bonne entente des peuples balkaniques, ainsi que les communications internationales.

La Yougoslavie a réglé cette importante question par

les traités du 13 mai 1913 et 17 mars 1929. Elle a obtenu « la Zone Libre Serbe », comme concession, pour une période de cinquante ans. Ainsi, les deux Etats sont arrivés à concilier les droits et les devoirs, la souveraineté et la nécessité vitale.

La Bulgarie doit avoir aussi une sortie sur l'Egée. Cette nécessité a été prévue dans le traité de Neuilly (17 novembre 1919, art. 48). Pour son économie et pour l'économie générale balkanique, il est indispensable de donner à la Bulgarie une sortie à la mer par le territoire hellénique. Le 10 août 1920, par le traité de Thrace, furent fixées les modalités juridiques du « débouché économique » que la Bulgarie devait avoir. En somme, la création d'une zone franche a été prévue. Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) confirma les droits de la Bulgarie, mais la question reste encore actuellement en suspens. Les prétentions sont opposées : la Bulgarie demande la cession d'une bande de territoire et la Grèce n'est prête à céder qu'une Zone franche.

Monsieur le Professeur Jacques Ancel à une de ses conférences, parla de l'importance du port de Salonique en ces termes : « Si vous regardez, par exemple, la position de Salonique, malgré que cette ville se trouve sur le territoire hellénique, et bien qu'elle soit devenue une ville exclusivement grecque, la fortune de Salonique, sa prospérité dépendent exclusivement des passages vers le nord ou le nord-est. C'est le débouché naturel de la Yougoslavie et ce sera un jour, il faut l'espérer, encore un des débouchés naturels de la Bulgarie, si la construction du chemin de fer de Sofia à Salonique se poursuit régulièrement » (1).

(1) Conférence faite, à la Sorbonne, le 25 mai 1932.

★ ★

L'histoire de la Zone Libre Serbe remonte à 1906. Avant cette date toute l'exportation serbe passait par l'Autriche-Hongrie. A cette époque, l'Empire des Habsbourgs ferma ses frontières manifestant sa tendance traditionnelle à anéantir la Serbie et à lui susciter autant de difficultés que possible. Le commerce serbe se trouva bloqué. La rivalité austro-russe va rendre la situation encore pire. C'est à ce moment que la diplomatie serbe s'est rendue compte qu'une sortie à la Mer Egée pour la Serbie serait d'une utilité précieuse. Salonique était tout indiqué. Pendant toute une période de guerre douanière entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie (1906-1911), la seule voie par laquelle la Serbie pouvait communiquer avec l'étranger était Salonique. Depuis lors, un des principes fondamentaux de la politique extérieure serbe était la recherche d'un transit libre et sûr par ce port.

Après les Guerres Balkaniques (1912-1913) la nouvelle frontière serbo-grecque a été portée à 60 km au sud de Salonique. Donc, les circonstances ont été tout à fait favorables pour la Serbie — d'autant plus qu'elle était victorieuse — pour obtenir la liberté du transit. Par le traité du 19 mai 1913, la Grèce a obtenu Salonique, mais sous la condition qu'elle permette la liberté du commerce. L'article 5 de ce traité prévoyait une convention qui devait régler le fonctionnement juridique : « Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage à ce que son gouvernement donne toutes les facilités nécessaires et garantisse pour une période de 50 ans la pleine liberté du commerce d'exportation et d'importation serbe par le port de Salonique, et les lignes de chemin de fer vers

Skoplié et Monastir. Cette liberté sera aussi large que possible, pourvu seulement qu'elle soit compatible avec l'exercice plein et entier de la souveraineté hellénique. Une convention spéciale sera conclue entre les deux parties contractantes dans le délai d'un an à partir d'aujourd'hui pour régler en détail l'application de cet article (2) ». Cette convention a été signée le 10 mai 1914. La guerre en a empêché la ratification et la réglementation définitive ne pouvait qu'attendre la cessation des hostilités.

Pendant la Grande Guerre, Salonique a joué un rôle de première importance. C'était la seule voie qui permettait à la Serbie de communiquer avec le monde. Au point de vue du ravitaillement, des transports de munitions, de l'organisation de son armée et du front de Salonique, ce port a été d'une très grande utilité.

Le 10 mai 1923, une entente définitive est intervenue et a réglé le transit par la voie de Salonique entre l'Egée et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. La Grèce a cédée à l'Etat Yougoslave pour une période de 50 ans une zone dans le port (94.000 kilomètres carrés), laquelle est soumise à l'administration douanière de la Yougoslavie. D'autres protocoles annexes ont été signés pour faciliter le fonctionnement de la Zone, (l'organisation des services de douane, des services ferroviaires, des postes, des télégraphes etc...).

Les Yougoslaves, en se basant sur les textes, voulaient créer dans la Zone un véritable port yougoslave, ce qui, évidemment, a été trouvé par le Gouvernement hellénique comme inacceptable. La difficulté surgit sur la question suivante : les autorités yougoslaves auraient-elles

(2) Martins, *Nouveau recueil*, Tome XXI.

le droit d'avoir leur propre capitaine de port, d'une part, et, d'autre part, les navires yougoslaves auraient-ils le droit de faire des transports entre la Zone et les autres ports de la Grèce. En plus, les Yougoslaves demandaient la liberté de transporter par le port les marchandises venant des Etats tiers, tel que la Tchécoslovaquie, et voulaient que l'administration ferroviaire fût soumise à une gare yougoslave fonctionnant dans la Zone.

Les Grecs contestaient tous ces droits. Ils disaient : il n'y a qu'un seul capitaine de port, celui de Calonique, qui est de nationalité grecque. D'autre part, la communication entre la Zone Libre et les ports grecs devait être exclusivement réservée à la marine grecque. D'une façon générale, les Grecs soutenaient qu'il ne s'agissait que d'un port grec et d'une zone douanière yougoslave se trouvant dans ce port. En novembre 1924, un conflit politique vint aggraver les divergences de vues. Le traité d'alliance fut dénoncé et les relations rendues extrêmement difficiles.

La situation devint encore plus grave après l'achat, par un syndicat yougoslave, des droits de la Compagnie Française des Chemins de fer Orientaux sur la ligne ferroviaire de Salonique à Djevdjèlie. Le Gouvernement yougoslave demanda l'exploitation effective de cette ligne. Cette demande fut suivie d'une autre : la Yougoslavie trouvait la zone trop petite et faisait savoir que ses besoins exigeaient son élargissement. Ces différentes prétentions ne tardèrent pas à émouvoir l'opinion grecque, qui accusa la Yougoslavie de visées politiques. Une période de négociations, qui a duré deux ans, s'en suivit. Le 17 août 1926, l'on signa à Athènes un traité d'alliance politique et en même temps un certain nombre de con-

ventions qui ont réglé toutes les questions en suspend. En principe, toutes les prétentions yougoslaves ont été acceptées sauf la ligne ferroviaire Salonique-Djevdjélie, qui, au lieu d'être exclusivement yougoslave, devait avoir à sa tête trois fonctionnaires : un Grec, un Yougoslave et un Français. Cet accord de 1926 avait été conclu avec le dictateur Pangalos, qui fut renversé peu de temps après sa signature ; les conventions, n'étant pas ratifiées par le parlement grec, ne purent jouer.

L'opinion publique grecque était hostile à Pangalos et critiquait vivement les concessions accordées à la Yougoslavie.

Les négociations furent reprises en 1928 et, grâce à M. Venizelos, aboutirent à la signature de deux protocoles, le 17 octobre 1928 à Belgrade.

Les deux parties contractantes décident l'application de la convention de mai 1923 en ce qui concerne le transit. Ils fixent les accords de principes et prévoient la conclusion d'un traité d'amitié et de règlement pacifique de différends.

Les six protocoles prévus par les conventions précédentes ont été signés le 17 mars 1929 à Genève. Ils portent surtout sur la manière d'appliquer la convention de 1923 ; ils règlent le service du port, les postes, les télégraphes, les téléphones, les services ferroviaires, douaniers et sanitaires. De même, un protocole sur l'arbitrage et un autre réglant la question financière du transit ont été signés.

★★

La Zone Libre Serbe est, au point de vue du Droit un territoire hellénique et, au point de vue douanier,

les autorités douanières grecques n'ont même pas le droit d'accès. Toutes les marchandises allant de Zone Libre Serbe à la frontière yougoslave sont considérés comme marchandises en transit. Il en est de même, en sens inverse, des marchandises allant de la frontière vers la Zone. En cas d'impossibilité d'opérer les transports entre la Zone Libre Serbe et la frontière yougoslave par les chemins de fer helléniques, ces transports peuvent être effectués par les locomotives et le personnel yougoslaves. Les autorités helléniques ne doivent sous aucun prétexte, enlever en cours de route les plombs apposés au bureau d'expédition ferroviaire de la Zone Libre Serbe ou à la gare frontière yougoslave. Il est impossible pour la Grèce d'inspecter le contenu des wagons, même si cela a été prévu par d'autres conventions. Le fonctionnement administratif est assuré par la collaboration respective des autorités ferroviaires des deux pays de manière à réaliser la sécurité et l'inviolabilité du transit yougoslave. La Grèce a le droit d'apposer des plombs à côté des plombs yougoslaves. Le bureau d'expéditions ferroviaires de la Zone fonctionne comme une gare autonome avec un personnel yougoslave (3).

Un bureau des postes, télégraphe et téléphone est organisé dans la Zone même.

Pour les navires qui entrent et qui sortent, les formalités à remplir ne consistent qu'en une formalité sanitaire et en la remise d'une déclaration portant l'indication du nombre et de la nature des colis.

La justice et la police hellénique sont compétentes dans la Zone. Toutefois, le mouillage, l'accostage, l'amar-

(3) Bien que ce ne soit pas en fait une gare yougoslave, une large autonomie lui donne cet aspect.

rage, le chargement et le déchargement sont réglés par le règlement de la Zone. Ce règlement est élaboré par le fonctionnaire yougoslave et applicable après entente avec le capitaine hellène du port de Salonique. Les taxes du port sont perçues dans la Zone par le fisc yougoslave.

Les fonctionnaires et gens de service sont nommés par le gouvernement yougoslave (leur nombre ne doit pas dépasser le chiffre de 100), mais leur qualité officielle n'est pas reconnue en dehors de la Zone.

Le droit concédé à la Yougoslavie diffère des droits d'une simple concession et, par cela, ils ont une autorité supérieure et ont comme source une obligation internationale et un caractère particulier résultant des contrats et engagements de deux Etats.

A côté de la Zone Libre Serbe, il existe une Zone Franche Hellénique, qui a été créée, en 1925, pour faciliter le commerce international. Cette zone dépend de la souveraineté exclusive de la Grèce, qui est libre de la maintenir ou de la supprimer suivant les nécessités des circonstances de l'Etat Hellénique.

La question s'est posée de savoir comment le fonctionnement de la Zone sera assurée en cas de guerre d'un des deux Etats. Le protocole final dit que l'accord joue en temps de guerre et en temps de paix (4).

En cas de guerre de la Grèce avec un Etat tiers et en cas d'impossibilité pour la Grèce d'assurer le transport, le service sera assuré par les chemins de fer yougoslaves.

(4) Article 1^{er} du protocole final de 1929. Voir aussi l'article IV, alinéa 2 du même protocole ainsi que l'article 4 de la Convention de 1923. Voir l'article de M. Soubotitch dans *l'Annuaire Yougoslave de Droit international*.

★
★ ★

L'article XII de la convention de 1923 prévoit le cas de contestations qui pourraient surgir à l'occasion de l'application de la convention. Le litige sera porté devant la Cour Permanente de Justice internationale (Juridiction obligatoire de la Cour). L'article 4 du protocole de 1929 prévoit le cas d'une plainte du gouvernement yougoslave basée soit sur des retards ou entraves attribués à l'administration hellénique sur la voie ferrée de Djedjélie-Salonique, soit sur une méconnaissance des facilités d'ordre commercial accordés en vue de favoriser le transit et le trafic yougoslave. En vertu dudit article, le Gouvernement de Belgrade pourra faire appel à un arbitre.

D'autre part, le gouvernement hellénique pourra faire appel à ce même arbitre en cas de différend d'ordre purement technique dans la Zone du fait d'application des dispositions techniques de la convention de 1923 et des présents protocoles par des autorités yougoslaves de la Zone. Il est entendu que cet arbitrage ne saurait porter sur les questions ayant trait à la nature, au genre contenu etc. des marchandises, de même qu'au cours de l'arbitrage il ne saurait être soulevé aucune question qui, d'une façon directe ou indirecte, a trait à cette matière.

L'arbitre devra posséder des connaissances techniques en matière de communications et sera désigné d'avance d'un commun accord entre les deux gouvernements. En cas où cet accord ne pourrait se réaliser, l'arbitre sera désigné par le Conseil de la Société des Nations. Son mandat est d'un an et commence le premier janvier de

chaque année. « L'arbitre siégera à Salonique et dans l'exercice de ses fonctions il procédera à des enquêtes sur place, aux auditions de témoins et doit décider toutes mesures nécessaires et susceptibles de l'éclairer ». Il appliquera les dispositions de la convention de 1923 et ses protocoles ; si ces règles ne sont pas suffisantes, il statuera *ex æquo et bono* (5).

2) *Politique d'amitié.*

D'une façon générale, nous pouvons affirmer que la politique suivie au cours des années qui viennent de s'écouler se présente comme une politique d'amitié et de bons rapports. L'attitude de la Grèce pendant la guerre est parfaitement explicable. Son Roi, de sang allemand et beau-frère de Guillaume II n'a pas pu dissocier les sentiments de ses obligations et intérêts. Son attitude inamicale lui coûta sa couronne.

Après la guerre, la Grèce a compris la nécessité vitale de sa voisine du nord, et les conventions qui s'en sont suivies n'ont fait qu'attester la compréhension et la bonne volonté des deux Etats.

Autant méditerranéenne que balkanique, la Grèce, disions-nous, a une place importante dans la collaboration interbalkanique. Sa collaboration pourrait être autant économique que politique, car la Grèce est le seul pays de la Péninsule qui ne soit pas exclusivement agricole. Jusqu'à maintenant, les relations commerciales ont été très faibles entre la Grèce et la Yougoslavie. Elle n'acheta même pas aux Etats Balkaniques un dixième du blé importé de l'étranger. Pourtant, la Grèce est un

(5) Soubbotitch, *op. cit.*

partisan fervent de l'Entente Balkanique. L'idée d'une Fédération est née en Grèce en la personne de Rigas Ferréos. Cent cinquante ans après, MM. Cafandaris et Papanastasiou sont apôtres de l'union balkanique.

Le 9 février 1934, la Grèce, avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie, a apposé sa signature au bas du Pacte de l'Entente Balkanique (6).

(6) Voir plus loin. Certaines divergences d'interprétation se sont manifestées entre M. Venizelos et le gouvernement concernant la clause de la garantie de sécurité des frontières. Afin de nous éclairer mieux sur cette question, nous avons jugé utile de demander son avis à M. Yevtitch, un des signataires. Voici comment il nous a répondu : « Il y a une solidarité parfaite entre les signataires. Tout est publié et tout est sous les auspices de la Société des Nations ».

CHAPITRE IV

Roumanie et Yougoslavie

1) La Roumanie parmi les Alliés.

La Roumanie a conquis son indépendance en 1878 et présente un caractère unique parmi les Etats qui l'entourent. C'est un peuple latin. Entourée par les Polonais, les Ukrainiens, les Bulgares, les Tchécoslovaques et les Serbes, elle a conservé sa qualité latine, qui est explicable par le fait que la Roumanie était jadis une colonie romaine. Au XII^e siècle, les Daces fondèrent les principautés de Moldavie et de Valachie, qui, à partir de 1392 et jusqu'en 1716, subirent le joug turc.

*
* *

Avant la guerre, la Roumanie était un petit Etat, n'ayant que 8.000.000 habitants, formé de la réunion de deux principautés sous Jean Couza, en 1859. A ce moment, la Moldavie et la Valachie avaient le même « Gospodar » et cette union personnelle va être reconnue par la Porte en 1860 et mener à l'indépendance en 1878.

La politique extérieure de la Roumanie avant la guerre ne pouvait pas être autre que celle d'une alliée de la Triplice. Le Prince Charles, élu en 1866 et qui

devint Roi en 1881, était un Hohenzollern. En 1877, la Roumanie avait participé avec les Russes à une guerre contre les Turcs et fut mal récompensée. Les Roumains durent céder la Bessarabie aux Russes en échange de la Dobroudja et de Costantza. Depuis cette date, les Roumains gardaient rancune aux Russes, et cette situation va se prolonger jusqu'à la guerre. Cela explique aussi, dans une certaine mesure, l'attitude de la Roumanie et son hésitation à se ranger aux côtés des puissances de l'entente.

La Première Guerre Balkanique était une déception pour la Roumanie, mais dans la Seconde, elle a su se décider. Elle marche sur Sofia, en 1913, et dicta la paix de Bucarest. C'était la première fois que la Roumanie s'émancipait de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, mais cela lui valut la Dobroudja et la Silistrie.

L'année 1914 marque une grande activité diplomatique de la Roumanie. Malgré un traité personnel d'alliance existant entre l'Allemagne et le Roi Carol, le peuple roumain est nettement favorable à l'entente. Au moment de la déclaration de la guerre, le Roi Carol demanda l'application dudit traité d'alliance. Les ministres répondirent que le traité d'Alliance, n'ayant pas fait l'objet d'une ratification devant la Chambre et n'ayant pas été signé par le ministre compétent, son application ne pouvait avoir lieu. C'est ainsi que la Roumanie s'est séparée de l'Allemagne et a orienté sa destinée dans une autre direction.

Après de longues hésitations, car une alliance avec la Russie était difficile, la Roumanie entre dans le camp des Alliés en septembre 1916. Aussitôt après, sa situation

devient désespérée par la lenteur voulue des secours russes. Après l'effondrement de la Russie, la Roumanie est obligée de signer le traité de Bucarest le 7 mai 1918, qui autorisa l'Allemagne à traverser son territoire et qui la met sous un véritable protectorat. La guerre terminée, la Roumanie se libère du traité imposé et agrandit considérablement son territoire. Par les traités de Saint-Germain, Neuilly et Trianon, le nombre de ses habitants se monte à 20.000.000, soit 10 millions plus qu'avant la guerre.

2) *La Roumanie membre de la Petite Entente
et alliée de la Yougoslavie.*

Parler des relations entre la Roumanie et la Yougoslavie c'est parler de la Petite Entente. En effet, la politique extérieure de la Yougoslavie depuis la guerre et vis-à-vis de la Roumanie notamment n'a pas varié. Héritière de l'Empire Ottoman et de l'Empire des Habsbourgs, les deux Etats, au même titre, ne cherchaient après la guerre qu'à consolider leur agrandissement et leur union politique, et ils se sont rendus compte qu'ils auraient des difficultés intérieures et extérieures et qu'une collaboration avec les alliés était la seule garantie susceptible de rendre l'œuvre de libération durable et solide.

Au moment de la Conférence de la Paix, plus d'une difficulté est survenue dans les relations roumano-yougoslaves. Il s'agissait de la délimitation des frontières du Banat. En effet, dans cette région la délimitation ethnographique était particulièrement délicate et presque impossible d'autant plus que les enclaves allemandes sont

en assez grand nombre. Mais la bonne volonté des deux Etats a suffi et les problèmes furent résolus par la voix d'ententes directes des deux gouvernements. Le 7 juin 1921, la convention d'alliance fut signée et la tâche de délimitation devint très facile. Une commission mixte serbo-roumaine commença ses travaux en août 1921, et aboutit à un accord. L'Etat S. H. S. obtint les villages de MODOCH, PARDAGNE, CHOURIAME, VELIKI, GAÏ et KRIVA-BARA. La Roumanie s'adjoint YAM, JOMBOLIA, STARA-BEBA, CSORDA et KERESTOUR. De même, les deux Etats se partagèrent les îles sur le Danube. Les malentendus passagers dissipés, TAKE JANESCO vint à BELGRADE et signa le traité d'alliance défensive susmentionné, ayant pour but le maintien de l'état de choses issu des traités de TRIANON et de NEUILLY. Le 23 janvier 1922 ce traité fut complété par une convention militaire.

En juin 1922, le Roi Alexandre de Yougoslavie épousa la Princesse Marie, seconde fille des souverains de Roumanie. C'était, par des liens dynastiques, une fortification de l'entente des deux peuples qui peuvent être fiers de n'avoir jamais été au cours de l'histoire ennemis l'un de l'autre.

La première pierre de la Petite Entente fut posée par la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie le 4 juin 1920. Les deux Etats, fermement décidés à sauvegarder le *statu-quo* et la paix sur la base des traités, ont adopté une politique d'alliance. « En cas d'attaque non provoquée de la Hongrie contre l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre partie s'engage à recourir à la défense de la partie attaquée de façon à déterminer par l'arrangement ». Dans l'article 2 du traité, on prévoit une convention où les autorités compétentes fixeront les dispo-

sitions nécessaires pour l'exécution de cette disposition. Par l'article 3, les deux Etats se lient et s'interdisent le droit de conclure des alliances avec d'autres Etats sans préavis préalable.

Le 7 juin 1921 marqua la deuxième étape de la création de la Petite Entente. Une alliance entre la Roumanie et la Yougoslavie fut signée. Tandis que celle avec la Tchécoslovaquie se réfère à l'état de chose prévu par le traité de Trianon, l'autre prévoit le cas d'attaque des frontières fixées par le traité de Neuilly. « En cas d'attaque non provoquée, de la part de la Hongrie ou de la Bulgarie, ou bien de ces deux puissances, contre un des deux Etats contractants, dans le but de détruire l'état de chose créé par le Traité de Trianon ou de Neuilly, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'article 2 de cette convention ».

L'alliance yougoslave-tchécoslovaque est, donc, renforcée par un traité entre la Roumanie et la Yougoslavie ayant le même caractère et cherchant à coordonner leur action extérieure. « En vue d'associer leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'obligent à se concerter sur toutes les questions de politique extérieure concernant leurs rapports avec la Hongrie et la Bulgarie », ainsi stipule le traité roumano-yougoslave.

Le 31 août 1922, fut conclu le traité d'Alliance entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Il prévoit aussi des restrictions au droit de conclure un traité d'alliance : l'avis préalable de l'autre partie contractante est nécessaire. La politique extérieure sera désormais la même.

Les trois Etats, après l'acte général d'arbitrage du

22 mai 1929 et le Pacte d'organisation du 16 février 1933, deviennent une véritable fédération d'Etats. Désormais, l'action diplomatique, l'action militaire sont communes. D'autres traités ont réglé les échanges de produits et la question de l'organisation de transports, indispensables actuellement par suite des frontières douanières extrêmement élevées.

Par le Pacte d'organisation (février 1933), les trois Etats aient un organe directeur, le Conseil permanent de la Petite Entente, composé de trois ministres des Affaires étrangères et qui doit se réunir obligatoirement trois fois par an. Ce Pacte contient la clause suivante : « Le Conseil permanent peut décider, dans une question déterminée, que la présentation de la défense, du point de vue des Etats et de la Petite Entente, sera confiée à un seul délégué ou à la délégation d'un seul Etat ». Cette disposition est particulièrement importante. Elle témoigne la grande confiance qui règne entre les contractants, et leur solidarité réciproque.

★
★ ★

En particulier, entre la Roumanie et la Yougoslavie plusieurs conventions ont été signées, ayant pour but soit de faciliter leurs rapports, soit de manifester la solidarité de vue dans le domaine de la politique internationale.

La convention d'alliance défensive signée le 7 juin 1921, le protocole pour la délimitation définitive des frontières (4 mai 1923), la convention relative au régime de la propriété dans la zone frontière (5 mai 1924) furent suivies d'autres conventions : sur la question scolaire

(17 avril 1927), sur l'application de tarifs minimum pour les marchandises provenant de la Roumanie (25 avril 1925), sur le prolongement des conventions d'alliance (13 juin 1926, 19 mai 1929).

Actuellement les relations sont des meilleures. La Roumanie au même titre que la Yougoslavie sert de lien entre l'Entente Balkanique et la Petite Entente.

CHAPITRE V

La Turquie et la Yougoslavie

Rapprochement de 1933-1934

Pendant la Grande Guerre, la Turquie fut aux côtés des puissances centrales et combattit avec les Bulgares contre les Serbes, Grecs et Roumains.

Le xix^e siècle voit la décadence de l'Empire Ottoman. Les grandes puissances, par des traités internationaux, morcellent l'Etat des Sultans. On parlait de « l'homme malade » et les petits peuples, les Serbes, Grecs, Roumains et Bulgares, cherchaient leur liberté dans les débris de ce vieil Empire (1).

En 1804, la Serbie donna le signal de la libération et c'était la guerre ouverte entre les Serbes et les Turcs. Cet état de choses a duré de 1804 à 1813. Plus tard, à partir de 1815, sous Miloche et les autres Obrénovitch, la libération prit la voie diplomatique. A la suite des différents « haticherif » en 1867 il ne restait plus en Serbie qu'un drapeau turc. Les guerres de 1912 et 1913 furent des guerres de libération complète du territoire slave contre les derniers vestiges de la Puissance turque. Pendant la Grande Guerre, la Turquie, tout en étant aux prises

(1) Voir notre Introduction.

avec des difficultés intérieures fut un adversaire des Serbes.

Après la victoire des Alliés, la Turquie fut refoulée de la Péninsule Balkanique où elle ne possède plus qu'un petit territoire. Ses frontières ont été fixées le 24 juillet 1923, par le traité de Lausanne.

La Turquie a dû reconnaître le *statu quo* de l'Europe et des Balkans. L'Etat S. H. S. s'est étendu dans les territoires qui lui appartenaient auparavant et qui ont été habité par une population purement slave.

Le traité de Lausanne fixe aussi les conditions de la paix et la répartition des dettes de l'Empire, ainsi que la question des minorités et de leur protection.

L'article 46 est à notre avis très important. Il parle de la répartition des dettes : « La dette publique ottomane, telle qu'elle est définie dans le Tableau annexé à la présente Section, sera répartie dans les conditions stipulées entre la Turquie, les Etats en faveur desquels des territoires ont été détachés de l'Empire Ottoman à la suite des guerres balkaniques de 1912-1913, les Etats auxquels les îles visées par les articles 12 et 15 du présent Traité et le territoire visé par le dernier alinéa du présent article ont été attribuées ; et enfin les Etats nouvellement créés sur les territoires asiatiques détachés de l'Empire Ottoman en vertu du présent Traité. Tous les Etats indiqués ci-dessus devront, en outre, participer dans les conditions indiquées dans la présente Section aux charges annuelles afférentes au service de la Dette Publique Ottomane à partir des dates prévues par l'Article 53 ».

De cet article, il découle deux idées. La première, c'est que les Etats Balkaniques, aussi bien que la Turquie

actuelle, sont des successeurs de l'Empire Ottoman. C'est l'idée que Mustapha Kemal, dix ans plus tard va développer, pour prêcher l'entente balkanique. La deuxième, c'est qu'entre les « héritiers » une base d'entente n'est pas impossible.

Quant aux échanges commerciaux et aux relations diplomatiques entre la Turquie et la Yougoslavie, nous pouvons dire, qu'ils ont été inexistants pendant une période assez longue. Il existait un traité d'amitié (1925), mais il resta lettre morte. A l'occasion des Conférences balkaniques, et c'est le mérite de ces Conférences, les délégations des deux peuples tentèrent de collaborer et de s'entendre.

La Turquie nouvelle avait besoin de ses voisins et de la paix. Elle a des intérêts dans les Balkans, son ministre des Affaires étrangères, M. Tewfik Bey, l'a ouvertement dit, l'exemple de la Petite Entente lui a fait chercher la collaboration.

En 1933, une véritable révolution se produisit dans les rapports des deux pays, due au Roi Alexandre, qui rendit visite à Mustapha Kemal et jeta les bases d'une sincère et agissante collaboration future. Les échanges de visites avaient contribué à cette grande œuvre. Un traité d'amitié favorisé, par l'inquiétude que la diplomatie italienne avait fait naître au sujet des îles turques et les hésitations de la politique extérieure turque, fut signé entre la Turquie et la Yougoslavie. Jadis ennemis, les deux peuples se sentirent tout près l'un de l'autre dans le travail pour la paix.

Après la Grande Guerre, la Turquie a fait un énorme travail d'organisation Mustapha Kemal réussit à lui faire abandonner mainte tradition arriérée et à la met-

tre au rang des Etats modernes de l'Europe occidentale. Son œuvre imposa aux Yougoslaves et, qui plus est, leur inspira une grande confiance. L'antipathie séculaire fut comme effacée et céda la place aux sympathies réciproques.

Le 9 février 1934, Tewfine Rouchdy Bey signe le Pacte Balkanique, ce qui souda encore davantage les nations turque et yougoslave.

L'amitié turco-yougoslave n'est dirigée contre personne. Elle tend vers une paix durable. M. Rouchdy Bey fit, le 10 juin 1934, à l'occasion de son passage à Sofia, une déclaration surtout rassurante pour la Bulgarie :

« Je parle de l'importance de l'entrevue des quatre ministres des Affaires étrangères des Etats signataires du Pacte Balkanique. J'espère que la Bulgarie sera bientôt parmi nous. Il faut que vous sachiez que la base de notre politique c'est « Les Balkans aux Balkaniques », c'est aussi la base du Pacte. Cette politique n'est pas une fiction, mais un mouvement réel qui ne pourra être arrêté et auquel aucune grande puissance ne pourra rien. Je viens pour confirmer les propositions que M. Yevitch a fait à votre président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères M. Nikolas Mouchanoff et au nom des quatre Etats signataires du Pacte Balkanique ».

« La Bulgarie n'a pas à craindre le traité de Londres. Par ce traité, nous n'avons rien créé contre elle. La clause sur la définition de l'agresseur est suffisamment expliquée par les déclarations des ministres des Affaires étrangères des Etats signataires de ce traité, et surtout par les déclarations de Londres. La Bulgarie n'a aucun intérêt pour ne pas accéder au Pacte. Vous devez mener

une politique réaliste. Entre la Turquie et la Bulgarie, il n'existe pas de questions pendantes ».

« Nous tenons à conclure avec la Bulgarie un pacte général avec accession de la Bulgarie au Traité de Londres ».

De son côté, M. Yevtich a nettement défini la signification pacifiste du traité d'amitié turco-yougoslave faisant suite des traités entre la Yougoslavie et les Etats de la Petite Entente, entre la Yougoslavie et la France, la Pologne, les Etats-Unis, la Belgique et la Grèce..

« Il est l'expression de cette politique de coopération internationale qui est en accord avec l'œuvre de la S. D. N. et en connexion avec notre déclaration de 1928 sur l'adhésion à la clause facultative sur le règlement judiciaire obligatoire devant la Cour permanente de justice internationale de La Haye » (2).

Ajoutons encore que le traité d'amitié entre la Turquie et la Yougoslavie contient une nouveauté. Dans l'article I, il est dit : « Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas recourir à la guerre comme moyen de politique nationale ainsi qu'à condamner *toute attaque ou la participation à toute tentative d'agression de tiers*, ou tous accords de caractère agressif dirigé contre l'un ou l'autre des deux pays » ». A côté des dispositions faisant écho au pacte Briand-Kellogg, le traité contient la phrase que nous avons soulignée et qui cherche à assurer, pour ainsi dire, la paix dans la Paix.

En constatant que la cordialité des rapports entre la Yougoslavie et la Turquie a commencé depuis la visite historique de S. M. le Roi Alexandre à Istambul, de

(2) Discours de M. Yevtich prononcé à la Chambre des Députés en juillet.

sa rencontre et de ses conversations avec le Président de la République Turque Gazi Mustapha Kemal, M. Yevtitch a souligné la valeur hautement internationale de l'alliance de la Yougoslavie avec la Turquie : « Nous avons le devoir de souligner que la Turquie moderne nationale, qui est en rapports amicaux avec toutes les grandes puissances et avec tous ses voisins, qui est libérée de tous les fardeaux du passé, sage et pondérée, est un facteur important de la paix. En conduisant cette politique de paix durable et de maintien de l'ordre établi dans les Balkans et dans l'Europe, nous désirons édifier cette collaboration et l'organiser de la meilleure manière, lui adjoindre — comme nous sommes réunis dans l'Entente Balkanique — d'autres puissances, et mettre en harmonie cette politique et nos relations avec les autres grandes puissances qui ont des intérêts directs dans les Balkans » (3).

Voilà le sens profond des amitiés turco-yougoslaves.

(3) (A) *Idem.*

TROISIEME PARTIE

Yougoslavie Balkanique et Européenne

CHAPITRE I

La Yougoslavie membre de la Petite Entente et de la Communauté Balkanique

1) La Yougoslavie et le Pacte d'organisation de la Petite Entente.

La Petite Entente est née des conventions d'alliance du 23 avril 1921 entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, du 7 juin de la même année entre la Roumanie et la Yougoslavie, du 31 août 1922 entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Pendant une période de dix ans le rôle de la Petite Entente se borna à une action purement défensive. Il s'agissait : « de continuer à assurer dans la politique de l'Europe Centrale l'exécution des obligations contenues dans les traités ; surtout quand, à l'automne de 1922, on réclama l'admission de la Hongrie à la Société des Nations. De vaincre le manque de confiance dans la nouvelle Europe Centrale et dans l'ordre établi par les traités de paix en réalisant une consolidation politique et économique de cette région. Dans ce but, il fallait intervenir systématiquement sur la base d'un programme réel et positif et indiquer de nouvelles méthodes pour l'ajustement des relations existant entre les divers Etats de l'Europe Centrale, soit en construi-

sant et en complétant la collaboration entre les membres même de la Petite Entente, soit en aménageant leur collaboration avec leurs autres voisins ». Ainsi M. Edouard Benès définissait-il en 1927 le but de la Petite Entente.

Actuellement, depuis le 16 février 1933, la Petite Entente, avec son plan d'organisation signé par les trois ministres, Benès, Yevtitch et Titulesco, devient un facteur réel de la politique des trois Etats dans l'Europe Centrale. C'est une véritable communauté, politique et économique et qui coordonne toute l'action diplomatique des trois Etats. Une véritable fédération d'Etats, elle cherche à créer une communauté économique qui doit remplacer la communauté économique de l'Empire des Habsbourgs. Les caractéristiques de cette nouvelle Petite Entente sont : la permanence et l'unité. La Petite Entente a un secrétariat permanent et elle délègue un représentant à la Société des Nations. Le Conseil des Etats de la Petite Entente, composé des trois ministres des Affaires Etrangères, a la faculté d'établir d'autres organes, commissions ou comités.

Les décisions du conseil permanent sont prises à l'unanimité et le principe de l'égalité absolue des Etats est rigoureusement respecté. Les traités politiques de chaque Etat de la Petite Entente doivent être autant que possible unifiés. Un conseil économique est également créé, pour faciliter la coordination des intérêts des trois Etats. De même, et c'est surtout là que l'action diplomatique unique se manifeste, les Etats peuvent, dans une question déterminée et dans le but de défendre les droits de la communauté, déléguer comme ambassadeur un seul ministre.

D'autre part, l'engagement d'un des trois Etats avec

une tierce puissance est soumis à la condition du consentement des Membres de la Petite Entente. Cette clause est la pièce maîtresse du groupement régional et démontre le désir commun de concorde et d'entr'aide diplomatique mutuelle. D'autres conventions militaires ont complété la Petite Entente politique. Auparavant les trois Etats se proposaient plutôt une action défensive, et la résistance passive. Cette action s'est manifestée au moment où fut posée la question du retour des Habsbourgs, au moment de l'entrée de la Hongrie dans la Société des Nations, de même dans le problème révisionniste soulevé par la Hongrie et soutenu par l'Italie. Actuellement, la Petite Entente présente une unité politique, — répétons le mot : une véritable fédération d'Etats.

Il est curieux de constater qu'au moment de la conclusion du Pacte d'organisation de la Petite Entente, l'opinion bulgare et italienne en étaient nettement les adversaires, en affirmant de la façon la plus catégorique que la Fédération Balkanique avait fait un pas en arrière et que cette nouvelle création serait plutôt dangereuse pour l'organisation des Balkans et pour la paix européenne. C'était évidemment une affirmation où paraissent les intérêts égoïstes et les mauvaises volontés.

L'acte du 9 février 1934 n'est autre chose que le prolongement de l'activité pacifique de la Petite Entente et le démenti formel des thèses italo-bulgares.

A titre de documentation nous donnons un court résumé des articles les plus importants du Pacte.

L'article I prévoit l'organisation d'un conseil permanente des Etats de la Petite Entente composée des mi-

nistres comme organe directeur de la politique commune. Les décisions y sont prises à l'unanimité.

D'après l'article II, le Conseil doit se réunir au moins trois fois par an. Il peut y avoir des réunions extraordinaires.

Dans l'article IV, l'Egalité absolue est prévue pour les trois Etats. Elle doit être rigoureusement respectée.

Les plus importants sont certainement les articles V et VI.

L'article V prévoit la représentation des Etats de la Petite Entente par un seul délégué. Un des trois ministres peut donc parfaitement représenter ses deux collègues.

L'article VI stipule que tout traité politique de chaque Etat de la Petite Entente, tout acte unilatéral changeant la situation politique actuelle d'un des Etats de la Petite Entente à l'égard d'un Etat tiers ainsi que tout accord économique comportant des conséquences politiques importantes, exigeront dorénavant le consentement unanime du Conseil de la Petite Entente et que les traités politiques de chaque Etat de la Petite Entente avec des Etats tiers seront progressivement et autant que possible unifiés.

L'article VII est relatif à l'organisation d'un Conseil économique.

L'article VIII prévoit la faculté du Conseil permanent d'établir d'autres organes stables ou temporaires, des commissions ou des comités pour des questions déterminées en vue de les étudier et de préparer leur solution.

Par l'article IX, un secrétariat du Conseil permanent est créé, et une section du secrétariat fonctionnera d'une façon permanente au siège de la Société des Nations à Genève.

Le Pacte prolongea *pour une durée illimitée* les conventions qui faisaient la base de la Petite Entente :

... « Les conventions d'alliance entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, du 23 avril 1921, entre la Roumanie et la Yougoslavie du 7 juin 1921 et entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie du 31 août 1922, qui ont été prolongées le 21 mai 1929 et qui sont complétées par les dispositions du présent pacte, ainsi que d'acte de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, signé par les trois Etats de la Petite Entente à Belgrade, le 21 mai 1929, sont renouvelés pour une durée illimitée ».

Depuis, la Petite Entente acquit une grande autorité. Son activité ne se relâche pas. La solidarité de ses membres est forte. Une réunion du Conseil permanent, de juin 1934, à Bucarest, a décidé :

a) « de faire tous les efforts pour que la Conférence du désarmement aboutisse à une convention satisfaisante pour toutes les parties en cause ;

b) de soutenir de toutes ses forces toute organisation susceptible d'assurer la paix des Nations.

c) de coopérer au redressement économique de l'Europe, d'accord avec tous les pays intéressés ; bien que, au grand regret du Conseil Permanent de la Petite Entente, certaines déclarations officielles hongroises donnent l'impression que la Hongrie veut s'exclure elle-même d'une telle collaboration ;

d) de réaffirmer la décision de s'opposer au retour des Habsbourgs, sous n'importe quelle forme, par les mesures appropriées ;

e) de maintenir et cultiver les rapports les meilleurs avec tous les Etats, notamment avec les Etats voisins et la Pologne ;

f) de prendre acte avec satisfaction de la reprise des relations diplomatiques normales entre l'U. R. S. S., la Roumanie, la Tchécoslovaquie, en conformité de la décision de Zagreb, en vue de collaborer au maintien de la paix ;

g) de prendre acte avec satisfaction des assurances reçues quant à l'application intégrale du Pacte de l'Entente Balkanique par tous les signataires et de la ratification de ce dernier, en date du 16 juin 1934, par la Roumanie et la Yougoslavie.

h) de ratifier les décisions prises par le Conseil économique dans la cession de Bucarest et de les soumettre aux Gouvernements respectifs pour approbation ».

La Yougoslavie se prête volontiers à l'idée de la Petite Entente. Ce qui plus est, elle en est souvent l'animatrice. M. le D^r Voïslav Marinkovitch et, après lui, M. Yevitch font souvent de grandes concessions sur d'autres terrains, pourvu que le succès de la Petite Entente soit efficace. La fidélité à la Petite Entente est la ligne de conduite de la diplomatie yougoslave.

2) *La Yougoslavie et le Pacte Balkanique.*

Tout en participant très activement à la Petite Entente, à son organisation et à sa lutte pour le maintien de la Paix, la Yougoslavie commence à jouer son véritable rôle aussi dans les Balkans. En véritable puissance balkanique, elle cherche à grouper autour d'elle, ou plutôt autour de la Petite Entente, les Etats Balkaniques, tels que : la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et la Turquie. Le roi Alexandre de Yougoslavie en comprenant le rôle que son pays devait jouer par sa position

géographique et par sa puissance militaire a parcouru les Balkans. Son voyage à Stamboul et à Athènes a jeté les premières bases d'une collaboration plus étroite. Par son autorité de chef d'un Grand Etat, il a facilité l'œuvre que les générations tentaient de réaliser et que pour différentes raisons, surtout politiques, elles n'avaient pas réussi. Il a fallu qu'une grande autorité en jette les bases et invite les représentants des nations à collaborer loyalement et sincèrement. Quelques semaines avant le voyage du Roi, le ministre de Yougoslavie à Athènes, M. Christitch et le ministre grec intérimaire des Affaires Etrangères M. Pesmazoglou avaient signé un accord caractérisé par l'augmentation de l'exportation grecque en Yougoslavie, par rapport aux exportations yougoslaves en Grèce. Le rapprochement gréco-yougoslave s'opérait de jour en jour davantage.

Au mois d'octobre 1933 le roi Alexandre de Yougoslavie rendait visite au Ghazi Mustapha Kemal, Président de la République Turque. Ces rencontres ont beaucoup contribué à l'œuvre de rapprochement, et à partir de cette date une véritable révolution se produisit dans les rapports mutuels. C'est la première fois que les chefs des deux Etats se rencontrent officiellement : la cordialité des vues et la sincérité des télégrammes échangés ont confirmé les souhaits des deux peuples, car c'est une politique d'amitié qui s'annonçait. Les négociations commencées quelques semaines auparavant en vue de la conclusion d'un traité d'amitié, de non agression, de règlements judiciaires, d'arbitrage et de conciliation furent menées à bien. Un pacte fut paraphé à Genève le 9 octobre et signé à Belgrade le 27 novembre par M. Tewfik Rouchdy bey, Ministre des Affaires Etrangères

de la Turquie, et M. Yevtitch, Ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie. Les difficultés, provenant de la question des anciennes propriétés turques en Yougoslavie furent résolues par les deux parties et il n'y a plus d'entraves à une politique d'amitié. Le texte du pacte ne diffère pas beaucoup des pactes de non agression et d'arbitrage signés à Londres, mais c'est une grande étape dans les rapports turco-yougoslaves.

Les deux peuples yougoslaves et turques s'accordent politiquement malgré la pauvreté de leurs relations commerciales. Mais on estime que ces liens politiques favoriseront les échanges commerciaux susceptibles de créer une économie balkanique et dans la mesure du possible faciliteront l'entr'aide économique interbalkanique (1).

Le désir de la Yougoslavie, qui poursuivait la politique « les Balkans aux Balkaniques », a donc prévalu même auprès des hommes d'Etat qui craignaient sa puissance militaire et qui la voyaient avec méfiance. Sa position dans l'Europe Centrale a facilité la tâche. Son désintéressement et sa loyauté dans la politique extérieure lui ont donné une autorité suffisante pour pouvoir entreprendre une action utile et efficace. A la fin de 1933, c'est le traité de commerce gréco-yougoslave,

(1) Le 14 octobre M. Tewfik Rouchy bey en passant par Belgrade a déclaré : « Yougoslaves et Turques, nous avons le devoir sacré de travailler à la consolidation de la paix de l'Europe du Sud-Est et c'est le sens du traité que nous signerons prochainement à Belgrade... Je ne connais de frontières ni politiques, ni économiques, car l'Empire Ottoman et l'Empire Austro-Hongrois ont disparu. Je ne regrette pas cette disparition. Les six héritiers de ces deux empires doivent, de Prague à Ankara, travailler plus encore au progrès de la civilisation. Par ailleurs, puisque notre salut dépend de notre collaboration économique, les accords s'imposent d'eux-mêmes. Dans ce domaine, nous devons prendre exemple sur la Petite Entente... »

c'est le pacte d'amitié et de non agression avec la Turquie, c'est aussi un revirement et l'amélioration dans les rapports entre la Yougoslavie et la Bulgarie.

★ ★

Le Pacte Balkanique a été paraphé le 4 février 1934 à Belgrade et signé le 9 février à Athènes. Il garantit les frontières balkaniques des Etats signataires : Turquie Roumanie, Grèce et Yougoslavie, et réalise l'unité de front dans l'action politique. D'autre part, il consacre la sécurité des frontières des Etats Balkaniques et fait obstacle à toute ingérence des Etats Européens dans les affaires des Balkans. Cependant, la Bulgarie, Etat Balkanique par excellence, ainsi que l'Albanie n'en font pas partie. La première considère qu'en admettant les clauses du pacte, elle sanctionnerait le *statu quo* balkanique, lequel a été toujours considéré par elle comme difficilement admissible. Mais sa politique extérieure est en pleine évolution et les récentes entrevues d'Alexandre I^{er} et de Boris II de Bulgarie ont été des manifestations d'amitié et la confirmation de l'idée de rapprochement.

Le roi de Bulgarie, dans son discours adressé au roi de Yougoslavie, à l'occasion de sa visite rendue à Belgrade, a évité de prononcer les paroles « état de choses existant » ; mais, par d'autres paroles, il a manifesté la volonté d'entente et de rapprochement de la Bulgarie. D'autre part, le gouvernement bulgare considère qu'en signant le pacte, il se heurterait à l'opinion publique, une évolution était donc indispensable.

Quant à l'Albanie, les bases de son indépendance ont été fixées en 1912 à Londres. Deux ans plus tard, la guerre a permis à l'Italie d'occuper l'Ile de Sasseno, d'Ar-

gyrocastro et de Santi Quaranta. Déjà avant la guerre, le peuple albanais a, en maintes circonstances, manifesté le désir de se constituer en Etat indépendant libre et souverain. La Yougoslavie, depuis sa constitution, a suivi une politique favorable à l'indépendance de l'Albanie, mais elle devait veiller sur ses frontières du Sud-Ouest, car il existait les points de frictions entre l'Italie, qui voulait s'emparer de l'Albanie, et la Yougoslavie, qui voulait l'Albanie libre. La conférence des Ambassadeurs en 1921 confia à l'Italie le soin de veiller sur l'intégrité de l'Etat Albanais. Les traités de 1926 ont lié Tirana à Rome et, bien que conclu dans le cadre de la Société des Nations donnent, à l'Italie un privilège d'action dans les affaires albanaises à tel point que l'Albanie offre l'aspect d'un Etat sous protectorat. Quand un Etat de plus de 40 millions d'habitants traite avec un autre de 800.000 âmes, il est normal que les deux contractants ne soient pas sur le pied d'égalité surtout dans le cas de rapports italo-albanais. La convention du 12 mai 1925 donne aux chemins de fer italiens et à leurs filiales le monopole d'exploitation du pétrole sur 50.000 hectares. La même année, le siège de la Banque nationale Albanaise a été transférée à Rome avec l'encaisse or. Le commerce est monopolisé par l'Italie qui exporte chaque année 75 % des importations albanaises et importe 80 % des exportations albanaises.

L'attitude du gouvernement albanais vis à vis du pacte du 9 février est donc parfaitement compréhensible. La politique extérieure albanaise et inféodée à celle de Rome et, en plus, en vertu des traités (1926-1927), pour chaque action diplomatique qu'un des deux contractants voulait entreprendre, il est obligé à se mettre d'accord

avec son allié. Or, il n'y a pas de doute que l'Italie ait développé une activité suffisante pour empêcher l'Albanie d'adhérer au Pacte.

3) *L'esprit pacifiste et l'attitude conciliante
mais ferme de la diplomatie yougoslave.*

« Le renforcement et plus grande cohésion de la Petite Entente, constitution d'un bloc balkanique qui est une garantie d'ordre et de paix, amélioration considérable des rapports avec la Bulgarie, telles sont les caractéristiques essentielles de l'œuvre à laquelle a travaillé avec un grand succès la diplomatie yougoslave, au cours des années qui viennent de s'écouler » (2). Voilà, à notre avis, une bonne définition de la politique extérieure de la Yougoslavie.

La diplomatie yougoslave n'est pas celle qui cherche à frapper l'imagination des peuples. Elle ne fait pas des discours et n'annonce pas au monde de « moments historiques ». Elle a employé une toute autre méthode et travaille dans le calme, dans la modération et dans la modestie. « Aux discours violents, elle répond par un exposé objectif des faits et la calme expression de ses décisions aux combinaisons compliquées et aux intrigues, elle préfère la fidélité à une ligne de conduite simple et claire ».

Il n'y a pas longtemps, qu'autour de la Yougoslavie, se dessinait un véritable réseau révisionniste, qui ne voyait pas d'un bon œil le développement et la bonne organisation de l'Etat des Slaves du Sud. L'Italie cherchait à armer l'Autriche et à donner des encouragements

(2) Pierre Jaquin, « Quelques récents succès de la Politique Yougoslave », *Revue de l'Est et du Sud-Est*, N° 7-8, juillet-août.

aux tendances révisionnistes hongroises. Elle exerçait une forte influence sur l'Albanie. Le mariage du roi Boris avec la fille du roi d'Italie n'était pas destiné à favoriser la fraternité balkanique et avait plutôt pour but de consacrer l'influence italienne sur la Bulgarie.

Actuellement, la situation est toute autre. La Petite Entente a organisé l'unité de front diplomatique. A maintes reprises, elle a parlé au nom de cinquante millions d'habitants et sa voix est écoutée dans l'Europe. Sa politique de paix et de sauvegarde des frontières a été publiquement exprimée et approuvée par toutes les puissances de bonne volonté. La Yougoslavie a toujours été son fervent partisan et n'a pas manqué d'y chercher un exemple à l'occasion de l'organisation des Balkans.

Par sa situation géographique, la Yougoslavie est intermédiaire naturelle entre l'Europe Centrale et l'Europe Balkanique. Le Roi Alexandre a trouvé le moment propice, il savait que l'union ou l'Entente Balkanique était souhaitée par tout le monde et qu'il était temps de prendre l'initiative. Il est entré en contact avec les chefs des autres Etats Balkaniques et a préparé le Pacte Balkanique, qui constitue une garantie de la paix et de sécurité des frontières.

La diplomatie yougoslave ne vise pas les conquêtes, car elle sait combien la paix est précieuse au développement de son commerce, son industrie et son économie. Elle n'a jamais cherché qu'une bonne entente et le renforcement de l'idée de la solidarité internationale.

Cette politique extérieure de la Yougoslavie a été très bien définie par M. Nikola Ouzounovitch, Président du Conseil des Ministres du Royaume de Yougoslavie, dans un discours prononcé le 23 août 1934 :

« S'il est question des affaires extérieures, il faut souligner que c'est justement pendant le régime du 6 janvier et depuis que notre parti agit comme force organisée, que la politique yougoslave a donné des résultats visibles et enviables. Un seul danger pourrait nous menacer ce serait la jalousie que ces succès susciteraient chez nos ennemis et qui pourrait les pousser à commettre certaines folies.

« Nous déclarons à tous : Rien de nouveau dans la politique extérieure. Nous ne voulons rien du bien d'autrui, mais nous ne donnerons pas un pouce de ce qui nous appartient ».

« Si les rapports amicaux dans les Balkans se développent, si la marche des événements et de l'histoire conduit à des relations amicales et à des alliances avec certains peuples qui ont été nos ennemis séculaires, si nous pouvons, avec une entière confiance, faire appel à l'amitié et à l'alliance de la puissante Turquie actuelle, et si nous avons déjà établi de bons rapports et les désirons toujours meilleures, croyez-le et sachez-le, tout cela est le résultat de notre force et de notre situation présente ».

« A chacun de nos voisins qui désire le développement paisible et normal des Balkans, et qui se contente de voir son peuple progresser en paix sur la base de la situation établie par les traités, notre amitié et notre alliance doivent suffire. Car tout le monde entier connaît la fidélité et l'amitié que nous apportons à nos alliances » (3).

Le 9 octobre 1934, la Yougoslavie fut privée de son Roi et de son Chef, immédiatement après, d'après le testa-

(3) *Echo de Belgrade*, 5 septembre 1934.

ment royal, le conseil de Régence se constitua sous la présidence de S. A. le Prince Paul, Cousin du Roi défunt.

Malgré la grande douleur et malgré des difficultés qui ont pu surgir par suite de ce grave événement, la Yougoslavie a conservé son sang-froid, son calme et sa dignité. En se groupant autour de la couronne, le peuple yougoslave, avec une confiance inébranlable en la Régence Royale et en son jeune souverain, poursuit sa mission pacifiste et conciliante. S. A. R. le Prince-Régent, qui a été un des plus proches collaborateurs du Roi Alexandre I continue la grande œuvre de consolidation, d'unification du travail. Sous sa direction, la politique extérieure de la Yougoslavie reste fidèle à ses alliances, à la Société des Nations et aux engagements pris.

A titre de documentation, et lorsque notre ouvrage est sous la presse nous ajoutons quelques phrases prononcées dans la Skoupchtina par le Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères du Royaume, Monsieur Stoïadinovitch, le 4 juillet 1935.

Constitué avec la haute confiance de la Régence Royale, le Gouvernement que j'ai l'honneur de présider considère de son devoir de se présenter devant la Représentation Nationale avec la déclaration suivante :

« La politique extérieure du Royaume de Yougoslavie a été déjà fixée : par les traités de paix, par les traités d'alliance et d'amitié, par la réalisation de la *Petite Entente* et du *Pacte balkanique*, par les liens traditionnels d'une profonde amitié à l'égard de la France, et enfin, par notre position géographique elle-même et notre histoire nationale. Les bases de cette politique sont si puissantes et si profondes, elles répondent si parfaite-

ment aux intérêts vitaux du Royaume de Yougoslavie, que nous les considérons comme les directives immuables de notre action future. Demeurant fidèle aux directives actuelles de notre politique extérieure, le Gouvernement Royal s'efforcera d'affermir et de renforcer les amitiés existantes ; mais en même temps il collaborera avec satisfaction avec toutes les autres puissances dont l'idéal fondamental serait identique à celui qui nous est le plus cher, c'est-à-dire l'idéal de la consolidation et de l'organisation de la paix européenne.

Profondément et sincèrement dévoué à l'idéal de la paix entre les peuples, le Gouvernement Royal, cependant, ne peut pas fermer les yeux devant la situation créée par la nouvelle course aux armements. Dans l'impossibilité d'entreprendre seuls quelque chose dans cette question, nous soutiendrons tous les efforts tendant à la réduction et à la limitation des armements ; mais tant que dans cette voie, on ne serait pas arrivé à des résultats positifs et durables, nous ne pouvons pas négliger de veiller très sérieusement aux forces de notre défense armée. Pour la défense du pays, il n'est pas de sacrifices matériels trop chers. L'armée et la marine ont toujours été notre force et notre fierté. Telles elles doivent être aujourd'hui et à l'avenir ».

En comparant les deux discours prononcés par deux Présidents de Conseil, l'un en août 1934 et l'autre en juillet 1935, nous constatons, que la politique extérieure du jeune Royaume ne s'est modifiée malgré les changements survenus dans la vie intérieure de l'Etat et malgré les circonstances difficiles qu'a traversé le peuple Yougoslave.

CHAPITRE II

L'entente Balkanique et son œuvre pacifiste

1) Le sens du Pacte du 9 février 1934.

A la fin de 1933, nous sommes en face des quatre Etats liés par des traités bilatéraux d'amitiés et d'arbitrage, d'une part le groupement gréco-turc et d'autre part le groupement roumano-yougoslave. La tâche de création d'un Pacte Balkanique entre les quatre Etats est donc largement facilitée. Il a été nécessaire de se mettre à l'œuvre. Monsieur Maximos, Ministre des Affaires Etrangères de la Grèce, se rendit à Rome, Londres et Paris, pour informer ces gouvernements du contenu du Pacte futur. Avant son départ, il avait eu une entrevue avec le Roi Alexandre à Zagreb en décembre 1933. Il s'arrêta à Genève, où il conféra avec MM. Titulesco et Yevtitch. D'autre part, des démarches ont été faites auprès de la Bulgarie qui ne voulait pas adhérer au Pacte. Les entrevues de Sinaïa de fin janvier 1934 entre le Roi Carol et le Roi Boris n'ont pas été couronnées de succès. Le 2 février eut lieu la réunion des quatre ministres des Affaires Etrangères. La Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie se sont mises d'accord

sur les clauses du Pacte Balkanique qui a été signé le 9 février 1934 à Athènes (1).

(1) Voici le texte intégral du Pacte :

« Les Hautes Parties contractantes, désireuses de contribuer au raffermissement de la paix dans les Balkans ;

Animées de l'esprit d'entente et de conciliation qui a présidé à l'élaboration du Pacte Briand-Kellogg et aux décisions y relatives de l'Assemblée de la Société des Nations ;

Fermement décidées à assurer le respect des engagements contractuels déjà existants et le maintien de l'ordre territorial actuellement établi dans les Balkans, ont résolu de conclure un Pacte d'Entente balkanique, et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

S. M. le Roi de Yougoslavie : S. ex. M. Bogolyeab Yevitch, ministre des Affaires étrangères ;

S. M. le Roi de Roumanie : S. Ex. M. Nicolas Titulesco, ministre des Affaires étrangères ;

Le Président de la République Turque : S. Ex. M. Tevfik Rouchdi bey, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — La Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie et la Turquie garantissent mutuellement la sécurité de toutes les frontières balkaniques.

Art. 2. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en présence d'éventualités pouvant affecter leurs intérêts telles qu'ils sont définis par le présent accord.

Elles s'engagent à n'entreprendre aucune action politique envers tout autre pays balkanique, non signataire du présent accord, sans avis mutuel préalable et à n'assumer aucune obligation politique envers tout autre pays balkanique, non signataire du présent accord, sans avis mutuel préalable et à n'assumer aucune obligation politique envers tout autre pays balkanique sans le consentement des autres Parties Contractantes.

Art. 3. — Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature par toutes les Puissances contractantes et sera ratifié le plus rapidement possible ; il sera ouvert à tout autre pays balkanique, dont l'adhésion fera l'objet d'un examen favorable de la part des Parties contractantes et prendra effet dès que les autres pays signataires auront notifié leur accord.

En foi de quoi, les dits Plénipotentiaires ont signé le présent Pacte.

Fait à Athènes, le neuf février mil neuf cent trente quatre en quatre exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties Contractantes.

B. JEVITCH m. p. — D. MAXIMOS m. p. — N. TITULESCO m. p. — Dr. T. ROUCHDI m. p. ».

Ainsi fut couronné de succès un travail de plusieurs générations. Les essais qui ont été faits avant avaient échoué, car la rivalité des grandes puissances et la jalousie des Etats Balkaniques en a empêché la réalisation. Les Conférences Balkaniques ont eu une large part dans la préparation des esprits et ont facilité le travail bien que le Pacte du 9 février diffère du projet de pacte des dites Conférences.

Dans son préambule le Pacte dit que les parties sont décidées à assurer le respect des engagements contractuels déjà existants et le maintien de l'ordre territorial actuellement établi dans les Balkans. C'est le principe même de la ligne de conduite des contractants : l'Entente Balkanique est antirévioniste. D'autre part, elle est en accord avec les principes de la Société des Nations.

L'article premier précise que les quatre Etats « garantissent mutuellement la sécurité de toutes leurs frontières balkaniques ». C'est une alliance défensive, qui a une portée extrêmement large. La garantie des frontières balkaniques s'étend, par la force des choses aux frontières extrabalkaniques, car l'agresseur, en sachant qu'il n'aura pas l'espoir d'être aidé par une puissance balkanique du côté balkanique, réfléchira avant de violer une frontière extrabalkanique. En plus, les Etats prévoient probablement un accord militaire qui doit régler les modalités d'assistance militaire

Bien que, selon l'article II, l'action de l'Entente Balkanique doive s'exercer principalement dans les Balkans, — pratiquement, elle aura une portée plus générale : « Les signataires s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en présence d'éventualités *pouvant affecter leurs intérêts* ». Les Etats membres, ainsi, font

un véritable front diplomatique qui s'affirmera de la même façon que celui de la Petite Entente.

L'article III prévoit le cas de la Bulgarie et de l'Albanie. Le Pacte reste ouvert à ces deux puissances après examen préalable des quatre contractants.

Deux idées politiques se dégagent nettement des trois articles du Pacte : *sécurité* et *antirévisionnisme*. Elles répondent à l'œuvre du Roi Alexandre, qui voulait organiser la sécurité balkanique et écarter l'ingérence des puissances étrangères dans les Balkans. En même temps, c'est une préparation du terrain favorable au développement des relations économiques dans la Péninsule.

2) *Les embarras des Etats balkaniques et les points d'entente.*

Le xix^e et le début du xx^e siècle ont été une ère de la lutte entre les peuples balkaniques. La jalousie des jeunes Etats, les influences étrangères et les compétitions des différentes grandes puissances ont empêché une action efficace en vue de l'union.

A l'instigation de quelques idéalistes, différentes conférences de caractère plutôt privé ont été faites. Une grande activité fut développée dans tous les domaines, intellectuels, moraux, et économiques, mais sans résultat positif et sans solutions pacifiques, susceptible d'être acceptée par tous. Les différentes tentatives qui ont été faites au cours du xix^e siècle et au début du xx^e ont été plutôt l'œuvre de quelques hommes mais sans contact avec la politique. Il y eut des traités d'amitié entre les Etats, mais ils furent de courte durée et ce qui est très caractéristique, ils liaient deux Etats seulement, très rarement plusieurs.

L'Alliance Balkanique (1912-1913) n'avait rien de commun avec l'actuel état de choses. C'était une confédération d'Etats *ad hoc*, ayant un but strictement déterminé : la libération des peuples balkaniques du joug ottoman. On s'est battu pour que chacun s'agrandisse, on a fait la guerre pour l'indépendance plutôt que pour l'union. L'idée d'une entente ayant le sens de celle qui existe actuellement n'est jamais venue et n'a même pas pu pénétrer dans le cerveau de ceux qui ont fait la guerre de 1912-1914.

On a dit que l'idée n'était pas encore mûre et on a trouvé tant d'autres raisons de dissentiments et de malentendus. La Deuxième Guerre Balkanique n'a été autre chose qu'un aboutissement de ces incompréhensions et du manque de stabilité de la politique des Etats.

Pendant la Grande Guerre, en 1915, au moment de la retraite serbe à travers l'Albanie, les soldats serbes ont été fortement aidés par le général Essad Pacha, qui se considérait comme le chef de cet Etat. Grand ami du peuple serbe et dévoué serviteur de sa patrie qui ne voyait le salut de l'Albanie que dans une alliance avec la Serbie, il travailla de toutes ses forces à sauver les soldats serbes, qui dûrent, après la retraite, franchir les montagnes albanaises et joindre la mer. Pendant et après la guerre et jusqu'en 1926, la politique entre l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes et l'Albanie fut une politique d'amitié. Les malentendus qui survinrent entre les deux Etats après le Pacte de Tirana ne sont que des événements de caractère provisoire, car la Yougoslavie espère que, d'un jour à l'autre, l'Albanie reviendra sur sa décision et reprendra sa place comme amie de la Yougoslavie et membre de la Communauté

Balkanique. Par ses actes et ses paroles, la Yougoslavie ne demande que l'indépendance et la prospérité de l'Albanie (2).

Nos relations avec la Bulgarie ont été relativement bonnes après la guerre et jusqu'en 1923. Stamboulisky était une grande figure. Agrarien et démocrate, par tous les moyens, il préconisait la paix et particulièrement les bons rapports avec les voisins. Son amitié pour la Yougoslavie est universellement connue. D'une façon générale les accords et les traités qui ont pu favoriser la préparation des esprits acquis à l'Union Balkanique existaient déjà, sans aller jusqu'à une entente générale dans le sens du Pacte du 9 février 1934.

Les rapports entre la Yougoslavie et la Grèce ont été tantôt les meilleurs et tantôt firent craindre un conflit. Ces variations s'expliquent par l'orientation de la politique extérieure de la Serbie-Yougoslavie vers la mer et Salonique. La Serbie, qui, encerclée par l'Autriche-Hongrie, a souffert de ce manque de sortie sur la mer pendant les hostilités, s'était proposé comme but de se créer un accès sur la Mer Egée. En poursuivant cette politique, sans avoir des prétentions impérialistes, elle y avait orienté ses nombreux efforts, qui, évidemment, ont été considérés par les Grecs comme une atteinte à leur souveraineté.

Actuellement, la question est réglée. Depuis les conventions sur la Zone Libre Serbe, qui ont concilié la nécessité vitale de la Yougoslavie et la souveraineté de

(2) Admed Zogou a vécu longtemps en Yougoslavie avec ses partisans. Il est généralement connu comme un des plus grands amis du peuple yougoslave. Nous sommes persuadés que la situation au point de vue de ses sentiments n'a pas changé et que seule la question d'argent l'a poussé vers Mussolini et l'Italie. (Entrevue de Zogou et d'un homme d'Etat Yougoslave).

l'Etat Hellénique, il règne entre les deux Etats une bonne entente et les relations les plus correctes. Si quelquefois il surgissait un malentendu, le règlement en serait assuré par des voies pacifiques, voire amicales.

L'idée de la Conférence Balkanique, lancée par M. Papanastasiou, grand pacifiste, en qualité de Président des Amis de la Paix et d'ancien Président du Conseil, a établi les bases d'une entente. Les Conférences d'Athènes, de Constantinople et de Bucarest ont provoqué un véritable réveil des peuples balkaniques comme celui de 1912, tout en ayant un autre but. L'activité du Roi Alexandre prépara le couronnement de la grande œuvre. Cependant, on n'abolit pas facilement le passé. C'est pourquoi à côté des points d'entente, il subsiste un certain nombre d'embarras dont il faut tenir compte. Les malentendus doivent être complètement dissipés.

A) Méfiance grecque

Comme beaucoup d'autres, la grande œuvre de l'Entente Balkanique aurait pu subir un échec. Une action contre le Pacte Balkanique a été déclenchée. L'initiateur de ce mouvement d'opinion est M. Venizelos, vieil homme d'Etat, principal adversaire du Pacte et chef du parti libéral. Il a mené campagne à la veille de la conclusion et au moment de sa signature et n'a cessé de déployer avec ses partisans une activité ayant pour but l'amoindrissement de sa valeur et de son efficacité.

Il était difficile au début d'expliquer les raisons de cette activité contre le Pacte. Certains affirment qu'il s'agissait de la politique intérieure. M. Venizelos, étant membre de l'opposition, s'est servi de tous les moyens pour critiquer le travail du gouvernement et pour agir

sur l'opinion. D'autres, au contraire, cherchent à démontrer que la politique extérieure en était la raison. L'homme d'Etat estimait que l'intérêt de la Grèce était plutôt vers la Méditerranée que vers les Balkans. Il croyait aussi que le Pacte imposerait à la Grèce certaines obligations qui pourraient lui nuire en tant que puissance méditerranéenne et particulièrement dans ses bons rapports avec l'Italie.

Dans le premier cas, nous ne pouvons pas admettre que M. Venizelos, grand ami de l'entente balkanique, se serve du Pacte pour mener la lutte contre ses ennemis politiques. Un tel acte ne serait ni loyal vis-à-vis des Etats balkaniques, qui le considéraient comme un apôtre de la paix, ni vis-à-vis de ses opinions qui ont été émises en faveur de l'entente, de même que vis-à-vis de M. Papanastasiou, qui est l'initiateur et le principal personnage de la Conférence Balkanique.

Nous estimons que les lignes de base d'une politique et d'un homme d'Etat comme M. Venizelos ne doivent pas changer, surtout quand il s'agit de politique extérieure. Universellement connu comme partisan fervent de la paix et de la concorde balkanique, M. Venizelos ne peut devenir l'adversaire du Pacte.

Il est vrai que la Grèce est un pays méditerranéen, mais il est vrai aussi que ses principaux intérêts se trouvent dans les Balkans, car son histoire, sa libération politique ont leur source dans les Balkans. La Turquie a ses intérêts dans les Dardanelles, la Yougoslavie sur l'Adriatique, mais ces deux pays n'ont pas eu l'idée de faire quoi que ce soit contre le Pacte. M. Venizelos craint surtout le cas d'une guerre dans les Balkans entre la Yougoslavie et une puissance extrabalkanique où la Bul-

garie prendrait part. D'après lui, la Grèce devrait rester neutre dans le cas où un différend éclaterait dans la Péninsule. Il est évident qu'en donnant une pareille interprétation, l'homme d'Etat grec entre en conflit contre lui-même, contre ses idées et contre son travail antérieur au Pacte.

Un journal yougoslave, *Politika*, décrit l'attitude de M. Venizelos en ces termes : « Par son attitude actuelle envers le Pacte Balkanique, M. Venizelos dément la politique dont il est le chef et qui a créé la Grèce d'aujourd'hui. A lui revient le mérite d'avoir donné à la Grèce au dernier moment dans la conflagration générale sa véritable et juste voie et d'avoir conservé l'intégrité et l'indépendance de son pays. Autrefois M. Venizelos a été l'ennemi de la pénétration dans les Balkans d'une Puissance étrangère. Il a été le partisan le plus fervent du principe : *les Balkans aux balkaniques*. Aujourd'hui, l'illustre Crétois abandonne ses convictions et les principes les plus inébranlables de sa politique. Si ce changement est la conséquence des promesses faites à la Grèce d'avoir en cas de conflit dans les Balkans un agrandissement de territoire, il est victime d'une grave erreur. M. Venizelos a oublié sans doute ce que signifie pour la liberté des Balkaniques la présence dans les Balkans d'une grande puissance et dans quelle situation se trouverait la Grèce si une puissance extra-balkanique mettait son pied sur la terre des Balkans ».

Fallait-il encore rappeler au grand homme d'Etat que les événements de Corfou de 1923 : « Le bombardement

(3) Journal indépendant, le plus répandu au Royaume de Yougoslavie, dont les deux fondateurs, Vladislav et Darko Ribniskar, furent tués au champ d'honneur en 1914.

de cette ville prouve suffisamment ce que cela signifie d'être seule et de ne pas être aidée par ses alliés naturels » (4).

Les adversaires du Pacte, l'opposition et M. Venizelos, affirmaient que l'Europe regardait d'un mauvais œil l'entente balkanique, ce qui est une grande erreur. M. Maximos, ministre des Affaires étrangères de la République Hellénique, a parcouru les capitales et a déclaré que la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie avaient l'intention de signer un Pacte de garantie mutuel. Ce voyage a été accueilli avec faveur et encouragement. Cet argument ne doit donc pas entrer en considération.

M. Metaksos a déclaré qu'il était contre les obligations extrabalkaniques que la Grèce a données dans le Pacte. Le journal venizeliste *Etnos* croit que M. Metaksos a proposé au gouvernement grec de déclarer, à l'occasion de la ratification du Pacte, que la Grèce ne sera pas obligée d'intervenir en cas de guerre susceptible d'amener un conflit entre la Grèce et une puissance méditerranéenne (5). Le journal ajoute que M. Venizelos est d'accord avec une telle proposition. — M. Kondilis, cependant, a déclaré être pour le Pacte.

Dans son communiqué, le Gouvernement demande expressément que le Pacte soit ratifié sans changement et sans interprétation pouvant changer sa signification véritable. En ce qui concerne les renseignements demandés par les chefs des partis d'opposition en vue de compléter ce Pacte, le Gouvernement déclare qu'il ne peut

(4) *Politika*, Belgrade, 4 mars 1934.

(5) Cas de l'Italie.

entrer en pourparlers avec les autres signataires avant que celui-ci ne soit ratifié.

De son côté, M. Yevtitch a déclaré : « Une guerre mondiale est possible. Mais une guerre entre l'Italie et la Yougoslavie est impossible. La crainte d'une guerre entre l'Italie et la Yougoslavie est sans fondement et sans justification, car nous travaillons afin que tous nos différends et tous nos malentendus soient réglés par les voies pacifiques ».

Ainsi, au moins du côté yougoslave, la Grèce peut être rassurée. L'attitude de la Yougoslavie, qui va en ce qui concerne les rapports italo-yougoslaves jusqu'aux suprêmes sacrifices (6), a pu désarmer aussi les Grecs les plus méfiants.

B) La Bulgarie mécontente (Question macédonienne Port bulgare dans la Mer Egée)

La Bulgarie n'accepta qu'à contre-cœur les conditions de la paix et les clauses de Neuilly. Son action diplomatique après la guerre consistait à démontrer à l'opinion mondiale qu'il fallait changer la situation où la Bulgarie se trouva après la victoire des Alliés. Excepté la période de 1920 à 1923, pendant le gouvernement de Stamboulisky, les gouvernements bulgares qui se sont succédés toléraient les organisations macédoniennes révolutionnaires et quelquefois favorisaient leur action. En encourageant l'O. R. I. M., la Bulgarie a voulu faire la guerre au traité de Neuilly. Son action néfaste a rendu difficile toute idée de collaboration dans les Balkans et

(6) Rappelons seulement son attitude dans la question des minorités yougoslaves sous la dénomination fasciste en Italie.

l'idée de l'Entente a été retardée pendant dix ans. L'organisation macédonienne était aussi soutenue par les Etats extrabalkaniques et servait comme un agent de désordre dans la Péninsule. Elle a fait beaucoup de victimes, mais n'a pas amélioré la situation de la Bulgarie. Actuellement cette organisation est dissoute et la Bulgarie suit une politique d'entente avec ses voisins.

Mais la « question macédonienne » qui a été créée et mise à jour par les Bulgares et les propagandistes révisionnistes, a-t-elle été résolue à jamais ?

Les Bulgares disaient que la Macédoine était bulgare. Les Serbes affirmaient le contraire. Si on prend les statistiques bulgares officielles, on trouve des choses non seulement impossibles, mais ridicules. Laissons-les, pour l'instant, au moins, de côté.

Les traités internationaux parlent de minorités de langue, de race et de religion. Or, de nombreux publicistes ainsi que les hommes de la science et géographes, n'ont pas constaté en Macédoine ni autre langue que celle des Slaves, ni autre religion que celle de l'orthodoxie, ni une autre race que celle des Yougoslaves. Toutes les prétentions de soi-disant « plaideurs de la cause macédonienne » sont donc sans fondement juridique. Encore moins quand on sait que ce sont les puissances extérieures aux Balkans qui s'en mêlent pour embrouiller le problème.

On a beaucoup parlé de la Macédoine et de la question macédonienne. Certains auteurs et hommes politiques qui ont parcouru les Balkans y allaient sans connaître ni la langue, ni le milieu, ce qui, évidemment, rendait leur tâche extrêmement difficile et ce qui ne manquait pas de les exposer à commettre des erreurs

extrêmement graves. Il suffit de regarder les cartes géographiques remontant à quelques lustres, pour voir que chacun des auteurs fixe les frontières suivant sa conception personnelle et qu'il est rare d'en voir deux parmi eux qui soient parfaitement d'accord sur les limites de la Macédoine. Il y en a qui appelaient même la Macédoine tout ce qui était jadis sous l'Empire Ottoman !

En plus, il ne faudrait pas toujours faire foi à la sincérité des auteurs. Il ne faut pas oublier que les zones d'influence étaient la cause des rivalités politiques et que la Russie même, à plusieurs reprises, cherchait à agrandir son influence en prétendant que la Macédoine est bulgare.

« C'est la littérature de toute espèce, dit un ethnographe objectif, M. Tihomir Djordjévitch. Il y a des livres où il manque toute connaissance de chose. Il y en a d'autres qui ont été écrites par faiblesse et par sympathie envers le petit peuple bulgare. Il y a des auteurs qui ont été menés par les idées d'autrui. Il y a des livres qui ont été écrits sur la demande de la Bulgarie. Il y a des auteurs qui ont été payés par l'argent bulgare. Il y a très peu de livres dans lesquels il a été écrit sur la Macédoine d'une façon indépendante, avec une connaissance de chose et d'une façon impartiale et sincère » (7).

C'est donc une terre où les influences politiques se croisaient et les compétitions de puissance se manifestaient à tout moment de l'histoire. Il est normal qu'il existe tant d'écrits et si peu de vrais. Chacun faisait la propagande pour soi, car chacun espérait que, du jour

(7) Tikomir Djordjévitch Makedonïa.

au lendemain, le moment viendrait quand on pourrait s'emparer de cette « terre promise ».

Le jour où certains Etats voyaient qu'ils ne pourraient pas s'emparer de cette terre, ils lancèrent l'idée de la Macédoine autonome. Les visées sont compréhensibles et il n'est pas difficile de deviner qu'il s'agit tout simplement de diminuer la Yougoslavie. On oublie que toute civilisation serbe du Moyen Age réside dans la Macédoine ; que l'Empire Serbe avait sa capitale sur cette terre ; que la Yougoslavie épique est créée en pleine Macédoine et que seule l'histoire serbe trouve ses héros en Macédoine. Au cours de l'histoire, la plupart du temps, la Macédoine est sous les Rois serbes.

En Macédoine vit une population serbe de race, de langue et de religion (8). Sur les frontières, il y a évidemment des mélanges de populations et, pour cela, on a organisé, par le moyen des traités, la possibilité pour ceux qui désireraient vivre sous une autre souveraineté.

L'ancienne Macédoine est divisée actuellement en trois tronçons, le nord-ouest fait partie du territoire yougoslave. C'est le plus grand (9). Le Sud de la Macédoine est sous la Grèce. L'Est est donné à la Bulgarie.

Cette question, artificiellement grossie et exploitée par l'O. R. I. M. et par les ennemis de l'union de tous les Slaves du Sud et de l'Entente Balkanique, envenimait les rapports yougoslavo-bulgare, surtout de 1923 à 1933. Les membres de l'O. R. I. M. ont souvent franchi la fron-

(8) Voir : Ernest Denis, *Du Vardar à la Sotcha*, Paris, 1923. Collection historique de l'Institut d'Etudes Slaves de l'Université de Paris.

(9) On l'appelait jusqu'en 1933 : la *Serbie du Sud*. Actuellement, c'est la *Danovine (région) du Vardar*.

tière et jeté des bombes et des machines infernales pour provoquer le désordre en Yougoslavie et troubler l'opinion publique de l'Europe. Le nouveau gouvernement bulgare, constitué en mai 1934, suit une politique de rapprochement et poursuit les bandits révolutionnaires. Il est à prévoir que la Bulgarie dans un avenir prochain, adhérera au Pacte Balkanique. Ce sera la consécration du *statu quo* dans les Balkans, qui est seul susceptible d'assurer la paix et de préparer un avenir brillant des deux frères slaves et de leurs voisins.

★ ★

Nous avons déjà touché à un autre point de friction qui est à éliminer pour aboutir à l'union définitive des Balkaniques — c'est la question du port bulgare à l'Egée. D'après l'article 48 du Traité de Neuilly (17 novembre 1919), la Grèce s'est engagée à garantir à la Bulgarie un débouché économique sur la Mer Egée. Par le traité sur la Thrace, du 10 août 1920, furent fixées les modalités du règlement. La Bulgarie aurait la liberté de transit sur les territoires et les ports assignés à la Grèce selon ce traité et la cession d'une zone franche dans le port de Dédéagatch. D'autre part, la Grèce se chargeait d'écarter tout « obstacle ou danger pour la navigation dans ce port et d'assurer des facilités pour le mouvement des navires ». On prévoyait aussi une commission internationale dont un membre devait être Bulgare et qui devait assurer la jouissance de ses droits. Le traité de Thrace n'a pas été ratifié, mais les droits de la Bulgarie ont été confirmés par le traité de Lausanne (24 juillet 1923). Les Bulgares n'étaient pas satisfaits de ce que les deux traités leurs avaient conféré. Ils préféraient les négocia-

tions directes avec la Grèce. M. Venizelos faisait des concessions, mais ses avances n'ont pas été couronnées de succès. A chaque proposition de la part des Hellènes, les Bulgares répondirent par de nouvelles exigences. Les Grecs allaient jusqu'à la promesse de donner aux Bulgares une zone pareille à celle qui est cédée aux Yougoslaves par les traités des 13 mai 1913 et 17 mars 1929. Ces offres n'ont pas été acceptées par le gouvernement bulgare, qui émettait le désir d'avoir une bande du territoire reliant la Bulgarie à la Mer Egée. Jusqu'à maintenant, la question est restée en suspens.

La Yougoslavie considère que ce problème peut être résolu à l'amiable, sans rien changer au Traité de Paix de Versailles et de Neuilly. La souveraineté hellénique ne doit aucunement être mise en cause, mais, par des conventions douanières et ferroviaires, la nécessité vitale de la Bulgarie peut être satisfaite. Il s'agit d'appliquer généreusement l'article 48 du Traité de Neuilly.

**C) Les Balkans, notamment la Yougoslavie,
contre la révision des traités de Paix**

Nous abordons par là le problème de révision ou plutôt l'attitude antirévissionniste de la majorité des peuples balkaniques.

Ce ne sont pas les Traités qui empêchent la Paix de régner ; c'est la mauvaise volonté, ce sont les idées anarchistes (qu'elles viennent de la droite ou de la gauche) qui provoquent le désordre et le déséquilibre de l'humanité. Les Yougoslaves peuvent en parler, car ils ont fait preuve de sincère application des Traités.

Prenons l'exemple des minorités nationales en Yougo-

slavie, protégées par les traités de paix (10). La Constitution yougoslave est conforme aux engagements pris par le Royaume de Yougoslavie.

D'après le recensement de 1921, les minorités nationales en Yougoslavie sont réparties de la façon suivante : Allemands : 513-472 ; Hongrois : 472.409 ; Roumains : 661.033 ; Italiens : 4.500 ; Albanais : 441.740 ; Turcs : 122.000. La Yougoslavie a scrupuleusement respecté les clauses des minorités. Elle a autorisé, entre autres, 154 écoles allemandes, avec 572 instituteurs, 38 écoles maternelles, 49 divisions et 6 écoles primaires supérieures et 1 lycée ; ensuite, 103 écoles hongroises, avec 631 divisions de 58.590 élèves, avec 530 instituteurs, 5 écoles primaires supérieures et 3 écoles privées, trois écoles secondaires ; enfin, 31 écoles roumaines, avec 77 instituteurs (11).

Ces minorités ont souvent en Yougoslavie plus de droits que leurs nationaux dans leurs propres patries. Aussi ont-elles résisté à toutes les tentatives venant de l'étranger en vue de provoquer leur révolte dans le pays d'adoption.

L'idée révisionniste a été surtout lancée par la Hongrie ; elle fut ensuite encouragée par d'autres Etats et particulièrement par l'Italie fasciste.

Après le traité de Trianon (4 juin 1920), la Hongrie se trouvait diminuée dans son territoire. Les minorités nationales qui faisaient partie de l'Autriche-Hongrie ont retrouvé leur indépendance. L'Empire des Habsbourgs a été disloqué et de nouveaux Etats furent créés.

(10) Le Traité de Rappalo, celui de Rome (12 novembre 1920, 22 octobre 1922), celui de Bled entre la Roumanie et la Yougoslavie (17 août 1927) etc.

(11) Voir *l'Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International* de 1931.

L'Article 41 du Traité de Trianon précise : « La Hongrie reconnaît, comme l'ont déjà fait les Puissances alliées ou associées, l'entière indépendance de l'Etat Serbe Croate et Slovène ».

Par l'article 42, « la Hongrie renonce, en ce qui la concerne, en faveur de l'Etat S. H. S. à tous droits et titres sur les territoires de l'ancienne monarchie Austro-Hongroise, situés au delà des frontières de la Hongrie, telles qu'elles sont écrites à l'article 27, Partie II (Frontière de la Hongrie), et reconnus par le présent traité, ou par tout autre Traité, comme faisant partie de l'Etat S. H. S. ».

Voici comment M. Koloman de Kanya, ministre des Affaires Etrangères, s'exprimait avant de prendre possession de ce poste : « La jeunesse hongroise est, comme par le passé, profondément religieuse et patriote. Tout en désirant naturellement la paix, elle est unanime à protester inébranlablement contre le démembrement de l'Empire de la couronne de Saint Etienne et elle a foi dans la résurrection de l'antique grandeur et de l'unité de la patrie » (12). Il est un peu bizarre de voir un ministre qui puisse rêver de l'Empire de Saint Etienne et des « grandeurs » du passé, lorsque ces « grandeurs » n'ont été qu'une oppression des nationalités de toutes races. Dans l'ancien temps, on comptait les populations comme marchandises, mais, actuellement la situation a changé. La Hongrie doit comprendre que la « grandeur » du passé ne reviendra pas dans l'avenir car les peuples libérés du joug hongrois gardent jalousement leur indépendance et leur souveraineté.

(12) Damuny Berachy, « Incertitude danubienne et Balkanique », *Revue du Droit International*, N° 1, 1933.

Le Pacte à quatre a éveillé l'espoir des révisionnistes et cette question de révision a été mise ouvertement *devant l'opinion internationale*.

Les peuples balkaniques, surtout la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce savent bien que l'article 19 du Pacte de la Société des Nations est stipulé ainsi : « L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société des Nations à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des stipulations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde ». Mais ils savent que, d'autre part, dans le préambule du Pacte, il est dit : « Les Hautes Parties Contractantes considérant que, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe : ...d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre ; ...d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des gouvernements ;... de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés ». En l'examinant bien, on s'aperçoit que les fondateurs de l'Institution Genévoise n'avaient pas l'intention de donner la possibilité de la révision des traités, mais au contraire d'en imposer le respect rigoureux. La Société des Nations a pour but d'assurer la paix et de faire régner la justice dans le monde. Or, si un diplomate de notoriété internationale dit : « La révision, c'est la guerre » et si d'autres diplomates et un grand nombre d'hommes d'Etat autorisés des peuples disaient de même : « Si vous voulez la paix, ne touchez pas à

nos frontières », c'est, alors, le *statu quo* qui est la sauvegarde de la paix et non la révision.

Il y a encore autre chose à invoquer comme argument en faveur du *statu quo*. Il y a un principe de la lutte des peuples pendant quelques siècles, un produit de l'histoire et de la démocratie : c'est la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Voilà la véritable force de la plus noble des créations humaines. Les nations ont travaillé pendant des siècles pour être une fois chez eux. Or, il est tout à fait normal qu'une fois qu'ils ont obtenu cette liberté de se gouverner par eux-mêmes : qu'ils la gardent. Avant la guerre, il y avait des minorités dans une proportion cinq ou six fois plus grande que maintenant. Donc, même en admettant que les traités ne soient pas parfaits, nous pouvons affirmer qu'actuellement, il y a plus de justice qu'avant 1914.

M. Benès, Ministre de la République Tchécoslovaque, un des fondateurs de la Petite Entente et un des plus fervents artisans de la S. D. N., a fait valoir, à propos de la création mussolinienne qu'on appelle le Pacte à Quatre, les arguments suivants contre le révisionisme (13) : « Nous ne comprenons pas comment quelqu'un pourrait croire un seul instant qu'un Etat indépendant quelconque puisse admettre que plusieurs autres Etats, fussent-ils de grandes puissances, disposent directement ou indirectement... de son territoire ...L'histoire nous montre que les aliénations de territoire ont toujours été l'origine des guerres les plus sanglantes... En discutant cette question à Genève, dans une conversation avec Sir John Simon sur le Pacte à Quatre, j'ai dû

(13) Edouard Benès, « Révision des traités », *Revue du Droit international*, Tome XII, p. 246.

lui faire toucher du doigt qu'on ne saurait imposer à un Etat un changement de ses frontières et que, si quel-qu'un voulait tenter semblable entreprise, il lui faudrait venir les armes à la main ».

Le bouleversement intérieur résulte aussi de l'essai de révision. Dans certains pays, c'est la constitution qui doit autoriser la révision et l'aliénation du territoire. Or, les grandes puissances voudraient-elles provoquer les révolutions intérieures ou des coups d'Etat ?

La question de révision ne devait donc pas se poser et elle n'aurait pas été posée s'il n'y avait pas eu le soutien de l'Italie, dont la politique extérieure avait rarement fait preuve d'une loyauté parfaite. Après avoir été l'alliée de la France et de la Yougoslavie pendant la guerre, l'Italie actuelle, en poursuivant une politique révisionniste, prend une position nettement opposée à celle de ses alliés ; elle prend parti pour la Hongrie et poursuit une politique nettement révisionniste. (13 *bis*).

La politique extérieure de la France et de ses alliés, celle de la Petite Entente et de l'Entente Balkanique est antirévioniste. Ces Etats ont vaincu et gardent les conquêtes qui sont à la fois les conquêtes de la civilisation, car actuellement, il n'est plus possible qu'une dynastie soumette à son joug les quatorze nationalités différentes, comme cela était le cas dans l'Empire des Habsbourg. La Grande Guerre n'était pas seulement une guerre des plus forts et l'œuvre des rois, mais aussi

(13 *bis*) Depuis peu de temps, l'Italie poursuit vis-à-vis de la Yougoslavie une politique de bons rapports. Cette politique est-elle sincère ou est-elle une nécessité destinée à mener à bonne fin son entreprise africaine ? L'avenir nous le dira. Etant donné l'instabilité de la ligne de conduite de sa politique extérieure, depuis la Guerre à nos jours, nous sommes plutôt enclins à croire qu'il s'agit d'une nécessité.

une guerre de la démocratie et de la liberté, dirigée contre les anciens principes de domination et d'esclavage. La mise au jour du principe de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes est une conquête des plus belles dans les démêlés de 1914. Les peuples ont été esclaves pendant des siècles, grâce à la fatalité de l'histoire. Maintenant, ils sont libres et rien n'est plus étonnant que de voir quelqu'un qui puisse rêver de leur ravir ce bien suprême.

★ ★

L'attentat de Marseille, préparé sur le territoire hongrois, subventionné par la Hongrie et par les ennemis de la paix, est l'aboutissement de la néfaste propagande révisionniste. On espérait provoquer le désordre et passer à l'action destructrice pour anéantir les résultats chèrement acquis par la victoire des soldats du Droit et de la justice de 1914-1918.

La Yougoslavie a dû, depuis 1918, mener une action internationale antirévioniste et en même temps se défendre à l'intérieur du pays contre les agents envoyés de Janka Pusta, c'est à dire de la Hongrie, et de l'O. R. I. M. (14) pour provoquer la dislocation de la Yougoslavie, de l'Etat qui est un rempart contre les éléments perturbateurs.

La Yougoslavie estime que la sauvegarde des traités est encore la seule solution possible de sauvegarder la paix du monde. Dans les temps d'aujourd'hui, les terres

(14) O. R. I. M., d'après un communiqué officiel de Sotia, a commis depuis 1924, plus de 1.000 assassinats (*Le Journal*, Paris, 11 novembre 1934).

ne se cèdent pas comme jadis. La Petite Entente et l'Entente Balkanique sont du même avis : la révision c'est la guerre. Au moment où notre ouvrage est sous presse, les ministres des quatre Etats Balkaniques, réunis en conseil de l'Entente Balkanique à Istamboul l'ont proclamé et déclaré avec vigueur et netteté.

CHAPITRE III

Les Puissances et les Balkans

L'idée de la libération des peuples balkaniques et de leur constitution en Etats souverains se heurtait, disions-nous, à la politique d'équilibre des grandes puissances ainsi qu'à leurs ambitions et rivalités

Dès 1874, la Russie installe ses positions en Crimée, puis conquiert la côte Ukrainienne (traité d'Iassi 1792). De cette époque, ses tendances politiques étaient dirigées vers les Détroits et vers Constantinople. Le traité de Koutchouk Kaïnardji de 1774, où la Russie se déclare protecteur de la « Raya » d'Empire Ottoman, est un des premiers traités de minorités, mais c'était aussi l'intervention marquée de la Russie dans les Balkans.

L'Autriche, rivale de la Russie, avait aussi des tendances vers les Balkans. Elle pratiqua la politique des zones d'influence, d'organisation d'administration, d'annexion et chercha toutes les différentes formes de constituer et d'élargir territorialement son empire sur la Péninsule.

La rivalité de ces deux Etats était un grand et un véritable malheur des Balkans.

L'Allemagne, en cherchant surtout, au cours du XIX^e

et au début du xx^e, des débouchés économiques (1) a puissamment aidé l'expansion de son alliée vers les Balkans.

L'Italie commença récemment à s'intéresser aux Balkans ; actuellement elle prend la place, dans une large mesure, de l'Autriche-Hongrie d'avant guerre.

Quant à l'Angleterre, sa politique consistait à sauvegarder sa suprématie dans la Méditerranée et surtout la « route des Indes ». Elle n'avait aucun intérêt à ce que la Russie s'installât à Constantinople et dans les Détroits et, pour cette raison, elle défendit l'intégrité de l'Empire Ottoman » et la « liberté » des Détroits (2).

1) *La France et les Balkans*

La politique traditionnelle française a toujours considéré et favorisé le développement des petites puissances. Un célèbre ministre français des affaires étrangères disait que l'avenir des Petites Puissances était l'avenir de la France. En vertu des droits de nationalité, Napoléon réunit les Slaves du Sud et a créé l'Illyrie, la Yougoslavie d'il y a 120 ans. De même, cinquante ans plus tard, Napoléon III, ce « champion de nationalité », favorisait la création et l'organisation des petits Etats. A la période du Congrès de Berlin, dans toutes les discussions internationales et les conférences, la politique française a été partout marquée par la protection des Petits Etats.

Après avoir été la protectrice des nations dans l'Em-

(1) En 1888, l'Empire Allemand inaugure la « politique mondiale » et jette son regard sur l'Asie Mineure et la Mésopotamie « Bagdadbah » anatolienne. La ligne de chemin de fer B. B. B. (Berlin, Byrance, Bagdad) devait servir pour faciliter la pénétration.

(2) Stévan Pétrovitch, *L'Union et les Conférences Balkaniques*, p. 8.

pire ottoman en vertu des capitulations accordées à François I en 1535 et, ensuite, en 1740, la France, au cours du xix^e siècle, souhaitait leur émancipation.

Actuellement aussi, la France a, dans les Balkans, une politique qui protège et qui conseille. Elle a contribué, dans une large part, à l'organisation des Balkans. Si nous osons dire, c'est encore « la politique d'équilibre » mais sans aucune visée impérialiste ou de conquête.

Monsieur Ancel disait que la France importe dans les Balkans les capitaux conservateurs et les idées révolutionnaires. En effet, les capitaux y trouvent un emploi productif, mais, malgré cela, les échanges commerciaux sont faibles. Quant aux idées « révolutionnaires », elles ont eu une grande répercussion sur le réveil des peuples balkaniques et ont été une des causes de leur libération. Actuellement aussi, les étudiants balkaniques s'instruisent dans les écoles françaises et, au retour dans leurs pays, transporte chez eux l'esprit de la France humanitaire.

Et c'est cet esprit de large humanité qui inspire aujourd'hui la collaboration politique de la France avec l'Entente Balkanique et avec la Petite Entente. M. Titulesco disait avec raison : « La France a fait dans la coopération internationale sa méthode de travail préférée. La Petite Entente l'a suivie et la suivra avec fidélité dans tous les efforts *pour rapprocher les peuples*. Notre politique consiste, en effet, à insérer l'activité de nos pays dans un vaste réseau d'Etats animés *par le même idéal*, de telle manière que, tout en ne sacrifiant rien de nos intérêts nationaux, *notre action soit constamment subordonnée à l'intérêt général*. C'est là le fondement de la Petite Entente, *c'est là la genèse de l'Entente Balkanique* ».

En un mot l'Entente Balkanique considère la France comme sa plus sincère amie. La Yougoslavie, particulièrement, est emplie de ce sentiment, qui trouve sa meilleure expression dans le discours que le Regretté Roi Alexandre s'apprêtait à prononcer à Paris :

« ...Les sentiments qui animent toute la nation yougoslave et dont je suis moi-même pénétré... ce sont les sentiment d'affection, d'admiration et de connaissance à l'égard de la grande nation française.

« Tout le monde sait que nous aimons la France. Cette affection a des racines dans les profondeurs de notre être. Car l'admiration de la Yougoslavie ne date pas d'hier.

« Nous admirons la France non seulement pour l'œuvre accomplie par elle dans les réalisations de nos destins nationaux et pour sa mission universelle, qui n'a pas cessé de s'exercer par l'éclat de la pensée française et par l'action de la France dans le monde. Nous l'admirons pour l'équité de ses actes, car, aussi souvent que le droit a dû lutter contre l'injustice, la France a été à la tête de la lutte ».

2) *L'Allemagne et les Balkans.*

Après avoir complété son unité et sa puissance au cours du xix^e siècle, l'Allemagne pense à son expansion. L'Empereur d'Allemagne Guillaume II considéra ses frontières trop étroites. « *Unzere Zukunft liegt auf dem Meere* » (3), disait-il en 1880, et cette phrase est devenue le programme de la politique extérieure allemande et

(3) « Notre avenir est sur l'eau ».

de son expansion hors des frontières et hors du continent européen, qui fut souvent couronnée de succès. A la veille de la Grande Guerre, l'Allemagne possédait Kia-Tschao dans l'Océan Pacifique et beaucoup de territoires en Afrique Occidentale et Orientale, Cameroun et Togo étaient ses possessions.

L'Allemagne déploya aussi son expansion par le commerce, l'industrie, les entreprises de toutes sortes et par le placement des capitaux. A la veille de 1914, elle avait dans des entreprises étrangères 25 milliards de marks-or. Elle mettait sa puissance politique au service de l'expansion commerciale. Par ses capacités d'organisation, elle faisait la conquête des marchés ; ses entreprises travaillaient en Roumanie, Bulgarie, Turquie et Autriche-Hongrie.

L'« homme malade » intéressa l'Allemagne surtout du point de vue de sa poussée vers l'Orient de son *Drang nach Osten*. Elle poursuivait son idée de créer, pour son expansion une route libre de Berlin, par les

Son plan prandiose d'une conquête commerciale de la Mer du Nord à l'Asie Mineure et au Golf Persique fut anéanti par la victoire des Alliés en 1918. Mais le *Drang nach Osten* a subsisté. Il renait de nos jours. Ses méthodes ont changé. La politique agressive n'est plus de la mode dans ce domaine. Il faut procéder avec plus de tact et avec de la persuasion. Une pénétration d'ordre économique doit être poursuivie à fond. D'autre part, il faut impressionner les Balkans par le nouveau pan-germanisme sans leur laisser une impression d'inquiétude. Au contraire, il faut se faire passer pour un ami, faire des avances attirantes. La Yougoslavie est surtout l'objet de cette nouvelle tactique de l'Allemagne hitlé-

rienne, car, d'abord, c'est par le jeune Royaume uni des Yougoslaves que conduit la route du Ponant au Levant et, ensuite, c'est toujours par le *divide et impera* autrichien qu'on compte réussir.

3) *L'Italie et les Balkans.*

A) *L'Italie membre de la Triple Alliance*

Dans les accords de la Triple Alliance (1882), il n'y avait pas de stipulations concernant l'attitude de Vienne et Rome dans les problèmes balkaniques et cependant une rivalité latente existait entre les deux pays. Ils avaient jeté depuis longtemps leurs regards sur l'Albanie. Cependant, l'heure n'étant pas encore arrivée d'agir, l'Italie, en 1887, à l'occasion du renouvellement de la Triple Alliance, demanda des garanties. Par un traité, le 20 février 1877, Rome et Vienne se déclarèrent partisans du *statu quo* balkanique et adriatique, mais il était prévu que, si des modifications survenaient, les deux Etats devaient agir d'accord l'un avec l'autre.

Les 8 et 9 novembre 1897, d'autres accords sont intervenus, d'après lesquels le *statu quo* est confirmé, mais, en cas d'abandon de celui-ci, les deux gouvernements doivent s'inspirer du principe d'autonomie albanaise et de désintéressement territorial. Un échange de notes en décembre 1900 fortifia cet accord.

Au cours des années suivantes, l'Italie commence à se détacher de la Triplice ; en 1906, à la Conférence d'Algeziras, le délégué italien agit plutôt indépendamment.

L'Autriche-Hongrie, de son côté, ne manque pas une

occasion pour avancer sa pénétration dans la Péninsule. Son ministre d'Achrenthal a des plans précis. Il reproche aux dirigeants de son pays de n'avoir pas su profiter de la guerre russo-japonaise et il cherchait à compenser cette perte. Les rapports avec la Serbie n'étaient pas brillants ; la population yougoslave opprimée par la monarchie Austro-Hongroise était fort agitée et, depuis l'avènement du Roi Pierre I (1903) considérait la Serbie comme sa véritable patrie ; la Bulgarie désirait s'émanciper totalement et se proclamer « Empire » ; Isvolski, ministre russe des affaires étrangères, avait de grands projets en Orient et, engagé dans la politique de révision des Détroits, il était en état de faire des concessions à l'Autriche. Tout cela facilitait le dessein de d'Achrenthal.

D'Achrenthal envisageait la poussée autrichienne dans les Balkans sous deux formes : économique et politique. La pénétration devait se poursuivre par une ligne de chemin de fer à travers le Sandjak, reliant Vienne à la Mer Egée. Appuyée par l'Allemagne, le ministre autrichien obtint la concession. Le côté politique du programme se poursuit par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En profitant de la révolution « jeunes-turcs », d'Achrenthal, dans une entrevue en septembre 1908, se fait accorder en principe l'annexion. Le 3 octobre, la Bulgarie proclama son indépendance et le gouvernement autrichien annonça au monde que la Bosnie-Herzégovine faisait partie intégrante de son territoire.

En même temps, les Crétois se soulèvent contre les Turcs et installent M. Venizelos à la tête du gouvernement.

(4) Schefer, *D'une guerre à l'autre*.

L'annexion de la Bosnie-Herzégovine provoqua en Serbie un véritable mouvement populaire, qui demandait la lutte pour l'honneur national et pour leurs frères de race. La petite Serbie de 1908, démocratique et parlementaire, qui gardait jalousement son indépendance et l'œuvre héroïque de ses fils tombés au cours du xix^e siècle, était prête à tout, car elle savait que l'Autriche-Hongrie, une fois installée sur la Drina (5), encerclant sa voisine, passera à l'attaque, à l'invasion. Le Monténégro s'associa à l'indignation eu aux protestations de la Serbie.

Isvolsky conseilla au Ministre serbe à Paris de calmer l'opinion publique serbe, car il espérait une faveur personnelle, mais en voyant que Londres n'était pas d'accord avec ses projets et que Berlin faisait la sourde-oreille, il déclara que la Russie soutiendrait la Serbie.

L'Autriche-Hongrie employa toute sa ruse. Elle fit la généreuse et, tout en annexant deux pays purement serbes, elle renonça à l'application des articles 25 et 29 du Traité de Berlin, le premier concernait l'occupation militaire de Sandjak de Novi-Pazar et, le second, la mission confiée à la Double Monarchie d'exercer la police sur les côtes du Monténégro

Force fut à la Serbie de se taire et d'attendre des compensations économiques. L'Europe s'inclina devant la violation du Traité de 1878.

L'annexion sera une des causes de la Grande Guerre. C'est en 1908 que l'Italie, — fortement favorisée par l'Autriche sur la côte dalmate, où il fallait étouffer l'élément yougoslave, — s'aperçut que son alliée s'emparait seule des Balkans. Elle protesta contre l'annexion,

(5) Fleuve, ancienne frontière austro-serbe.

car, aux termes des traités de la Triple Alliance, de ses annexes et des traités postérieurs, le *statu quo* a été changé sans qu'elle fut consultée. On peut dire que c'est depuis ce moment que l'Italie avait déjà moralement rompu avec la Triple Alliance. Elle s'en servira encore mais sa politique, surtout envers les Balkans, s'orienta vers une action propre, souvent exclusivement italienne, en vue de la pénétration dans la Péninsule Balkanique. C'est elle au fond, qui, peu à peu, se substituera à l'Autriche-Hongrie et cherchera à dominer les Balkans.

B) L'Italie en Albanie

Il est incontestable que l'Italie, en poursuivant cette politique de pénétration, a réussi à s'y installer et même de mettre sous sa tutelle un Etat Balkanique. C'est tout en aidant la politique Autrichienne en 1912 qu'elle avait jeté ses visées sur l'Albanie, ce point stratégique important et le pays extrêmement intéressant au point de vue des richesses minières et pétrolifères.

Les troupes grecques et serbes, en pénétrant en Albanie, en 1912, avaient donné le goût de la libération à ce peuple. Après leur retraite, c'était la révolution. Ismaël Kemal Oeg Vlora était un agent italo-autrichien ; il avait conclu avec le gouvernement de Vienne un traité en vertu duquel une banque austro-italienne devait être organisée et diriger toute l'activité économique et financière de l'Albanie. Ce traité de commerce provoqua le conflit entre Ismaël Kemal Bey et Essad Pacha, Ministre de l'Intérieur (6), et divisa le pays en deux camps

(6) Il a été victime d'un attentat le 13 juin 1920 à Paris, rue de l'Isle, en sortant de l'Hôtel Continental.

nord et sud. La Conférence de Londres fixa le statut du nouvel Etat. Le Prince de Wied était choisi comme souverain de l'Etat Albanais, mais l'intervention de la Turquie, la pénétration autrichienne et les intrigues italiennes créèrent en Albanie la rebellion et le désordre.

Essad-Pacha, à la tête de dix mille Albanais, détrôna le prince de Wied et se rangea aux côtés des Alliés. Mais l'Italie ne resta pas inactive. Par le traité de Londres, conclu à l'insu des Serbes (7), elle s'était fait accorder Valona et son « hinterland », et en juin 1917, elle adressa un manifeste au peuple albanais en proclamant que l'Albanie, libre et unie, est créée sous le protectorat italien. Immédiatement après, avec son appui militaire, un gouvernement fut formé par Turkan Pacha à Dratch (Durazzo), un gouvernement italophile, bien entendu, avec le programme défini : a) l'Albanie indépendante est obligée de demander l'aide et le conseil de l'Italie pour son organisation intérieure ; b) la création d'une banque italienne, pour assainir les finances albanaises, est prévue.

Le conseil suprême de la Conférence de la paix n'aida en rien la libération de l'Albanie. Ce rôle de défense des droits des Albanais a été assumé par le Gouvernement yougoslave, qui ne tarda pas à invoquer comme raison l'attitude amicale des albanais pendant la guerre.

En 1920, l'Albanie entre comme membre de la Société des Nations. Un an après, le 9 novembre 1921, les grandes puissances avaient déclaré, dans une résolution, que toute atteinte portée à l'indépendance alba-

(7) Le Traité de Londres a été toujours invoqué et même aujourd'hui. En 1918, les demandes italiennes se basaient sur les raisons stratégiques et ne furent pas défendues.

naise sera considérée comme un danger pour la sécurité de l'Italie. Ce fut un grand succès de la diplomatie italienne, qui en escomptait d'autres dans les Balkans. Elle détache Ahmed Zogou de son allié naturel, du peuple yougoslave.

A partir de 1926, Mussolini comptait sur l'hostilité hongroise, sur la passivité roumaine, sur la vengeance bulgare et la neutralité grecque (8). Son activité internationale aboutit aux traités de Tirana (1926-1927), qui liait les mains de l'Albanie ; « Les deux Etats s'engagent à se prêter un appui mutuel et une collaboration cordiale et, de même, à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques ou militaires préjudiciables à l'autre partie ».

Quand on prend en considération la disproportion des forces, on devine les intentions politiques de l'Italie : avoir la clé de l'Adriatique, pénétrer dans les Balkans et, — à la façon de la politique de l'Autriche-Hongrie d'avant la guerre, pousser son hégémonie vers l'Est. Le Duce, du reste, avait déclaré ouvertement : « C'est seulement vers l'Est que peut se développer notre expansion pacifique ». Le traité de Tirana était une restriction de la souveraineté de l'Albanie et un élargissement politique de l'Italie (9).

(8) *Echo de Belgrade*, 1^{er} février 1933. Mussolini conclut une série de traités en 1926, le 7 août avec l'Espagne, 17 septembre avec la Roumanie, 27 novembre avec l'Albanie et le 28 décembre avec l'Allemagne.

(9) En mai 1925, l'Italie avait obtenu certains avantages en Albanie. On accorda aux chemins de fer d'Etat italiens et aux sociétés par eux organisées, le droit de recherches d'exploitation du pétrole, du gaz naturel, du bitume et des roches, sur un territoire de 55.000 hectares. La Banque Nationale Albanaise fut fondée avec son siège à Rome et avec des actions souscrites par les banques italiennes. La couverture or, propriété du peuple albanais, était mise à l'abri également à Rome pour des raisons

Le jour où fut connu le pacte de Tirana, M. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie donna sa démission. Fervent artisan des amitiés italo-yougoslaves, M. Nintchitch, par ce geste, voulait manifester son mécontentement à l'égard de l'opinion internationale qui tolérait une politique impérialiste.

C) Rapports Italo-Yougoslaves

Les rapports italo-serbés avant la guerre étaient plutôt amicaux. L'Italie n'a jamais essayé ouvertement de mettre entrave à une action diplomatique des Serbes (1). A l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Italie a été liée moralement avec la Serbie. Pendant les guerres balkaniques, de 1912-1913, l'Italie suivait avec sympathie les avances et les succès des armées serbes. Pendant la guerre, elle a été l'alliée. Les véritables difficultés ont commencé en 1918, quand il s'est agi de profiter de la victoire.

L'Italie, avant d'entrer en guerre (1915), s'était réservé, par le traité de Londres, de notables avantages, au détriment du territoire national yougoslave. Cependant, les Alliés proclamèrent le principe de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Le traité de Londres, signé par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, ne liait pas l'Amérique, et le Président Wilson tenait beaucoup aux principes qui furent proclamés en 1918 et sur

de « sécurité particulière ». Le premier emprunt albanais a été de 50 millions ; le second, en 1931, de 100 millions francs or. L'alliance de 1927 charge l'Italie de l'administration et de l'économie du pays.

(1) Sauf sa rivalité, bien entendu, contre l'Autriche à l'occasion de l'annexion de Bosnie-Herzégovine ; car il s'agissait de la violation du traité de Berlin, d'une part et d'autre part, l'Italie voulait, elle aussi, avoir quelque chose.

la base desquels devaient être tracées les frontières. En s'appuyant sur ces principes, le gouvernement de Belgrade défendit vigoureusement les droits de la partie du peuple yougoslave qui habitait les territoires convoités par l'Italie.

L'Italie invoqua les raisons « stratégiques », mais les alliés ne voulaient pas les admettre, d'autant plus qu'il s'agissait de discussions entre amis et alliés. D'autre part, au moment des pourparlers, les Italiens torpillèrent un navire autrichien qui était entre les mains des Yougoslaves. Cet acte fut considéré par le monde civilisé comme un acte de guerre. L'Italie pour faire valoir les droits sur la Dalmatie, employait tous les moyens. Les manifestations, les tueries, la presse ont été au service de l'impérialisme italien. Ces manifestations devenaient surtout graves lorsque les Italiens, bien qu'en minorité, avaient organisé ou provoqué dans les villes du littoral yougoslave, des véritables bagarres. Leurs canots automobiles s'approchaient de la côte et des ports yougoslaves et tiraient sur la foule. A Trieste, les manifestants organisés parcouraient la rue en criant : « Mort à la Yougoslavie ». Ils pénétrèrent dans les immeubles des services consulaires yougoslaves pour les piller. Ils démolirent la Maison Populaire Yougoslave et brûlèrent l'Hôtel des Balkans. Les succursales de la Banque Adriatique (Yadranska Banka) et de la Banque de Lioubliana furent de même démolies. Ils s'attaquèrent à tout ce qui était yougoslave, pour manifester leur puissance et pour faire savoir devant le monde la force de leurs protestations. D'autres villes, près de Goritza, en Istrie, en Dalmatie vécurent aussi des journées pleines d'angoisse.

C'est dans cette atmosphère que commencèrent les rapports de voisinage entre l'Italie et la Yougoslavie.

D'autres alliés avaient en ce moment-là connu aussi des sévices italiennes.

La Grande Bretagne et la France conseillaient au jeune Royaume la patience et lui demandèrent de céder au plus fort. Belgrade s'incline, car le pays et le peuple meurtris étaient assoiffés de paix. Mort dans l'âme M. Vesnitch persuada ses collègues que les sacrifices étaient indispensables pour la bonne entente des peuples. Le traité de Rapallo était, de la part du gouvernement de Belgrade, un acte du suprême courage. L'Italie obtint l'Istrie, Zara et quelques îles de l'Adriatique, pays purement yougoslaves. Presque 800.000 Yougoslaves furent abandonnés à la domination italienne.

Le Gouvernement de Belgrade consentit à créer de Riéka (10) un Etat indépendant, qui servirait aux deux traitants, mais ce sacrifice ne suffisait pas. Le Gouvernement italien, ne voulant pas exécuter tous les engagements de Rapallo, déclara qu'il ne pouvait empêcher ses troupes d'occuper Fiume. Une nouvelle tension s'ensuit. Le gouvernement yougoslave fait preuve de bonne volonté et, par le traité de Santa-Marguerite (1923), fait de nouvelles concessions. Fiume est englobée dans le royaume d'Italie. Par les conventions de Belgrade et de Rome, de nouveaux sacrifices sont demandés à la nation yougoslave. En 1924, un traité d'amitié est signé, mais, peu de temps après, le traité de Tirana provoque la retraite de M. Nintchitch qui marqua la faillite de la politique d'entente franco-italienne que l'opinion you-

(10) Fiume est la traduction du vieux nom Slave : Riéka.

goslave avait toujours préconisée et à laquelle le peuple yougoslave a payé la plus lourde rançon.

Hélas, malgré tous ces sacrifices, malgré l'abandon de 800.000 Yougoslaves, bien que la Yougoslavie poursuive une sincère politique d'entente et de paix, l'Italie s'acharne contre sa voisine. Elle souhaite la dislocation de la Yougoslavie ; elle aide tout ce que, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat yougoslave, puisse nuire à la consolidation du pays et à sa renommée internationale.

Un service de presse, bien organisé, qui travaillait sous le haut patronage de la direction du fascisme, était toujours contre la Yougoslavie ; elle ne s'est jamais gêné d'employer des injures, des calomnies et des mensonges pour discréditer la Yougoslavie. Il arrive que le différend naît parce qu'il existe un malentendu ou une méconnaissance mutuelle, ou encore parce qu'un peuple ne connaît ni le caractère, ni la mentalité du peuple voisin. Tout le monde ne peut pas voyager, et tout le monde ne peut vérifier les faits ; alors ce sont les journaux, les livres, le théâtre et le cinéma qui, assez souvent, représentent un Etat (11). Les journaux sont les plus accessibles mais aussi, bien souvent contrôlés et subventionnés

(11) Nous avons eu l'honneur d'assister à une conversation entre deux anciens ministres et diplomates qui parlaient de la propagande et de la diplomatie par la presse. Le ministre français se plaignait qu'on ne faisait pas assez de propagande aux Etats-Unis pour la France. Le ministre balkanique lui a répondu le plus sérieusement du monde : « Pourquoi vous plaignez-vous ? vous y avez envoyé vos vedettes. Et les parfums « Coty » ne font-ils pas une bonne propagande.

Il est évident que les vedettes et les articles de mode peuvent faire une propagande, mais ce n'est pas celle qu'on demande. Elle est aussi efficace que la propagande par l'acier de l'Allemagne, par le coton de l'Angleterre et par le tabac égyptien, qui ne pousse même pas en Egypte. Cependant, la presse reste actuellement comme le moyen le plus efficace de la propagande.

par un gouvernement qui, à l'aide de la presse, poursuit ses desseins néfastes.

L'incident de Trogir entre l'Italie et la Yougoslavie, qui a provoqué tant de bruit dans le monde et dont tous les journaux parlaient, a été présenté par chaque journal différemment, de façon qu'on n'a jamais pu connaître la vérité. Les incidents de frontière, qui ne sont pas rares entre la Yougoslavie et l'Italie actuellement, et les incidents entre la Yougoslavie et la Bulgarie entre 1923 et 1933, ont été toutes les fois interprétés suivant les instructions des gouvernements. La Yougoslavie a des ennemis dans les Balkans et hors des Balkans, mais la presse italienne déploie contre les Slaves du Sud une activité qui ne peut s'interpréter d'aucune façon comme pacifiste. Il n'est un secret pour personne que l'Italie convoite la Dalmatie et qu'elle a mis au service de cette idée toute la presse et même celle qui dépasse ses frontières.

Il faudrait écrire tout une étude pour pouvoir donner même une image pâle de l'œuvre dissolvante que poursuit la presse italienne et ses affiliées, surtout au point de vue des ententes que la Yougoslavie désire entretenir soit avec les Etats balkaniques soit avec des grandes puissances. Notre ouvrage est consacré aux rapports diplomatiques, mais la presse italienne étant au service du fascisme, son action est aussi une action diplomatique, de même que l'arrivée du Maréchal de l'air italien Balbo, qui, sur le territoire yougoslave et dans une région où l'opinion est excitée contre l'Italie prononce des discours enflammés. Les subventions aux agents et aux organisations secrètes qui doivent perpétrer les attentats terroristes en Yougoslavie et dont les sièges sont en Italie, en

Bulgarie, en Albanie et en Hongrie sont aussi l'œuvre du fascisme et une action centre la paix.

A toutes les provocations, injures et calomnies, la diplomatie yougoslavie a répondu par le calme et par la modération. Nous estimons que la faute de tout bouleversement des Balkans depuis la Grande Guerre incombe à la diplomatie italienne, dont l'activité a été nettement définie dans le mémoire yougoslave (1931) de la deuxième Conférence balkanique : « *Rapprochements et alliances avec les Etats caractérisés de conquête ou des tendances de colonisation dans les territoires balkaniques et dont le propre territoire ou les propres forces et institutions sont mises à la disposition pour être utilisées contre un ou plusieurs Etats balkaniques* ».

C'est cet esprit de conquête et de colonisation qui ne permet pas à l'Italie de s'unir sincèrement, complètement, définitivement à sa sœur latine, à la France. Mais, les milieux autorisés de Rome aime mieux affirmer que la bonne entente entre la France et l'Italie est en fonction des rapports entre la Yougoslavie et l'Italie. Ils prétendent même, que le traité du 11 novembre 1927, que l'amitié franco-yougoslave est une entrave à l'amitié franco-italienne. M. Mussolini n'a pas été aussi catégorique. Il n'a pas voulu déplacer le poids du problème, et il en a donné la formule suivante : « Il est évident que la question Adriatique est très importante. Je crois cependant que l'Alliance franco-yougoslave n'a pas contribué à l'amélioration de nos rapports ».

Oublions pour l'instant une multitude de problèmes qui séparent Paris et Rome. Supposons que les Italiens disent de bonne foi que l'amitié franco-italienne est entravée par l'alliance de la France et de la Yougoslavie.

Analysons le traité. Il sanctionne une amitié d'ancienne date. Il entre dans le nombre de traités qui ont été conclus sur la recommandation de la Société des Nations, après le Pacte Rhénan, après Locarno. Il est une véritable mise de la guerre hors la loi.

L'article I stipule que les deux pays ne se livreront, de part et d'autre, à aucune attaque ou invasion et de ne recourir en aucun cas à la guerre. Par l'article II, ils s'engagent à « régler par le moyen pacifique, par l'arbitrage et par des moyens judiciaires tout différend qui n'aurait pu être réglé par la voie diplomatique ordinaire ». Les dispositions des articles III, IV et V prévoient l'examen en commun de toute question susceptible de mettre en danger la sécurité de la France et celle de la Yougoslavie.

L'article IV dit : « Si, malgré leurs intentions essentiellement pacifiques, la France ou le Royaume S. H. S. se voyaient attaqués sans provocation de leur part, les deux gouvernements se concerteraient sans délai sur leur action respective à exercer dans le cadre du pacte de la Société des Nations, en vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérêts nationaux et du maintien de l'ordre rétabli par les traités dont l'un et l'autre sont signataires ».

L'article V dit que les parties, dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe, doivent se concerter entre elles.

Aucune clause ne vise ni l'intégrité territoriale ni la souveraineté ou la dignité politiques de l'Italie. Si elle ne tendait pas vers l'impérialisme, l'Italie se réjouirait d'un tel traité et y adhérerait sans réserve. Malheureu-

sement, l'Italie a besoin de masquer devant l'opinion internationale les clauses de Tirana et d'autres visées de l'expansion italienne.

L'Italie poursuit une politique nettement agressive dans les Balkans, qui tôt ou tard amènera le conflit. Il appartient à l'Europe de s'en rendre compte.

4) *Les peuples balkaniques s'occuperont d'eux-mêmes.*

Devant le révisionnisme vraiment impudique des pays vaincus en 1918, qui ont réussi à contaminer certains dirigeants des Etats alliés ; devant le renouveau des velléités impérialistes visant la Péninsule Balkaniques ; afin de combattre la crise économique et d'assurer la tranquillité de leurs populations, les peuples balkaniques se sont repliés sur eux-mêmes et cherchant dans leur entente la solution du problème de la paix. Ce n'est pas qu'ils désirent renoncer à leurs rapports avec les grandes puissances occidentales. Au contraire, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie se sont aperçus qu'elles doivent s'occuper de leurs affaires elles-mêmes, à l'instar de la Petite Entente, en se groupant, en se serrant les coudes.

Les Conférences Balkaniques ont beaucoup contribué à ce développement des esprits des Etats balkaniques. Les délégations nationales ont été recrutées parmi toutes les classes sociales — commerçants, intellectuels, artistes, journalistes, avocats, parlementaires. Mais malgré leur caractère privé, elles ont eu des éléments officiels et ont été suivies de près par les gouvernements. Par surcroît, toutes les délégations suivaient, au fond, les instructions des gouvernements, quelquefois

même avec trop de zèle, comme, par exemple, à l'occasion de la troisième Conférence, quand la délégation bulgare refusa de voter le projet de pacte ayant reçu un mandat du gouvernement de Sofia. D'autre part, chaque gouvernement était représenté aux Conférences et, généralement, c'est le ministre des Affaires Etrangères du pays du siège qui prononçait le discours d'ouverture. Ainsi, les Conférences balkaniques revêtaient un caractère semi-officiel (12). Elles ont été un prélude psychologiquement indispensable à l'entente diplomatique. Ajoutons encore que le déplacement et les entrevues des ministres des Affaires Etrangères de quatre Etats balkaniques ont été d'une importance capitale pour l'idée de l'union.

Nous ne citerons ici que les paroles de M. Titulesco, prononcées à la troisième Conférence balkanique à Bucarest : « Les nations balkaniques, en raison de leur situation géographique et surtout de leur histoire, ont acquis bien des éléments communs de civilisation. Elles ont bien souvent les mêmes conceptions et la même manière de vivre. Leur art populaire, les dictons, la poésie et la musique sont d'une ressemblance frappante. Rattachées aujourd'hui les unes aux autres par la communauté de souffrances engendrées par les terribles guerres qui ont ensanglanté les Balkans : rattachées les unes aux autres par un passé qui a largement contribué à la formation d'une véritable parenté ; rattachées, enfin, les unes aux autres par la nécessité actuelle d'augmenter

(12) Les Conférences Balkaniques ont été tenues : à Athènes, 5-12 octobre 1930 ; à Ankara, 19-26 octobre 1931 ; à Bucarest, 22-27 octobre 1932 ; à Salonique 5-11 novembre 1933. Voir surtout la thèse de doctorat de Stévan Petrovitch, *Conférence et Union balkanique*, Paris, 1934.

leurs moyens de défense, quant à leurs multiples intérêts communs d'ordre politique et économique, les nations de cette région de l'Europe ressentent, elles aussi, les effets salutaires de la solidarité internationale.

« Je dirai, donc, que, si, dans le passé, les Balkans ont été considérés comme un foyer d'irritation internationale grâce à vos efforts c'est justement dans les Balkans qu'on voit apparaître aujourd'hui un courant nouveau, dont le but est d'asseoir l'édifice de la Paix sur la seule base solide, parce que morale : aidons-nous les uns les autres sans nuire à personne ».

L'Entente Balkanique ne veut nuire à personne. Elle a fini par avoir pleinement conscience que le salut des Balkans est dans une concorde absolue de leurs peuples. Elle ne demande à l'Europe qu'une bienveillante neutralité. Si l'on ne touche pas à son indépendance, on est sûr d'éviter toute guerre.

La Yougoslavie qui, — selon l'expression de M. Barthou, de ce soldat-martyr de la Paix, — est, comme la Roumanie, l'axe de deux groupements : Petite Entente et Entente Balkanique, la Yougoslavie, disons-nous, est au centre de cette activité pacifiste. Son grand Roi, — mort lui-aussi au service de la Paix, — dans une interview accordée à M. Knikerbocker, qui avait entrepris à travers le monde une enquête sur la future guerre, exprima la pensée et le sentiment de la nation yougoslave : « Voyez-vous, nous avons mis nos affaires en ordre dans les Balkans. Il suffit d'examiner le travail de l'année dernière, pour constater que loin d'être un foyer d'incendie, les Balkans sont devenus un centre d'entente et d'accords internationaux ».

« J'irai même jusqu'à affirmer que jamais des rela-

tions entre les différents Etats balkaniques n'ont été en meilleures voies et que c'est dans cette région-ci de l'Europe que la guerre a encore le moins de chance d'éclater.

« Ce n'est pas ici qu'elle se déclenchera, mais malheureusement nous ne sommes pas seuls. Des influences extérieures continuent comme jamais à faire tout leur possible pour entraver les efforts d'entente. Il est absolument nécessaire que les Balkans se libèrent de toute influence étrangère. C'est la condition du maintien de l'esprit de coopération et de la volonté de paix dans les Balkans, qu'on nous laisse tranquille, il n'y aura plus d'ombre et de dissentiment. » (13).

(13) *Intransigeant*, Paris, 15 mai 1934.

CONCLUSION

Pendant une certaine période, l'Entente balkanique, désirée par tout le monde, sauf bien entendu par les puissances intéressées politiquement dans la Péninsule, ne pouvait pas se réaliser. Les auteurs ont cherché les raisons de cette stagnation. Les uns prétendent que les esprits n'étaient pas encore mûrs ; d'autres accusent l'intervention des puissances et d'autres encore parlent des difficultés entre les Etats balkaniques. Dans toutes ces affirmations, il y a une part de vérité. Cependant, l'obstacle principal réside dans l'activité de la diplomatie italienne. L'absence de l'Albanie dans le Pacte est, à n'en pas douter, l'œuvre de l'Italie. L'activité du Comité Macédonien et des terroristes est due dans une large mesure à l'activité diplomatique italienne, cherchant à affaiblir, sinon à disloquer la Yougoslavie. Les hésitations de la Bulgarie au point de vue de la politique extérieure sont aussi l'œuvre du fascisme. On peut en dire autant de la Grèce.

D'une manière générale, nous pouvons affirmer que la politique de la Yougoslavie dans les Balkans est étroitement liée aux rapports italo-yougoslaves. Mussolini ne veut pas une Yougoslavie forte, une Yougoslavie dont la parole compte dans l'Europe Centrale et Balkanique. Il suffit de se rappeler ses discours, les articles de la presse

italienne, le film *Les Chemises noires*, projeté à Paris en 1933 devant un certain nombre des membres du corps diplomatique (14), pour se rendre compte combien les visées impérialistes ont agi contre l'entente des peuples balkaniques.

La Yougoslavie, cependant, ne se départit pas de sa politique pacifiste. La diplomatie yougoslave, quoique harcelée par les manœuvres italiennes poursuit la consolidation de la paix dans l'Europe Centrale et dans les Balkans. Un des fidèles collaborateurs du Roi Alexandre, M. Yevtitch, avec prudence et fermeté, continue les efforts du grand Pacificateur, que les ennemis du Traité de la Victoire ont pu assassiner mais dont la Pensée guidera son peuple (15).

(14) Des invitations ont été lancées par l'Institut national italien L. U. C. E. La séance eut lieu dans la grande salle de Pleyel. Une vue de la Yougoslavie était projetée avec indication : « Dalmatia », qui, quelques secondes après fut couvert par l'Italie. (« Un film où apparaît le vrai visage de l'Italie », article de M. Jean Thouvenin, *l'Intransigeant*, 10 juin 1933, IV^e édition).

(15) Machiavel disait : « Le rôle d'une diplomatie est de tromper tout le monde et de ne se jamais laisser tromper ». La diplomatie de jadis et la diplomatie d'aujourd'hui, tout en étant les mêmes, ont changé sur un certain nombre de points. Jadis, c'était la diplomatie de cabinet, tandis qu'aujourd'hui, la diplomatie doit se déplacer. En outre, aujourd'hui tout le monde peut être diplomate. Les diplomates de carrière connaissaient les mœurs d'un peuple, l'histoire, les aspirations, la langue du pays et, dans une large mesure, facilitaient l'entente. Aujourd'hui, il arrive souvent que ce sont des politiciens, des hommes de lettres, des parlementaires qui s'improvisent diplomates, et les solutions des problèmes internationaux s'en ressentent.

M. Yevtitch est arrivé au poste de ministre des Affaires étrangères après une brillante carrière dans les services diplomatiques de 1917 à 1929. Il est à Stockholm, à Londres, à Paris, à Bruxelles, à Tirana et à Vienne. Nommé en 1929, par le Roi Alexandre, ministre de la Cour et ministre-adjoint des Affaires étrangères, il devint, le 2 juillet 1932, ministre des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie, dans le premier cabinet de M. Srchkitch. Avec MM. Titulesco et Benès, il élaborait le pacte d'organisation de la Petite Entente (16 février 1933). Le 4 juin 1933, M. Yevtitch signa à Londres, avec l'U. R. S. S., la

La Grèce est hantée par l'idée d'être une puissance méditerranéenne et considère que ses intérêts sont plutôt tournés vers l'Italie que vers les Balkans. C'est pourquoi Mussolini réussit à dominer souvent sa politique extérieure. Dans les récentes discussions, notamment en ce qui concerne l'interprétation du Pacte Balkanique, l'on peut facilement reconnaître l'œuvre de la diplomatie italienne. Les partisans grecs de l'Entente Balkanique et de l'alliance gréco-yougoslave ont d'autant plus de mérite et finiront par triompher.

La Bulgarie, vaincue de la Deuxième Guerre Balkanique et de la Grande Guerre, a cherché également des relations hors des Balkans. Elle se lia avec la Hongrie et, surtout avec l'Italie, qui désirait contrebalancer l'œuvre de consolidation de la Yougoslavie et entraver son développement politique. Or, nous savons ce qu'il advient quand, des deux Etats qui traitent, l'un est six fois plus fort que l'autre. A cause de l'abandon de la politique des Alliés et par suite de la dislocation de la Grande Entente, l'Alliance bulgaro-italienne était inévitable. Le rôle de la diplomatie yougoslave a dû consister dans l'effort d'empêcher, au nom de la doctrine de Monroe balkanique et au nom de l'avenir des deux peuples frères, une entente hostile à l'état de choses établi après

convention sur la définition de l'agresseur. Le 9 février 1934, il signa le Pacte Balkanique.

Après avoir contribué largement au triomphe du Yougoslavisme, c'est-à-dire à la consolidation intérieure du pays, M. Yevtitch, a passé à l'action internationale. Politique de paix, sauvegarde des anciennes amitiés et particulièrement de celle de la France, sécurité, organisation de la Petite Entente et des Balkans, voilà le programme de M. Yevtitch. Fort de la confiance du Roi Alexandre, il a mené une action internationale pacifique, qui a abouti à un réseau d'alliances susceptibles de consolider le *statu-quo* de l'Europe et la paix du monde.

1914-1918. Elle a cherché aussi une entente avec l'Italie. Cette voie n'aboutissait pas. par les avances politiques, par la subvention que l'Italie donnait au Comité Macédonien et aux étudiants bulgares, par le mariage de la fille du Roi Victor-Emmanuel avec le Roi de Bulgarie, la fine diplomatie italienne l'emportait sur celle de la Yougoslavie. Mais, il est difficile d'aller contre la logique et, surtout, contre l'éthique des choses. La sincère action pacifiste et fraternelle du Roi Alexandre a déjoué plus d'une combinaison machiavélique. La Bulgarie s'oriente de plus en plus vers la Yougoslavie.

L'Albanie est la clé de l'Adriatique, les Yougoslaves et les Italiens le savent fort bien. La diplomatie yougoslave ne voulait qu'une chose : l'indépendance de l'Albanie. Cette attitude ainsi que la communauté d'histoire sont à la base des rapports albano-yougoslaves qui, tôt ou tard, aboutiront à une amitié constante. Les hommes d'Etat albanais ont vécu en Serbie et parlent le serbe. Ses étudiants ont été instruits dans les écoles serbes et yougoslaves. A l'occasion d'une rencontre, Achmed Zogou, ancien président de la République et Roi actuel, disait à un de nos hommes d'Etat : « Les Serbes sont mes grands amis. Ils ont fait beaucoup pour l'Albanie. Je suis leur obligé et ne sais comment les remercier. » L'homme d'Etat yougoslave répondit : « Je ne souhaite qu'une chose, c'est que votre jeune Etat soit prospère et reste ami de notre peuple ». Les Yougoslaves savent que le jeune Etat avait besoin d'une armée, d'une flotte, d'écoles, d'usines, de routes, et qu'elle manquait de capitaux. Mais ils n'ont pas fait des avances. M. Mussolini a tout offert, même ses officiers et ses fonctionnaires. Mais, selon un dicton balkanique, si « corps est vendu,

âme reste sauve. Nous sommes persuadés qu'Achmed Zogou, même aujourd'hui, reste ami de la Yougoslavie. Les récents événements en comportent plus d'un indice. Les Albanais ont une conscience nationale et ne se laisseront pas faire jusqu'au bout. Ils se débarrasseront du joug étranger et entreront dans la communauté balkanique. Nous en sommes convaincus.

La Turquie a une situation à part. Par sa position géographique, elle est une puissance plus asiatique que balkanique. Son histoire d'après guerre est surtout remplie par sa politique intérieure. Sa situation a été fixée par le traité de Lausanne (1923). D'autre part, elle a eu une guerre avec la Grèce. De même la question des échanges de populations a soulevé beaucoup de difficultés. Un grand nombre de questions interviennent et expliquent très bien sa politique d'expectative dans la Péninsule. Cependant, ces temps derniers, elle est devenue un vrai champion de l'Entente des peuples balkaniques.



Comment se fait-il que les Etats Balkaniques ont trouvé un moyen d'entente ? Comment se fait-il que, par une décision plutôt inespérée, les quatre Etats de la Péninsule se sont décidés à garantir mutuellement leurs frontières ? Cela est facile à expliquer. Les Etats balkaniques ont vu que la Yougoslavie n'était pas un « homme malade », mais une grande puissance. Ils ont vu que la Yougoslavie, en agissant aussi bien en qualité d'un Etat fort qu'à titre de membre de la Petite Entente, loin d'être impérialiste, faisait une politique de paix et d'ordre.

Les Etats balkaniques craignaient l'Italie et ils cher-

chaient à être ses amis et à travailler avec elle pour la paix et la sécurité des Balkans. Déçus par la grande puissance qui a tant varié dans sa politique internationale, les Balkaniques ont vu que la Yougoslavie était aussi un Etat avec lequel ils pouvaient s'allier pour leur sécurité la plus absolue, car elle n'a aucune visée territoriale, et ils se sont rapprochés d'elle et ont recherché son amitié. Avec une franchise qui lui est coutumière, le Roi Alexandre a répondu à cet appel. Il a — ce qui plus est, — donné des initiatives et mis sa belle, sa puissante autorité au service de la pacification de la Péninsule Balkanique. Ainsi, la Yougoslavie a accompli une grande œuvre, en devenant un trait d'union entre les peuples pacifistes de l'Occident et de l'Orient. C'est à son attitude que doit le jour cette puissance nouvelle en Europe (16). l'Entente Balkanique est un grand pas, une grande construction dans l'édifice de la paix internationale.

(16) Le Conseil de l'Entente Balkanique qui se tint à Ankara en octobre-novembre 1934 a confirmé la solidité des fondements posés à Athènes. Les quatre ministres des Affaires étrangères balkaniques ont établi un statut d'organisation de l'Entente Balkanique à l'instar de celui de la Petite Entente. M. le Dr Bojidar Pouritch, ministre-adjoint des Affaires étrangères du Royaume de Yougoslavie, qui représentait M. Yevtitch, retenu à Belgrade après l'attentat de Marseille, déclarait avec raison après les travaux du Conseil d'Ankara : « Une véritable puissance nouvelle est née en Europe avec l'Entente Balkanique » (*L'Echo de Belgrade*, 7 novembre 1934).

BIBLIOGRAPHIE

- ALVAREZ (Alejandro), « L'Union Balkanique. L'Union Européenne. L'Union panaméricaine », *L'Europe de l'Est et du Sud-Est*, janvier-février 1932, Paris.
- ANCEL (Jacques), *Les Balkans face à l'Italie*, Paris, 1928. — *Peuples et Nations des Balkans*, Paris, 1930. — *La Macédoine*, Paris, 1930. — « Essais d'une psychologie des peuples balkaniques », *Les Balkans*, mai-juin 1933. — « L'Union Balkanique », conférence faite à la Sorbonne le 25 mai 1932 — « La Macédoine en paix », *l'Esprit International*, 1^{er} octobre 1931, Paris.
- ANDRASSY (Georges), « Les traités d'arbitrage et de conciliation conclus par la Yougoslavie », *Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International*, Paris, 1931.
- ARNAOUTOVITCH (Alexandre), *De la Serbie à la Yougoslavie*, Paris, 1920. — *P. Preradovitch, poète de l'unité yougoslave*, Paris, 1920.
- ASSOCIATION Yougoslave pour la Société des Nations, *Bulgares et Yougoslaves*. Langue, religion, tradition, aspect politique, état actuel. Belgrade, 1928.
- ASSOCIATION Bulgare pour la Société des Nations, *Les Bulgares Macédoniens et les Serbes* (Réponse à la brochure *Bulgare et Yougoslaves*), Sofia, 1928.
- AUGARDE (Jacques), voir : Sicard (Emile).
- BANITCH (Milan), *La Yougoslavie vue par un Croate*, Paris, 1933.
- BANYANIN (Yovan), *Politika Jugoslovenskog jedinstva protivu punktacija, razdora i murznje*. Govor senatora Jov. Banjanina izrecen u senatu Kraljevine Jugoslavije, 28, marta 1933, Beograd 1933. (*Politique de l'unité yougoslave*. Discours prononcé au Senat Yougoslave).
- BENES (Dr Edouard), « Discours », *L'Europe Nouvelle*, septembre 1920. — « La Petite Entente », *L'Esprit international*, 1927.
- BOURGEOIS (Emile), *Manuel historique de Politique Etrangère*. Tome I et tome II. Paris, 1928. — *La Guerre*.

Les origines de la guerre. Conférence faite à l'Ecole libre des Sciences Politiques, le 6 mars 1915. Paris, 1915.

CODRESCO (Florin), *La Petite Entente*. Thèse, Paris, 1930.

COOPÉRATION INTERNATIONALE, Georges Bonnet, F. Chamsal, P. Ernest Piccard, de Billy, A. Decoeuf, G. Dayras. Colonel Fabry, M. d'Ormesson. *Conférences organisées par la Société des Anciens élèves et élèves de l'Ecole libre des Sciences politiques*, Paris, 1933.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE, *Recueil des arrêts consultatifs*, N° 9.

DEBIDOUR (A.), *Histoire diplomatique de l'Europe*. Bibliothèque d'Histoire contemporaine, Paris. Tome I et Tome II.

DENIS (Ernest), *La Grande Serbie*. Delagrave, Paris, 1915. — *Du Vardar à la Sotcha*, Collection historique de l'Institut d'Etudes slaves, Paris, 1922.

DJORJEVITCH (Tihomir R.), *Makedonija (Macédoine)*, Belgrade, 1929.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES, *La Guerre Européenne*, Ministère des Affaires étrangères.

DUKAGJIN-ZADEH-BASRI Bey, *Le monde oriental et l'avenir de la paix*, Paris, 1920.

GAUVAIN (Auguste), *L'Europe avant la guerre*, Paris, 1917. *L'Europe au jour le jour*, Editions Bossart, Paris, tome IV et suivants.

GIDEL, *Cours du Droit constitutionnel comparé*, Doctorat, 1931-1932.

GIVOTITCH (V.), « Les minorités nationales en Yougoslavie », *Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International*, Paris, 1931.

GUETZEVITCH (Mirkine), *Les constitutions de l'Europe Nouvelle*, Paris, 1928.

HAUMANT (Emile), *La Formation de la Yougoslavie (xv^e-xx^e siècle)*, éd. de l'Institut d'Etudes Slaves de l'Université de Paris. Collection Historique, V, Paris, 1930. — *Histoire des Yougoslaves*. Bibliothèque des « Amis de la Yougoslavie », Paris, 1932. — *La Yougoslavie, études et souvenirs*, Paris, 1927. —

« Les races et les peuples dans l'Europe du Sud-Est », *L'Europe de l'Est et du Sud-Est*, janvier-février 1932, Paris.

JAQUIN (Pierre), *L'effort yougoslave*, Paris, 1932. — « Quelques récents succès de la politique Yougoslave », *L'Europe de l'Est et du Sud-Est*, juillet-août, 1934.

KAPTCHEFF (G.-L.), *La débâcle Nationale Bulgare devant la Haute Cour*, Paris, 1925.

LA PRADELLE (A. de), *Cours du Droit International Public*, Doctorat, 1931-1932. — *Causes célèbres du Droit des Gens*. Réforme agraire yougoslave devant la Justice internationale, Paris, 1930.

LA LIGUE pour le rapprochement des Serbes et des Bulgares et pour l'Union de tous les Slaves du Sud, *Œuvre du rapprochement et de l'Union des Serbes et des Bulgares dans le passé*, Paris, 1930.

LE FUR (Louis), *Précis du Droit International public*, Paris, 1931. — « Les conditions d'existence d'une Union européenne », *Revue du Droit International*, Paris, 1930. — *Races, Nationalités, Etats*, Paris, 1922. — « Convention de Londres (1933) et la définition de l'agresseur », *Revue de Droit International de sciences diplomatiques et politiques*, Paris, janvier-mars 1933.

LE FUR (Louis) et SCLAVER (Georges), *Recueil de textes de Droit International Public*, Paris, 1934.

LOUTZIFCH (Doyan), *La constitution du Royaume de Yougoslavie du 3 septembre 1931*, avec son texte intégral, Thèse, Paris, 1931.

MARCHAND (René), *Le Royaume Unitaire Yougoslave, facteur essentiel de la paix internationale*, Paris, 1933.

MARKOVITCH (Lazare), *Le traité de conciliation et de l'arbitrage de la Yougoslavie*, Thèse, Paris, 1932.

MARKOVITCH (Dr. Lazare, ancien ministre), *Le Désarmement et la politique de Belgrade*, Paris, 1932. — « La France, l'Italie et la Yougoslavie », *L'Esprit International*, N° 14, avril 1930. — « Une extension du problème des minorités », *Annuaire de l'Association Yougoslave du Droit International*, Paris, 1931.

MARKOVITCH (Yovan), *L'organisation administrative de la Yougoslavie prévue par la loi du 3 octobre 1929*, Thèse, Paris, 1931.

- MATITCH (M.), *L'Union Danubienne*, Thèse, Paris, 1933.
- MIRKOVITCH (Borivoyé), *La Yougoslavie politique et économique*, Paris, 1934.
- MOUSSET (Albert), *La Petite Entente*, Paris, 1923. — *L'Albanie devant l'Europe* (1912-1929), Paris, 1930., — *Le Royaume Serbe-Croate-Slovène*, Paris, 1926. — *L'Europe balkanique et danubienne en 1924*, Paris, 1926. — « Le retour au régime constitutionnel en Yougoslavie », *Europe Nouvelle*, 13 septembre 1931. — Les bases d'une collaboration économique entre les Etats Balkaniques.
- NEDELYKOVITCH (Milorad), *Etat économique et financier du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes au commencement de 1924*. Paris, 1924.
- NIKITOVITCH (Tchaslav), *L'Affaire du Monastère de Saint-Naoum*, Thèse, Paris, 1927.
- NINTCHITCH (Dr. Momtchilo), *Spoljna politika Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca, 1922-1924*, Belgrade, 1924. — *Dfo, 1925-1926 (Politique extérieure du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 1922-1924. — Dto, 1925-1926)*.
- NOVAKOVITCH (Dr. Miléta), *Aperçus européens (Yougoslavie)*, Conférence faite à l'Ecole libre des Science Politiques, Félix Alcan, Paris, 1931.
- PAPANASTASIOU (A.-P.), *Vers l'Union Balkanique ; Les Conférences Balkaniques*. Centre Européen de la Documentation Carnegie, Paris, 1934.
- PERRIGAULT (Jean), *Bandits d'Orient*, Paris, 1931.
- PETROVITCH (Stevan), *L'Union et la Conférence Balkanique*, Thèse, Paris 1934. — *L'Union et les Conférences Balkaniques* (Conférence faite à la réunion de l'Association des Etudiants pour la Fédération Balkanique à Paris, Edition de l'Association), Paris, 1933.
- POINCARÉ (R.), *Au service de la patrie*, Plon, Paris.
- POLITIS (Nicolas), *Les nouvelles tendances du droit international*, Paris, 1926.
- POTCHEK (Sreten), *La Question Adriatique*, Thèse, Paris, 1933.
- RAIN (Pierre), *Aperçus européens*, conférence organisée par la Société des élèves et anciens élèves de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, Alcan, Paris, 1931.

- REVUE DES BALKANS, *Dossier économique des Balkans*, (Albanie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Yougoslavie). Paris, 1932.
- SARITCH (Bojidar), *La Petite Entente facteur de paix en Europe*, Thèse, Paris, 1933.
- SAVADJIAN (Léon), *Origine et responsabilité de la Guerre Mondiale*, Paris, 1934. — *L'attentat de Sarajevo*, extrait de la *Revue Universelle de Lyon*, 1933.
- SEPIC (Dragovan), *Zemlja Muka. Jugosloveni u Italiji (Pays des souffrances. Yougoslaves en Italie)*, Bibliothèque de l'Association des Etudiants Yougoslaves de Paris, Paris, 1931. — Le Memorandum Briand et la Fédération Européenne », *Revue Politique et Parlementaire*, avril-mai-juin 1930, Paris.
- SCELLE (Georges), « L'Union Européenne et la XI^e assemblée de la S. D. N. », *Revue Politique et Parlementaire*, octobre, novembre, décembre, Paris, 1930, p. 58-70 et 380-403).
- SCHEFER (X.), *D'une guerre à l'autre (1871-1914)*, Paris.
- SEIGNOBOS (Ch.), *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, Paris, Alcan, 1926.
- SICARD (Emile) et AUGARDE (Jacques), *Yougoslavie*, 1934.
- SFORZA (comte Carlo), « L'Italie et la Yougoslavie », *L'Esprit international*, N° 15, juillet, 1930.
- SPALAIKVITCH (Dr M.), « Efforts pour la Paix », *Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International*, Paris, 1931. « Une journée du Ministre de Serbie à Petrograd. Le 24 juillet 1914 », *Revue d'histoire diplomatique*, avril, juin 1934.
- STANOYEVITCH (Stanoyé), *Nasi vladori, (Nos Souverains)*, Narodno dela, Beograd, 1927.
- STRUPP Karl, *La situation juridique des Macédoniens en Yougoslavie*, Paris. 1930.
- TCHIRKOVITCH (Dr. Stevan), *Conférence préparatoire inter-balkanique de juristes et l'Unification du droit des pays balkaniques*, Paris, 1932. — *Jedan prāvni pogled na krizu Drustva naroda. (La crise de la Société des Nations)*, Belgrade, 1934.
- TCHOROVITCH (Dr. Vladimir). — *Velika Srbija (Grande Serbie)*, Belgrade, 1924. — *Istorija Jugoslavije (Histoire de la Yougoslavie)*, Belgrade, 1933.

- TIBAL (André), *La crise des Etats agricoles européens et l'Action Internationale*, Paris, 1931.
- TOMITCH (D.), *Intrigues révisionnistes contre les traités de paix depuis 1919*. Préface de M. Paul Gaultier, membre de l'Institut. Paris 1934, Edition Pierre Bossuet, 8, rue Notre Dame des Champs, Paris, VI^e.
- TOPALOVITCH (Jivko), *Za Balkanski Sporazum (Pour l'Entente Balkanique)*, Zagreb, 1931. — « La première Conférence Balkanique tenue à Athènes du 5 au 12 octobre 1930 », *Annuaire de l'Association Yougoslave du Droit International*, Paris, 1931.
- VANLANDE (René), *En Albanie, sous l'œil de Mussolini*, Paris, 1933.
- VOUKITCHEVITCH (Milenko), *Kralj Petar od rodjenja do surti (Roi Pierre de sa naissance à sa mort)*, Beograd, 1922.
- VOSNJAK (Vochniak Dr B.), « Un Institut Balkanique à Belgrade », *Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit international*, Paris, 1931.
- WILLIAM MARTIN, *Les hommes d'Etat pendant la guerre*, Paris.
- X. Y. Z., *Le peuple bulgare et la Paix Balkanique*, Paris, 1926, « Balkanski pakt à Italija » (« Pacte balkanique et Italie »), *Politika*, Belgrade, 17 février, 1934.
- YAKCHITCH (D. Grégoire), *L'Europe et la Résurrection de la Serbie*. (En français et en Yougoslave).
- YEVTITCH (Bogolyoub), « La politique étrangère de la Yougoslavie », exposé fait devant la Chambre des Députés, le 12 mars 1934, *Europe de l'Est et du Sud-Est*, mars-avril 1934, Paris.
- YOVANOVITCH (M.), *Le Régime absolu Yougoslave*, Paris, 1930.
- YOVANOVITCH (Slobodan), *Vlada Alessandra Obrenovica (Règne d'Alexandre Obrénovitch)*, Beograd, 1931.
- ZUJOVIC (Jovan M.), *Les Serbes (Population rurale et urbaine. — Vie intellectuelle. — Religion. — Politique)*, Paris, 1927.
- ZRNITCH (Louka), *Istorija Novoga Veka (Histoire du nouveau siècle)*, Belgrade.

PERIODIQUES, REVUES ET JOURNAUX

- Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International*, Paris-Belgrade, 1931.
Annuaire de l'Association Yougoslave de Droit International, Paris-Belgrade, 1935.
La Revue Politique et Parlementaire, Paris.
Les Balkans, Athènes, 1931-1934.
L'Europe Centrale, Prague.
L'Europe Nouvelle, Paris, 1932-1934.
L'Europe de l'Est et du Sud-Est, 1930-1934.
L'Esprit International, Paris, 1931-1934.
Revue des Balkans, Paris.
Revue de Droit International, Paris.
Revue des deux mondes, Paris.
Union Balkanique, organe de l'Association des Etudiants pour la Fédération Balkanique, Paris, 1933.
Revue des Sciences Politiques, Paris.
Revue Yougoslave, 1919-1920, Paris.
Esprit International, Paris, 1931-1934.
La Politique, Revue de Doctrine et d'actions, Paris, 1931-1932.
Lu, Paris, 1930 à 1934.
Je suis partout, Paris, 1931-1933.
Bulletin officiel de la Chambre de Commerce franco-yougoslave, Paris.
Bulletin périodique de la presse européenne, Ministère des Affaires étrangères, Paris, 1930-1934.

Journaux en langue française :

- Le Temps*, quotidien, Paris.
Journal des Débats, quotidien, Paris.
La Macédoine, Genève (1925-1932), Sofia (1933-1934).
Bulgarie, quotidien, Sofia.
Le Messager d'Athènes, quotidien, Athènes.
Yougoslavie, hebdomadaire de Belgrade 1930-1932.
Echo de Belgrade, hebdomadaire de Belgrade 1932-1934.

Journaux Yougoslaves :

- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| <i>Politika</i> , Belgrade. | <i>Novosti</i> , Zagreb. |
| <i>Vreme</i> , Belgrade. | <i>Obzor</i> , Zagreb. |
| <i>Pravda</i> , Belgrade. | <i>Jutro</i> , Lioubliana. |

Vu : Le Président,
A. DE LA PRADELLE
30 oct. 1934

Vu : Le Doyen,
E. ALLIX

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Université de Paris,
S. CHARLÉTY

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	11
INTRODUCTION	25
1°) Les Yougoslaves du VII ^e au XV ^e siècle	25
2°) Les Yougoslaves sous la domination étrangère ...	34
3°) La Yougoslavie contemporaine	43

PREMIERE PARTIE

LA YUGOSLAVIE UNIFIEE

CHAPITRE I. — L'Alliance et les guerres Balkaniques (1912-1913)	69
CHAPITRE II. — La Grande Guerre et les Balkans, (1914- 1918)	79
CHAPITRE III. — Avènement de la Yougoslavie	87
CHAPITRE IV. — Yougoslavie Politique (1918-1934)	92
1°) Politiques des Partis (1918-1928)	95
2°) Le nouveau régime (6 janvier 1929)	108
CHAPITRE V. — La Yougoslavie économique et les échan- ges interbalkaniques	119

DEUXIEME PARTIE

LA YUGOSLAVIE ET SES VOISINS BALKANIQUES

CHAPITRE I. — Albanie et Yougoslavie	138
1°) L'indépendance de l'Albanie	138
2°) La délimitation des frontières et la politique cor- diale	144

3°) L'Albanie alliée de l'Italie et sa nouvelle orientation vers la communauté balkanique	151
CHAPITRE II. — Bulgarie et Yougoslavie	158
1°) Relations des Slaves du Sud jusqu'à Stamboulisky.	158
2°) Stamboulisky et la situation en Bulgarie de 1920 à 1923	161
3°) Le coup d'Etat en Bulgarie le 3 juin 1923 et l'attitude du Gouvernement yougoslave	163
4°) L'entente manquée	165
5°) L'accord du mois d'octobre 1923	166
6°) L'O. R. I. M. (Organisation Révolutionnaire Interne Macédonienne)	168
7°) Paroles des deux Rois	171
8°) Le nouveau régime bulgare (1934 et l'entente bulgaro-yougoslave)	175
CHAPITRE III. — Grèce et Yougoslavie	180
1°) La Zone Libre Serbe	180
2°) Politique d'amitié	189
CHAPITRE IV. — Roumanie et Yougoslavie	191
1°) La Roumanie parmi les Alliés	191
2°) La Roumanie membre de la Petite Entente et alliée de la Yougoslavie	193
CHAPITRE V. — Turquie et Yougoslavie	198
1°) Rapprochement de 1933-1934	198

TROISIEME PARTIE

YUGOSLAVIE BALKANIQUE ET EUROPEENNE

CHAPITRE I. — La Yougoslavie membre de la Petite Entente et de la Communauté Balkanique	207
1°) La Yougoslavie et le Pacte d'Organisation de la Petite Entente	207
2°) La Yougoslavie et le Pacte Balkanique	212
3°) L'esprit pacifiste et l'attitude conciliante mais ferme de la diplomatie yougoslave	217
CHAPITRE II. — L'Entente Balkanique et son œuvre pacifiste.	222
1°) Le sens du Pacte du 9 février 1933	222

2°) Les embarras des Etats balkaniques et les points d'entente	225
a) Méfiance grecque	228
b) Bulgarie mécontente (Question macédonienne, — Port bulgare sur la Mer Egée)	232
c) Les Balkans, notamment la Yougoslavie, contre la révision du Traité de Paix. (La Hongrie révisio- niste. — Le Pacte à quatre. — L'attentat de Marseille. — Réfutation de M. Benès. — Le Conseil de l'Entente Balkanique à Istamboul en novembre 1934)	237
CHAPITRE III. — Les puissances et les Balkans	245
1) La France et les Balkans	246
2) L'Allemagne et les Balkans	248
3) L'Italie et les Balkans	250
a) L'Italie membre de la Triple-Alliance	250
b) L'Italie en Albanie	253
c) Rapports italo-yougoslaves	256
4) Les peuples balkaniques s'occuperont d'eux-mêmes.	263
CONCLUSION	267
BIBLIOGRAPHIE	273

